101e ANNÉE
VOL. 101

N° 12
1751

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 22 mars 1969

Québec, Saturday, March 22, 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

27440 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Adler Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation: David Adler, marchand, Hilda Mazer, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Adler, tous deux de 80, chemin Hampstead, Hampstead, et Shirley Adler, ménagère, épouse séparée de biens de Leslie Cuttler, 2280, Mantha, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Adler Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, chemin Hampstead, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 239-69

Albert's Men's Wear Inc.
Mercerie Albert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Albert Kofsky, marchand, Denise Kofsky, commis, épouse séparée

Letters Patent

Adler Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Adler, merchant, Hilda Mazer, housewife, wife separate as to property of the said David Adler, both of 80 Hampstead Road, Hampstead, and Shirley Adler, housewife, wife separate as to property of Leslie Cuttler, 2280 Mantha, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Adler Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 80 Hampstead Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 239-69

Albert's Men's Wear Inc.
Mercerie Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Kofsky, merchant, Denise Kofsky, clerk, wife separate as to property of the

de biens dudit Albert Kofsky, tous deux de 4555, Bonavista, Montréal, et Ulric Primeau, retraité, 5806, Burling Verdun, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Albert's Men's Wear Inc.— Mercerie Albert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1201, est, avenue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 417-69

American Adventure Tours Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, tous deux avocats et Conseils en Loi de la reine, de 1117 ouest, rue Ste-Catherine, suite 109, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de billets et un bureau de voyage dans toutes ses spécialités et agir à titre d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « American Adventure Tours Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 207-69

Ameublements Albert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Thérèse Albert, ménagère, épouse commune en biens de Mathias Brisson et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Alphonse Albert, rentier, tous deux de 22, 17e avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, et Hermine Plouffe, ménagère, veuve de L.-J.-Henri Mercille, 130, St-Laurent, app. 1, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublements Albert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, rue St-Eustache, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 297-69

Les Animaux Canadiana inc.
Canadiana Livestock Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1968,

said Albert Kofsky, both of 4555 Bonavista, Montreal, and Ulric Primeau, retired gentleman, 5806 Burling, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Albert's Men's Wear Inc.— Mercerie Albert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1201 Mount Royal Avenue East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 417-69

American Adventure Tours Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, both advocates and Queen's Counsels, of 1117 St. Catherine Street West, suite 109, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as general ticket agency and travel bureau in all its branches and to act as a holding company, under the name of "American Adventure Tours Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 207-69

Ameublements Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Albert, housewife, wife common as to property of Mathias Brisson and duly authorized by him for the presents, Alphonse Albert, annuitant, both of 22, 17th Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, and Hermine Plouffe, housewife, widow of L.-J.-Henri Mercille, 130 Saint-Laurent, Apt. 1, Saint-Eustache, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublements Albert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 19 Saint-Eustache street, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne,

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 297-69

Les Animaux Canadiana inc.
Canadiana Livestock Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Jean Savard, 4351, avenue Draper, Montréal, Raymond Crevier, 70, avenue Vivian, Mont-Royal, Louis-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, et Donald Riendeau, 1750, boulevard Édouard-Laurin, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'élevage des animaux de ferme et exercer toutes autres opérations reliées à l'agriculture, sous le nom de « Les Animaux Canadiana inc. — Canadiana Livestock Inc. », avec un capital total de $41,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5801-68

E. L. Arbour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Elphège Arbour, gérant, Elsie Cécile Marsh, ménagère, épouse dudit Elphège Arbour, et Charles Arbour, gérant, tous trois de Bonaventure, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseur sous toutes ses formes, sous le nom de « E. L. Arbour inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 308-69

Armabec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Maurice Jacques, 1115, Vimont, Claude-A. Blanchard, 1187, St-Cyrille ouest, tous deux de Sillery, Charles Cimon, 364, 60e rue est, Charlesbourg, Raymond Lessard, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Jean Lavoie, 3005, Laroche, app. 8, Sainte-Foy, tous cinq avocats, et Jacques Langlois, stagiaire, 3490, Maricourt, app. 16, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Armabec inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 18,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 6114-68

Armorex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1968,

porating: Jean Savard, 4351 Draper Ave., Montreal, Raymond Crevier, 70 Vivian Ave., Mount-Royal, Louis-Yves Fortier, 40 Arlington Ave., Westmount, and Donald Riendeau, 1750 Édouard-Laurin Blvd., Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To deal in and breed farm animals, and to carry out all operations connected with farming, under the name of "Les Animaux Canadiana inc. — Canadiana Livestock Inc.", with a total capital stock of $41,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 5801-68

E. L. Arbour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elphège Arbour, manager, Elsie Cécile Marsh, housewife, wife of said Elphège Arbour, and Charles Arbour, manager, all three of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "E. L. Arbour inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 308-69

Armabec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Jacques, 1115 Vimont, Claude-A. Blanchard, 1187 St-Cyrille West, both of Sillery, Charles Cimon, 364, 60th Street East, Charlesbourg, Raymond Lessard, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Jean Lavoie, 3005 Laroche, Apt. 8, Sainte-Foy, all five advocates, and Jacques Langlois, probationer, 3490 Maricourt, Apt. 16, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Armabec inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 18,000 preferred class "A" shares of $10 each and into 10,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 6114-68

Armorex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: André Dessureault, éducateur, 819, boulevard de Maisonneuve est, Germain Pageau, vendeur, 5795, 12e avenue, tous deux de Montréal, et Marcel Paquette, typographe, 4881, Quévillon, Laval, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, assembler, poser et manufacturer tous matériaux et articles employés dans la construction, et particulièrement, des armoires de cuisine et des moulures, sous le nom de « Armorex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5795, 12e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 196-69

incorporating: André Dessureault, educator, 819 de Maisonneuve Blvd. East, Germain Pageau, salesman, 5795, 12th Ave., both of Montreal, and Marcel Paquette, typographer, 4881 Quévillon, Laval, for the following purposes:

To buy, sell, assemble, install and manufacture all materials and articles used in construction, and particularly kitchen cupboards and mouldings, under the name of "Armorex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 5795, 12th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 196-69

L'Association des Commerçants de Chicoutimi Centre-Ville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: G.-Benoit Ruelland, 94, Jacques-Cartier est, Georges-Ernest Lessard, 98, Racine est, Jean-Baptiste Fraser, 128, Racine est, Michel Thiffault, 122, Racine est, François Gravel, 44, Racine est, Léo Lessard, 280, Hôtel de Ville, tous six marchands, Marc Savard, 154, Racine est, Joseph Pedneault, 159, Racine est, tous deux bijoutiers, et Roger Simoneau, gérant, 68, Racine est, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Protéger et défendre les intérêts économiques, sociaux, professionnels et moraux des membres, sous le nom de « L'Association des Commerçants de Chicoutimi Centre-Ville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 94, rue Jacques-Cartier est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 357-69

L'Association des Commerçants de Chicoutimi Centre-Ville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: G.-Benoit Ruelland, 94 Jacques-Cartier East, Georges-Ernest Lessard, 98 Racine East, Jean-Baptiste Fraser, 128 Racine East, Michel Thiffault, 122 Racine East, François Gravel, 44 Racine East, Léo Lessard, 280 Hôtel de Ville, all six traders, Marc Savard, 154 Racine East, Joseph Pedneault, 159 Racine East, both jewellers, and Roger Simoneau, manager, 68 Racine East, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To protect and uphold the economical, social, professional and moral interests of its members, under the name of "L'Association des Commerçants de Chicoutimi Centre-Ville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at 94 Jacques-Cartier Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 357-69

Association des Propriétaires et Locataires du Lac Ste-Rose

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Rousseau, contremaître de ligne, 363, boulevard Iberville, Robert Daoust, représentant, 60, Place Ruppert, tous deux de Repentigny, et Jean Lafleur, directeur d'éducation physique, 595, 27e avenue, app. 5, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des propriétaires et des locataires, sous le nom de « Association des Propriétaires et Locataires du Lac Ste-Rose ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Association des Propriétaires et Locataires du Lac Ste-Rose

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Rousseau, line foreman, 363 Iberville Boulevard, Robert Daoust, representative, 60 Place Ruppert, both of Repentigny, and Jean Lafleur, director of physical training, 595, 27th Avenue, Apt. 5, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To promote the interests of proprietors and tenants, under the name of "Association des Propriétaires et Locataires du Lac Ste-Rose".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is of $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Damien, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 6062-68

Association sportive des Policiers et Pompiers du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-A. Pelletier, commerçante, épouse de Hector Sénéchal, 1892, boulevard St-Charles, Saint-Charles-de-Lachenaie, Paul Lévesque, sergent de police, 1919, 53e avenue, et Maurice Lévesque, pompier, 1240, 15e avenue, ces deux derniers de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Promouvoir l'esprit sportif chez les policiers et les pompiers de la province de Québec, sous le nom de « Association sportive des Policiers et Pompiers du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5692-68

Astro construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531, Davaar, Outremont, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Astro construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7521, Roi René, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 442-69

Atelier Loisirs-Danses Victo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jos. Hamel, technicien, Rita St-Cyr, ménagère, épouse dudit Jos. Hamel, tous deux de 58, Perreault, et Pierre Hamel, coiffeur, 6, rue Pigeon, app. 2, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Atelier Loisirs-Danses Victo inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Damien, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 6062-68

Association sportive des Policiers et Pompiers du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marie-A. Pelletier, trader, wife of Hector Sénéchal, 1892 Saint-Charles Boulevard, Saint-Charles-de-Lachenaie, Paul Lévesque, policeman, 1919, 53rd Avenue, and Maurice Lévesque, fireman, 1240, 15th Avenue, the latter two of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To promote sportsmanship among policemen and firemen in the Province of Québec, under the name of "Association sportive des Policiers et Pompiers du Québec inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is of $10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 5692-68

Astro construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531 Davaar, Outremont, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Astro construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7521 Roi René, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 442-69

Atelier Loisirs-Danses Victo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Jos. Hamel, technician, Rita St-Cyr, housewife, wife of the said Jos. Hamel, both of 58 Perreault, and Pierre Hamel, hairdresser, 6 Pigeon Street, Apt. 2, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Atelier Loisirs-Danses Victo inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is of $40,000.

Le siège social de la corporation est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 174-69

Autodrome Drummond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Marshall Grenick, gérant, 107, Rajotte, Jacques Côté, restaurateur, 524, rue St-Georges, Nicol Lacroix, employé d'usine, rue Cardin, Serge Dionne, 443a, Cockburn, tous quatre de Drummondville, et Gilles Lacroix, 800, boulevard Foucault, Drummondville-Nord, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Exploiter commercialement un hippodrome, sous le nom de « Autodrome Drummond inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Majorique, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 344-69

B.T.R. Cosmétiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Maurice Beaudoin, 83, boulevard des Hauteurs, Lafontaine, Réal Tremblay, 253, Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, et A.-Rosaire Rochon, 382, Rochon, Saint-Jérôme, tous trois distributeurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de cosmétiques, lotions, parfums, savons, produits à base naturelle et autres produits semblables, sous le nom de « B.T.R. Cosmétiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1600, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 434-69

Beaudoin transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1968, constituant en corporation: Georges Bouchard, administrateur, Véronique Larouche, commerçante, épouse séparée de biens dudit Georges Bouchard, tous deux de 1606, rue Couvrette, Saint-Laurent, Irenée LeBel, gérant, 1955, rue Charland, Montréal, et Maurice Bouchard, comptable général agréé, 124, 41e rue, Saint-Georges, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Beaudoin transport ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the corporation is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 174-69

Autodrome Drummond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marshall Grenick, manager, 107 Rajotte, Jacques Côté, restaurant keeper, 524 St-Georges Street, Nicol Lacroix, factory worker, Cardin Street, Serge Dionne, 443a Cockburn, all four of Drummondville, and Gilles Lacroix, 800 Foucault Boulevard, Drummondville-North, the latter two traders, for the following purposes:

To commercially operate a hippodrome, under the name of "Autodrome Drummond inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Majorique, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 344-69

B.T.R. Cosmétiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Beaudoin, 83 des Hauteurs Boulevard, Lafontaine, Réal Tremblay, 253 Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, and A.-Rosaire Rochon, 382 Rochon, Saint-Jérôme, all three distributors, for the following purposes:

To manufacture and deal in cosmetics, lotions, perfumes, soaps, natural foundation products and other similar products, under the name of "B.T.R. Cosmétiques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1600 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 434-69

Beaudoin transport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Bouchard, administrator, Véronique Larouche, trader, wife separate as to property of said Georges Bouchard, both of 1606 Couvrette street, Saint-Laurent, Irenée LeBel, manager, 1955 Charland Street, Montreal, and Maurice Bouchard, general chartered accountant, 124, 41st Street, Saint-Georges, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Beaudoin transport ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1606, rue Couvrette, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 428-69

Beauger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gérard Beauregard, Paul N. Bruhmuller, et Michael Russel Murphy, tous trois administrateurs, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Beauger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 467-69

Beauté Boutique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Pierre Villa, ingénieur, 2570, des Hospitalières, Sillery, Fernand Gil, représentant, 370, Fraser, Québec, et Raymond Sterna, directeur commercial, 2300, St-Mathieu, app. 411, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Beauté Boutique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 acions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2570, des Hospitalières, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 348-69

Bersol Distributors Inc.
Distributeurs Bersol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754, rue Lockwood, tous deux avocats, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Bersol Distributors Inc.— Distributeurs Bersol inc. », avec un capital

The head office of the company is at 1606 Couvrette Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 428-69

Beauger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Beauregard, Paul N. Bruhmuller and Michael Russel Murphy, all three administrators of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all kinds of accessories for domestic or commercial purposes, under the name of "Beauger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 467-69

Beauté Boutique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Villa, engineer, 2570 des Hospitalières, Sillery, Fernand Gil, representative, 370 Fraser, Québec, and Raymond Sterna, commercial director, 2300 St-Mathieu, Apt. 411, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Beauté Boutique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2570 des Hospitalières, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 348-69

Bersol Distributors Inc.
Distributeurs Bersol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood Street, both advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Bersol Distributors Inc.— Distributeurs Bersol inc.", with a total capital stock of

total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 445-69

J. Omer Boivin & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Ghislain Boivin, épicier, 199, Lafontaine, Chibougamau, Robert Lamontagne, 283, Lévesque, et Maurice Lamontagne, 6, 2e rue, ces deux derniers notaires, de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, de boucherie, de restaurant ou de tout autre débit de vivres et de produits alimentaires, sous le nom de « J. Omer Boivin & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 578, 3e rue, Chicougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 147-69

Boulangerie Moderne Roussin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 3 février 1969, autorisant la fusion de « Boulangerie Roussin inc. », constituée par lettres patentes en date du 11 décembre 1962, et « Boulangerie Moderne inc. », constituée par lettres patentes en date du 11 juin 1965, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulanger, confiseur et fabricant de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Moderne Roussin ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 219, boule-Caouette sud, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 512-69 — 1466/71

La Boutique du Cuir inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Henri Dufour, marchand, Réjane Cyr, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henri Dufour, tous deux de 147, rue St-Paul, Joliette, et Jean-Paul Francoeur, comptable, 510, boulevard Du Domaine, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous articles de cuir ou simili-cuir, sous le nom de « La Boutique du Cuir inc. », avec un capital total de

$40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 445-69

J. Omer Boivin & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Boivin, grocer, 199 Lafontaine, Chibougamau, Robert Lamontagne, 283 Lévesque, and Maurice Lamontagne, 6, 2nd Street, the latter two notaries of Saint-Félicien, for the following purposes:

To operate groceries, butcheries, restaurants or any other provision and food product shops, under the name of "J. Omer Boivin & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 578, 3rd Avenue, Chibougamau, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 147-69

Boulangerie Moderne Roussin ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated February 3, 1969, authorizing the amalgamation of "Boulangerie Roussin inc.", incorporated by letters patent dated December 11, 1962, and "Boulangerie Moderne inc.", incorporated by letters patent dated June 11, 1965, all the aforesaid letters patent having been issued pursuant to the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit makers, under the name of "Boulangerie Moderne Roussin ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 75,000 common shares of $1 each, 1,000 preferred class "A" shares of $100 each and into 25,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 219 Caouette Boulevard South, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 512-69 — 1466/71

La Boutique du Cuir inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Dufour, trader, Réjane Cyr, housewife, wife separate as to property of said Henri Dufour, both of 147 St-Paul Street, Joliette, and Jean-Paul Francoeur, accountant, 510 Du Domaine Boulevard, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To manufacture and deal in all leather or imitation leather articles, under the name of "La Boutique du Cuir inc.", with a total capital stock

$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 980 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 303-69

La Boutique St-Charles (Trois-Rivières) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Cloutier, shérif, 600, Parent, Marcel Chartier, avocat, 4587, Notre-Dame, tous deux de Trois-Rivières-Ouest, et Lionel Martin, notaire, 800, Des Plaines, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant (hobby shop), sous le le nom de « La Boutique St-Charles (Trois-Rivières) ltée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 842, rue Des Prisons, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 436-69

C.I.F. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « C.I.F. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 448-69

Centre mobile Élite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Alexandre Blouin, vendeur, 2430, 4e Avenue, Québec, Jacques Gourdeau, agent d'assurances, 3054, Lechasseur, app. 2, Sainte-Foy, et Raymond St-Julien, voyageur, 3, Parc Lalande, Loretteville, pour les objets suivants:

Agir comme agents, distributeurs et vendeurs de roulottes de voyage, tentes, tentes-remorques, maisons mobiles, autos-neige, motocyclettes, bicyclettes, automobiles ainsi que tout équipe-

of $100,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and into 980 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 303-69

La Boutique St-Charles (Trois-Rivières) ltée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Cloutier, sheriff, 600 Parent, Marcel Chartier, advocate, 4587 Notre-Dame, both of Trois-Rivières-West, and Lionel Martin, notary, 800 Des Plaines, Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate a restaurant (hobby shop), under the name of "La Boutique St-Charles (Trois-Rivières) ltée".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is of $20,000.

The head office of the corporation is at 842 Des Prisons Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 436-69

C.I.F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "C.I.F. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 448-69

Centre mobile Élite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexandre Blouin, salesman, 2430, 4th Ave., Québec, Jacques Gourdeau, insurance agent, 3054 Lechasseur, Apt. 2, St. Foy, and Raymond St-Julien, traveller, 3 Parc Lalande, Loretteville, for the following purposes:

To act as agents, distributors and vendors of trailers for travelling, tents, tent-trailers, mobile homes, snowmobiles, motorcycles, bicycles, automobiles and all mobile equipment, under the

ment mobile, sous le nom de « Centre mobile Élite inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 386-69

Le Cercle des Fabricants du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1969, constituant en corporation: Albert Blier, commerçant, Rose Gagnon, ménagère, épouse dudit Albert Blier, tous deux de 3100, rue Bernard, Brossard, et Robert Blier, étudiant, 92, rue Reid, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits ou articles de maison, batteries de cuisine, ustensiles, articles ménagers, porcelaine, bijoux, verrerie, fixtures et appareils ménagers, sous le nom de « Le Cercle des Fabricants du Québec inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2235, boulevard Lapinière, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5725-68

Cercle Social Féminin des Laurentides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Hélène Boivin, ménagère, épouse séparée de biens de Roland Giroux, 165, Archambault, Joffrette Aubert, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Jacques Lafleur, et Yvonne Gagnon, rentière, fille majeure, toutes trois de Sainte-Adèle, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts généraux, favoriser l'avancement des institutions et promouvoir le développement de la littérature, de la musique et des arts, sous le nom do « Cercle Social Féminin des Laurentides inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est $100,000.

Le siège social de la corporation est 165, Archambault, Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 112-69

Châteauguay Shoe Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Quenneville, marchand, Pierrette Corbeil, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Quenneville, tous deux

name of "Centre mobile Élite inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 386-69

Le Cercle des Fabricants du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Blier, trader, Rose Gagnon, housewife, wife of said Albert Blier, both of 3100 Bernard Street, Brossard, and Robert Blier, student, 92 Reid Street, Saint-Lambert, for the following purposes:

To deal in house products or articles, kitchen utensils, household articles, porcelain, jewellery, glass-ware, fixtures and household appliances, under the name of "Le Cercle des Fabricants du Québec inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2235 Lapinière Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 5725-68

Cercle Social Féminin des Laurentides inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Hélène Boivin, housewife, wife separate as to property of Roland Giroux, 165 Archambault, Joffrette Aubert, housewife, wife separate as to property of Jean-Jacques Lafleur, and Yvonne Gagnon, annuitant, spinster of the full age of majority, all three of Sainte-Adèle, for the following purposes:

To promote the general interests, to favor the advancement of institutions and to promote the development of literature, music and the arts, under the name of "Cercle Social Féminin des des Laurentides inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 165 Archambault, Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 112-69

Châteauguay Shoe Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Quenneville, trader, Pierrette Corbeil, housewife, wife of said Jean-Paul Quenneville, both of 1919 Lévesque Boulevard,

de 1919, boulevard Lévesque, Laval, et Thomas Ducharme, notaire, 268, avenue Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et autres produits se rapportant à la chaussure, sous le nom de « Châteauguay Shoe Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5866, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 314-69

Ciecom Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gerald McCarthy, 3495, rue Mountain, Donald James Johnston, 3220, avenue Ridgewood, appartement P-2, tous deux de Montréal, Jean Monet, 4681, avenue Westmount, Roy Lacaud Heenan, 603, avenue Belmont, et Peter MacFarlane Blaikie, 4435, ouest, rue Sherbrooke, appartement 2, ces trois derniers de Westmount, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de gestion et de placements, sous le nom de « Ciecom Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 365-69

Eugène Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux notaires, de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de pantoufles, souliers, mocassins, bottes, chaussures et autres articles en cuir, ainsi que leurs accessoires, sous le nom de « Eugène Cloutier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 243-69

Club récréatif de Montmorency inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969,

Laval, and Thomas Ducharme, notary, 268 Bloomfield Avenue, Outremont, for the following purposes:

To deal in shoes and all other products relating to the shoe business, under the name of "Châteauguay Shoe Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5866 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 314-69

Ciecom Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, 3495 Mountain Street, Donald James Johnston, 3220 Ridgewood Avenue, Apartment P-2, both of Montreal, Jean Monet, 4681 Westmount Avenue, Roy Lacaud Heenan, 603 Belmont Avenue, and Peter MacFarlane Blaikie, 4435 Sherbrooke Street West, Apartment 2, the latter three of Westmount, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a management and investment company, under the name of "Ciecom Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 365-69

Eugène Cloutier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier, François Rainville, 1348 Frontenac, both notaries of Québec, and Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, 300 Valcartier, Loretteville, for the following purposes:

To manufacture and deal in slippers, shoes, moccasins, boots, footwear and other leather articles, as well as their accessories, under the name of "Eugène Cloutier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Émile, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 243-69

Club récréatif de Montmorency inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to

constituant en corporation sans capital-actions: Martin Boulet, pharmacien, 1598, Cardinal Villeneuve, Québec, Joseph Boucher, retraité, 106, François-Xavier, Raymond Bizier, commis de bureau, 4, Ruel, Omer Brassard, contrôleur, 214, 105e rue, et Armand Fortin, gérant, 470½, 113e rue, ces quatre derniers de Montmorency, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club récréatif de Montmorency inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 4066, boulevard Ste-Anne, Montmorency, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 458-69

La Cie de gestion Sillery inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigueur, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sainte-Foy, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La Cie de gestion Sillery inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de $10 chacune, 5,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 92-69

La Compagnie de transport général Laberge ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Bernard Laberge, homme d'affaires, Claire Lefebvre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Laberge, tous deux de 165, 6e avenue, Saint-Eustache, et Georges Duguay, gérant, 443, Hamel, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « La Compagnie de transport général Laberge ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 315-69

Conceptat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

incorporate a corporation without share capital: Martin Boulet, pharmacist, 1598 Cardinal-Villeneuve, Québec, Joseph Boucher, retired, 106 François-Xavier, Raymond Bizier, office clerk, 4 Ruel, Omer Brassard, comptroller, 214, 105th Street, and Armand Fortin, manager, 470½, 113th Street, the latter four of Montmorency, for the following purposes:

To organize and operate a social club, under the name of "Club récréatif de Montmorency inc.".

The amount to which is limited the annual revenue on immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at 4066 Sainte-Anne Boulevard, Montmorency, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 458-69

La Cie de gestion Sillery inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th St., Marthe Lessard, 354 Lavigueur, both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, St-Foy, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Cie de gestion Sillery inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 5,000 class "B" shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 92-69

La Compagnie de transport général Laberge ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Laberge, businessman, Claire Lefebvre, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Laberge, both of 165, 6th Avenue, Saint-Eustache, and Georges Duguay, manager, 443 Hamel, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "La Compagnie de transport général Laberge ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 315-69

Conceptat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued

patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy Robitaille, publicitaire, Claire Tremblay, ménagère, épouse dudit Guy Robitaille, tous deux de 3520, Beauséjour, Saint-Laurent, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Conceptat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 6142-68

Confection R. D. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Denis Buisson, entrepreneur, 55, Adrien, Repentigny, Fernand Frappier, presseur, 1775, Notre-Dame, et Roger Buisson, entrepreneur, 1776, Notre-Dame, ces deux derniers de Saint-Sulpice, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Confection R. D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1774, rue Notre-Dame, Saint-Sulpice, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 496-69

Confiserie Longueuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Georges Éthier, commis, 172, Principale, Saint-Basile-le-Grand, Jacques Blouin, 1435, Beaumont, et Adrien Gagné, 1989, Labelle, ces deux derniers représentants, de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseur sous toutes ses formes, sous le nom de « Confiserie Longueuil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, St-Charles ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 327-69

Construction Norcen inc.
Norcen Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean Savard, 4351, avenue Draper, Montréal, Claude Fontaine, 616,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Robitaille, publicist, Claire Tremblay, housewife, wife of the said Guy Robitaille, both of 3520 Beauséjour, Saint-Laurent, and Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consultants, under the name of "Conceptat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 6142-68

Confection R. D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Buisson, contractor, 55 Adrien, Repentigny, Fernand Frappier, presser, 1775 Notre-Dame, and Roger Buisson, contractor, 1776 Notre-Dame, the latter two of Saint-Sulpice, for the following purposes:

To operate hosiery stores, under the name of "Confection R. D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1774 Notre-Dame street, Saint-Sulpice, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 496-69

Confiserie Longueuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Éthier, clerk, 172 Principale, Saint-Basile-le-Grand, Jacques Blouin, 1435 Beaumont, and Adrien Gagné, 1989 Labelle, the latter two representatives of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "Confiserie Longueuil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 11 St-Charles West, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 327-69

Construction Norcen inc.
Norcen Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Savard, 4351 Draper Avenue, Montreal, Claude Fontaine, 616 Victoria Street,

rue Victoria, Saint-Lambert, Donald Riendeau, 1750, boulevard Édouard-Laurin, Saint-Laurent, Jean-Nadeau, 5787, avenue Déom, Montréal, et Arthur Campeau, 6245, de Vimy, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Norcen inc. — Norcen Construction Inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 6171-68

Corporation des Relations Étudiants et Administrateurs, (Université Laval)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: André Jolicoeur, 1756, boulevard Laurier, Sillery, Jean Jacques, route rurale numéro 1, Beauce, Jacques Bouvier, 780, Émile Côté, Sainte-Foy, Gilles Trempe, 1284, Maguire, Sillery, Germain Matthieu, 2115, St-Joseph, Saint-Hyacinthe, et Guy Côté, 110, Poirié, Lauzon, tous étudiants, pour les objets suivants:

Établir des relations entre le monde étudiant et le monde des affaires par tous moyens, sous le nom de « Corporation des Relations Étudiants et Administrateurs, (Université Laval) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 134-69

La Crêpe de France (no 1) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: William Fraiberg, avocat, 335, avenue Clarke, Westmount, Francine Gogniat, Havre des Iles, app. 710C, Laval, et Aline Lafleur, 99, rue Newton, Châteauguay, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « La Crêpe de France (no 1) inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 537-69

La Crêpe de France (no 2) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Saint-Lambert, Donald Riendeau, 1750 Édouard-Laurin Boulevard, Saint-Laurent, Jean Nadeau, 5787 Déom Avenue, Montreal, and Arthur Campeau, 6245 de Vimy, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Construction Norcen inc. — Norcen Construction Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 6171-68

Corporation des Relations Étudiants et Administrateurs, (Université Laval)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Jolicoeur, 1756 Laurier Boulevard, Sillery, Jean Jacques, Rural Route Number 1, Beauce, Jacques Bouvier, 780 Émile Côté, Sainte-Foy, Gilles Trempe, 1284 Maguire, Sillery, Germain Matthieu, 2115 St-Joseph, Saint-Hyacinthe, and Guy Côté, 110 Poirié, Lauzon, all students, for the following purposes:

To establish relations between the student world and the business world by any means, under the name of "Corporation des Relations Étudiants et Administrateurs, (Université Laval)".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 134-69

La Crêpe de France (no 1) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Fraiberg, advocate, 335 Clarke Avenue, Westmount, Francine Gogniat, Havre des Iles, Apt. 710C, Laval, and Aline Lafleur, 99 Newton Street, Châteauguay, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "La Crêpe de France (no 1) inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 537-69

La Crêpe de France (no 2) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued

patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: William Fraiberg, avocat, 335, avenue Clarke, Westmount, Francine Gogniat, Havre des Iles, app. 710C, Laval, et Aline Lafleur, 99, rue Newton, Châteauguay, ces deux dernières secrétaire, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « La Crêpe de France (no 2) inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 538-69

Daily Cleaners and Launderers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de nettoyeurs et buandiers, sous le nom de « Daily Cleaners and Launderers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 269-69

Decor Plywood Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Nahum Gelber, 171, chemin Edgehill, Westmount, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Samuel Wex, 150, chemin Radcliffe, Montréal-ouest, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre de marchands et manufacturer des marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Decor Plywood Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5409, chemin Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 399-69

Dégelement & Soudure de Rivière-du-Loup inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Fraiberg, advocate, 335 Clarke Avenue, Westmount, Francine Gogniat, Havre des Iles, Apt. 710C, Laval, and Aline Lafleur, 99 Newton Street, Châteauguay, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "La Crêpe de France (no 2) inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 538-69

Daily Cleaners and Launderers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners and launderers, under the name of "Daily Cleaners and Launderers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 269-69

Decor Plywood Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 171 Edgehill Road, Westmount, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Samuel Wex, 150 Radcliffe Road, Montreal West, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as merchants and to manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and nature, under the name of "Decor Plywood Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5409 Côte St. Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 399-69

Dégelement & Soudure de Rivière-du-Loup inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Camille Fournier, soudeur, 290, rue Témiscouata, Bruno Thibault, 2, rue Fraser, et Jacques Sirois, chemin des Raymond, ces deux derniers comptables, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dégeleur d'aqueducs et d'égouts, sous le nom de « Dégelement & Soudure de Rivière-du-Loup inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 58-69

porating: Camille Fournier, welder, 290 Témiscouata St., Bruno Thibault, 2 Fraser St., and Jacques Sirois, des Raymond Road, the latter two accountants, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business thawing aqueducts and sewers, under the name of "Dégelement & Soudure de Rivière-du-Loup inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 58-69

Desgagné construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Marc Desgagné, constructeur, 170, 60e rue est, Lionel Desgagné, constructeur, et Ghislaine Desgagné, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Desgagné, ces deux derniers de 4140, 3e avenue ouest, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et manufacturer et faire le commerce de matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Desgagné construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, 60e rue est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 217-69

Desgagné construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Desgagné, builder, 170, 60th St. East, Lionel Desgagné, builder, and Ghislaine Desgagné, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Desgagné, the two latter of 4140, 3rd Ave. West, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to manufacture and deal in all kinds of materials, under the name of "Desgagné construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 170, 60th St. East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 217-69

Diamond Real Estate Ltd.
Immeubles Diamant ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Albert Marcus, 1063, Mont-Royal, Outremont, Abraham Feiner, 4052, Wilson, Montréal, et Isidore R. Prazoff, 111, Finchley, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Diamond Real Estate Ltd.— Immeubles Diamant ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 416-69

Diamond Real Estate Ltd.
Immeubles Diamant ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Marcus, 1063 Mount Royal, Outremont, Abraham Feiner, 4052 Wilson, Montreal, and Isidore R. Prazoff, 111 Finchley, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Diamond Real Estate Ltd.— Immeubles Diamant ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 416-69

Diversified Realties of Montreal Ltd.
Immeubles diversifiés de Montréal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Diversified Realties of Montreal Ltd.
Immeubles diversifiés de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued

patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Albert Marcus, 1063, Mount Royal, Outremont, Abraham Feiner, 4052, Wilson, Montréal, et Isidore R. Prazoff, 111, Finchley, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Diversified Realties of Montreal Ltd.— Immeubles diversifiés de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 415-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Marcus, 1063 Mont-Royal, Outremont, Abraham Feiner, 4052 Wilson, Montreal, and Isidore R. Prazoff, 111 Finchley, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and building company, under the name of "Diversified Realties of Montreal Ltd.— Immeubles diversifiés de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 415-69

Dominick auto-sport ltée
Dominick Sport Car Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Nicole Lacourse, 170, Laurier, Laurence Bourque, 110, Notre-Dame ouest, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Claude Dallaire, étudiant en droit, 202, Perreault, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Dominick auto-sport ltée — Dominick Sport Car Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13, 19e avenue sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 46-69

Dominick auto-sport ltée
Dominick Sport Car Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Lacourse, 170 Laurier, Laurence Bourque, 110 Notre-Dame West, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jean-Claude Dallaire, student-at-law, 202 Perreault, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Dominick auto-sport ltée — Dominick Sport Car Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 450 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 13, 19th Avenue, South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 46-69

Dufour & Lapointe automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lise Gignac, 2604, de Bretagne, Sainte-Foy, Marguerite Drolet, 442, boulevard St-Cyrille ouest, et Lorraine Lapointe, 1735, rue Nicolet, ces deux dernières de Québec, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs acessoires et parties, sous le nom de « Dufour & Lapointe automobiles inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 427-69

Dufour & Lapointe automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Gignac, 2604 de Bretagne, St. Foy, Marguerite Drolet, 442 St-Cyrille Blvd., West, and Lorraine Lapointe, 1735 Nicolet St., the latter two of Québec, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and their accessories and parts, under the name of "Dufour & Lapointe automobiles inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 427-69

Elemen inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224, Rodin, Beloeil, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Michel Gilbert, 3777, St-Urbain, et Claude Camirand, 2200, Des Carrières, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des services professionnels d'organisation scientifique du travail et de la production, sous le nom de « Elemen inc. », avec un capital divisé en 100,000 actions « A » sans valeur nominale, 5,000 actions « B » sans valeur nominale et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5880-68

Elemen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Maurice Paquin, 224 Rodin, Beloeil, both advocates and Queen's Counsels, learned in the law, Michel Gilbert, 3777 St-Urbain, and Claude Camirand, 2200 Des Carrières, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate professional services in the field of scientific organization, of labor and production, under the name of "Elemen inc.", with a capital stock divided into 100,000 "A" shares of no nominal value, 5,000 "B" shares of non nominal value and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 5880-68

Elite Picture Frames Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gustave Gyarmati, fabricant de cadres, Pat Gyarmati, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gustav Gyarmati, tous deux de 210, St-Denis, Saint-Lambert, et Brana Konya, marchand, 831, McEachran, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer des encadrements de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Elite Picture Frames Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 256-69

Elite Picture Frames Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gustav Gyarmati, frame maker, Pat Gyarmati, housewife, wife separate as to property of the said Gustav Gyarmati, both of 210 St. Denis, Saint-Lambert, and Barna Konya, merchant, 831 McEachran, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture frames of every description, under the name of "Elite Picture Frames Inc.", with a total capital stock of $40,000, divide dinto 1,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 256-69

Les Entreprises Brodeur et Lessard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Raymond Brodeur, entrepreneur, Aurella Bergeron, ménagère, épouse dudit Raymond Brodeur, tous deux de Saint-Paulin, et Florent Lessard, homme d'affaires, Sainte-Angèle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et exploiter des entreprises de camionnage, sous le nom de « Les Entreprises Brodeur et Lessard ltée », avec un capital total de $125,000, divisé en 12,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Angèle, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 201-69

Les Entreprises Brodeur et Lessard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Brodeur, contractor, Aurella Bergeron, housewife, wife of the said Raymond Brodeur, both of Saint-Paulin, and Florent Lessard, businessman, Sainte-Angèle, for the following purposes:

To carry on business as general contactors, and to operate trucking enterprises, under the name of "Les Entreprises Brodeur et Lessard ltée", with a total capital stock of $125,000, divided into 12,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Angèle, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 201-69

Les Entreprises T. M. ltée
T. M. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1969, constituant en corporation: J.-Roger Thériault, Roger Thériault, tous deux de 5157, Earnscliffe, et Guy Massue, 3256, rue Lacombe, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires électriques et électroniques de toutes sortes ainsi que des meubles meublants, sous le nom de « Les Entreprises T. M. ltée — T. M. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5157, avenue Earnscliffe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 411-69

Les Entreprises T. M. ltée
T. M. Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Roger Thériault, Roger Thériault, both of 5157 Earnscliffe, and Guy Massue, 3256 Lacombe Street, all three salesmen of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical and electronical accessories of all kinds as well as household furniture, under the name of "Les Entreprises T. M. ltée — T. M. Enterprisses Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the comgny is at 5157 Earnscliffe Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 411-69

Erb-Cor Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Brian Richard Erb, plongeur, 7641, rue Centrale, LaSalle, Alfred Corber, marchand, 324, rue Brunet, Saint-Laurent, et Lawrence Diner, avocat, 4085, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service de sauvetage maritime, sous le nom de « Erb-Cor Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 229-69

Erb-Cor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brian Richard Erb, diver, 7641 Central Street, LaSalle, Alfred Corber, merchant, 324 Brunet Street, Saint-Laurent, and Lawrence Diner, advocate, 4085 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To operate a marine salvage business, under the name of "Erb-Cor Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 229-69

Europarts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier, 1969, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'accessoires ou pièces d'automobiles et toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils et dispositifs connexes à la construction de véhicules moteurs, en faire le commerce, sous le nom de « Europarts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9471, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 188-69

Europarts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1969, have been issued by the lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobile accessories or parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus and appliances incidental to the construction of motor cars, under the name of "Europarts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 9471 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 188-69

Fashion Converters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Henry Steinberg, avocat, 656, Murray Hill, Westmount, Sanda Pesner, 3210, Forest Hill, et Laura Jones, 2400, Benny Crescent, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Fashion Converters Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 6168-68

Fashion Converters Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Steinberg, advocate, 656 Murray Hill, Westmount, Sanda Pesner, 3210 Forest Hill, and Laura Jones, 2400 Benny Crescent, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, or the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, produces and merchandise of every kind and description, under the name of "Fashion Converters Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares with a par value of $1 each and 390 preferred shares with a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 6168-68

Fédération des Clubs de Montagne du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Lavallée, policier, 167, Place Champlain, Saint-Bruno-de-Montarville, Gilles Parent, professeur, 1260, rue Louvain est, et Michel-H. Gosselin, comptable agréé, 3864, Parc Lafontaine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique en général et en particulier les sports de montagne et la sécurité de montagne, sous le nom de « Fédération des Clubs de Montagne du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 359-69

Fédération des Clubs de Montagne du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Claude Lavallée, policeman, 167 Place Champlain, Saint-Bruno-de-Montarville, Gilles Parent, professor, 1260 Louvain St. East, and Michel-H. Gosselin, chartered accountant, 3864 Parc Lafontaine, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote sports and physical education in general, and, in particular, mountain sports and mountain safety, under the name of "Fédération des Clubs de Montagne du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 359-69

Friday's Ltd.

Avis est donné que'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corporation: Harold Philip Gordon, 414, avenue Wood, Westmount, Stanley Herbert Hartt, 5526, Ashdale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Margot Mary Quinn, 5940, Monkland, et Marie Nassa, 6653, Louis Hémon, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un hôtel, taverne, discothèque, club de nuit, auberge, bars, restaurants et/ou établissements semblables, sous le nom de « Friday's Ltd. », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Friday's Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Philip Gordon, 414 Wood Avenue, Westmount, Stanley Herbert Hartt, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, both advocates, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland, and Marie Nassa, 6653 Louis Hémon, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, discotheque, night club, public house, bars, restaurants and/or similar establishments, under the name of "Friday's Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1255, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 536-69

Fuschino & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Bruno Bernard, avocat, 3408, Carré Roland, Denise Gravel, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Gravel, 3471, Clérin, tous deux de Sainte-Foy, et Louise Lessard, secrétaire, épouse de Jacques Girard, 543, Route Nationale, Saint-Augustin-de-Desmaures, pour les objets suivants:

Agir comme consultant et aviseur auprès de toutes entreprises publiques ou privées, sous le nom de « Fuschino & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59, rue Fraser, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 152-69

Garceau et Lefebvre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1969, constituant en corporation: Maurice Garceau, commerçant, Rita Boucher, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Garceau, Paul Lefebvre, commerçant, et Violette Lamontagne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Lefebvre, tous quatre de Saint-Ambroise-de-Kildare, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, autos-neige, motocyclettes, remorques, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garceau et Lefebvre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ambroise-de-Kildare, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5791-68

Gémico ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Ruth De Kinder, secrétaire, épouse séparée de biens de Louis De Kinder, 10184, Marquette, Jean-Marc Poulin, avocat, 11765, Alexandre-Lacoste, tous deux de Montréal, et Pierrette Boilie, secrétaire, épouse de Jean-Marc Boilie, 9178, 12e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 536-69

Fuschino & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Bernard, advocate, 3408 Carré Roland, Denise Gravel, secretary, wife of Jean-Pierre Gravel, 3471 Clérin, both of Sainte-Foy, and Louise Lessard, secretary, wife of Jacques Girard, 543 National Route, Saint-Augustin-de-Desmaures, for the following purposes:

To act as consultants and advisors to public or private enterprises, under the name of "Fuschino & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 59 Fraser Street, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 152-69

Garceau et Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Garceau, trader, Rita Boucher, housewife, wife contractually separate as to property of said Maurice Garceau, Paul Lefebvre, trader, and Violette Lamontagne, housewife, wife contractually separate as to property of said Paul Lefebvre, all four of Saint-Ambroise-de-Kildare, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, snowmobiles, trailers, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garceau et Lefebvre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Ambroise-de-Kildare, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 5791-68

Gémico ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ruth De Kinder, secretary, wife separate as to property of Louis De Kinder, 10184 Marquette, Jean-Marc Poulin, advocate, 11765 Alexandre-Lacoste, both of Montreal, and Pierrette Boilie, secretary, wife of Jean-Marc Boilie, 9178, 12th Ave., Saint-Michel, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gémico ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 4-69

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Gémico ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 4-69

Giligon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gilbert Gonthier, industriel, Barraute, Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Giligon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $1 chacune, 3,992 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 40 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 309-69

Giligon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Gonthier, industrialist, Barraute, Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel learned in the law, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Giligon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $1 each, 3,992 preferred class "A" shares of $10 each and into 40 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Barraute, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 309-69

Gingras & Gingras limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Guy Gingras, 8751, 14e avenue, René Gingras, 9155, 15e avenue, #4, tous deux techniciens, et Claude Durocher, comptable, 8620, de Louresse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Gingras & Gingras limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 429-69

Gingras & Gingras limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Gingras, 8751, 14th Avenue, René Gingras, 9155, 15th Avenue, #4, both technicians, and Claude Durocher, accountant, 8620 de Louresse, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair all kinds of heating appliances or systems, automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Gingras & Gingras limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montrael, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 429-69

Georges Hamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Georges Hamel, briqueteur, Jeannette Doucet, ménagère, épouse dudit Georges Hamel, tous deux de route rurale numéro 3, et Alphonse Hamel, briqueteur, 80, 15e avenue, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Georges Hamel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Hamel, bricklayer, Jeannette Doucet, housewife, wife of said Georges Hamel, both of Rural Route number 3, and Alphonse Hamel, bricklayer, 80, 15th Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs briqueteurs, sous le nom de « Georges Hamel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondivlle, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 332-69

To carry on business as bricklaying contractors' under the name of "Georges Hamel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 380 preferred class "A" shares of $100 each and into 100 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 332-69

Harmonie de Coaticook
Coaticook Harmony

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Lapointe, commerçant, 320, rue St-Edmond, Martial Martineau, journalier, 144, rue Verrette, et John Sharpe fils, contremaître, 127, rue St-Jacques sud, tous trois de Coaticook, pour les objets suivants:

Promouvoir l'art musical, sous le nom de « Harmonie de Coaticook — Coaticook Harmony ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 171-69

Harmonie de Coaticook
Coaticook Harmony

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Gilles Lapointe, trader, 320 St-Edmond St., Martial Martineau, labourer, 144 Verrette, and John Sharpe, Jr., foreman, 127 St-Jacques St. South, all three of Coaticook, for the following purposes:

To promote the art of music, under the name of "Harmonie de Coaticook — Coaticook Harmony".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 171-69

Les Hélicoptères Trans-Québec limitée
Trans-Québec Helicopters Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février1969, constituant en corporation: Antonio Simard, industriel, 652, 1re rue ouest, André Simard, hôtelier, 652, 4e rue est, tous deux d'Amos, et Jacques Labarre, administrateur, 1160, de l'Assomption, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Les Hélicoptères Trans-Québec limitée— Trans-Québec Helicopters Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 817-69

Les Hélicoptères Trans-Québec limitée
Trans-Québec Helicopters Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Simard, industrialist, 652, 1st Street West, André Simard, innkeeper, 652, 4th Street East, both of Amos, and Jacques Labarre, administrator, 1160 de l'Assomption, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in aircraft of all kinds, motors, boats, aerial navigation instruments, appliances and accessories, under the name of "Les Hélicoptères Trans-Québec limitée — Trans-Québec Helicopters Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 817-69

I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Fernand Larocque, industriel, 1042, 5e rue, Guy Rochon, commerçant, et Shirley Rochon, ménagère, épouse sépa-

I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Larocque, industrialist, 1042, 5th Street, Guy Rochon, trader, and Shirley Rochon, housewife, wife separate as to property

rée de biens dudit Guy Rochon, ces deux derniers de 341, 11e rue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courroies, boyaux, roulements à billes industriels et généralement de pièces pour la machinerie lourde, sous le nom de « I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 321-69

ICM ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Michel Robert, avocat, 782, Wiseman, Outremont, Lucien Dansereau, avocat, 4977, Jean-Brillant, Marcelle Cournoyer, 5170, 11e avenue, app. 3, et Denyse Bergeron, 1735, Henri-Bourassa est, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « ICM ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3500, Parc Lafontaine, suite 210, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 126-69

Les Immeubles JRM inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul-Émile Gagnon, 81, rue St-Jean, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles JRM inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5983-68

Les Immeubles Riverains ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Georges-A. Daigle, 6, Mont-Marie, Gérald Corriveau, 168, St-Georges, tous deux médecins, de Lévis, et Fernand Darveau, constructeur, 1143, Beaupré, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

of said Guy Rochon, the latter two of 341, 11th Street, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To deal in straps, hoses, industrial ball-bearings and in heavy machinery generally, under the name of "I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 321-69

ICM ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Robert, advocate, 782 Wiseman, Outremont, Lucien Dansereau, advocate, 4977 Jean-Brillant, Marcelle Cournoyer, 5170, 11th Avenue, Apt. 3, and Denyse Bergeron, 1735 Henri-Bourassa East, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "ICM ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3500 Lafontaine Park, suite 210, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 126-69

Les Immeubles JRM inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Blvd., Paul-Émile Gagnon, 81 St-Jean St., both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 314 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles JRM inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 5983-69

Les Immeubles Riverains ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Daigle, 6 Mont-Marie, Gérald Corriveau, 168 St-Georges, both doctors of Lévis, and Fernand Darveau, constructor, 1143 Beaupré, Sainte-Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Riverains ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, Mont-Marie, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 129-69

J. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisanne, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J. L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 423-59

Jul Orange Julep Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Guy-Frédéric Gervais, 1195, Quenneville, André Valiquette, 3340, Beauséjour, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Micheline Pilotte, secrétaire, épouse séparée de biens de Réal Bercier, 4295, Hochelaga, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Jul Orange Julep Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 38,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5889, boulevard Gouin ouest, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 216-69

Kebec Truck Center (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, et Gilles Poulin, 1270, Quenneville, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garagistes et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Kebec Truck

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Riverains ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6 Mont-Marie, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 129-69

J. L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisanne, Saint-Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "J. L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 423-69

Jul Orange Julep Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-Frédéric Gervais, 1195 Quenneville, André Valiquette, 3340 Beauséjour, both advocates, of Saint-Laurent, and Micheline Pilotte, secretary, wife separate as to property of Réal Bercier, 4295 Hochelaga, Montréal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Jul Orange Julep Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 38,000 class "A" preferred shares of $1 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5889 Gouin Boulevard West, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 216-69

Kebec Truck Center (1969) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, and Gilles Poulin, 1270 Quenneville, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Kebec Truck Center

Center (1969) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 203-69

L. F. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Émilien Vallée, avocat, 500, Place d'Armes, chambre 1155, Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, tous deux de Montréal, et Murielle Gagné, 2220 Oslo, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « L. F. construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6830, 6e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 318-69

Lanton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gaston Proulx, comptable, 305, des Bouleaux ouest, Doris Havard, comptable, fille majeure, 75, Ste-Anne, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e avenue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Lanton inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 211-69

Jacques Larin Entreprises inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jacques Larin, 6705, Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, Réjean Bonami, 2381, Iberville, et André Trudel, 2181 A, Dezery, ces deux derniers de Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises et exploiter une agence de théâtre, sous le nom de « Jacques Larin Entreprises inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

(1969) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 203-69

L. F. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Vallée, advocate, 500 Place d'Armes, Suite 1155, Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, both of Montreal, and Murielle Gagné, 2220 Oslo, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "L. F. construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 6830, 6th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 318-69

Lanton inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Proulx, accountant, 305 des Bouleaux West, Doris Havard, accountant, spinster of the full age of majority, 75 Ste-Anne St., and Bernadette Fontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 617, 4th Ave., all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Lanton inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 211-69

Jacques Larin Entreprises inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Larin, 6705 Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, Réjean Bonami, 2381 Iberville, and André Trudel, 2181 A, Dezery, the latter two of Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise and to operate a theatrical agency, under the name of "Jacques Larin Entreprises inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 6705, Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 372-69

Leawood Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: John McDougall, 600, ouest, boulevard Dorchester, Roger Ackman, 4983, Bessborough, tous deux avocats, et Helen Fowler, secrétaire, célibataire, 4278, ouest, boulevard Dorchester, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et produits, en tout ou en partie, manufacturés de bois, sous le nom de « Leawood Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 5549-68

Lessard Bus Lines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1969, constituant en corportaion: Hilda Dillon, ménagère, veuve de Jules Lessard, Irène Lessard, secrétaire, célibataire, toutes deux de 4, Massawippi, et Arthur Lessard, gérant, 13, Glendale Park, tous trois de Lennoxville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de propriétaires d'omnibus, taxis, fardiers, automobiles, autobus, fardiers-automobiles, camions et autres véhicules privés ou publics, sous le nom de « Lessard Bus Lines Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 180-69

Magasins Carrousel inc.
Carrousel Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Joseph E. Cassar, avocat, 2230, chemin Beckett, Wilfrid Olivier, homme d'affaires, 313, rue Bryant, et Yvette D. Desjardins, secrétaire, épouse de Hervé Desjardins, 101 rue Short, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, boutiques, entrepôts et bureaux de présentation de marchandises, articles et biens mobiliers de toutes sortes, sous le nom de « Magasins Carrousel inc. — Carrousel Stores Inc. », avec un capital total de $40,000,

The head office of the company is at 6705 Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 372-69

Leawood Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John McDougall, 600 Dorchester Boulevard West, Roger Ackman, 4983 Bessborough, both advocates, and Helen Fowler, secretary, spinster, 4278 Dorchester Boulevard West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and products manufactured wholly or partly of wood, under the name of "Leawood Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 5549-68

Lessard Bus Lines Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hilda Dillon, housewife, widow of Jules Lessard, Irène Lessard, secretary, spinster, both of Massawippi, and Arthur Lessard, manager, 13 Glendale Park, all three of Lennoxville, for the following purposes:

To carry on the business of proprietors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Lessard Bus Lines Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 180-69

Magasins Carrousel inc.
Carrousel Stores Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph E. Cassar, lawyer, 2230 Beckett Road, Wilfrid Olivier, businessman, 313 Bryant Street, and Yvette D. Desjardins, secretary, wife of Hervé Desjardins, 101 Short Street, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate stores, shops, warehouses and offices for merchandising goods, wares and chattels of all kinds, under the name of "Magasins Carrousel inc. — Carrousel Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500

divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 39-69

Magi-Flamme inc.
Magi-Flame Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Charles Tremblay, 2770, Mont-Royal, Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, et Robert Truchon, 1286, Fontenay, tous trois avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lampes et autres objets fabriqués totalement ou en partie de métaux, de bois, de plastique et de verre, sous le nom de « Magi-Flamme inc.— Magi-Flame Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 700, Godbout est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 237-69

Marché J.-P. Bélisle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1969, constituant en corporation: Jean-Pierre Bélisle, marchand, Huguette Messier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Pierre Bélisle, tous deux de case postale 151, Plateau Normandie, Saint-Henri-de-Mascouche, et Clément Bélisle, rentier, 15, Laurier, Saint-Joachim, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, boucherie, boulangerie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « Marché J.-P. Bélisle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 393-69

Mergl Excavation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Frank Mergl fils, 3080, Somerset, Saint-Laurent, Michael Mergl, 5347, boulevard Cléroux, Laval, tous deux entrepreneurs, et Denis Gadoury, opérateur, 9700, 55e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Mergl Excavation Inc. », avec un capital total de

common shares of the par value of $10 each and 150 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 39-69

Magi-Flamme inc.
Magi-Flame Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Tremblay, 2770 Mount Royal, Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, and Robert Truchon, 1286 Fontenay, all three advocates, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To deal in lamps and other goods manufactured in whole or in part out of metal, wood, plastic and glass, under the name of "Magi-Flamme inc.— Magi-Flame Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares with a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 700 Godbout East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 237-69

Marché J.-P. Bélisle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Bélisle, trader, Huguette Messier, housewife, wife separate as to property of said Jean-Pierre Bélisle, both of Post Office Box 151, Plateau Normandie, Saint-Henri-de-Mascouche, and Clément Bélisle, annuitant, 15 Laurier, Saint-Joachim, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers, bakers and to deal in food specialties, under the name of "Marché J.-P. Bélisle inc.», with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 393-69

Mergl Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frank Mergl, Jr., 3080 Somerset, Saint-Laurent, Michael Mergl, 5347 Cléroux Blvd., Laval, both contractors, and Denis Gadoury, operator, 9700, 55th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Mergl Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000,

$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et en 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 382-69

Les Métaux Roland Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Roland Roy, épicier, Madeleine Boucher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Roy, tous deux de 1443, St-Ignace, et Roger Page, avocat, 367, Marie-Rollet, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, ainsi que de leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Les Métaux Roland Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1443, boulevard St-Ignace, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 172-69

Paul Meunier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Paul Meunier, assureur-vie, 124, Murray, Saint-Bruno-de-Montarville, Yolande Poliseno, réceptionniste, fille majeure, 7425, Querbes, Montréal, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Paul Meunier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 124, rue Murray, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 6203-68

Montage Éclair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: José Ména, technicien, 24, rue Joseph Paiement, Dollard-des-Ormeaux, Guy Beaudoin, 2380, rue Lord Conant, Montréal, et Claude Beaudoin, 435, rue Lockhart, Mont-Royal, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et cinéastes, sous le nom de « Montage Éclair inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

divided into 600 common shares of $10 each and 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 382-69

Les Métaux Roland Roy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Roy, grocer, Madeleine Boucher, housewife, wife separate as to property of the said Roland Roy, both of 1443 Saint-Ignace, and Roger Page, advocate, 367 Marie-Rollet, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and to deal in metals of all kinds, as well as products and by-products thereof, under the name of "Les Métaux Roland Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1443 Saint-Ignace Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Fiancial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 172-69

Paul Meunier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Meunier, life insurance agent, 124 Murray, Saint-Bruno-de-Montarville, Yolande Poliseno, receptionist, spinster of the full age of majority, 7425 Querbes, Montreal, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, Laval, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Paul Meunier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 124 Murray Street, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 6203-68

Montage Éclair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: José Ména, technician, 24 Joseph Paiement St., Dollard-des-Ormeaux, Guy Beaudoin, 2380 Lord Conant St., Montreal, and Claude Beaudoin, 435 Lockhart St., Mount-Royal, the latter two industrialists, for the following purposes:

To carry on business as photographers and film producers, under the name of "Montage Éclair inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 299-69

Montmorency Diesel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Bruno Bernard, avocat, 3408, Carré Roland, Sainte-Foy, Louise Lessard, secrétaire, épouse de Jacques Girard, 543, route Nationale, Saint-Augustin, et Denise Gravel, secrétaire, épouse et Jean-Pierre Gravel, 3471, Clérin, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de tous genres de véhicules, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Montmorency Diesel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4110, boulevard Ste-Anne, Montmorency, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 149-69

P. A. Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Pierre-Alexandre Morin, Yves Morin, tous deux commerçants, de Saint-Anselme, et Paul Morin, comptable, 16, Papineau, Saint-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « P. A. Morin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 75-69

Mousseau's Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Vincent-D.-R. Mousseau, marchand, Phyllis Mears, ménagère, épouse dudit Vincent-D.-R. Mousseau, et William T. Mousseau, fonctionnaire, tous trois de Campbell's Bay, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de détail, sous le nom de « Mousseau's Limited », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 340-69

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 299-69

Montmorency Diesel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Bernard, advocate, 3408 Carré Rolland, St. Foy, Louise Lessard, secretary, wife of Jacques Girard, 543 National Highway, Saint-Augustin, and Denise Gravel, secretary, wife of Jean-Pierre Gravel, 3471 Clérin, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in all kinds of vehicles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Montmorency Diesel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4110 Ste-Anne Blvd., Montmorency, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 149-69

P. A. Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Alexandre Morin, Yves Morin, both traders, of Saint-Anselme, and Paul Morin, accountant, 16 Papineau, Saint-David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "P. A. Morin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Anselme, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 75-69

Mousseau's Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vincent-D.-R. Mousseau, merchant, Phyllis Mears, housewife, wife of the said Vincent-D.-R. Mousseau, and William T. Mousseau, civil, servant, all three of Campbell's Bay, for the following purposes:

To carry on the business of a retail store, under the name of "Mousseau's Limited", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 700 preferred shares of a value of $100 each.

The head office of the company is at Campbell's Bay, judicial district of Pontiac.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 340-69

New Miss Jean Talon Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1969, constituant en corporation: George Grafos, 7010, Champagneur, app. 7, Demosthenis Evangelakos, 7416, Stuart, app. 3, John Evangelakos, 7010, Champagneur, app. 8, Peter Grafos, 6977, de l'Épée, app. 3, et Constantinos Grevenitis, 6955, Wiseman, app. 7, tous les cinq restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « New Miss Jean Talon Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2431, chemin Lucerne, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 177-69

Le Nid du Bébé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vallancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, marchandises et spécialement de jouets pour bébés et jeunes enfants, sous le nom de « Le Nid du Bébé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6217, Boulevard Monk, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 387-69

P.A.C.E. International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Carrick Saunders, vendeur, 70, 17e avenue, Roxboro, Hyman Shugar, administrateur, 780, Abbott, Saint-Laurent, et Bernard Beaudoin, ingénieur, 2275, Benjamin Sulte, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des bornes d'attache, des outils, outillage et pièces constituantes pour l'électronique et l'électricité, en faire le commerce, sous le nom de « P.A.C.E. International Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637, boulevard Métropolitain suite 1601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 350-69

New Miss Jean Talon Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Grafos, 7010 Champagneur, Apt. 7, Demosthenis Evangelakos, 7416 Stuart, Apt. 3, John Evangelakos, 7010 Champagneur, Apt. 8, Peter Grafos, 6977 de l'Épée, Apt. 3, and Constantinos Grevenitis, 6955 Wiseman, Apt. 7, all five restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "New Miss Jean Talon Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2431 Lucerne Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 177-69

Le Nid du Bébé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, goods and particularly in toys for babies and youngsters, under the name of "Le Nid du Bébé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6217 Monk Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 387-69

P.A.C.E. International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carrick Saunders, salesman, 70, 17th Avenue, Roxboro, Hyman Shugar, executive, 780 Abbott, Saint-Laurent, and Bernard Beaudoin, engineer, 2275 Benjamin Sulte, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in terminals, tools, electronic and electrical equipment and components, under the name of "P.A.C.E. International Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Boulevard, Room 1601, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 350-69

Parent & Roy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean-Roch Parent, Renald Roy et Rolland Parent, tous trois marchands, de Saint-Zacharie, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Parent & Roy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Zacharie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 360-69

Parent & Roy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Roch Parent, Renald Roy and Rolland Parent, all three merchants, of Saint-Zacharie, for the following purposes:

To operate a general store, under the name of "Parent & Roy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Zacharie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 360-69

Place Pointe aux Trembles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gerald Zavalkoff, 497, Outremont, Abe Zavalkoff, 499, Outremont, tous deux administrateurs, d'Outremont, et Norman Zavalkoff, courtier d'immeubles, 2285, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Place Pointe aux Trembles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 231-69

Place Pointe aux Trembles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald Zavalkoff, 497 Outremont, Abe Zavalkoff, 499 Outremont, both executives, of Outremont, and Norman Zavalkoff, real estate broker, 2285 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Place Pointe aux Trembles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 231-69

Place Rialto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Yvon Paradis, restaurateur, 3376, de la Chesnaie, Claude Côté, vendeur, 3355, de la Chesnaie, tous deux de Sainte-Foy, et Andrée Delisle, secrétaire, fille majeure, 445, boulevard St-Cyrille, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Place Rialto inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 335-69

Place Rialto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Paradis, restaurateur, 3376 de la Chesnaie, Claude Côté, salesman, 3355 de la Chesnaie, both of Sainte-Foy, and Andrée Delisle, secretary, spinster of the full age of majority, 445 Saint-Cyrille Boulevard, Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Place Rialto inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 335-69

Pneu Alliance (Québec) ltée
Alliance Tire (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier, 1969, constituant en corporation: Gerard G. Freed,

Pneu Alliance (Québec) ltée
Alliance Tire (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerard G. Freed, 1396 Carol Crescent,

1396, Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763, McMurray, et Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caoutchouc, soit naturel ou synthétique, et manufacturer des articles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Pneu Alliance (Québec) ltée — Alliance Tire (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4700, rue Rouen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 422-69

Promotion Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, 6, rue Jérôme, Laval, Annette Daveluy, 2950, boulevard Édouard Montpetit, #5, et Réalyne Langlois, 1635, Drucourt, app. 7, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes, restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « Promotion Anjou inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1833, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 271-69

R.D.R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Pierre Robillard, artiste commercial, 455, Roy, app. 214, Dorval, Pierre Desmarais, gérant de production, 2180, Vallières, app. 6, Laval, et Jacques Roussin, comptable, 10456, Paris, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « R.D.R. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 455, Roy, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 322-69

Résidence Maison-Neuve ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Guertin, industriel, 2650, Jeanne d'Arc, Joseph-Ernest Limoges, médecin, 3977, Hoche-

Laval, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in rubber, whether natural or synthetic, and to manufacture articles of every kind and description, under the name of "Pneu Alliance (Québec) ltée — Alliance Tire (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4700 Rouen Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Compagnies and Cooperatives.

28400-o 422-69

Promotion Anjou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Wilhelmy, advocate, 6 Jérôme St., Laval, Annette Daveluy, 2950 Édouard Montpetit Blvd., #5, and Réalyne Langlois, 1635 Drucourt, Apt. 7, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, tavern-keepers, innkeepers, restaurateurs and caterers, under the name of "Promotion Anjou inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1833 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 271-69

R.D.R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Robillard, commercial artist, 455, Roy, Apt. 214, Dorval, Pierre Desmarais, production manager, 2180 Vallières, Apt. 6, Laval, and Jacques Roussin, accountant, 10456 Paris, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as publishers, engravers and book-binders, under the name of "R.D.R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 455 Roy, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 322-69

Résidence Maison-Neuve ltée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Guertin, industrialist, 2650 Jeanne d'Arc, Joseph-Ernest Limoges, physician, 3977 Hoche-

laga, Paul Lafleur, comptable agréé, 7570, Beique, tous trois de Montréal, et Jacques Brunet, avocat, 7671, Yves-Prévost, Anjou, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Résidence Maison-Neuve ltée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 511-69

laga, Paul Lafleur, chartered accountant, 7570 Beique, all three of Montreal, and Jacques Brunet, advocate, 7671 Yves-Prévost, Anjou, for the following purposes:

To give aged couples and aged persons of both sexes a home which would permit them to live in safety and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Résidence Maison-Neuve ltée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $2,500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 511-69

Restaurant La Corniche Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Fernand Villeneuve, restaurateur, Madeleine Gaudet, ménagère, épouse dudit Fernand Villeneuve, tous deux de route rurale numéro 30, et André Gaudet, gentilhomme, tous trois de Saint-Donat, comté de Montcalm, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Corniche Steak House Inc. », avec un capital total de $4,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 30, Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 241-69

Restaurant La Corniche Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Villeneuve, restaurateur, Madeleine Gaudet, housewife, wife of the said Fernand Villeneuve, both of rural route number 30, and André Gaudet, gentleman, all three of Saint-Donat, county of Montcalm, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant La Corniche Steak House Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 4,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at rural route number 30, Saint-Donat, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 251-69

Le Roi du Rosbif inc.
The King of the Roast Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gilles Nadeau, 101, boulevard Marois, Laval, Gilles Robinson, 5810, Beaubien est, Montréal, tous deux marchands, et Jean-Paul Gagné, avocat, 1375, chemin Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Le Roi du Rosbif inc.— The King of the Roast Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 353-69

Le Roi du Rosbif inc.
The King of the Roast Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Nadeau, 101 Marois Blvd., Laval, Gilles Robinson, 5810 Beaubien east, Montreal, both merchants, and Jean-Paul Gagné, advocate, 1375 Lucerne Road, Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Le Roi du Rosbif inc.— The King of the Roast Inc.", with a total capital stock of $40,000, divised into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 353-69

St. John Tools & Dies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Albert Pichette, machiniste, Gisèle Tétreault, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Pichette, et Roxane Pichette, secrétaire, fille majeure, tous

St. John Tools & Dies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Pichette, machinist, Gisèle Tétreault, housewife, wife common as to property of the said Albert Pichette, and Roxane Pichette, secretary, spinster of the full age of majority, all

trois de 272, St-Pierre, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « St. John Tools & Dies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 263-69

three of 272 Saint-Pierre, Saint-Jean, for the following purposes:

To deal in goods and articles made out in whole or in part of metal, or wood, under the name of "St. John Tools & Dies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Iberville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 263-69

St-Luc automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Noël Saurette, route rurale numéro 1, J.-Claude Lescault, 533, Laurier, tous deux mécaniciens, et Léo Daigle, avocat, 403, 1re avenue, tous trois d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « St-Luc automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 4955-68

St-Luc automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Saurette, rural route number 1, J.-Claude Lescault, 533 Laurier, both mechanics, and Léo Daigle, advocate, 403, 1st Ave., all three of Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "St-Luc automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 4955-68

Société d'Administration et de Gestion des Entreprises du Croissant Vermeil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Paul-André Cantin, administrateur, 215, St-Luc, Paul-A. Fortin, administrateur-gérant, 183, Nelson, tous deux de Jonquière, et Eric Forest, administrateur agréé, 787, Hébert, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Société d'Administration et de Gestion des Entreprises du Croissant Vermeil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 306, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 4643-68

Société d'Administration et de Gestion des Entreprises du Croissant Vermeil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Cantin, administrator, 215 Saint-Luc, Paul-A. Fortin, executive manager, 183 Nelson, both of Jonquière, and Eric Forest, chartered administrator, 787 Hébert, Alma, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société d'Administration et de Gestion des Entreprises du Croissant Vermeil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 306 Saint-Hubert street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 4643-68

Soeurs de la Passion de Notre-Seigneur

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 17 décembre 1968, constituant en corporation « Soeurs de la Passion de Notre-Seigneur ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28403-o 9-68 — 1468/95

Soeurs de la Passion de Notre-Seigneur

Notice is hereby given that, in virtue of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, letters patent, bearing date December 17, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating "Soeurs de la Passion de Notre-Seigneur".

The head office of the corporation is situated at the city of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28403 9-68 — 1468/95

Tico Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Tico Holding Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 267-69

Tico Holding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Tico Holding Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 267-69

La Timbale Fleur de Lys inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1968, constituant en corporation: Raymond L. Power, industriel, Yolande Roy, ménagère, épouse dudit Raymond L. Power, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2685, Liégeois, Alfred Lamontagne, pilote, et Lise Lemelin, ménagère, épouse dudit Alfred Lamontagne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 1613, DesRocs, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, tavernes et bars, sous le nom de « La Timbale Fleur de Lys inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $20 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1613, DesRocs, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 4801-68

La Timbale Fleur de Lys inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond L. Power, industrialist, Yolande Roy, housewife, wife of the said Raymond L. Power and duly authorized by him for the presents, both of 2685 Liégeois, Alfred Lamontagne, pilot, and Lise Lemelin, housewife, wife of the said Alfred Lamontagne and duly authorized by him for the presents, the latter two of 1613 DesRocs, all four of Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, taverns and bars, under the name of "La Timbale Fleur de Lys inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 500 common shares of $20 each and 1,200 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 1613 DesRocs, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 4801-68

Tivoli Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Edward E. Aronoff, 4095, Côte des Neiges, W. Robert Golfman, 3505, Ste-Famille, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5781, Melling Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Tivoli Homes Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 103-69

Tivoli Homes Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward E. Aronoff, 4095 Côte des Neiges, W. Robert Golfman, 3505 Ste-Famille, both of Montreal, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Tivoli Homes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 103-69

Tousignant & associés inc.
Tousignant & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1969, constituant en corporation: David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, Samuel Wex, 150, Radcliffe, Montréal-ouest, et Ralph Lipper, 1550, McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Tousignant & associés inc.— Tousignant & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12078, rue Daigle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 325-69

Gaétan Tremblay et associés assurances ltée
Gaétan Tremblay and Associates Insurance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gaston Binette, 102, De Bellefeuille, René Lachance, 247, De Bellefeuille, tous deux notaires, Françoise Théoret, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous trois de Saint-Eustache, René Taillefer, notaire, 1517, Jolliet, Laval, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Gaétan Tremblay et associés assurances ltée — Gaétan Tremblay and Associates Insurance Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $25 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 5763-68

Vari construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763, McMurray, et Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et, de construction, sous le nom de « Vari construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Tousignant & associés inc.
Tousignant & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, Samuel Wex, 150 Radcliffe, Montreal West, and Ralph Lipper, 1550 McGregor, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Tousignant & associés inc.— Tousignant & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 12078 Daigle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 325-69

Gaétan Tremblay et associés assurances ltée
Gaétan Tremblay and Associates Insurance Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Binette, 102 De Bellefeuille, René Lachance, 247 De Bellefeuille, both notaries, Françoise Théoret, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, all three of Saint-Eustache, René Taillefer, notary, 1517 Jolliet, Laval, and Christiane Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Deux-Montagnes, for the following purposes

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Gaétan Tremblay et associés assurances ltée — Gaétan Tremblay and Associates Insurance Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,000 common shares with a nominal value of $25 each and 1,000 preferred shares with a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 5763-68

Vari construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Vari construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 22, boulevard Lakeview, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 238-69

The head office of the company is at 22 Lakeview Boulevard, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29400-o 238-69

The Villager Shoe Shoppes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première prtie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, autorisant la fusion de la compagnie « Vine's Shoe Shop Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 10e jour de décembre 1959, de la compagnie « The Villager Shoe Shoppe Inc. » constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour de novembre 1962, de la compagnie « The Villager Shoe Shoppe (Peel Street) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 21e jour de novembre 1963, de la compagnie « The Villager Shoe Shoppe (Place Victoria) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 24e jour de novembre 1964, et de la compagnie « The Villager Shoe Shoppe (Fairview) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour de juillet 1966, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pourles objets suivants:

Faire le commerce d'articles, marchandises, produits et effets de toutes sortes, sous le nom de « The Villager Shoe Shoppes Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 6036-68 — 1466/93

The Villager Shoe Shoppes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Vine's Shoe Shop Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of December, 1959, "The Villager Shoe Shoppe Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of November, 1962, "The Villager Shoe Shoppe (Peel Street) Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of November, 1963, "The Villager Shoe Shoppe (Place Victoria) Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of November, 1964, and "The Villager Shoe Shoppe (Fairview) Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of July, 1966, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To deal in articles, goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "The Villager Shoe Shoppes Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the new company is at Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 6036-68 — 1466/93

33-45 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gaston Fiset, marchand, Denise Hains, ménagère, épouse commune en biens dudit Gaston Fiset, tous deux de 290, avenue Chanoine Côte, app. 6, Vanier, Lucien Lamontagne, 405, des Frênes est, et Charles-B. Boulanger, 1325, de Callières, ces deux derniers marchands, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de musique, sous le nom de « 33-45 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 722, rue St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 307-69

33-45 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Fiset, merchant, Denise Hains, housewife, wife common as to property of the said Gaston Fiset, both of 290 Chanoine Côté Ave., Apt. 6, Vanier, Lucien Lamontagne, 405 des Frênes east, and Charles-B. Boulanger, 1325 de Callières, the latter two merchants, of Québec, for the following purposes:

To operate a music store, under the name of "33-45 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 722 St-Joseph St. East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400 307-69

Lettres patentes supplémentaires

Cardinal Furniture Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de janvier 1969, à la compagnie « Québec Decorative Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1966, 1° changeant son nom en celui de « Cardinal Furniture Industries Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 3873-66 — 1467/73

Cité Électronique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1968, à la compagnie « Cité Électronique inc. », 1° augmentant son capital de $325,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 225 actions ordinaires de $100 chacune et en 525 actions privilégiées de $100 chacune; 2° convertissant 2,275 actions privilégiées de $100 chacune en 400 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune, 50 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune, 200 actions privilégiées classe « C » de $100 chacune, 200 actions privilégiées classe « D » de $100 chacune et 1,425 actions privilégiées classe « E » de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 11866-62 — 1466/72

Contin Dyeing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de janvier 1969, à la compagnie « Contin Dyeing Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $200,000 par la création de 160,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 3868-66 — 1467/76

Gai-Mont inc.

Dans l'avis publié dans le numéro 27 de la *Gazette officielle du Québec*, du 6 juillet 1968, à la page 3699, sous le titre « Gaimont inc. », partout où apparaît le nom Gaimont, il faut lire: « Gai-Mont inc. ».

28400-o 14019-60

M. C. Houle Auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1969, à la compagnie « M. C. Houle Auto inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 10235-59 — 1466/79

Supplementary Letters Patent

Cardinal Furniture Industries Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Québec Decorative Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of September, 1966, 1. changing its name to that of "Cardinal Furniture Industries Ltd."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 3873-66 — 1467/73

Cité Électronique inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cité Électronique inc.", 1. increasing its capital stock from $325,000 to $400,000, the additional share capital being divided into 225 common shares of $100 each and 525 preferred shares of $100 each; 2. converting 2,275 preferred shares of $100 each into 400 preferred class "A" shares of $100 each, 50 preferred class "B" shares of $100 each, 200 preferred class "C" shares of $100 each, 200 preferred class "D" shares of $100 each and 1,425 prefered class "E" shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 11866-62 — 1466/72

Contin Dyeing Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Contin Dyeing Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $200,000 by the creation of 160,000 common shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 3868-66 — 1467/76

Gai-Mont inc.

In the notice published in number 27 of the *Québec Official Gazette*, on July 6, 1968, on page 3699, under the title "Gaimont inc.", anywhere the name "Gaimont" appears, we should read "Gai-Mont inc.".

28400 14019-60

M. C. Houle Auto inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "M. C. Houle Auto inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 10235-59 — 1466/79

Jarry Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de janvier 1969, à la compagnie « Mohawk Food Products Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juin 1963, changeant son nom en celui de « Jarry Restaurant Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 2606-63 — 1467/85

LaSalle Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de février 1969, à la compagnie « LaSalle Bowling Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 10452-62 — 1467/60

Lukon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1968, à la compagnie « Lukon Inc. », 1° diminuant son capital de $457,000 à $352,000, par l'annulation de 105,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $352,000 à $952,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 10422-59 — 1466/82

Morris National Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de février 1969, à la compagnie « Morris Import Sales Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de janvier 1950, changeant son nom en celui de « Morris National Sales Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 1413-50 — 1467/64

Peinture Nationale limitée
National Paint Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1968, à la compagnie « Peinture Nationale limitée — National Paint Limited », 1° augmentant son capital par la création de 20,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et de 17,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° subdivisant et convertissant ses 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune en 100,000 actions sans

Jarry Restaurant Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mohawk Food Products Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1963, changing its name to that of "Jarry Restaurant Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 2606-63 — 1467/85

LaSalle Bowling Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "LaSalle Bowling Inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 10452-62 — 1467/60

Lukon Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lukon Inc.", 1. reducing its capital from $457,000 to $352,000 by the cancellation of 105,000 preferred shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $352,000 to $952,000, the additional capital stock being divided into 600,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 10422-59 — 1466/82

Morris National Sales Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Morris Import Sales Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1950, changing its name to that of "Morris National Sales Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 1413-50 — 1467/64

Peinture Nationale limitée
National Paint Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Peinture Nationale limitée — National Paint Limited", 1. increasing its capital stock by the creation of 20,000 preferred class "A" shares of a pr value of $10 each and 17,500 preferred class "B" shares of a par value of $10 each; 2. subdividing and converting its 800 common shares of a par value of $25 each into 100,000 shares of no par value, 82,500 of which were issued for the amount of $16,500 and 17,500

valeur au pair, dont 82,500 ont été émises pour la considération de $16,500 et 17,500 pourront être émises por une considération qui n'excèdera pas $100,000.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 2407-39 — 1466/87

Les Presses Lithographiques (1965) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de janvier 1969, à la compagnie « Les Presses Lithographiques (1965) inc. »; 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $399,000 à $599,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 2943-65 — 1467/65

Ross-Smith (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de février 1969, à la compagnie « Canpro Canvas Products Inc.", constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Ross-Smith (1969) Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 5824-64 — 1467/66

Roch Roy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de février 1969, à la compagnie « Roy Explosifs limitée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1961, 1° changeant son nom en celui de « Roch Roy ltée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 15287-61 — 1466/89

Salon Fantasia inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1969, à la compagnie « Lingerie Fantasia inc.— Fantasia Lingerie Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de juillet 1962, 1° changeant son nom en celui de « Salon Fantasia inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400-o 12716-62 — 1467/67

Treasure Chest Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de février 1969, à la compagnie « International Commercial Services Ltd. », constituée par lettres

may be issued for an amount not to exceed $100,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 2407-39 — 1466/87

Les Presses Lithographiques (1965) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Presses Lithographiques (1965) inc."; 1. amending the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from $399,000 to $599,000, the additional capital shares being divided into 2,000 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 2943-65 — 1467/65

Ross-Smith (1969) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canpro Canvas Products Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1964, changing its name to that of "Ross-Smith (1969) Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400-o 5824-64 — 1467/66

Roch Roy ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roy Explosifs limitée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of October 1961, changing its name to that of "Roch Roy ltée"; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 15287-61 — 1466/89

Salon Fantasia inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lingerie Fantasia inc.— Fantasia Lingerie Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1962, 1. changing its name to that of "Salon Fantasia inc."; 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28400 12716-62 — 1467/67

Treasure Chest Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of February, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Commercial Services Ltd.", incorporated by letters patent

patentes en date du 8e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Treasure Chest Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 15127 — 1467/72

the 8th day of November, 1961, changing its name to that of "Treasure Chest Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 15127-61 — 1467/72

Ventes pour taxes

Municipalité du comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné par D. R. Bradford, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties de lots ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil là où se tiennent les séances du Conseil de comté, JEUDI, le HUITIÈME jour de MAI 1969, à DIX heures du matin pour taxes municipales, taxes scolaires et autres dettes dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins que lesdites taxes ainsi que tous les frais ne me soient payés avant le jour de la vente.

Corporation municipale du village de Brownsburg

V. G. Bellingham, Brownsburg, Québec. — Le lot numéro 753-9 rang 7, Chatham. La subdivision neuf (9) du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (753) rang 7, plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham. Borné au nord par Clarence Dixon, à l'est par un lot vacant, au sud par Gilbert Wilson, à l'ouest par l'avenue des Érables, dans le village de Brownsburg, sur l'avenue des Érables, avec les bâtisses y érigées. Taxes municipales: $182.42.

Roma Renaud, Brownsburg, Québec. — Le lot numéro partie 754 et partie 758, rang 7, Chatham. Le lot numéro partie sept cent cinquante-quatre et partie sept cent cinquante-huit (Ptie 754 et ptie 758) rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, dans le village de Brownsburg. Borné au nord par la voie ferrée, à l'est par la C. I. L., au sud par Noël Robillard, à l'ouest par la rue Saint-Joseph. Ledit lot mesure 65 sur 100, mesure anglaise, plus ou moins. Taxes municipales: $177.06.

Raymond Parent, Brownsburg, Québec. — Le lot numéro partie 758, rang 7, Chatham. Partie du lot numéro sept cent cinquante-huit (758), rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, dans le village de Brownsburg; borné au nord par Jas. Lacasse, un terrain vacant, à l'est par W. Charlebois, au sud par Yvon Caron et à l'ouest par la rue Saint-Georges, ledit lot mesurant 60 sur 160 mesure anglaise, plus ou moins; avec les bâtisses y érigées. Taxes municipales: $95.30.

Richard Demers, Brownsburg, Québec. — Le lot numéro partie 819, rang 8, Chatham. Partie du lot numéro huit cent dix-neuf (819), rang 8, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Chatham, village de Brownsburg; borné au nord par la rue Saint-Paul, à l'est par Armand Guay, au sud par le lot du Comité des Loisirs, à l'ouest par Madame M. Savard, Ledit lot mesure 50 sur 85, mesure anglaise, plus ou moins. Taxes municipales: $71.65.

Henri Paquette, Brownsburg, Québec. — Le lot partie 818, rang 8, Chatham. Partie du lot numéro huit cent dix-huit (818), rang 8, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de

Sales for Taxes

Municipality of the county of Argenteuil

Public notice is hereby given by D. R. Bradford, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by Public Auction in the Court Room of the Court House in the City of Lachute, in the said County of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on THURSDAY the EIGHTH day of MAY, 1969, at TEN o'clock in the forenoon for municipal taxes, school taxes and other debts due to the Municipalities hereinafter mentioned unless the same are paid to me with all costs incurred before the day of the sale.

Municipal Corporation of the Village of Brownsburg

V. G. Bellingham, Brownsburg, Québec.— Lot No. 753-9 Range 7, Chatham. Subdivision nine (9) of the original lot number seven hundred fifty-three (753) range 7, of the official plan and book of reference of the Township of Chatham. Bounded north by Clarence Dixon, east by a vacant lot, south by Gilbert Wilson, west by Maple Ave., in the Village of Brownsburg, on Maple Ave., with buildings thereon erected. Municipal Taxes: $182.42.

Roma Renaud, Brownsburg, Québec.— Lot No. Pt. 754 and Pt. 758, Range 7, Chatham Lot number part seven hundred fifty-four and part seven hundred fifty-eight (Pt. 754 and Pt. 758) Range 7, of the official plan and book of reference of the Township of Chatham, in the Village of Brownsburg. Bounded north by the railroad track, east by C. I. L., south by Noël Robillard, west by St. Joseph St. Said lot measuring 65 x 100 E. M. more or less. Municipal taxes: $177.06.

Raymond Parent, Brownsburg, Québec.— Lot No. Pt. 758, Range 7, Chatham. Part of the lot number seven hundred, fifty-eight (758) range 7, of the official plan and book of reference of the Township of Chatham, in the Village of Brownsburg; bounded north by Jas. Lacasse, vacant lot, east by W. Charlebois, south by Yvon Caron and west by St. Georges Street, said lot measuring 60 x 160 E. M. more or less; with buildings thereon erected. Municipal Taxes: $95.30.

Richard Demers, Brownsburg, Québec. — Lot No. Pt. 819, Range 8, Chatham. Part of lot number eight hundred nineteen (819), range 8, of the official plan and book of reference of the Township of Chatham, Village of Brownsburg; bounded north by St. Paul Street, east by Armand Guay, south by Comité des Loisirs lot, west by Mrs. M. Savard. Said lot measuring 50 x 85 E. M. more or less; Municipal taxes: $71.65.

Henri Paquette, Brownsburg, Québec.— Lot Pt. 818, Range 8, Chatham Part of lot number eight hundred eighteen (818), range 8, of the official plan and book of reference of the Town-

Chatham, village de Brownsburg. Borné au nord par le terrain de la C. I. L., à l'est par M. Dumouchel, au sud par la rue Saint-Antoine, à l'ouest par Eugène Dubeau. Ledit lot mesure 50 sur 160, mesure anglaise, plus ou moins. Taxes municipales: $81.41.

Jean-Georges Desforges, Brownsburg, Québec. — Le lot numéro 815-9 partie 8, rang 8, Chatham. La subdivision neuf et partie huit du lot originaire du lot numéro huit cent quinze (815), rang 8, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, village de Brownsburg. Borné au nord par la succession R. Kennedy, à l'est par l'avenue des Érables, au sud par E. White et Ruby Gordon, à l'ouest par E. Langlois. Ledit lot mesure 75 sur 123, mesure anglaise, plus ou moins. Taxes municipales: $122.62.

La corporation du canton de Chatham

George Albred McAloney, R. R. 1, Grenville, Québec. — Le lot numéro 392-4, Chatham. Un certain terrain situé à Greece's Point, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham comme étant le lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-douze (392-4), avec les bâtisses y érigées. Taxes municipales: $28.91; taxes scolaires: $85.81. Total: $114.72.

Raymond Parent, Brownsburg, Québec. — Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant la moitié est du lot numéro huit cent quarante-six (½ e. 846); borné cedit morceau de terre au nord par les terres du neuvième rang, au sud par le chemin de concession, à l'est par le lot 845 du même cadastre et à l'ouest par la moitié ouest dudit lot 846. À déduire de ladite moitié est la partie vendue a Joseph Quenneville par acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le numéro 56624. Sans bâtisse dessus. Taxes municipales: $38.81.

Dr. John D. Chapp, 821 North, 13th Street, Beatrice, Nebraska, 68310, U.S.A. — Les lots soixante-onze, soixante-douze, soixante-treize et soixante-quatorze de la subdivision du lot originaire numéro mille cinquante-trois (1053-71, 72, 73, 74) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham. Taxes municipales: $23.19; taxes scolaires: $23.58. Total: $46.77.

Dr. John D. Chapp, 821 North, 13th Street, Beatrice, Nebraska, 68310, U.S.A. — Le lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro mille cinquante-six (1056-28) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham. Taxes municipales: $11.20; taxes scolaires: $11.80. Total: $23.00.

Captain W. T. Richardson, adresse inconnue. — Une partie du lot numéro trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro mille cinquante-sept (1057-ptie 35) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chathan et bornée en avant vers le sud-est par le lot numéro 1057-8 (rue); à l'arrière, vers le nord-ouest par le lot numéro 1057-26; d'un côté vers le nord-est par une partie dudit lot 1057-35; de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 1057-25; mesurant cent huit pieds et neuf dixièmes de pied (108.9′) le long de l'arc d'un cercle ayant un rayon de six cent quinze pieds (615.0′) en avant sur sa ligne sud-est; soixante-dix-sept pieds et un dixième de pied (77.1′) à l'arrière sur sa ligne nord-ouest; deux cent vingt-neuf pieds et neuf

ship of Chatham, Village of Brownsburg. Bounded north by C. I. L. land, east by M. Dumouchel, south by St. Antoine Street, west by Eugène Dubeau. Said lot measuring 50 x 160 E. M. more or less. Municipal Taxes. $81.14.

Jean-Georges Desforges, Brownsburg, Québec. — Lot No. 815-9, part 8, range 8, Chatham. Subdivision nine and part eight of the original lot number eight hundred fifteen (815), range 8, of the official plan and book of reference of the Township of Chatham, Village of Brownsburg. Bounded north by east. R. Kennedy, east by Maple Ave., south by E. White and Ruby Gordon, west by E. Langlois. Said lot measuring 75 x 123 E. M. more or less. Municipal taxes: $122.62.

The Corporation of the Township of Chatham

George Albred McAloney, R. R. 1, Grenville, Québec. — Lot No. 392-4, Chatham. A certain piece of land situate at Greece's Point, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Chatham, as being the lot number four of the official subdivision of the original lot number three hundred and ninety-two (392-4) with the buildings thereon erected. Municipal taxes: $28.91; school taxes: $85.81. Total: $114.72.

Raymond Parent, Brownsburg, Québec. — A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference for the township of Chatham as being the east half of lot number eight hundred and forty-six (E½, 846); bounded the said piece of land on the north by the lands of the ninth range, to the south by the concession road, to the east by lot 845 of the same cadastre and to the west by the west half of said lot 846. To withdraw from the said east half the part sold to Joseph Quenneville by deed registered at the registry office for the county of Argenteuil, under number 56624. With no building thereon. Municipal taxes: $38.81.

Dr. John D. Chapp, 821 North 13th Street, Beatrice, Nebraska, 68310, U.S.A. — Lot number seventy-one, seventy-two, seventy-three and seventy-four of the subdivision of the original lot number one thousand and fifty-three (1053-71, 72, 73, 74) on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Chatham. Municipal taxes: $23.19; school taxes: $23.58. Total: $46.77.

Dr. John D. Chapp, 821 North 13th Street, Beatrice, Nebraska, 68310, U.S.A. — Lot number twenty-eight of the subdivision of original lot number one thousand and fifty-six (1056-28) on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Chatham. Municipal taxes: $11.20; school taxes: $11.80. Total: $23.00.

Captain W. T. Richardson, address unknown. — Part of lot number thirty-five of the subdivision of the original lot number one thousand and fifty-seven (1057-Pt. 35) on the official plan and book of reference of the Township of Chatham and bounded in front towards the southeast by lot no. 1057-8 (Street); at the rear towards the northwest by lot no. 1057-26; on one side towards the northeast by part of said lot 1057-35; on the other side towards the southwest by lot No. 1057-25; measuring one hundred and eight feet and nine tenths of a foot (108.9′) along an arc of a circle having a radius of six hundred and fifteen feet (615.0′) in front in its southeast line; seventy-seven feet and one tenth of a foot (77.1′) at the rear in its northwest line;

dixièmes de pied (229.9′) sur sa ligne nord-est; deux cent vingt-huit pieds et trois dixièmes de pieds (228.3′) sur sa ligne sud-ouest et comprenant une superficie de vingt et un mille quatre cent deux pieds carrés (21,402 pi. ca.), mesure anglaise et plus ou moins. Taxes municipales: $7.02.

Paroisse Saint-André d'Argenteuil

Rosaire Girard, adresse inconnue.— Partie 520-10-12 — Côte du Midi, paroisse Saint-André. Lot numéro partie cinq cent vingt, subdivisions dix et douze (ptie 520-10-12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-André d'Argenteuil. Ledit lot mesure 100 sur 150, mesure anglaise, plus ou moins. Taxes municipales: $43.95; taxes scolaires: $19.79; Répartition d'église: $17.49. Total: $81.23.

Municipalité du canton de Gore

Léopold Brazeau, 622, rue Congrégation, Montréal, Québec.— Le lot numéro 1a-276, 277, rang III, canton de Gore. Un emplacement situé dans la municipalité de Dunany, comté d'Argenteuil, formant une partie du lot originaire numéro un, lettre « A », dans le troisième rang du canton de Gore (Partie lot numéro 1A, rang III), division d'enregistrement du comté d'Argenteuil; borné au nord-est par un chemin en projet de quarante pieds (40′) de largeur, faisant partie dudit lot numéro 1A, rang III (lot en projet numéro 1A-1, rang III) et sur tous les autres côtés par des parties du lot non subdivisé numéro 1A, rang III, canton de Gore; mesurant cent pieds (100′) de largeur sur ses lignes nord-est et sud-ouest, sur une longueur de cent pieds (100′) sur ses lignes nord-ouest et sud-est, comprenant une superficie de dix mille pieds carrés (10,000 pi. ca.), mesure anglaise, plus ou moins. Cet emplacement porte les numéros deux cent soixante-seize et deux cent soixante-dix-sept (numéros 276 et 277) au plan de subdivision projeté dudit lot 1A, rang III, préparé par Léopold Moretti, arpenteur, et daté du 8 mai 1964; avec une maison d'été y érigée. Taxes scolaires: $101.27; taxes municipales: $76.79. Total: $178.06

Paul Brisebois, 2028, rue de la Visitation, Montréal, Québec.— Les lots numéros 1a-278, 1a-279, rang III, canton de Gore. Un emplacement situé dans le municipalité de Dunany, comté d'Argenteuil, faisant partie du lot originaire numéro un, lettre « A », dans le troisième rang du canton de Gore (partie lot numéro 1A, rang III) division d'enregistrement du comté d'Argenteuil. Borné au nord-est par un chemin projet de quarante pieds (40′) de largeur, faisant partie dudit lot numéro 1A, rang III (lot projeté numéro 1A-1, rang III) et de tous les autres côtés par des parties non subdivisées dudit lot 1A, rang III, canton de Gore; mesurant cent pieds (100′) de largeur sur ses lignes nord-est et sud-ouest sur une longueur de cent pieds (100′) sur ses lignes nord-ouest et sud-est, comprenant une superficie de dix mille pieds carrés (10,000 pi. ca.), mesure anglaise, plus ou moins; cet emplacement porte les numéros deux cent soixante-dix-huit et deux cent soixante-dix-neuf (numéros 278 et 279) au plan de subdivision projetée dudit lot 1A, rang III, préparée par Léopold Moretti, arpenteur, et daté du 8 mai 1964. Avec une maison d'été y érigée. Taxes scolaires: $101.27; taxes municipales: $76.79. Total: $178.06.

two hundred and twenty-nine feet and nine tenths of a foot (229.9′) in its northeast line; two hundred and twenty-eight feet and three tenths of a foot (228.3′) in its southwest line and containing an area of twenty-one thousand four hundred and two square feet (21,402 sq. ft.) English measure and more or less. Municipal taxes: $7.02.

Parish of Saint-André d'Argenteuil

Rosaire Girard, address unknown.— Pt. 520-10-12 — Côte du Midi, Parish of St. Andrews. Lot number part five hundred twenty, subdivisions ten and twelve (Pt. 520-10-12) of the official plan and book of reference of the Parish of St. André d'Argenteuil. Said lot measuring 100 x 150 E. M. more or less. Municipal taxes: $43.95; school taxes: $19.79; church dues: $17.49. Total: $81.23.

Municipality of the Township of Gore

Léopold Brazeau, 622 Congregation St., Montreal, Québec.— Lot No. 1a-276, 277, Range III, Township of Gore. An emplacement situated in the Municipality of Dunany, County of Argenteuil, forming part of original lot Number One, Letter "A", in the Third Range of the Township of Gore (Part Lot No. 1A, Range III) registration division of the County of Argenteuil; Bounded on the northeast by a projected road of forty feet (40′) in width, being part of said lot No. 1A, Range III (Projected Lot No. 1A-1, Range III) and on all other sides by parts of unsubdivided Lot No. 1A, Range III, township of Gore; measuring one hundred feet (100′) in width in its northeast and southwest lines, by a length of one hundred feet (100′) in its northwest and southeast lines, containing an area of ten thousand square feet (10,000 sq. ft.) English measure, more or less. This emplacement bears the numbers two hundred and seventy-six, two hundred and seventy-seven (Nos. 276 and 277) on a projected subdivision plan of said lot 1A, Range III, prepared by Léopold Moretti, surveyor, and dated May 8th 1964; With summer cottage constructed thereon. School taxes: $101.27; municipal taxes: $76.79. Total: $178.06.

Paul Brisebois, 2028 Visitation St., Montreal, Québec.— Lot Nos. 1a-278, 1a-279, Range III, Township of Gore. An emplacement situated in the Municipality of Dunany, County of Argenteuil, forming part of original Lot Number One, Letter "A", in the Third Range of the Township of Gore (Part Lot No. 1A, Range III) registration division of the County of Argenteuil. Bounded on the northeast by a projected road of forty feet (40′) in width being part of said Lot No. 1A, Range III (Projected Lot No. 1A-1, Range III) and on all other sides by unsubdivided parts of said Lot 1A, Range III, Township of Gore; measuring one hundred feet (100′) in width in its northeast and southwest lines by a length of one hundred feet (100′) in its northwest and southeast lines, containing an area of ten thousand square feet (10,000 sq. ft.) English measure, more or less; this emplacement bears the numbers two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine (Nos. 278 and 279) on a projected subdivision plan of said Lot 1A, Range III, prepared by Léopold Moretti, surveyor, and dated May 8th 1964. With summer cottage constructed thereon. School taxes: $101.27; municipal taxes: $76.79. Total: $178.06.

Paul-Eugène Blais, 8990, 14e Avenue, Saint-Michel, Québec. — Les lots numéros 1a-185, 1a-186, rang II, canton de Gore. Un emplacement situé dans la municipalité de Dunany, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant les lots numéros cent quatre-vingt-cinq et cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro un, lettre « A » du deuxième rang du canton de Gore (lot numéro 1A-185 et 186, rang II), division d'enregistrement du comté d'Argenteuil. Taxes municipales: $13.25.

Napoléon Chales, 386, 83e Avenue, Laval, Québec.— Les lots numéros 18-½O. 41, rang II, canton de Gore. Les lots numéros 18-½O. 31, rang II, canton de Gore. Un emplacement situé à Lakefield dans le comté d'Argenteuil et se composant de:

a) l'exacte moitié ouest du lot numéro quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit du deuxième rang (lot numéro 18-½ O. 41, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil; *b*) l'exacte moitié ouest du lot numéro trente et un de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro dix-huit dans le deuxième rang (lot numéro 18-½O. 31, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil, sans aucune bâtisse. Taxes scolaires: $23.53; taxes municipales: $12.65. Total: $36.18.

André Chales, 386, 83e Avenue, Laval, Québec. — Les lots numéros 18-½E.31, rang II, canton de Gore, 18-½E.41, rang II, canton de Gore. Un emplacement situé à Lakefield, dans le comté d'Argenteuil, et se composant des lots suivants:

1. La moitié est du lot numéro trente et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit du deuxième rang (lot No 18-½E.31, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil;

2. La moitié est du lot numéro quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit du deuxième rang (lot No 18-½E.41, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, comté d'Argenteuil; avec cottage y érigé. Taxes scolaires: $88.54; taxes municipales: $67.34. Total: $155.88.

Sevère Dugas, 136, rue Saint-Joseph, Ile Bizard, Québec.— Les lots numéros 1a-353, 1a-354, rang II, canton de Gore. Un emplacement se composant des lots connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent cinquante-trois et trois cent cinquatre-quatre de la subdivision du lot originaire numéro un, lettre « A » du deuxième rang (lot No 1A-353 et 1A-354, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, division d'enregistrement du comté d'Argenteuil; ledit emplacement mesure cent pieds (100′) de largeur sur cent pieds (100′) de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, formant une superficie de dix mille pieds carrés, (10,000 pi. ca.) avec cottage construit sur ledit emplacement. Taxes municipales: $103.05.

Paul Desautels, 6735, rue Fabre, app. 31, Montréal, Québec.— Les lots numéros 1a-209, 1a-210, rang III, canton de Gore. Un emplacement situé dans la municipalité de Dunany, comté d'Argenteuil, se composant comme suit: une partie du lot originaire numéro un, lettre « A », dans le troisième rang du canton de Gore p(tie lot numéro 1A, rang III) division d'enregis-

Paul-Eugène Blais, 8990, 14th Ave., St. Michel, Québec.— Lot Nos. 1a-185, 1a-186, Range II, Township of Gore. An emplacement situated in the municipality of Dunany, County of Argenteuil, known and designated as Lot numbers one hundred and eighty-five and one hundred and eighty-six of the official subdivision of original Lot number one, letter "A" in the Second Range of the Township of Gore (Lot No. 1A-185 and 186, Range II) registration division of the county of Argenteuil. Municipal taxes: $13.25.

Napoléon Chales, 386, 83rd Ave., Laval, Québec.— Lot Nos. 18-½W. 41, Range II, Township of Gore. Lot Nos. 18-½W. 31, Range II, Township of Gore. An emplacement situated in Lakefield in the County of Argenteuil and composed of:

(*a*) Exact West half of Lot number forty-one of the official subdivision of original Lot number eighteen of the second range (Lot No. 18-½ W. 41, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, County of Argenteuil;

(*b*) Exact West half of Lot number thirty-one of the official subdivision of said original Lot number eighteen in the second Range (Lot No. 18-½ W. 31, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, County of Argenteuil; Without building thereon. School taxes: $23.53; municipal taxes: $12.65. Total: $36.18.

André Chales, 386, 83rd Ave., Laval, Québec.— Lot Nos. 18-½E. 31, Range II, Township of Gore, 18-½E. 41, Range II, Yownship of Gore. An emplacement situated in Lakefield, in the County of Argenteuil, and composed of the following lots:

(1) The east half of Lot number thirty-one of the official subdivision of original Lot number eighteen of the Second Range (Lot No. 18-½E 31, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, County of Argenteuil;

(2) The East half of Lot number forty-one of the official subdivision of original Lot number eighteen of the second Range (Lot No. 18-½E 41, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, County of Argenteuil; With cottage constructed thereon. School taxes: $88.54; municipal taxes: $67.34. Total: $155.88.

Sevère Dugas, 136 St. Joseph St., Ile Bizard, Québec.— Lot Nos 1a-353, 1a-354, Range II, Township of Gore. An emplacement composed of lots known and designated as Lot numbers three hundred and fifty-three and three hundred and fifty-four of the official subdivision of original Lot number one, letter "A", in the Second Range (Lot No. 1A-353 and 1A-354, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, registration division of the County of Argenteuil; said emplacement measuring one hundred feet (100′) in width by one hundred feet (100′) in length English measure, more or less, forming an area of ten thousand square feet (10,000 sq. ft.); with cottage constructed thereon. Municipal taxes: $103.05.

Paul Desautels, 6735 Fabre St., Apt. 31, Montreal, Québec.— Lot Nos. 1a-209, 1a-210, Range III, Township of Gore. An emplacement situated in the Municipality of Dunany, County of Argenteuil, being composed of: Part of original Lot number one, letter "A", in the third range of the Township of Gore (Part Lot No. 1A, Range III) registration division of the County of

trement du comté d'Argenteuil; borné au nord-est par la route projetée de quarante pieds (40′) de largeur faisant partie du lot un, lettre « A » dans le troisième rang (1A-7, rang III projeté) et de tous les autres côtés par les parties non subdivisées du lot 1A, rang III, canton de Gore; mesurant cent pieds (100′) de largeur le long de ses lignes nord-est et sud-ouest sur une longueur de cent pieds (100′) sur ses lignes nord-ouest et sud-est, comprenant une superficie de 10,000 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins; ledit emplacement porte les numéros de lot 209 et 210 d'un plan de subdivision projeté du lot 1A, rang III, préparé par Léopold Moretti, arpenteur, et daté du 8 mai 1965; avec un chalet d'été y construit. Taxes municipales: $81.87.

Gérard Laforest, 3480, rue Masson, app. 2, Montréal, Québec.— Une partie du lot numéro 1b, rang II, canton de Gore. Un emplacement situé dans la municipalité de Dunany, comté d'Argenteuil, se composant comme suit: une partie du lot originaire numéro un, lettre « B », dans le deuxième rang (partie lot No 1B, rang II) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Gore, division d'enregistrement du comté d'Argenteuil; borné de tous les côtés par les parties non subdivisées du lot numéro un, lettre « B », rang II du canton de Gore; mesurant cent pieds (100′) sur ses lignes nord-ouest et sud-est et cent pieds (100′) sur ses lignes sud-ouest et nord-est, comprenant une superficie de dix mille pieds carrés (10,000 pi. ca.), mesure anglaise, plus ou moins; ledit emplacement connu sous le numéro deux cent quarante-sept du plan de subdivision projeté du lot numéro un, lettre « B », dans le deuxième rang (lot No 1B-247, rang II) canton de Gore, préparé par Léopold Moretti, arpenteur, et daté du 5 décembre 1963; avec cottage qui y est construit. Taxes municipales: $99.63.

Municipalité du Lac des Seize Iles

Hôtel du Lac des Seize Iles Inc., Lac des Seize Iles, Argenteuil, Québec.— Un immeuble situé au lac des Seize-Iles, dans le comté d'Argenteuil connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-cinq (P. 35) du cadastre officiel du premier rang du canton de Montcalm et qui est borné comme suit: au sud et à l'est par le Lac des Seize Iles, au nord par partie dudit lot numéro trente-cinq appartenant à M. D. Cossette et à l'ouest par une autre partie du même lot, appartenant à C. E. Miller, les lignes de division nord et ouest dudit emplacement formant l'angle droit et mesurant la ligne division nord, deux cent dix-neuf pieds (219′) à partir du sommet dudit angle vers le Lac des Seize Iles et à la ligne de division ouest cent quarante-huit pieds (148′) à partir du sommet dudit angle vers ledit Lac des Seize Iles, formant une superficie de trente-huit mille quatre cents pieds carrés (38,400 p.c.) le tout en mesure anglaise et plus ou moins. A distraire de l'emplacement vendu un emplacement situé dans ledit canton et faisant partie du lot trente-cinq (P. 35) et vendu à Dame Veuve Frédéric Charbonnier aux terms d'une vente passée devant le notaire Ernest Robillard, le 10 novembre 1945 dont copie enregistrée sous le No 60234. A distraire également de l'emplacement présentement vendu une partie dudit lot No 35 mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur et plus amplement désigné dans un acte de vente consenti par M. Édouard Clérico à Dame Blanche Côté et enregistré sous le No 64765. Avec toutes

Argenteuil; bounded on the northeast by projected road forty feet (40′) in width being part of Lot one, letter "A" in the third Range (1A-7, Range III projected) and on all other sides by unsubdivided parts of Lot 1A, Range III, Township of Gore; measuring one hundred feet (100′) in width along its northeast and southwest lines by a length of one hundred feet (100′) in its northwest and southeast lines, containing an area of 10,000 sq. ft. English measure, more or less; said emplacement bears the lot Nos. 209, 210 on a projected subdivision plan of Lot 1A, Range III, prepared by Léopold Moretti, surveyor, and dated May 8th 1965; with summer camp constructed thereon. Municipal taxes: $81.87.

Gérard Laforest, 3480 Masson St., Apt. 2, Montreal, Québec.— Part Lot No. 1b, Range II, Township of Gore An emplacement situated in the Municipality of Dunany, County of Argenteuil, being composed of: Part of original Lot Number one, letter "B" in the Second Range (Part Lot No. 1B, Range II) on the official plan and book of reference of the Township of Gore, Registration division of the County of Argenteuil; bounded on all sides by unsubdivided parts of Lot number one, letter "B", Range II of the Township of Gore; measuring one hundred feet (100′) in its northwest and southeast lines and one hundred feet (100′) in its southwest and northeast lines, containing an area of ten thousand square feet (10,000 sq. ft.) English measure, more or less; said emplacement known as number two hundred and forty-seven of the projected subdivision plan of Lot number one, letter "B", in the second Range (Lot No. 1B-247, Range II) Township of Gore, prepared by Léopold Moretti, surveyor, and dated December 5, 1963; with cottage constructed thereon. Municipal taxes: $99.63.

Municipality of Sixteen Island Lake

Hôtel du Lac des Seizes Iles Inc., Lac des Seize Iles, Argenteuil, Québec.— An immovable property situated at Lac des Seize-Iles, in the county of Argenteuil, known and designated as being part of lot number thirty-five (pt 35) of the official cadastre of the first range in the township of Montcalm and which is bounded as follows: to the south and to the east by Lac des Seize Iles, to the north by part of said lot number thirty-five belonging to Mr. D. Cossette and to the west by another part of same lot, belonging to C. E. Miller, the north and west division lines of said emplacement forming a right angle and measuring the north division line two hundred and nineteen feet (219′) starting from the top of the said angle going towards the Lac des Seizes Iles and to the west division line one hundred and forty-eight (148′) starting from the top of the said angle going towards the said Lac des Seizes Iles, forming a surface area of thirty-eight thousand, four hundred square feet (38,400 sq. ft), the whole English measure and more or less. To withdraw from the emplacement sold an emplacement situated in the said township and being part of lot thirty-five (Pt. 35) and sold to Dame Frédéric Charbonnier, widow, on the terms of a deed of sale before Ernest Robillard, notary, on November 10, 1945, copy of which is registered under number 60234. To withdraw also from the emplacement now sold a part of the said lot number 35′ measuring forty feet in width by eighty-eight feet in depth and more fully designated in a

les constructions érigées sur ledit emplacement et particulièrement connu sous le nom de Hôtel du Lac Des Seize Iles Inc. Taxes municipales: $285.10; taxes scolaires: $797.76. Total: $1,082.86.

F. B. R. Development Corp., Case postale 96, rue Bernard ouest, Outremont, Québec.— Une portion de 31% d'une partie du lot numéro 24, rang II, canton de Wentworth, situé dans la municipalité du Lac des Seize Iles et décrite comme suit: bornée à l'avant, vers l'ouest par une autre partie du lot numéro 24, faisant partie de l'Avenue Burch. À l'arrière par une autre partie dudit lot mis à part pour créer une rue de douze pieds de largeur, du côté nord par une autre partie dudit lot. Les lignes de côté dudit morceau de terrain sont parallèles et ladite parcelle de terrain mesure soixante-quinze pieds de largeur sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et il existe des poteaux plantés dans les angles. Taxes municipales: $4.15; taxes scolaires: $3.97. Total: $8.12.

Ulric Gagné, 3575, rue Léopold, Fabreville, P.Q.— Un certain morceau de terre connu et désigné aux plans et livres de renvoi officiels du canton de Wentworth, comme formant partie du lot numéro vingt-quatre lettre « C » dans le neuvième rang (partie 24C-R. 9) mesurant cent cinquante pieds (150′) dans la ligne nord le long du lac, cent vingt-cinq pieds (125′) dans la ligne sud le long du résidu de la propriété de Mandly Chisholm ou représentants et cent pieds (100′) sur les autres côtés le long du résidu de la propriété de Mandly Chisholm ou représentants.

La ligne ouest étant située à une distance de deux cent quatorze pieds (214′) à l'est de la partie du même lot vendue à L. Paquette ou représentants. Le tout en mesures anglaises. Avec toutes les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $25.10; taxes scolaires: $34.52. Total: $59.62.

Municipalité du canton Grenville

Succ. Eugène Lavoie, adresse inconnue.— Lot No 24B Rg. 2. Succession Eugène Lavoie propriétaires actuels: Lionel Lavoie, Louise Lavoie, épouse de Polydore Bougie et Mario Lavoie légataires universels de Dame Eugène Lavoie.— Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme formant partie du lot numéro vingt-quatre lettre « B » dans le deuxième rang (ptie 24B Rg 2), mesurant cinquante pieds dans les lignes nord et sud par soixante-quinze pieds dans les lignes est et ouest (50′ x 75′); borné au nord, à l'ouest et au sud par la propriété de John McEvoy ou représentants, à l'est par le chemin Filoon: la ligne nord est située à une distance de cinq cents pieds (500′) de la ligne de division des rangs deux et trois. Sans bâtisse. Taxes municipales: $8.50; taxes scolaires: $24.15. Total: $32.65.

Montfort Frison, adresse inconnue.— Lot No 8A, Rg. 4, Augmentation. Toute cette partie de terre située dans l'Augmentation du canton de Grenville, comté d'Argenteuil, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de l'Augmentation du canton de Grenville dans le quatrième rang, comme étant le quart sud du lot numéro huit lettre A (¼ S. de 8A) contenant une superficie d'environ vingt-cinq acres, plus ou moins. Avec tous les bâtiments dessus construits. Tel que le tout se trouve prédeed of sale assented to by Mr. Édouard Clérico to Dame Blanche Côté and registered under number 64765. With all buildings erected on said emplacement and more particularly known under the name of Hôtel du Lac des Seize Iles Inc. Municipal taxes: $285.10; school taxes: $797.76. Total: $1,082.86.

F. B. R. Development Corp., Box 96, Bernard St. West, Outremont, Québec.— 31% portion of part of lot No. 24, range II, township of Wentworth, located in the municipality of Sixteen Island Lake and described as follows: bounded in front towards the west by another part of lot No. 24 forming part of Burch Avenue. In rear by another part of said lot set apart to form a street twelve feet in width, on the northerly side by an other part of said lot. The side lines of the said parcel of land being parallel to each other and the said parcel of land measuring seventy-five feet in width by one hundred and twenty-five feet in depth English measures and having posts planted at its corners. Municipal taxes: $4.15, school taxes: $3.97. Total: $8.12.

Ulric Gagné, 3575, rue Léopold, Fabreville, Québec.— A certain parcel of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth as being part of lot number twenty-four, letter "C" in the ninth range (pt 24C-R 9), measuring one hundred and fifty feet (150′) in its north line along the lake, one hundred and twenty-five feet (125′) in its south line along the residue of the property of Mandly Chisholm or representatives and one hundred feet (100′) on its other sides along the residue of the property of Mandly Chisholm or representatives.

The west ein being situated at a distance of two hundred and fourteen feet (214′) east of the part of the same lot sold to L. Paquette or representatives. The whole, English measure. With all buildings thereon erected. Municipal taxes: $25.10; school taxes: $34.52. Total: $59.62.

Municipality of the township of Grenville

Estate Eugène Lavoie, address unknown.— Lot number 24B, range 2. Estate Eugène Lavoie, present proprietors: Lionel Lavoie, Louise Lavoie, wife of Polydore Bougie and Mario Lavoie, sole legatees of Dame Eugène Lavoie.— A certain parcel of land known and designated on the official plan and book of reference of the the township of Grenville as being part of lot number twenty-four, letter "B", in the second range (Pt. 24B, R. 2), measuring fifty feet in its north and south lines by seventy-five feet in its east and west lines (50′ x 75′); bounded to the north, to the west and to the south by the property of John McEvoy or representatives, to the east by Filoon Road; the north line is situated at a distance of five hundred feet (500′) from the dividing line of ranges two and three. Without building. Municipal taxes: $8.50; school taxes: $24.15. Total: $32.65.

Montfort Frison, address unknown.— Lot number 8A, range 4, augmentation. The whole part of land situated in augmentation of the township of Grenville, county of Argenteuil, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of Augmentation of the township of Grenville, in the fourth range, as being the south quarter of lot number eight letter A (¼ S of 8A) having an approximate surface area of twenty-five acres more or less. With all buildings thereon erected. The whole

sentement avec les servitudes actives et passives y attachées. Taxes municipales: $19.26; taxes scolaires: $38.93. Total: $58.19.

Madame Clare Elek, adresse inconnue — 23 S. rang VIII, canton de Grenville.

1. Un certain terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme faisant partie du lot numéro vingt-trois dans le huitième rang sud (ptie 23 rang VIII S), mesurant cent pieds du nord au sud, et quatre-vingt-cinq pieds de l'est à l'ouest; borné au nord par une partie du même lot appartenant à Eric Walter, au sud par une partie du même lot appartenant au vendeur, à l'ouest par le chemin public et à l'est par le résidu de la propriété du vendeur. Avec toutes les bâtisses y érigées.

2. Un certain terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville, comme faisant partie du lot vingt-trois, dans le huitième rang sud (ptie 23 rang VIII S), mesurant soixante-deux pieds et cinq dixièmes de pied du nord au sud, et comprenant tout le terrain qui existe entre le chemin public et la rivière Rouge; borné à l'est par ledit chemin public, à l'ouest par ladite rivière Rouge, au nord par une partie du même lot appartenant au vendeur, et au sud par une partie du même lot appartenant à M. Ballinhazy. Sans aucune bâtisse sur le terrain. Le vendeur se réserve un droit de passage le long de la ligne nord du terrain vendu par les présentes, ledit droit de passage ayant une largeur de douze pieds (12′) et allant du chemin public jusqu'à la résidence du vendeur, constituant par ce fait une servitude sur le terrain vendu par les présentes comme fonds servant en faveur de la balance de la propriété du vendeur à titre de fonds dominant. Taxes municipales: $69.65; taxes scolaires: $16.05. Total: $85.70.

Rémi Danis, adresse inconnue.— 4 rang, 2 Augmentation. Un lot de terre vacant situé à Pointe-aux-Chênes, dans le comté d'Argenteuil faisant partie du lot désigné sous le numéro quatre dans le deuxième rang (Ptie 4 Rg 2) des plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation du canton de Grenville, mesurant cent pieds de profondeur sur cent pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au sud par le résidu dudit lot partie No 4, appartenant à Jérémie Trudeau ou représentants, au nord par une autre partie du lot No 4, à l'est par un chemin privé et à l'ouest par une autre partie dudit lot No 4, avec et sujet à un droit de passage, tel qu'établi dans la vente enregistrée au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le numéro 75360. Taxes municipales: $8.50; taxes scolaire: $15.50. Total: $24.

Ernest Desjardins, R.R. 1, Calumet, Qué.— Lot No Pt. 14A rg 10, canton Grenville. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville comme étant une partie du lot numéro quatorze lettre « A » dans le dixième rang (Ptie 14A Rg X) mesurant cent pieds le long de la route et en arrière par quatre-vingt-dix pieds de profondeur (100′ x 90′); mesures anglaises plus ou moins; borné au nord et au sud par d'autres parties du même lot appartenant à Dame Christie Ann Campbell, épouse de Leslie Bigelow ou représentants, à l'est par ladite route et à l'ouest par la propriété de la voie ferrée du Canadien Refractories Limited. Avec bâtisses

as it now exists with the servitudes active and passive attached thereto. Municipal taxes: $19.26; school taxes: $38.93. Total: $58.19.

Mrs. Clare Elek, address unknown.— 23 S. range VIII township Grenville.

1. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grenville as forming part of lot number twenty-three in the south eight range (Pt. 23S range VIII) measuring one hundred feet from north to south, and eighty-five feet from east to west; bounded north by part of same lot belonging to Eric Walter, south by part of same lot belonging to the vendor, west by the public road and east by the residue of the property of the vendor. With all the buildings thereon erected.

2. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grenville, as forming part of the lot twenty-three, in the south eight range (Pt. 23S range VIII), measuring sixty-two feet and five tenths of a foot from north to south, and comprising all that land between the public road and the Rouge River; bounded east by the said public road, west by the said Rouge River, north by part of same lot belonging to the vendor, and south by part of same lot belonging to Mr. Ballinhazy. Without any building thereon. The vendor reserves a right of way along the north line of the piece of land hereby sold, said right of way being twelve feet wide (12′) and running from the public road to the dwelling house of the vendor, constituting therefore a servitude against the piece of land hereby sold as servient land in favor of the balance of the property of the vendor as dominant land. Municipal taxes: $69.65; school taxes: $16.05. Total: $85.70.

Rémi Danis, address unknown.— Range 4, 2 Augmentation. A lot of vacant land situated at Pointe-aux-Chênes, in the county of Argenteuil, being part of lot designated under number four in the second range (Pt. 4 range 2) on the official plan and book of reference of L'Augmentation of the township of Grenville, measuring one hundred feet in depth by one hundred feet in width, English measure and more or less, bounded in front, to the south, by the residue of the said lot part number 4, belonging to Jérémie Trudeau or representatives, to the north by another part of lot number 4, to the east by a private road and to the west by another part of the said lot number 4, with and subject to a right of way, such as set out in the deed of sale registered at the registration office of the county of Argenteuil under number 75360. Municipal taxes: $8.50; school taxes: $15.50. Total: $24.

Ernest Desjardins, R.R. 1, Calumet, Québec.— Lot number part 14A, range 10, township of Grenville. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Grenville as being a part of lot number fourteen, letter "A" in the tenth range (Pt. 14A, R. X) measuring one hundred feet along the road and at the rear by ninety feet in depth (100′ x 90′), English measures more or less; bounded to the north and to the south by other parts of the same lot belonging to Dame Christie Ann Campbell, wife of Leslie Bigelow or representatives, to the east by the said road and to the west by the property of the Canadian Refractories Limited railroad. With

dessus érigées. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives y attachées.

À distraire une partie dudit lot vendue à Joseph Georges Desjardins aux termes de l'acte de vente enregistré sous le numéro 106887. Taxes municipales: $76.34, taxes scolaires: $33.67. Total: $110.01.

Noël Bazinet, adresse inconnue.— Lot numéro 1-1, rang 1 Augmentation.— Un certain terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de l'Augmentation du canton de Grenville, comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro un dans le premier rang (Lot 1-1, rang 1). Taxes municipales: $16.75; taxes scolaires: $33.30. Total: $50.05.

Édouard Bigras, adresse inconnue.— Le lot numéro partie 2B et 3A, rang 5 canton de Grenville. Un certain morceau ou parcelle de terrain situé dans le canton de Grenville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme étant une portion du lot numéro deux B, dans le cinquième rang (Ptie 2B, rang V) mesurant trois cents pieds de largeur (300′) sur six cents pieds de profondeur (600′), mesure anglaise et plus ou moins; borné eu nord et à l'est par la propriété du vendeur, au sud par le terrain appartenant à Austin Lowe et à l'ouest par le terrain appartenant à John Cousins. Sans la bâtisse qui y est érigée. Tel que ladite propriété existe présentement avec les servitudes actives et passives qui s'y rattachent.

Le vendeur se réserve pour lui et ses ayant-droit, le bois et bois de coupe qui se trouve sur ce terrain, ledit bois sera coupé à la demande de l'acheteur.

Un certain morceau de terre situé en le canton de Grenville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme étant une partie du lot numéro trois A, dans le cinquième rang (Pt. 3A Rg V), mesurant trente pieds (30′) de largeur par deux cents pieds de profondeur ou longueur (200′); borné au nord par du terrain appartenant à V. Gaboriault et George Nevers, au sud par d'autres parties du même lot appartenant au vendeur, à l'est par la propriété de G. A. Lowe, et à l'ouest par le chemin public. Sans bâtisse. Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives y attachées. Taxes municipales: $25.54; taxes scolaires: $82.00. Total: $107.54.

Osias Bourgon.— Lot No Ptie 7B (R. 4) canton de Grenville. Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de l'Augmentation du canton de Grenville, comme étant la moitié ouest de la moitié est du lot originaire sept « B » du quatrième rang (½O. de la ½E. 7B, R. 4), borné comme suit: au nord, par la ligne de division entre le rang 4 et le rang 5, à l'est par autre partie du même lot, à l'ouest par autre partie du même lot également, et au sud par la ligne de division entre les rangs 3 et 4. Taxes municipales: $2.60; taxes scolaires: $20.00. Total: $22.60

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Calumet

Jean-Paul Vachon, 389 est, Bélanger, Montréal, Québec.— Partie 4, rang XI. Un certain emplacement vague situé dans le onzième rang du canton de Grenville, comté d'Argenteuil, faisant partie du lot originaire numéro quatre (ptie 4) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton et mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur

buildings thereon erected. The whole as it now subsists with the servitudes active and passive attached thereto.

To withdraw a part of the said lot sold to Joseph Georges Desjardins on the terms of the deed of sale registered under number 106887. Municipal taxes: $76.34; school taxes: $33.67. Total: $110.01.

Noël Bazinet, address unknown.— Lot No. 1-1 range 1 Augmentation. A certain piece of land known and designated upon the official plan and in the book of reference of the Augmentation of the township of Grenville, as being the lot number one of the official subdivision of the original lot number one in the first range (Lot 1-1 range 1). Municipal taxes: $16.75: school taxes: $33.30. Total: $50.05.

Édouard Bigras, address unknown.— Lot No. Pt. 2B and 3A range 5 township of Grenville. A certain piece or parcel of land situated in the township of Grenville, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township as being a portion of lot number two B, in the fifth range thereof (Pt. 2B, range V) measuring three hundred feet in width (300′) by six hundred feet in depth (600′), English measure, and more or less; bounded north and east by the property of the vendor, south by land belonging to Austin Lowe and west by land belonging to John Cousins. Without building thereon erected. As the said property now subsists with the active and passive servitudes thereto attached.

The vendor reserves for himself or his assigns the timber and wood on said piece of land, which wood or timber will be cut at the demand of the purchaser.

A certain piece of land situated in the township of Grenville, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as being a part of lot number three A, in the fifth range (Pt. 3A range V), measuring thirty feet (30′) in width by two hundred feet in depth or length (200′); bounded to the north by a piece of land belonging to V. Gaboriault and George Nevers, to the south by other parts of the same lot belonging to the vendor, to the east by the property of G. A. Lowe, and to the west by the public road. Without building. The whole as it now subsists with the servitudes active and passive attached thereto. Municipal taxes: $25.54; school taxes: $82.00. Total: $107.54.

Osias Bourgon.— Lot number part 7B (range 4) township of Grenville. An immovable known and designated on the official plan and book of reference of L'Augmentation of the township of Grenville as being the west half of the east half of the original lot seven "B" in the fourth range (½ W. of ½ E 7B, range 4), bounded as follows: to the north, by the division line between range 4 and range 5, to the east by other part of the same lot, to the west by another part of the same lot also, and to the south by the boundary line between ranges 3 and 4. Municipal taxes: $2.60; school taxes: $20.00. Total: $22.60.

The School Commissioners for the municipality of Calumet

Jean-Paul Vachon, 389 Bélanger East, Montreal, Québec.— Pt. 4 range XI. A certain vacant emplacement situated on the eleventh range of the township of Grenville, county of Argenteuil, forming part of original lot number four (Pt. 4) on the official plan and book of reference of said township and measuring fifty feet (50′) in width

ses lignes nord-ouest et sud-est, cent pieds (100′) de profondeur sur ses lignes nord-est et sud-ouest, et borné en avant au nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro quatre, formant une rue projetée (actuellement désigné sous le numéro de lot non officiel 4-223), à l'arrière au sud-est et sur les deux côtés au nord-est et au sud-ouest par d'autres parties non subdivisées dudit lot. L'emplacement décrit ci-dessus se trouve sur le plan de subdivision projetée préparé par Maurice Gaudreault le 6 mai dix-neuf cent soixante et un sous le numéro 202 dudit lot originaire quatre, et toutes les mesures indiquées ci-dessus sont des mesures anglaises et plus ou moins, sans garantie quant aux mesures précises. Taxes scolaires: $73.47.

Shefford Lumber Co., adresse inconnue.— Lot No Pt. 4 Rg. XI. Une certaine étendue de terrain composée de quatre (4) parties et situé dans le canton de Grenville, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant le coin nord-est du lot numéro quatre, rang onze (4 Rg XI) au cadastre officiel du canton de Grenville; chacune de ces parties de terrain est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

1. Un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre du rang onze (Ptie 4 Rg XI) au cadastre officiel du canton de Grenville étant de forme trapézoidale, mesurant six cent dix pieds (610′) de largeur dans sa ligne nord-est, cent pieds (100′) dans la ligne nord-ouest, et cinq cent trente pieds (530′) de largeur dans sa ligne sud-ouest. Cette partie de lot a une profondeur moyenne de cent pieds (100′). Ces lignes nord-est et sud-ouest sont parallèles, sa limite ou ligne nord-est identifiée avec la ligne de division dudit lot numéro quatre rang onze et du lot numéro un A du rang I du canton d'Harrington et l'extrémité est de sa dite ligne nord-est est située au point de rencontre entre les lignes de division dudit lot 4 Rg XI, du lot 1B du rang I du canton de Harrington et du lot 28B Rang I. Ce morceau de terrain est borné comme suit: du côté nord-est par ledit lot numéro 1A et le lot 1B Rg I, du canton de Harrington, du côté sud-est par la partie ci-après décrite dudit lot 4 Rg XI et des deux autres côté par d'autres parties dudit lot 4 Rg XI.

2. Un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre du Rang onze (Ptie 4 Rg XI) au cadastre officiel du canton de Grenville, étant de forme trapézoidale, mesurant cette dite partie de lot cinq cent pieds (500′) de largeur dans sa ligne est, quatre cent trente pieds (430′) de largeur dans sa ligne ouest, et cent pieds (100′) de profondeur dans sa ligne sud. Cette partie de lot a une profondeur moyenne de cent pieds (100′), ses lignes est et ouest sont parallèles, sa ligne nord-ouest s'identifie avec la ligne sud-est de la partie de lot ci-haut en premier lieu décrite, et sa partie est s'identifie avec la ligne de division dudit lot 4, Rang XI et dudit lot 28B, rang I. Ce morceau de terrain est borné comme suit: du côté nord-ouest par le morceau de terrain ci-haut en premier lieu décrit du côté est par ledit lot 28B rang I, et des deux autres côtés par d'autres parties 4 Rg XI.

3. Un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre du rang onze (Ptie 4 Rg XI) au cadastre officiel du canton de Grenville, étant deforme trapézoidale, mesurant cette dite partie de lot, cinq cent cinquante-cinq pieds (555′) de largeur dans sa ligne ouest, cinq cent trente-cinq pieds (535′)

in its northwest and southeast line, one hundred feet (100′) in depth in its northeast and southwest line and bounded in front to the northwest by another part of said lot number four forming a proposed street (presently designated as unofficial lot number 4-223), in rear to the southeast and on both side to the northeast and southwest by other unsubdivided parts of said lot. The above described emplacement is shown on a proposed subdivision plan prepared by Maurice Gaudreault on the 6th May nineteen hundred and sixty-one under number 202 of the said original lot four, and all the above measurements are English measures and more or less without warranty as to precise measurements. School taxes: $73.47.

Shefford Lumber Co., address unknown.— Lot No. Pt. 4 Rg. XI. A certain area of land composed of four (4) parts and situated in the township of Grenville, county of Argenteuil, known and designated as being the northeast corner of the lot number four range eleven (4 Rg. XI) on the official cadastre for the township of Grenville; each of these parts of land is more particularly described as follows, to wit:

1. A piece of land known and designated as being a part of lot number four of range eleven (Pt. 4 Rg. XI) on the official cadastre for the township of Grenville, being of trapezoidal form, measuring six hundred and ten feet (610′) in width in its northeast line, one hundred feet (100′) in its northwest line and five hundred and thirty feet (530′) in width in its southwest line. This part of lot has an average depth of one hundred feet (100′). These northeast and southwest lines are parallel, its limit or northeast line identified with the division line of said lot number four range eleven and with lot number one A of range I of Harrington township and the east extremity of its said northeast line is situated at the meeting point between the division lines of said lot 4 Rg. XI, of lot 1B of range I of the township of Harrington and of lot 28B Range I. This piece of land is bounded as follows: On the northeast side by the said lot number 1A and lot 1B Rg. I, of the township of Harrington, on the southeast side by the part hereafter described of said lot 4 Rg. XI and on the two other sides by other parts of said lot 4 Rg. XI.

2. A piece of land known and designated as being one part of lot number four of range eleven (Pt. 4 rg. XI) on the official cadastre for the township of Grenville, being of trapezoidal form, measuring this said part of lot five hundred feet (500′) in width in its east line, four hundred and thirty feet (430′) in width in its west line, and one hundred feet (100′) in depth in its south line. This part of lot has an average depth of one hundred feet (100′), its east and west lines are parallel, its northwest line identifies itself with the southeast line of the part of lot hereabove firstly described and its east part identifies itself with the division line of said lot 4, Range XI and of said lot 28B, Range I. This piece of land is bounded as follows: On the northwest side by the piece of land hereabove firstly described on the east side by the said lot 28B Range I, and on the two other sides by other parts 4 Rg. XI.

3. A piece of land known and designated as being a part of lot number four of Range eleven (Pt. 4 Rg. XI) on the official cadastre for the township of Grenville, being of trapezoidal form, measuring this said part of lot, five hundred and fifty-five feet (555′) in width in its west line five hundred and thirty-five feet (535′) in width

de largeur dans sa ligne est, par une profondeur moyenne de deux cent pieds (200′). D'une part ses lignes ouest et est sont parrallèles entre elles, toutes deux parallèles aux lignes est et ouest du morceau de terrain ci-haut en deuxième lieu décrit et sa ligne ou limite est est située à trois cent pieds (300′) à l'ouest de l'emplacement ci-haut en deuxième lieu décrit, d'autres part, sa ligne ou limite nord-est est parallèle à et situé à cinquante pieds (50′) au sud-ouest du morceau de terrain ci-haut en premier lieu décrit. Ce morceau de terrain est borné de chaque côté par d'autres parties du lot 4 Rg XI. Toutes les mesures ci-haut mentionnées sont anglaises et approximatives.

L'emplacement ci-haut en premier lieu décrit est composé de lot portant les numéros de référence 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631 et 632 sur un plan montrant une subdivision proposée dudit lot numéro quatre rang onze, tel que préparé par Maurice Gaudreault, A.G., en date du 6 mai 1961.

L'emplacement ci-haut en deuxième lieu décrit est composé des lots portant les numéros de référence 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621 apparaissant audit plan.

L'emplacement ci-haut en troisième lieu décrit est composé des lots portant les numéros de référence 568, 569, 570, 571, 571A, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587 et 588 apparaissant audit plan.

4. Un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre du rang onze (Ptie 4 Rg XI) au cadastre officiel du canton de Grenville, étant de forme trapézoidale, mesurant cette dite partie de lot cinq cent trente pieds (530′) de largeur dans sa ligne ouest, cinq cent vingt-cinq pieds (525′) de largeur dans sa ligne est par une profondeur moyenne de cent pieds (100′), d'une part ses lignes ouest et est sont parallèles entre elles, toutes deux parallèles aux lignes est et ouest du terrain ci-haut en deuxième lieu décrit et sa ligne ou limite est est située à cent cinquante pieds (150′) à l'ouest de l'emplacement ci-haut en deuxième lieu décrit. D'autres parts sa limite nord-est est parallèle à et située à cinquante pieds (50′) au sud-ouest du morceau de terrain en premier lieu décrit. Ce morceau de terrain est borné de chaque côté par d'autres parties du lot 4 Rg XI; toutes les mesures ci-haut mentionnées sont anglaises et approximatives. L'emplacement ci-haut en quatrième lieu décrit est composé des lots portant les numéros de référence 590, 591, 592, 593, 594, 594A, 595, 596, 597 et 598 apparaissant audit plan.

5. Un morceau de terrain connu et désigné comme une partie du lot numéro quatre du rang onze (Ptie 4 Rg XI) du cadastre officiel du canton de Grenville, étant de forme trapézoidale, mesurant cette dite partie de lot trois cent vingt pieds (320′) de largeur dans sa ligne ouest, trois cent pieds (300′) de largeur dans sa ligne est, par une profondeur moyenne de cent pieds (100′) d'une part ses lignes ouest et est sont parallèles entre elles, toutes deux parallèles aux lignes est et ouest du morceau de terrain ci-haut en deuxième lieu décrit et sa ligne ou limite est est situé à cinquante pieds (50′) à l'ouest de l'emplacement ci-haut en premier lieu décrit; d'autre part sa limite ou ligne nord-est est parallèle et située à cinquante pieds (50′) au sud-ouest du morceau de terrain ci-haut en premier décrit. Ce morceau de terrain est borné de chaque côté par d'autres parties dudit lot 4 Rg XI. Toutes les mesures ci-haut mentionnées sont anglaises et approxima-

in its east line, by an average depth of two hundred feet (200′). On one hand, its west and east lines are parallel between them, both parallel with the east and west lines of the piece of land hereabove secondly described, and its east line or limit is situated at three hundred feet (300′) west of the emplacement hereabove secondly described, on the other hand, its northeast line or limit is parallel to and situated at fifty feet (50′) on the southwest of the piece of land hereabove firstly described. This piece of land is bounded on each side by other parts of lot 4 Rg. XI. All the measures hereinabove mentioned are English and approximative.

The emplacement hereinabove firstly described is composed of lot bearing reference numbers 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631 and 632 on a plan indicating a projected subdivision of said lot number four range eleven, as executed by Maurice Gaudreault L. S. bearing date May 6, 1961.

The emplacement hereinabove secondly described is composed of lots bearing reference numbers 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621 appearing on the said plan.

The emplacement hereinabove thirdly described is composed of lots bearing reference numbers 568, 569, 570, 571, 571A, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587 and 588 appearing on the said plan.

4. A piece of land known and designated as being a part of lot number four of range eleven (Pt. 4 Rg. XI) on the official cadastre for the township of Grenville, being of trapezoidal form, measuring this said part of lot five hundred and thirty feet (530′) in width in its west line, five hundred and twenty-five feet (525′) in width in its east line by an average depth of one hundred feet (100′), on one hand, its west and east lines are parallel between them, both parallel with the east and west lines of the lot of land hereinabove secondly described and its east line or limit is situated at one hundred and fifty feet (150′) west of the emplacement hereinabove secondly described. On the other hand, its northeast limit is parallel to and situated at fifty feet (50′) on the southwest of the piece of land firstly described. This piece of land is bounded on each side by other parts of lot 4 Rg. XI; all the hereinabove mentioned measures are English and approximative. The emplacement hereinabove fourthly described is composed of lots bearing reference numbers 590, 591, 592, 593, 594, 594A, 595, 596, 597 and 598 appearing on said plan.

5. A piece of land known and designated as a part of lot number four of Range eleven (Pt. 4 Rg. IX) on the official cadastre for the township of Grenville, being of trapezoidal form, measuring this said part of lot three hundred and twenty feet (320′) in width in its west line, three hundred feet (300′) in width in its east line by an average depth of one hundred feet (100′), on one hand its west and east lines are parallel between then, both are parallel with the east and west lines of the piece of land hereinabove secondly described and its east line or limit is situated at fifty feet (50′) west of the emplacement hereinabove firstly described; on the other hand its northeast line or limit is parallel and situated at fifty feet (50′) the southwest of the piece of land firstly described. This piece of land is bounded on each side by other parts of said lot 4, Rg. XI. All the hereinabove mentioned measures are English and approximative. The

tives. L'emplacement ci-haut en cinquième lieu décrit est composé des lots portant les numéros de référence 603, 604, 605, 606, 607, 608 apparaissant audit plan, ci-haut en premier lieu décrit. Taxes scolaires: $44.95.

Val Roc Ltd., 3100, L'Assomption, Montréal, Québec.— Ptie 2A, rang 6. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grenville, comme faisant partie du lot deux lettre « A » du sixième rang (Ptie 2A r. 6), mesurant quatre cent vingt-huit pieds (428′) de largeur sur une profondeur de sept cent vingt pieds (720′); borné en front à l'ouest par le chemin public, en arrière, à l'est et des deux côtés par le résidu dudit lot appartenant à Mme Mary Kelly, épouse de Allen C. Kennedy ou représentants; la ligne séparative sud est située à une distance perpendiculaire de deux cent cinquante pieds (250′) du point d'intersection de la ligne de côté nord de l'embranchement du chemin de fer appartenant à « The Canadian Refractories Limited » ou représentants, avec la ligne de côté est dudit chemin public; avec les bâtisses dessus érigées. Ainsi que le tout subsiste présentement avec toutes les servitudes actives et passives qui peuvent y être attachées et spécialement une servitude enregistrée à Argenteuil, sous le numéro 54589. Taxes scolaires: $76.54.

Réginald Pomposelli, adresse inconnue.— Ptie 13, rang 9, canton d'Harrington. Une parcelle de terrain dans le canton d'Harrington, comté d'Argenteuil, province de Québec, ayant front sur l'avenue « Pine View » connue comme étant une partie non-subdivisée du lot treize lettre « B » (Ptie 13B) dans le neuvième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Harrington, mesurant cent quarante-six pieds et huit dixièmes d'un pied (146.8′) sur sa ligne sud-ouest, approximativement trente-cinq pieds (35′) sur sa ligne sud-est, approximativement cent cinq (105′) sur sa ligne est, approximativement cinquante-quatre pieds (54′) sur sa ligne nord-est et cent pieds (100′) sur sa ligne nord-ouest, bornée au sud-ouest par une rue étant la subdivision quarante-huit dudit lot, au sud-est par une autre rue étant la subdivision quarante-quatre dudit lot à l'est par une rue étant la subdivision quarante-cinq dudit lot, au nord-est par une autre partie dudit lot treize « B » étant le numéro non-officiel cent soixante-quinze sur le plan ci-après rapporté), et au nord-ouest par une autre partie dudit lot treize « B » (étant le numéro non-officiel cent soixante-sept dudit plan), la ligne nord-est de ladite parcelle de terrain est parallèle à une ligne de cent pieds (100′) de la ligne nord-est de ladite subdivision quarante-huit. Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesures anglaises et plus ou moins. Ladite parcelle de terrain est indiquée sous les numéros non-officiels cent soixante-cinq et cent soixante-six par un plan préparé par Maurice Gaudreault, arpenteur géomètre du Québec, en date du septième jour de juillet dix-neuf cent cinquante-neuf, et revisé le vingt-six avril dix-neuf cent soixante.

Sujette à une ou des servitudes en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de « Gatineau Power Company ». Taxes scolaires: $237.33.

emplacement hereinabove fifthly described is composed of the lots bearing reference numbers 603, 604, 605, 606, 607, 608 appearing on said plan, hereinabove firstly described. School taxes: $44.95.

Val Roc Ltd., 3100 L'Assomption, Montreal, Québec.— Pt. 2A Rg. 6. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grenville, as forming part of the lot two letter "A" in the sixth range (Pt. 2A Rg. 6), measuring four hundred and twenty-eight feet (428′) in width by a depth of seven hundred and twenty feet (720′); bounded in front to the west by the public road, in rear to the east and on both side by the residue of the said lot belonging to dame Mary Kelly, wife of Mr. Allen C. Kennedy or representatives; the southern division line is located at a perpendicular distance of two hundred and fifty feet (250′) from the point of intersection of the north side line of the railway spur belonging to the Canadian Refractories Limited or representatives, with the eastern side line of the said public road; with the buildings thereon erected. As the whole now subsists with all the active and passive servitudes which may be attached thereto and specially a servitude registered at Argenteuil under number 54589. School taxes: $76.54.

Réginald Pomposelli, address unknown.— Pt. 13 Rg. 9 township of Harrington. A parcel of land in the township of Harrington, county of Argenteuil, Province of Québec, fronting on Pine View Avenue, known as an unsubdivided part of lot thirteen letter "B" (Pt. 13B) in the ninth range on the official plan and in the book of reference of the Township of Harrington, measuring one hundred and forty-six feet and eight tenths of a foot (146.8′) in its southwest line, approximately thirty-five feet (35′) in its southeast line, approximately one hundred and five feet (105′) in its east line, approximately fifty-four feet (54′) in its northeast line and one hundred feet (100′) in its northwest line, bounded to the southwest by a street being subdivision forty-eight of the said lot, to the southeast by another street being subdivision forty-four of the said lot, to the east by a street being subdivision forty-five of the said lot, to the northeast by another part of the said lot thirteen "B" (being unofficial number one hundred and seventy-five on the plan hereinafter referred to) and to the northwest by another part of the said lot thirteen "B" (being unofficial number one hundred and sixty-seven on the said plan). The northeast line of the said parcel of land is parallel to a line one hundred feet (100′) from the northeast line of the said subdivision forty-eight. All the above measurements are English measures and more or less. The said parcel of land is shown as unofficial numbers one hundred and sixty-five and one hundred and sixty-six by a plan prepared by Maurice Gaudreault Québec Land Surveyor, dated the seventh day of July, nineteen hundred and fifty-nine, and revised on the twenty-sixth of April nineteen hundred and sixty.

Subject to the servitude or servitudes in favor of the Bell Telephone Co. of Canada and the Gatineau Power Company. School taxes: $237.33.

Tena Musicka, adresse inconnue.— Ptie 13A, rang 9, canton d'Harrington. Une certaine parcelle de terrain dans le canton d'Harrington, dans le comté d'Argenteuil, province de Québec, formant partie du résidu non-subdivisé du lot treize lettre « A » (Ptie 13A) du neuvième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Harrington, mesurant cent pieds (100′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′) et bornée en front à l'est par le chemin « White » (chemin public) en arrière à l'ouest par une partie non-subdivisée dudit lot treize « A », d'un côté au nord par une autre partie dudit lot treize « A » connue comme étant une subdivision officielle numéro 323 au plan ci-après rapporté et de l'autre côté au sud par une autre partie dudit lot treize « A » connu sous le numéro non-officiel 320 dudit plan. La parcelle de terrain ci-dessus décrite est désignée comme étant les numéros non-officiels 321 et 322 d'un plan préparé par Maurice Gaudreault, arpenteur géomètre du Québec, en date du septième jour de juillet dix-neuf cent cinquante-neuf et revisé le vingt-sixième jour d'avril dix-neuf cent soixante. Les dimensions ci-dessus sont de mesures anglaises et plus ou moins.

Sujette à une ou des servitudes en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de « Gatineau Power Company » et également à un droit de passage pour l'approvisionnement de l'eau sur et en faveur de la propriété ci-dessus décrite et vendue et les lots adjacents sur l'un ou l'autre de ses côtés. Taxes scolaires: $43.05.

Tena Musicka, address unknown.— Pt. 13A, Rg. 9, township of Harrington. A certain parcel of land in the Township of Harrington in the county of Argenteuil, in the Province of Québec, forming part of the unsubdivided residue of lot thirteenth letter "A" (Pt. 13A) of the ninth range on the official and book of reference of the township of Harrington, measuring one hundred feet (100′) in width by a depth of one hundred feet (100′) and bounded in front to the east by White Road (public Road) in rear to the west by an unsubdivided part of the said lot thirteen "A", on one side to the north by another part of the said lot thirteen "A" known as an official number 323 on the plan hereinafter referred to and on the other side to the south by another part of the said lot thirteen "A" known as unofficial number 320 on the said plan. The parcel of land hereinabove described is designated as unofficial number 321 and 322 on a plan prepared by Maurice Gaudreault, Québec Land Surveyor, dated the seventh day of July nineteen hundred and fifty-nine and revised on the twenty-six day of April neneteen hundred and sixty. The above measurements are English measures and more or less.

Subject to the servitude or servitudes in favor of the Bell Telephone Co. of Canada Ltd. and the Gatineau Power Co. and also to a right of way for Water Supply on and in favor of the hereinabove described and sold property and the adjoining lots on either sides thereof. School taxes: $43.05.

La commission scolaire catholique de Saint-Michel de Wentworth Nord

Mme. Marcelle Reeves Hamel, St-Michel de Wentworth, Québec.— Lot No 20A, 21B, 22A, rang 1. Un certain morceau de terre situé à Saint-Michel de Wentworth Nord connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme étant le lot numéro vingt et un lettre B dans le premier rang (21B Rg. 1) avec les bâtisses dessus. À déduire une petite pointe de terre située sur le côté sud du chemin et joignant la ligne du lot 20 contenant quatre-vingts pieds de front sur ledit chemin et cent pieds de profondeurs le long de ladite ligne du lot 20; à déduire également cette autre partie comprise entre la rivière ouest et ladite ligne du lot 20 avec les moulins machineries et pouvoir d'eau qui s'y rapportent lesquelles parties déduites appartiennent à la compagnie A. D. McGibbon & Sons Ltd.

(2) Un certain morceau de terre situé au même endroit, connu et désigné aux plan et livre de renvoie officiels du canton de Wentworth Nord comme étant le lot numéro vingt-deux A dans le premier rang (22A, Rg. 1). Sans bâtisse.

(3) Un autre morceau de terre de forme triangulaire située au même endroit connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie sud du lot numéro vingt lettre D, dans le premier rang. (Partie S-20B, Rg. 1) mesurant cent quarante-neuf pieds sur le chemin public cent quarante-quatre (144) dans la ligne du lot 21 B et soixante-dix-huit (78) dans la ligne nord borné à l'est par le chemin public à l'ouest par le lot 21B et au nord par le résidu dudit 20B Rg. 1 avec une maison érigée. Taxes scolaires catholiques: $466.23; taxes municipales: $468.03. Total: $934.26.

The Catholic School Commission of Saint-Michel de Wentworth North

Mrs. Marcelle Reeves Hamel, Saint-Michel of Wentworth, Québec.— Lot No. 20A, 21B, 22A, range 1. A certain piece of land situated at Saint-Michel de Wentworth North known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as being lot number twenty-one letter B on the first range (21B Rg. 1) with buildings thereon. To withdraw a small point of land situated on the south side of the road and joining the line of lot 20 containing eighty feet in front by the said road and one hundred feet in depth along the said line of lot 20; to withdraw also this other part included between the west river and the said line of lot 20 with machinery mills and water rights related thereto, which reduced parts belonging to A. D. McGibbon & Sons Ltd.

(2) A certain piece of land situated at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as being lot number twenty-two A on the first range (22A, Rg. 1). Without a building.

(3) Another piece of land of a triangular form situated at the same place known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming the southern part of lot number twenty letter D, on the first range. (Part S-20B, Rg. 1) measuring one hundred and forty-nine feet on the public road, one hundred and forty-four (144) on the line of lot 21B and seventy-eight (78) on the north line bounded on the east by the public road on the west by lot 21B and on the north by the remainder of said 20B Rg. 1 with a house erected thereon. Catholic school taxes: $466.23; Municipal taxes: $468.03. Total: $934.26.

Omer Tessier, Lachute, Québec. — Pt. 26, rang 1, canton de Wentworth Nord. Un emplacement situé au Lac Grothé constitué d'une partie de forme triangulaire du lot connu et désigné sous le numéro vingt-six, (Ptie 26), du premier rang du canton de Wentworth Nord dans le comté d'Argenteuil, Province de Québec, ladite partie de lot mesurant deux cent quatorze pieds (214) dans sa ligne nord ou nord ouest cent quatre-vingt-dix-neuf et cinq dixième (199.5) de pieds dans sa ligne ouest et deux cent cinquante (250) dans sa ligne est formant une superficie de vingt-deux mille huit cent vingt-cinq (22,825) pieds carrés mesure anglaise plus ou moins et borné comme suit en front vers l'est par le lac Grothé d'un côté vers l'ouest par un chemin de vingt-cinq pieds de largeur dont il est ci-après fait mention et vers le nord ou nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro vingt-six (Ptie. 26) le tout tel que démontré à un plan préparé par J. Arthur Lafrance, A.G. en date du trente septembre mil neuf cent cinquante-huit dont copie demeure annexée à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties, avec bâtisse. Taxes scolaires: $111.66.

M. Antonio Deneault, Brownsburg, Québec. — Enregistré 99947. (1) Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord formant partie du lot numéro vingt-sept lettre A dans le troisième rang (Ptie 27A Rg. III) et plus particulièrement décrit comme suit: partant du coin sud-est de l'emplacement acquis par le présent acquéreur du présent vendeur par acte reçu devant M. Simon Valois notaire le 9 août 1955 et enregistré sous le numéro 79789 de la dans une direction est une distance de vingt-cinq pieds (25′) jusqu'à un point de là tournant vers le nord une distance d'environ deux cent vingt-cinq pieds (225′) jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne nord de la propriété du présent acquéreur acquise par acte enregistré ou le numéro 79789 de là vers l'ouest une distance d'environ cent pieds (100′) jusqu'au coin nord-est de ladite propriété du présent acquéreur de là tournant vers le sud de la ligne brisée de la propriété du présent acquéreur soit une distance de cent dix pieds (110′) vers le sud cinquante pieds (50′) vers l'est et cent pieds (100′) vers le sud jusqu'au point de départ borné ledit emplacement à l'ouest par ladite propriété du présent acquéreur au nord par la propriété du vendeur et partie par le Lac Farmer à l'est et au sud par partie du même lot appartenant au vendeur.

(2) Une certaine bande de terre de forme triangulaire connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant une partie du lot numéro vingt-sept, lettre A dans le troisième rang (ptie 27A, Rg. III) mesurant vingt-cinq pieds (25) dans Ia ouest: environ cent cinquante pieds (150) dans les lignes nord et sud-est borné à l'ouest par le chemin public au nord par la propriété du présent acquéreur acquise par acte enregistré sous les numéros 61982 et 79789 et au sud-est par la propriété de Victor Tremblay.

(3) Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant

Omer Tessier, Lachute, Québec. — Pt. 26, Range 1, township of Wentworth North. An emplacement situated on Grothé Lake, consisting of a part of a triangular form of a lot known and designated under number twenty-six, (Pt. 26,) of the first range of the township of Wentworth North, in the county of Argenteuil, Province of Québec, the said part of the lot measuring two hundred and fourteen feet (214) on its north line or northwest one hundred and ninety-nine feet and five-tenths (199.5) on its west line and two hundred and fifty (250) on its east line forming an area of twenty-two thousand eight hundred and twenty-five (22,825) square feet, English measure, more or less and bounded as follows, in front on the east by Grothé Lake, on one side on the west by a road of twenty-five feet in width mentioned hereafter and on the north or northwest by another part of said lot number twenty-six (Pt. 26) the whole such as shown on a plan prepared by J. Arthur Lafrance, L.S. dated the thirtieth day of September, one thousand nine hundred and fifty-eight, a copy of which has remained annexed to the minutes of the presents after having been judged true and signed for identification by the parties, with a building. School taxes: $111.66.

Mr. Antonio Deneault, Brownsburg, Québec. — Registration 99947. (1) A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North forming part of lot number twenty-seven letter A on the third range (Pt. 27A Rg. III) and more particularly described as follows: starting from the southeast corner of the emplacement acquired by the present purchaser from the present vendor by a deed received before Mr. Simon Valois, notary, on August 9, 1955 and registered under number 79789 thence in an easterly direction a distance of twenty-five feet (25′) up to a point, thence turning to the north a distance of approximately two hundred and twenty-five feet (225′) up to a point situated on the prolongation of the north line of the property of the present purchaser acquired by a deed registered under number 79789; thence to the west a distance of approximately one hundred feet (100′) up to the northeast corner of the said property of the present purchaser; thence going south to the broken line of the property of the present purchaser being a distance of one hundred and ten feet (110′) on the south fifty feet (50′) on the east one hundred feet (100′) on the south up to the point of departure the said emplacement bounded on the west by the said property of the present purchaser, on the north by the property of the vendor and part by Farmer Lake, on the east and south by part of the same lot belonging to the vendor.

(2) A certain piece of land of a triangular form known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming a part of lot number twenty-seven, letter A, on the third range (Pt. 27A, Rg. III) measuring twenty-five feet (25) on Ia west: approximately one hundred and fifty feet (150) on the north and southeast lines, bounded on the west by the public road, on the north by the property of the present purchaser acquired by a deed registered under numbers 61982 and 79789 and on the southeast by the property of Victor Tremblay.

(3) A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming

partie du lot numéro vingt-sept A, rang III dans le troisième rang (Ptie. 27A, Rg. III) mesurant cent seize pieds (116) sur le chemin public dans la ligne nord cent pieds (100′) dans la ligne sud par une profondeur de cent vingt-neuf pieds (129′) borné au sud par la propriété de M. Céré à l'ouest par un chemin privé de vingt-cinq pieds (25′) de large conduisant à la propriété de M. Ceré à l'est par la propriété de M. Rosaire Massie et au nord par le chemin public avec bâtisses.

Enregistré 99948. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie du lot vingt-sept lettre « B » dans le troisième rang (Ptie 27B, rang III) mesurant cent pieds de largeur (100′) par une profondeur de cent pieds (100′) borné au sud par le chemin public à l'est par la propriété de Arthur Perron au nord et à l'ouest par la propriété du vendeur. Sans bâtisse.

Enregistré 61982. Un certain emplacement désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie du lot vingt-sept lettre A dans le troisième rang (Ptie 27A, Rg. III) mesurant deux cent vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds (225′ x 100′) borné au sud par un chemin de vingt-cinq pieds de large au nord par un autre chemin de vingt-cinq pieds à l'ouest par le chemin public et à l'est par le résidu dudit lot appartenant au vendeur, tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait. Avec bâtisse.

Enregistré 79789. Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie du lot vingt-sept lettre A dans le troisième rang (27A, Rg. III) et plus particulièrement décrit comme suit: À savoir partant du coin sud est de l'emplacement acquis par le présent acquéreur du présent vendeur par acte de vente reçu devant M. Gaétan Valois notaire le 21 août 1946 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le numéro 69982 et longeant le chemin dans une direction est sur une distance de cent pieds (100′) de là tournant vers l'ouest à angle droit et parcourant une distance de cinquante pieds (50′) de là tournant vers le nord à angle droit et parcourant une distance de cent dix pieds (110′) de là tournant vers l'ouest à angle droit et parcourant une distance de deux cent dix pieds (210′) jusqu'au point de départ borné au nord par un chemin privé à l'ouest par la propriété de l'acquéreur et à l'est par le résidu du terrain du vendeur. Avec bâtisse.

Enregistré 120554. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie du lot numéro vingt-sept lettre A dans le troisième rang (Ptie 27A, Rg. III) mesurant cent pieds (100′) dans la ligne nord et sud-est par deux cent vingt-huit et sept-dixième de pied (228.7′) dans la ligne sud-ouest et environ deux cent vingt-cinq pieds (225′) dans la ligne nord-est ce morceau de terre est borné au nord-ouest par partie du même lot appartenant à M. Brent au sud-ouest par un chemin de côté au sud-est par partie du même lot originairement vendu à G. Oliver par acte enregistré sous le numéro 63896 lequel appartient maintenant à Jean-Marc Massie et au nord-est par le résidu du terrain du vendeur. Sans bâtisse.

part of lot number twenty-seven A, range III on the third range (Pt. 27A Rg. III), measuring one hundred and sixteen feet (116′) on the public road on the north line one hundred feet (100) on the south line by a depth of one hundred and twenty-nine feet (129′) bounded on the south by the property of Mr. Ceré, on the west by a private road of twenty-five feet (25′) in width leading to the property of Mr. Ceré on the east by the property of Mr. Rosaire Massie and on the north by the public road with buildings.

Registration 99948. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming part of lot twenty-seven letter B on the third range (Pt. 27B, Rg. III) measuring one hundred feet in width (100′) by a depth of one hundred feet (100′) bounded on the south by the public road, on the east by the property of Arthur Perron, on the north and west by the property of the vendor. Without a building.

Registration 61982. A certain emplacement designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming part of lot twenty-seven letter A on the third range (Pt. 27A, Rg. III) measuring two hundred and twenty-five feet in width by a depth of one hundred feet (225′ x 100′) bounded on the south by a road of twenty-five feet in width, on the north by another road of twenty-five feet, on the west by the public road and on the east by the remainder of the said lot belonging to the vendor, such as the whole is presently found and which satisfies the purchaser. With building.

Registration 79789. A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming part of lot twenty-seven letter A on the third range (27A Rg. III) and more particularly described as follows: Starting from the southeast corner of the emplacement acquired by the present purchaser from the present vendor by a deed of sale received before Mr. Gaétan Valois, notary, on August 21, 1946, and registered at the registry office of the county of Argenteuil under number 69982 and running along the road in an easterly direction on a distance of one hundred feet (100′) then turning west at a right angle and running a distance of fifty feet (50′) then turning north at a right angle and running a distance of one hundred and ten feet (110′) then turning west at a right angle and running a distance of two hundred and ten feet (210′) up to the point of departure bounded on the north by a private road, on the west by the property of the purchaser and on the east by the remainder of the land of the vendor. With a building.

Registration 120554. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming part of lot number twenty-seven letter A on the third range (Pt. 27A, Rg. III) measuring one hundred feet (100′) on the north and southeast line by two hundred and twenty-eight and seven-tenths of a foot (228.7′), on the southwest line and approximately two hundred and twenty-five feet (225′) on the northeast line, this piece of land is bounded on the northwest by part of the same lot belonging to Mr. Brent, on the southwest by a side road, on the southeast by part of the same lot originally sold to G. Oliver by a deed registered under number 63896 which now belongs to Jean-Marc Massie and on the northeast by the remainder

Taxes scolaires: $323.84; taxes municipales: $178.28. Total: $502.12.

Mme Leda Q. Lanthier, 7175, Malo, Asterville, Brossard, Québec. — Ce certain morceau de terrain situé dans Saint-Michel de Wentworth Nord connu et désignée comme faisant partie du lot 20 du deuxième rang (lot 20, r. 2) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord dans le comté d'Argenteuil mesurant cent pieds (100′) le long de sa ligne nord-ouest, cent pieds (100′) le long de sa ligne sud-est et borné comme suit: Au nord-ouest par une autre partie dudit lot originaire No 20 appartenant à Jacques Richer ou ses successeurs y ayant droit au nord-est et au sud-est par une autre partie dudit lot appartenant à Arthur Lanthier et au sud-ouest par un droit de passage de trente pieds (30′) de largeur et situé sur une partie dudit lot: le côté sud-ouest dudit lot est la prolongation d'une ligne droite du côté sud-ouest d'une autre partie dudit lot 20 appartenant à Jacques Richer en vertu d'un acte enregistré sous le numéro 90096. Avec bâtisses. Taxes municipales: $136.41; taxes scolaires: $56.63. Total: $193.04.

Lionel Cadieux, 184, rue Bradford, Lachute, Québec.— Un emplacement de figure irrégulière situé en la paroisse de Saint-Michel de Wentworth Nord dans le comté d'Argenteuil faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-sept lettre A dans le troisième rang du canton de Wentworth Nord (Ptie 27A Rg. III) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton mesurant cinquante-quatre pieds (54′) en front à l'ouest soixante-dix-sept pieds (77′) au nord quarante pieds (40) au sud plus ou moins mesure anglaise. La ligne nord appartenant à N. N. Palmorino et étant à cent cinquante pieds (150′) de distance de l'emplacement dudit Palmorino, le plus ou moins étant à la perte de l'acquéreur borné ledit emplacement en front à l'ouest par le chemin public au nord par une partie dudit lot 27A appartenant à Joseph Ménard au sud par une partie dudit lot 27A étant une partie d'un chemin privé conduisant à la grève, avec bâtiments l'acquéreur aura droit avec tout autres. Taxes scolaires: $44.31; taxes municipales: $58.94. Total: $103.25.

Marcel Desjardins, R. R. 2, Lachute, Québec.— Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wentworth Nord comme formant partie du lot vingt-sept, lettre A. (Partie 27A, Rg. 3) dans le troisième mesurant cinquante pieds dans les lignes nord et sud (50) par cent pieds (100) de profond dans les lignes est et ouest borné au nord par la propriété de René Farmer au sud par le chemin public à l'est par la propriété du vendeur et à l'ouest par partie du même lot appartenant à A. Gibeault et Cyrille Durocher acquise par acte enregistré sous le numéro 92964. Avec bâtisse. Taxes scolaires: $22.18.

of the land of the vendor. Without a building. School taxes: $323.84; municipal taxes: $178.28. Total: $502.12.

Mrs. Leda Q. Lanthier, 7175 Malo, Astervile, Brossard, Québec.— That certain piece of land situated in Saint-Michel de Wentworth North known and designated as being part of Lot 20 in the second range (Lot 20, Range 2) of the official plan and book of reference of the Township of Wentworth North in the County of Argenteuil measuring one hundred (100′) along its northwest line one hundred feet (100′) along its southeast line and bounded as follows to the northwest by another part of the said original lot 20 belonging to Jacques Richer or his successors in title to the northeast and to the southeast by another part of the said lot belonging to Arthur Lanthier and to the southwest by a right of passage thirty feet (30′) in width and situated on part of the said lot: the southwest side of the said lot is the prolongation of a straight line of the southwest side of another part of the said lot 20 belonging to Jacques Richer in virtue of deed registered number 90096, with buildings. Municipal taxes: $136.41; school taxes: $56.63. Total: $193.04.

Lionel Cadieux, 184 Bradford St., Lachute, Québec.— An emplacement of an irregular figure situated in the parish of Saint-Michel de Wentworth North, in the county of Argenteuil being part of the lot of land known and designated under number twenty-seven letter A on the third range of the township of Wentworth North (Part 27A Rg. III) on the official plan and book of reference of the said township measuring fifty-four feet (54′) in front on the west seventy-seven feet (77′) on the north forty feet (40) on the south more or less English measure. The north line belonging to N. N. Palmorino and being at one hundred and fifty feet (150′) from the emplacement of said Palmorino, the more or less being a loss for the purchaser bounded the said emplacement in front on the west by the public road on the north by a part of said lot 27A belonging to Joseph Ménard, on the south by a part of said lot 27A being a part of a private road leading to the beach, with buildings, the purchaser will have a right to it with all others. School taxes: $44.31; municipal taxes: $58.94. Total: $103.25.

Marcel Desjardins, R.R. 2, Lachute, Québec.— A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wentworth North as forming part of lot twenty-seven, letter A. (Part 27A, Rg. 3), on the third measuring fifty feet on its north and south lines (50) by one hundred feet (100) in depth on the east and west lines bounded on the north by the property of René Farmer on the south by the public road on the east by the property of the vendor and on the west by part of the same lot belonging to A. Gibeault and Cyrille Durocher acquired by the deed registered under number 92964. With a building. School taxes: $22.18.

Corporation du canton de Montcalm

Succession Mme L. M. Davis, Weir, Québec.— Ptie lot 10-4, rang 2, canton de Montcalm. Un emplacement de terrain formant partie du lot No quatre (4) de la subdivision du lot originaire No dix (10) du deuxième rang (2e) du canton de Montcalm, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Montcalm, comme étant le lot No 10-4, rang 2, mesurant seize (16)

Corporation of the township of Montcalm

Estate Mrs. L. M. Davis, Weir, Québec.— Pt. lot 10-4, Range 2, Twp. of Montcalm. An emplacement of land forming part of lot No. four (4) of the subdivision of the original lot No. ten (10) of the second (2nd) range of the township of Montcalm known and designated on the official plan and book of reference of the township of Montcalm, as lot No. 10-4, range 2,

pieds de largeur et cent (100′) pieds de profondeur, plus ou moins. Borné à l'est par le lot 10-5, rang 2, au sud par le chemin public, à l'ouest par le résidu du lot 10-4, au nord par le résidu du lot originaire No dix (10) du deuxième rang. Taxes municipales: $1.35; Frais: $4.00. Total: $5.35.

Marcel Desjardins et/ou Lac Bourbeau Fish & Game Club, 3835, Ave. Van Horne, Montréal, Québec.— Quels que soient les droits, titres, intérêts ou privilèges que l'occupant ou détenteur du bail puisse posséder dans et sur les lots ou emplacements de terrain suivants: Ptie lot 42, rang 7, canton de Montcalm. Partie du lot No quarante-deux (42) du septième rang (7e) du canton de Montcalm comprenant 52.5 acres, plus ou moins.

Ptie lot 43, rang 7, canton de Montcalm. Partie du lot No quarante-trois (43), du septième rang (7e) du canton de Montcalm comprenant 52.5 acres, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées.

Ptie lot 44, rang 7, canton de Montcalm. Partie du lot No quarante-quatre (44) du septième rang (7e) du canton de Montcalm comprenant 52.5 acres, plus ou moins. Taxes municipales: $122.26; taxes scolaires: $310.88; frais: $5.00. Total: $438.14.

Mme Lucien Jasmin, 10, rue Alerie, St-Janvier, Québec.— Bail du Département des Terres et Forêts (dossier 75090) lot 26-8, rang E, (Lac Vert) canton de Montcalm.

Quels que soient le droit, titre, intérêts ou privilèges que l'occupant ou détenteur du bail puisse posséder dans et au terrain et bâtisses dessus érigées sur le lot 26-8, rang « E », canton de Montcalm. Taxes municipales: $33.23; frais: $5.00. Total: $38.23.

Municipalité des Mille Iles

Succession Roger Paquette et Armand Pelletier, 600, rue Lachaine, St-Jérôme, Québec.— Ptie lot 13, municipalité des Mille Iles. Un lot vacant non-subdivisé, de forme oblongue, faisant partie du lot No 13 de la municipalité des Mille Iles, enregistré sous le No 94588. Borné au nord par la propriété appartenant à Laurier Carrière. Bornée au sud par la propriété appartenant à Wilfrid Sanscartier ou représentants. Borné à l'est en front et mesurant cinquante pieds de largeur, par un chemin privé. Borné à l'ouest par le lac Robert. Sans bâtisse. Taxes municipales: $9.54.

Gabriel Isabey, adresse inconnue.— Lot No 213-46 Mille-Iles.

Lot No 213-46 de Côte Ste-Marguerite, rang aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille-Iles, comprenant une superficie approximative de 10,875 pieds carrés m.a. et sans bâtisse dessus érigée. Taxes municipales: $6.56; taxes scolaires: $8.12. Total: $14.68.

Municipalité du comté de Wentworth

Yvon Lamarche, 5627, Terrebonne, Montréal 260, Québec.— Un emplacement situé en la municipalité du canton de Wentworth, faisant partie du lot originaire numéro deux, lettre « B », dans le troisième rang, canton de Wentworth (Ptie 2-B, Rg. III), division d'enregistrement du comté d'Argenteuil.

Borné vers le nord, par une partie dudit lot 2-B (rue), vers l'est, le sud et l'ouest par d'autres parties dudit lot No 2-B; Mesurant soixante-quinze pieds (75′) dans les lignes nord et sud,

measuring sixteen (16) feet in width and one hundred (100) feet in depth more or less. Bounded on the east by lot 10-5, range 2, on the south by the public road, on the west by the residue of lot 10-4, on the north by the residue of the original lot No. ten (10) of the second (2nd) range. Municipal taxes: $1.35; costs: $4.00. Total: $5.35.

Marcel Desjardins and/or Lac Bourbeau Fish & Game Club, 3835 Van Horne Ave., Montreal, Québec.— Whatever rights, titles interests or privileges the occupant or lease holder may possess in and on the following lots or emplacements of land: Pt. lot 42, range 7, township of Montcalm. Part of lot No. forty-two (42) of the seventh (7th) range of the township of Montcalm consisting of 52.5 acres more or less.

Pt. lot 43, range 7, township of Montcalm. Part of lot No. forty-three (43), of the seventh (7th) range of the township of Montcalm consisting of 52.5 acres more or less with buildings erected thereon.

Pt. lot 44, range 7, township of Montcalm. Part of lot No. forty-four (44) of the seventh (7th) range of the township of Montcalm consisting of 52.5 acres more or less. Municipal taxes: $122.26; school taxes: $310.88; costs: $5.00. Total: $438.14.

Dame Lucien Jasmin, 10 Alérie Street, Saint-Janvier, Québec.— Department of Lands & Forests Lease (File 75090) lot 26-8, range E, (Lac Vert), township of Montcalm.

Whatever right, title, interest or privileges the occupant or lease holder may possess in and to the land and the buildings thereon erected on lot 26-8, range "E" township of Montcalm. Municipal taxes: $33.23; costs: $5.00. Total: $38.23.

Municipality of Mille Isles

Estate Roger Paquette and Armand Pelletier, 600 Lachaine St., Saint-Jérôme, Québec.— Pt. lot 13, municipality of Mille Isles. An unsubdivided vacant lot oblong in shape, being part of lot No. 13 in the municipality of Mille Isles registered under No. 94588. Bounded to the north by the property owned by Laurier Carrière. Bounded to the south by the property owned by Wilfrid Sanscartier or representative. Bounded to the east in front, measuring fifty feet in width, by a private road. Bounded to the west by Lake Robert. Without buildings. Municipal taxes: $9.54.

Gabriel Isabey, address unknown.— Lot No. 213-46 Mille Isles.

Lot No. 213-46 of the Côte St. Marguerite range of the official plan and book of reference of the Municipality of Mille Isles; containing in area approximately 10,875 sq. ft. E. M. and without buildings thereon. Municipal taxes: $6.56; school taxes: $8.12. Total: $14.68.

Municipality of the township of Wentworth

Yvon Lamarche 5627, Terrebonne, Montreal 260, Québec.— An emplacement situated in the municipality of the township of Wentworth, being part of original lot number two, letter "B", in the third range, township of Wentworth (Part 2-B, Rg. III), registration division of the county of Argenteuil.

Bounded on the north, by a part of said lot 2-B (street), on the east, south and west by other parts of said of lot No. 2-B; Measuring seventy-five feet (75′) on its north and south lines, by

par cent trente-cinq pieds (135′) dans l'est et l'ouest, et contenant en superficie dix mille cent dix pieds carrés (10,110 p.c.) mesure anglaise; Le coin sud-ouest dudit emplacement est situé à cinq cent quatre-vingt-un pieds (581′) vers le nord-est, de la ligne de division entre les lots 2-A et 2-B, cette distance étant mesurée à angle droit avec ladite ligne et à partir d'un point situé à huit cent quatre-vingt-treize pieds et six dixièmes de pied (893.6′) du lot 1-B;

Le coin nord-ouest dudit emplacement est situé à sept cent cinq pieds et six dixièmes de pied (705.6′), vers le nord-est de la ligne de division entre les lots 2-A et 2-B, cette distance étant mesurée à angle droit avec ladite ligne et à partir d'un point situé à neuf cent quarante-six pieds et un dixième de pied (946.1′) du lot No 1-B.

L'emplacement présentement décrit est indiqué comme étant le lot numéro 2-B-36 sur un plan de subdivision projeté, en date du vingt-trois juin, mil neuf cent soixante-cinq, préparé par Léopold Moretti, arpenteur géomètre; Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occults, attachées audit emplacement;

Avec un camp d'été dessus à être construit par la venderesse, et avec droit de passage avec tous autres y ayant droit, dans les rues projetées communiquant audit emplacement, au lac et à la plage, mais la venderesse ne sera pas tenue responsable d'aucun dommage pouvant découler à la suite d'accident survenu sur cesdit terrains. Taxes municipales: $30.00; intérêt et frais: $2.05. Total: $32.05.

Léopold Côté, 144, de l'Étoile, Laval des Rapides, ville de Laval, Québec.—Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro un, lettre « A », dans le troisième rang, du canton de Wentworth (Ptie 1-A, Rg. III), division d'enregistrement du comté d'Argenteuil;

Borné ledit emplacement, en front vers le nord-est, par une rue projetée étant le lot (1-A-177 projeté), dudit canton de Wentworth, et de tous autres côtés, par des parties non-subdivisées dudit lot 1-A, rang III, du canton de Wentworth. Mesurant ledit emplacement, cent pieds (100′) de largeur, dans ses lignes nord-est et sud-ouest, sur une profondeur de cent pieds (100′), dans ses lignes nord-ouest et sud-est, contenant en superficie, dix mille pieds carrés (10,000 p.c.), mesure anglaise, plus ou moins;

La ligne sud-est dudit emplacement est parallèle à la ligne de division des cantons de Gore et de Wentworth et est située à une distance de huit cent pieds (800′) au nord-ouest de celle-ci. La ligne nord-est dudit emplacement est perpendiculaire à la ligne de division des cantons de Gore et de Wentworth, et est située à une distance d'environ mille trois cent cinquante-trois pieds (1,353′) de la ligne de division des rangs II et III dudit canton de Wentworth; cette distance étant mesurée le long de la ligne de division des cantons de Gore et de Wentworth, en allant vers le sud-ouest; Cet emplacement porte les numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (Nos 159 et 160), sur un plan de subdivision projetée, préparé par Léopold Moretti, arpenteur-géomètre, en date du deux novembre, mil neuf cent soixante-quatre;

one hundred and thirty-five feet (135′) on its east and west, and containing in area ten thousand one hundred and ten square feet (10,110 sq. ft.), English measure; The southwest corner of the said emplacement is situated at five hundred and eighty-one feet (581′) to the northeast, the division line between lots 2-A and 2-B, this distance being measured at a right angle with the said line and starting from a point situated at eight hundred and ninety-three feet and six tenths of a foot (893.6′) from lot 1-B;

The north-west corner of the said emplacement is situated at seven hundred and five feet and six tenths of a foot (705.6′) on the northeast of the division line between lots 2-A and 2-B, this distance being measured at a right angle with the said line and starting from a point situated at nine hundred and forty-six feet and one-tenth of a foot (946.1′) from lot No. 1-B.

The emplacement presently described is indicated as being lot number 2-B-36 on a planned subdivision plan, dated June twenty-third, one thousand nine hundred and sixty-five, prepared by Léopold Moretti, land-surveyor; Such as the whole is presently found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said emplacement;

With a summer camp to be built thereon by the vendor, and with a right of way with all others allowed, on the planned streets communicating to the said emplacement, to the lake and the beach, but the vendor will not be held responsible for any damages following the accidents which may occur on the said lands. Municipal taxes: $30.00; Interest and Costs: $2.05. Total: $32.05.

Léopold Côté, 144 de L'Étoile Laval des Rapides, Ville de Laval, Québec.— An emplacement known and designated as being part of original lot number one, letter "A", in the third range of the township of Wentworth (Part 1-A, Rg. III), registration division of the county of Argenteuil;

The said emplacement bounded in front on the northeast by a planned street being lot (1-A-177-planned), of the said township of Wentworth, and on all other sides, by unsubdivided parts of said lot 1-A, Range III, of the township of Wentworth. The said emplacement measuring, one hundred feet (100′) in width, on its northeast and southwest lines, by a depth of one hundred feet (100′), on its northwest and southeast lines, containing in area, ten thousand square feet (10,000 sq. ft.), English measure, more or less;

The southeast line of the said emplacement is parallel to the division line of the townships of Gore and Wentworth and is situated at a distance of eight hundred feet (800′) on the northwest of the latter. The northeast line of the said emplacement is perpendicular to the division line of the townships of Gore and Wentworth, and is situated at a distance of approximately one thousand three hundred and fifty-three feet (1,353′) from the division line of ranges II and III of the said township of Wentworth; this distance being measured along the division line of the townships of Gore and Wentworth, going southwest; This emplacement bears numbers one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty (Nos. 159 and 160), on a planned subdivision plan, prepared by Leopold Moretti, land-surveyor, dated the second day of November, one thousand nine hundred and sixty-four;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement;

Avec un camp d'été dessus à être construit par la venderesse, et avec droit de passage avec tous autres y ayant droit, dans les rues projetées communiquant audit emplacement, au lac et à la plage, mais la venderesse ne sera pas tenue responsable d'aucun dommage pouvant découler à la suite d'accident survenu sur desdits terrains. Taxes municipale: $30.00; intérêt et frais: $2.05; taxes scolaire 1967-1968: $24.98; intérêts et frais: $3.21; taxes scolaire 1968-1969 provisoire: $22.50; intérêt et frais: $1.97. Total: $84.71.

La corporation de Saint-Adolphe-d'Howard

Kurt Angerman, adresse inconnue.— Lot 14-88 rang III. Subdivision quatre-vingt-huit (88) du lot originaire quatorze (14) rang III du plan et livre de renvoi officiel du canton Howard, au sud du lac à la Truite. Superficie onze mille cinquante-deux (11,052) pieds carrés. Taxes scolaires et frais: $120.01; taxes municipales et frais: $79.31. Total: $199.32.

Robert Bannerman, 49, 15e Avenue, Calumet. — Lot 20-11 rang IV. Subdivision onze (11) du lot originaire vingt (20) rang IV du plan et livre de renvoi officiel du canton Howard. Superficie dix-sept mille neuf cents (17,900) pieds carrés. Taxes scolaires et frais: $88.08; taxes municipales et frais: $22.00. Total: $110.08.

Albert Edward Stanway, adresse inconnue.— Lot 3A, rang VI. Partie trois (3) A du sixième rang du canton Howard et bornée en front vers le nord-est par le chemin public, en arrière vers le sud-ouest par une partie du lot numéro trois (3) A appartenant à Aldéric Brière d'un côté, vers le sud-est par une partie dudit lot trois (3) A, appartenant à W. H. R. Denman et une partie par une autre partie dudit lot numéro trois (3) A appartenant à Aldéric Brière et de l'autre côté par le numéro quatre (4) A. Superficie: sept mille neuf cent cinquante-trois (7,953) acres.

Un autre lopin de terre de forme irrégulière situé au même lieu, mesurant quatre-vingt-dix-neuf (99) pieds de largeur en front le long du chemin public, quatre-vingt-cinq (85) en arrière le long du Lac St-Joseph, trente-sept (37) dans sa ligne sud-est et trente-neuf (39) dans sa ligne nord-ouest, contenant une superficie de trois mille trois cent quatre-vingt-trois (3,383) pieds carrés, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois (3) A du sixième rang du canton Howard des plans et livre de renvoi officiels. Taxes scolaires et frais: $473.66; taxes municipales et frais: $227.35. Total: $701.01.

Placements Altitude 1500 Investments Inc., 6620, 26e Avenue, Rosemont, Québec.— Lot 5A, subdivision 14. Lot connu et désigné sous le numéro quatorze (14) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (5) A dans le sixième rang du canton Howard, au plan et livre de renvoi officiel dudit canton dans le comté d'Argenteuil. Taxes scolaires et frais: $41.14.

Serge Paquin, adresse inconnue.— Lot 9-11. Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro onze (11) de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf (9) dans le septième rang, canton Howard au plan et livre de renvoi officiel dudit canton dans le comté Argenteuil.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent or occult, attached to the said emplacement;

With a summer camp to be constructed thereon by the vendor, and with a right of way with all others allowed, on the planned streets communicating to the said emplacement, to the lake and beach, but the vendor will not be held responsible for any damages following the accidents which may occur on the said lands. Municipal taxes: $30.00; interest and costs: $2.05; school taxes 1967-1968: $24.98; interest and costs: $3.21; school taxes 1968-1969: provinsional: $22.50; interest and costs: $1.97. Total: $84.71.

The corporation of Saint-Adolphe-d'Howard

Kurt Angerman, address unknown.— Lot 14-88 range III. Subdivision eighty-eight (88 of original lot fourteen (14) range III of the official plan and book of reference of the township of Howard, on the south of lac à la Truite. Area eleven thousand fifty-two (11,052) square feet. School taxes and costs: $120.01; municipal taxes and costs: $79.31. Total: $199.32.

Robert Bannerman, 49, 15th Avenue, Calumet.— Lot 20-11 range IV. Subdivision eleven (11) of original lot twenty (20) range IV on the official plan and book of reference of the township of Howard. Area seventeen thousand nine hundred (17,900) square feet. School taxes and costs: $88.08; municipal taxes and costs: $22.00. Total: $110.08.

Albert Edward Stanway, address unknown.— Lot 3A, range VI. Part three (3) A of the sixth range of the township of Howard and bounded in front on the northeast by the public road, in the back on the southwest by a part of lot number three (3) A, belonging to Aldéric Brière on one side, on the southeast by a part of said lot three (3) A, belonging to W.H.R. Denman and a part by another part of said lot number three (3) A belonging to Aldéric Brière and on the other side by number four (4) A. Area: seven thousand nine hundred and fifty-three (7,953) acres.

Another strip of land of an irregular form situated at the same place, measuring ninety-nine (99) feet in width in front along the public road, eighty-five (85) in rear along Saint-Joseph Lake, thirty-seven (37) on its southeast and thirty-nine (39) on its northwest line, containing an area of three thousand three hundred and eighty-three (3,383) square feet, known and designated as being part of lot number three (3) A of the sixth range of the township of Howard, on the official plan and book of reference. School taxes and costs: $473.66; municipal taxes and costs: $227.35. Total: $701.01.

Placements Altitude 1500 Investments Inc., 6620, 26th Avenue, Rosemont, Québec.— Lot 5A, subdivision 14. A lot known and designated under number fourteen (14) of the official subdivision of original lot number five (5) A in the sixth range of the township of Howard, on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil. School taxes and costs: $41.14.

Serge Paquin, address unknown.— Lot 9-11. An emplacement known and designated as being lot number eleven (11) of the official subdivision of original lot number nine (9) in the seventh range, township of Howard, on the official plan and book of reference of the said township

Taxes scolaires et frais: $13.50; taxes municipales et frais: $9.81. Total: $23.31.

Jacques Clermont, 5529, 3e Avenue, Rosemont, Québec.— Lots 8-239, 7-206 à 209. Lot connu et désigné sous le lot 239 de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8) dans le sixième rang, canton Howard, et sous les lots numéros 206, 207, 208 et 209 de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7) dans le sixième rang, canton Howard au plan et livre de renvoi officiel dudit canton dans le comté d'Argenteuil. Taxes scolaires et frais: $16.84.

William Nelson, adresse inconnue.— Lot 10-116. Un emplacement connu et désigné sous le lot cent seize (116) de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix (10) dans le sixième rang canton Howard, au plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté Argenteuil. Taxes scolaires et frais: $18.67; taxes municipales et frais: $16.51. Total: $35.18.

Gabriel Guénette, 8938, 14e Avenue, ville St-Michel.— Lot 12-10. Un emplacement situé à Saint-Adolphe, comté Argenteuil connu et désigné comme étant le lot numéro dix (10) de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12) dans le rang VI canton Howard au plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté Argenteuil. Avec un chalet dessus construit. Taxes scolaires et frais: $45.04.

Municipalité de Morin Heights

John William Clark et Gilles Henry Allery.— Ptie lot 58 et Ptie lot 59, rang 2. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Morin, comme étant composé des lots Nos cinquante-huit et cinquante-neuf (Pties 58 et 59) ledit morceau de terrain mesurant trois cents pieds de largeur sur une profondeur de trois cent pieds (300′ x 300′). Borné au nord par un ancien chemin du Gouvernement et des trois autres côtés par la propriété du vendeur; la ligne est dudit morceau de terrain étant située à une distance de cent quatre-vingts pieds (180′) mesurés le long dudit chemin à partir de la ligne du premier rang dans ledit canton; avec toutes les bâtisses dessus érigées. Enregistré sous l'acte No 70719. Taxes municipales et frais: $20.90; taxes scolaires: $19.26. Total: $40.16.

M. Guido Coert, 571, Terrasse Vachon, Ville LaSalle.—Enregistrement No 92937. Ptie 33, rang III. Un immeuble situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, pris à même le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-trois dans le troisième rang du canton Morin (Ptie 33, rang III) au cadastre officiel du canton Morin; Cet emplacement mesure trois cents pieds (300′) de largeur dans sa ligne sud-est, et deux cent quarante pieds (240′) de largeur dans sa ligne nord-ouest, sur trois cents pieds (300′) de profondeur dans sa ligne nord-est, et deux cent soixante-dix pieds (270′) dans sa ligne de côté sud-ouest, mesure anglaise, plus ou moins. Cet emplacement est borné comme suit: En avant vers le sud-est par le chemin public; d'un côté vers le nord-est par une autre partie du lot No 33, rang III, la propriété de M. Sabourin; de l'autre côté vers le sud-ouest et en arrière vers le nord-ouest par d'autres parties du lot No 33, rang III, demeurant la propriété du vendeur. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec

in the county of Argenteuil. School taxes and costs: $13.50; municipal taxes and costs: $9.81. Total: $23.31.

Jacques Clermont, 5529, 3rd Avenue, Rosemont, Québec.— Lot 8-239, 7-206 to 209. A lot known and designated under lot 239 of the official subdivision of original lot number eight (8) in the sixth range, township of Howard, and under lot numbers 206, 207, 208 and 209 of the official subdivision of original lot number seven (7) in the sixth range, township of Howard on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil. School taxes and costs: $16.84.

William Nelson, address unknown.— Lot 10-116. An emplacement known and designated under lot one hundred and sixteen (116) of the official subdivision of original lot number ten (10) in the sixth range township of Howard, on the official plan and book of reference of the said township, in the county of Argenteuil. School taxes and costs: $18.67; municipal taxes and costs: $16.51. Total: $35.18.

Gabriel Guénette, 8938, 14th Avenue, ville Saint-Michel.— Lot 12-10. An emplacement situated at Saint-Adolphe, county of Argenteuil, known and designated as being lot number ten (10) of the official subdivision of original lot number twelve (12) on range VI, township of Howard, on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil. With a chalet constructed thereon. School taxes and costs: $45.04.

Municipality of Morin Heights

John William Clark and Gilles Henry Allery.— Pt. lot 58 and Pt. lot 59, range 2. A certain piece of land known and designated in the official plan and in the book of reference of the township of Morin, as being composed of the lots numbers fifty-eight and fifty-nine (Pt. 58 and Pt. 59) measuring said piece of land three hundred feet wide by a depth of three hundred feet (300′ x 300′) bounded north by an old Government road, and on the three other sides by the property of the vendor; the eastern line of said piece of land being situated at a distance of one hundred and eighty (180′) feet measured along the said road from the line of the first range in said township; with all the buildings thereon erected. Registered Deed No. 70719. Municipal taxes and costs: $20.90; school taxes: $19.26. Total: $40.16.

M. Guido Coert, 571 Terrace Vachon, Ville La Salle.— Registration No. 92937. Pt. 33, range III. An immovable situated in Morin Heights, county of Argenteuil, taken from the lot of land known and designated under No. thirty-three in the third range of Morin Township (Pt. 33, Rge. III) on the official cadastre for Morin Township this emplacement measures three hundred feet (300′) in width in its southeast line, and two hundred and forty feet (240′) in width in its northwest line by three hundred feet (300′) in depth in its northeast line, and two hundred and seventy feet (270′) in its southwest side line, English measure and more or less. This emplacement is bounded as follows: in front, towards the southeast by the public road; on one side towards the northeast by another part of lot No. 33, range III, property of M. Sabourin; on the other side, towards the southwest and in rear towards the northwest by other parts of lot No. 33, range III, remaining the property of the vendor. As the whole now subsists, with all the servitudes active

toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, et que l'acquéreur déclare connaître. Taxes municipale: $68.55.

Chas. Ross Graham.—Partie du lot No 37, rang 2. Acte d'enregistrement No 67945. Un morceau de terrain situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, pris à même le lot de terrain désigné sous le No trente-sept « A » du deuxième rang (37A, Prie R. 2) au cadastre officiel du canton Morin; Le morceau de terrain présentement vendu est décrit comme suit: Commençant à un certain point situé sur l'extrême coin sud de la partie du même lot No 37-A, deuxième rang, appartenant à Gordon W. Conley par acte de vente enregistré sous le numéro 67902, de là, allant vers le sud-est en une ligne droite sur une distance de deux cents pieds (200′), de là, tournant en ligne droite, et suivant le côté nord-ouest du chemin privé sur une distance de soixante-quinze pieds (75′), de là, tournant à droite et allant vers le nord-ouest en ligne droite sur une distance de deux cents pieds (200′), de là, tournant à droite et allant vers le nord-est en ligne droite sur une distance de soixante-quinze pieds (75′) jusqu'au point de départ; mesure anglaise. La ligne de côté sud-ouest du morceau de terrain présentement vendu est parallèle à une distance de soixante-quinze pieds (75′) de la ligne séparative entre les lots numéros 37-A et 38-A tous deux du deuxième rang du canton de Morin. Le morceau de terrain présentement vendu est borné en front vers le sud-est par un passage privé; en arrière vers le nord-ouest et deux côtés vers le sud-ouest et vers le nord-est par d'autres partie du même lot No 37-A, deuxième rang, appartenant au vendeur présent. Ainsi que le tout subsiste présentement, avec les servitudes attachées à ladite propriété; Sans bâtisse. Taxes municipales et frais: $25.68; taxes scolaires: $17.96. Total: $43.64.

M. Maurice Guénette, Christieville, Québec.—Enregistré au No 101187. Pt. No 29A, rang 1. Un emplacement connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-neuf A (Pt. No 29A) dans le premier rang du canton Morin, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté d'Argenteuil; mesurant soixante-dix pieds en front vers l'est (70′), soixante-cinq pieds (65′) de largeur en arrière vers l'ouest par cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front vers l'est par la route Nationale, d'un côté vers le nord par un chemin de quinze pieds (15′) appartenant au vendeur, vers le sud par la terre de Paul Groulx ou représentants et en arrière vers l'ouest par Omer Guénette; avec maison y érigée.

Compris dans la présente vente un droit de passage en faveur du terrain vendu sur le chemin privé de quinze pieds (15′) que le vendeur s'est réservé dans la ligne nord du terrain vendu. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble, l'acquéreur déclarant le bien connaître et en être satisfait. Taxes municipales: $178.69.

Gérard Hébert, 38 Upper Edison, Saint-Lambert, Québec.—Enregistré au No 95365. Pt. 51A, rang 1. Un emplacement situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, formant partie du lot numéro cinquante et un A (Pt. 51A) dans le premier rang, du cadastre officiel du canton Morin.

Cet emplacement mesure cent pieds (100′) de largeur dans sa ligne nord-ouest, cent quarante-sept pieds (147′) de profondeur dans sa ligne

and passive, apparent or unapparent, and that the purchaser declares to know. Municipal taxes: $68.55.

Chas. Ross Graham.—Pt. of lot No. 37, range 2. Registered Deed No. 67945. A piece of land situated at Morin Heights, county of Argenteuil, taken from the lot of land designated under the number thirty-seven A, in the second range, (37A, Pt. Rge. 2) of the official cadastre of the township of Morin; the piece of land presently sold is described as follows: Starting at a certain point situated on the extreme south corner of the part of the same lot No. 37A, second range, belonging to Gordon W. Conley by deed of sale registered under the number 67902, then going south easterly in a straight line for a distance of two hundred feet (200′), then turning to the right and going southwesterly in a straight line, and following the northwest side of the private passageway for a distance of seventy-five feet (75′) thence turning to the right and going northwesterly in a straight line for a distance of two hundred feet (200′) thence turning to the right and going northeasterly in a straight line for a distance of seventy-five feet (75′) to the point of commencement; English measure; the southwest side line of the piece of land presently sold is parallel to and situated at a distance of seventy-five feet (75′) from the dividing line between the lots numbers 37A and 38A both of the second range of the township of Morin; the piece of land presently sold is bounded in the front towards the southeast by a private passageway; at the rear towards the northwest and on both sides towards the southwest and towards the northeast by other parts of the same lot No. 37A, second range, belonging to the present vendor; as the whole is now with the servitudes attached to the said property; without building. Municipal taxes and costs: $25.68; school taxes: $17.96. Total: $43.64.

Mr. Maurice Guénette, Christieville, Québec.—Registration No. 101187, Pt. No. 29A, range 1. An emplacement known and designated as being part of lot number twenty-nine A (P. No. 29A) on the first range of the township of Morin, on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil; measuring seventy feet in front on the east (70′), sixty-five feet (65′) in width in the rear, on the west by one hundred feet (100′) in depth, English measure and more or less; bounded in front on the east by National Route, on one side on the north by a road of fifteen feet (15′) belonging to the vendor, on the south by the land of Paul Groulx or representatives and in the rear on the west by Omer Guénette; with a house erected thereon.

Included in the present sale a right of way in favor of the land sold on the private road of fifteen feet (15′) that the vendor kept for himself on the north line of the land sold. Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent and occult, attached to the said immovable, the purchaser declaring it well known and satisfied with it. Municipal taxes: $178.69.

Gérard Hébert, 38 Upper Edison, Saint-Lambert, Québec.—Registration No. 95365, Pt. 51A, range 1. An emplacement situated at Morin Heights, county of Argenteuil, forming part of lot number fifty-one A (Pt. 51A) on the first range of the official cadastre of the township of Morin.

This emplacement measures one hundred feet (100′) in width on its northwest line, one hundred and forty-seven feet (147′) in depth on its south-

sud-ouest, et cent trente-sept pieds (137′) de profondeur dans sa ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse.

Cet emplacement est borné comme suit: en avant vers le sud-est par le chemin privé existant qui conduit au chemin public portant le No 51A-41, rang un; en arrière vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot No 51A, rang 1, la propriété du présent acquéreur; d'un côté vers le sud-ouest par le lot No 51A-1 la propriété de Mme L. Vankooi; de l'autre côté vers le nord-est par une autre partie dudit lot 51A, rang 1, demeurant la propriété du vendeur. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, et que l'acquéreur déclare connaître. Taxes municipales: $169.08.

Jad Inc. « The Commons ».— Lot No Pt. 39A, rang 2. No 113289.

1. Certains emplacements situés à Morin Heights, dans le second rang du canton Morin, comté d'Argenteuil, Québec, et composés:

a) Des lots numéros deux, trois, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A-2, 3, 4 et 5) des plans et livre de renvoi officiels du canton;

b) De la partie nord-ouest du lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A-Pt. n.o. 6) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant cent cinquante-trois pieds (153′) du côté sud-ouest, vingt-sept pieds et six pouces (27′ 6″) en arrière, cent neuf pieds (109′) du côté nord-est, par toute sa largeur; bornée au sud-ouest par le lot numéro 39A-5, au nord-est par le lot No 39A-7, au nord-ouest par le droit de passage du Chemin de fer Canadien National et au sud-est partie par le lot No 39A-10 et partie par le résidu dudit lot No 39A-6;

c) De la partie nord-ouest de la partie nord-ouest du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (Pt. n.o. de Pt. n.o. 39A-7) des plan et livre de renvoi officiels susdits, de forme irrégulière, mesurant vingt et un pieds (21′) du côté nord-ouest, quatre-vingt-deux pieds et six pouces (82′ 6″) de profondeur du côté nord-est et cent neuf pieds (109′) du côté sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins; bornée ladite partie au sud-ouest par partie du lot No 39A-6, au nord-ouest par le droit de passage du Chemin de fer Canadien National, au nord-est par partie du lot No 39A-7 appartenant à M. René Demers et au sud-est par la clôture de la piste de course;

d) De la partie nord-est de la partie nord-ouest du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (Pt. n.e. de Pt. n.o. 39A-7) des plan et livre de renvoi officiels susdits, de forme irrégulière, mesurant quatre-vingts pieds de largeur du côté nord-ouest et quatre-vingt-deux pieds et six pouces (82′ 6″) de profondeur du côté nord-est, mesure anglaise et plus ou moins; bornée au sud-ouest par une autre partie dudit lot No 39A-7 appartenant à M. F. L. Hammond ou représentants, au nord-ouest par le droit de passage du Chemin de Fer du Canadien National, au nord-est par les emplacements ci-après décrits et au sud-est par une autre partie dudit lot No 39A-7; la ligne sud-ouest de cette dite partie étant une ligne droite parallèle à la ligne nord-est dudit lot No 39A-7 à une distance de quatre-vingts pieds (80′) de ladite ligne nord-est;

west line, and one hundred and thirty-seven feet (137′) in depth on its northeast line, English measure, more or less, without a building.

This emplacement is bounded as follows: in front on the southeast by a private road leading to the public road bearing No. 51A-41, range one; in the rear on the northwest by another part of said lot No. 51A, rge 1, the property of the present purchaser; on one side on the southwest by lot No. 51A-1 the property of Mrs. L. Vankooi; on the other side on the northeast by another part of said lot 51A, rge 1, remaining the property of the vendor. Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent and occult, and that the purchaser declares to know. Municipal taxes: $169.08.

Jad Inc. "The Commons".— Lot No. Pt. 39A, range 2. Registered Deed No. 113289.

1. Certain emplacements situated at Morin Heights, on the second range of the township of Morin, county of Argenteuil, Québec, and composed:

a) Of lot numbers two, three, four and five of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A-2, 3, 4 and 5) on the official plan and book of reference of the township;

b) The northwest part of lot number six of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A Pt. N.W. 6), on the official plan and book of reference aforesaid; measuring one hundred and fifty-three feet (153′) on the southwest side, twenty-seven feet and six inches (27′ 6″) in the rear, one hundred and nine feet (109′) on the northeast corner, by all its width, bounded on the southwest by lot number 39A-5, on the northeast by lot No. 39A-7, on the northwest by the right of way of the Canadian National Railway and on the southeast part by lot No. 39A-10 and part by the remainder of said lot No. 39A-6;

c) The northwest part of the northwest part of lot number seven of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (Pt. N.W. of Part N.W. 39A-7) on the official plan and book of reference aforementioned, of an irregular form, measuring twenty-one feet (21′) on the northwest side, eighty-two feet and six inches (82′6″) in depth on the northeast side and one hundred and nine feet (109′) on the southwest side, English measure and more or less; bounded the said part, on the southwest by part of lot No. 39A-6, on the northwest by the right of way of the Canadian National Railway, on the northeast by part of lot No. 39A-7 belonging to Mr. René Demers and on the southeast by the fence of the race track;

d) The northeast part of the northwest part of lot number seven of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (Pt. N.E. of Pt. N.W. 39A-7) on the official plan and book of reference aforementioned, of an irregular form, measuring eighty feet in width on the northwest side and eighty-two feet and six inches (82′ 6″) in depth on the northeast side, English measure and more or less; bounded on the southwest by another part of said lot No. 39A-7 belonging to Mr. F. L. Hammond or representatives, on the northwest by the right of way of the Canadian National Railway, on the northeast by the emplacements hereafter described and on the southeast by another part of said lot No. 39A-7; the southwest line of this said part being a straight line parallel to the northeast line of said lot No. 39A-7 at a distance of eighty feet (80′) from the said northeast line;

e) De parties des lots numéros huit et neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A Pt. 8 et 9) des plan et livres de renvoi officiels susdits; lesquelles parties contiennent ensemble cent quarante et un pieds (141′) sur le chemin principal, partant de la piste de course vers le droit de passage du Chemin de Fer du Canadien National, et quarante-huit pieds (48′) en arrière à partir de ladite piste de course et vers le chemin privé, la ligne de division entre lesdits lots mesurant deux cents pieds (200′) de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; lesdites parties formant un emplacement borné en front par le chemin principal et en arrière par ladite partie du lot numéro 39A-7 ci-dessus désignée, du côté nord-ouest par un chemin privé et au sud-est par la clôture de la piste de course.

Avec bâtisses dessus érigées connues sous le nom de « The Commons" et toutes dépendances y attachées.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, sans réserve, sujets aux droits de passage mentionnés dans les ventes enregistrées au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous les numéros 56971 et 57872.

2. Certains emplacements également situés à Morin Heights, dans le second rang du Canton Morin, comté d'Argenteuil, Québec, et composés;

a) De la partie du lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A pt. 6) des plan et livre de renvoi officiels du canton Morin, bornée dans sa ligne sud-est par le lot numéro 39A-10, dans sa ligne nord-est par le lot No 39A-7 ci-après décrit et dans sa ligne ouest par partie du lot numéro 39A-6 appartenant au présent vendeur.

b) De la partie du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A pt. 7) des plan et livre de renvoi officiels susdits, bornée dans sa ligne sud-est par le lot No 39A-10, dans sa ligne nord-est par le lot numéro 39A-9 ci-après décrit, dans sa ligne nord-ouest par partie du lot numéro 39A-7 appartenant au présent vendeur et dans sa ligne sud-ouest par partie du lot numéro 39A-6 ci-dessus décrit.

c) De la partie du lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A pt. 9) des plan et livre de renvoi officiels susdits, bornée dans sa ligne sud-ouest par le lot No 39A-10 et par partie du lot No 39A-9 appartenant à « The St. John Ambulance Association » aux termes d'un acte passé devant Me Conrad Laberge, notaire, le 20 octobre 1950, enregistré au bureau d'enregistrement d'Argenteuil sous le numéro 70387, de même qu'aux termes d'un acte de correction passé devant Me George Leonard, notaire le 15 septembre 1962, portant le numéro 5624 de son répertoire, dans sa ligne sud-ouest par partie du lot No 39A-7 ci-dessus décrit, dans sa ligne nord-ouest par partie du lot numéro 39A-9 appartenant au présent vendeur et dans sa ligne nord-est par partie du lot numéro 39A-9 appartenant à "The St. John Ambulance Association".

Tel que le tout est plus amplement détaillé à un plan préparé par M. Jean René Duhaime, A.G., en date du neuf janvier mil neuf cent soixante et un (1961) dont copie a été annexée à l'original des présentes, après avoir été reconnue

(e) Part of lot numbers eight and nine of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A Pt. 8 and 9) on the official plan and book of reference aforementioned; which parts contain altogether one hundred and forty-one feet (141′) on the principal road, starting from the race track to the right of way of the Canadian National Railway, and forty-eight feet (48′) in the rear starting from the said race track and to the private road, the division line between the said lots measuring two hundred feet (200′) in depth, the whole English measure and more or less; the said parts forming an emplacement bounded in front by the principal road and in the rear by the said part of lot number 39A-7 hereabove designated, on the northwest side by a private road and on the southeast by the fence of the race track.

With buildings erected thereon known under the name of "The Commons" and all dependencies attached thereto.

Such as the whole is presently found with all servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said immovables, without reservation, subject to the rights of way mentioned in the sales registered at the registry office of the county of Argenteuil under numbers 56971 and 57872.

2. Certain emplacements also situated at Morin Heights, in the second range of the township of Morin, county of Argenteuil, Québec, and composed:

(a) Part of lot number six of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A Pt. 6) on the official plan and book of reference of the township of Morin, bounded on its southeast line by lot number 39A-10, on its northeast line by lot No. 39A-7 hereafter described and on its west line by part of lot number 39A-6 belonging to the present vendor;

(b) Part of lot number seven of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A Pt. 7) on the official plan and book of reference aforesaid, bounded on its southeast line by lot No. 39A-10, on its northeast line by lot No. 39A-9 hereafter described, on its northwest line by part of lot number 39A-7 belonging to the present vendor and on its southwest line by part of lot No. 39A-6 hereabove described;

(c) Part of lot number nine of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A Pt. 9) on the official plan and book of reference aforementioned, bounded on its southwest line by lot No. 39A-10 and by part of lot No. 39A-9 belonging to "The St. John Ambulance Association", according to the terms of a deed passed before Me Conrad Laberge, notary, on October 20, 1950, registered at the registry office of Argenteuil under number 70387, as well as according to the terms of a correction deed passed before Me George Leonard, notary, on September 15, 1962, bearing number 5624 of his repertory, on its southwest line by part of lot No. 39A-7 hereabove described, on its northwest line by part of lot No. 39A-9 belonging to the present vendor and on its northeast line by part of lot No. 39A-9 belonging to "The St. John Ambulance Association".

Such as the whole is more fully detailed in a plan prepared by Mr. Jean-René Duhaime, L.S., dated the ninth day of January one thousand nine hundred and sixty-one (1961) whose copy was annexed to the original of the presents, after

véritable et signée *Ne Varietur* par les parties aux présentes en présence du notaire soussigné.

Sont également inclus dans la présente vente, sans garantie aucune de la part du vendeur, tous droits, intérêts et prétentions que peut avoir le présent vendeur dans le lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-neuf A (39A-10) dudit cadastre.

Le présent acquéreur s'engageant cependant par les présentes, de respecter tous droits, intérêts et prétentions qui existent en faveur de tierces personnes relativement à cedit lot.

Tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, sans réserve. Taxes municipales et frais: $1,285.43; taxes scolaires catholiques et frais: $1,475.45; taxes scolaires protestantes: $649.29. Total: $3,410.17.

Succession Chas. Nock.— Lot 31C, rang 2. Acte d'enregistrement No 60754. Un morceau ou parcelle de terrain, situé et s'étendant et étant dans la partie sud du canton de Morin, dans ledit comté d'Argenteuil, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la partie sud du canton de Morin comme étant une partie du lot numéro trente et un C (No 31C) rang deux (2) s'étendant sur le côté sud du chemin principal un morceau de terrain de forme irrégulière. Ledit morceau de terrain borné du côté nord par le chemin public, du côté ouest par la propriété de J. A. McConnell, à l'est par le terrain de Carolus Guenette, et au sud par le terrain de Mlle F. Benoit; la propriété ci-dessus décrite ayant une devanture de quarante-cinq pieds (45′) sur une profondeur de soixante (60′) pieds, de là à l'est dix pieds (10′) de ce point une distance de quatre-vingt-cinq pieds (85′) à la ligne de Mlle F. Benoit, et ayant une largeur de trente-cinq pieds (35′) en arrière; le long de la limite est est de cent quarante-cinq pieds (145′) avec une maison et autres bâtisses dessus érigées. Taxes municipales et frais: $133.61; taxes scolaires: $138.25. Total: $271.86.

M. Jacques Sannier, 51, boulevard Léger, Pont Viau, Québec.— Enregistrement No 108593. Pt. 31, range III. Un emplacement situé à Morin Heights, formant partie du lot numéro trente et un dans le troisième rang (pt. 31, rg III) du cadastre officiel du canton Morin. Cet emplacement mesure quatre cents pieds (400′) de largeur le long de l'ancien chemin public sur quatre cents pieds (400′) de profondeur, mesure anglaise, sans bâtisse dessus érigée. Cet emplacement est borné comme suit: en avant vers le sud-ouest par l'ancien chemin; en arrière vers le nord-est par une autre partie du lot No. 31, demeurant la propriété du vendeur; d'un côté vers le sud-est par la ligne de division des lots 31, rang II et 32A, rang II dudit cadastre vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot No. 31, la propriété de M. André Thepenier par acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le No 92429 sur une distance de trois cents pieds.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes active et passives, apparentes et occultes, et que l'acquéreur déclare connaître. Taxes municipal: $74.53.

Succession Jas. Tellier, 385, avenue Claremont, Montréal, Québec.— Pt. lot 41, rang 1, Canton Morin. Environ 1 acre avec bâtisses dessus érigées, bornée en front à l'est par le chemin du lac Écho, à l'ouest par le lac Écho, au nord par le terrain appartenant à la succession de H. Millaving been acknowledged to be true and signed "*Ne Varietur*" by the parties for the presents in the presence of the undersigned notary.

Are also included in the present sale, without any guarantee from the part of the vendor, all rights, interest and pretentions which the present vendor may have on lot number ten of the official subdivision of original lot number thirty-nine A (39A-10) of the said cadastre.

The present purchaser however hereby promises to respect all rights, interest and pretentions which exist in favor of third parties in relation to the said lot.

Such as the whole is found with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached thereto, without reservation. Municipal taxes and costs: $1,285.43; Catholic school taxes and costs: $1,475.45; Protestant school taxes: $649.29. Total: $3,410.17.

Estate Chas. Nock.— Lot 31C, range 2. Registered deed No. 60754. A piece or parcel of land, situate, lying and being in the south part of township of Morin, in the said county of Argenteuil, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the south part of the township of Morin, under part of lot number thirty-one C (No. 31C) range two (2) lying on the south side of the main road a piece of land of irregular shape. Said piece of land bounded on the north side by the public road, on the west side by the property of J. A. McConnell, on the east by the land of Carolus Guenette, and on the south by the land of Miss F. Benoit; the property above described having a frontage of forty-five feet (45′) for a depth of sixty feet (60′) thence east ten feet (10′) from this point a distance of eighty-five feet (85′) to the line of Miss F. Benoit, and having a width of thirty-five feet (35′) in the rear; the length of the eastern boundary is one hundred and forty-five feet (145′) with a house and other buildings thereon erected. Municipal taxes and costs: $133.61; school taxes: $138.25. Total: $271.86.

Mr. Jacques Sannier, 51, boulevard Léger, Pont Viau, Québec.— Registration No. 108593, Pt. 31, range III. An emplacement situated at Morin Heights, forming part of lot number thirty-one in the third range (Pt. 31, rge III) on the official cadastre for the township of Morin. This emplacement measures four hundred feet (400′) in width along the former public road by four hundred feet (400′) in depth, English measure, without building thereon erected. This emplacement is bounded as follows: in front towards the southwest by the former road, in rear towards the northeast by another part of lot No 31 remaining the property of the vendor; on a side towards the southeast by the division line of lots 31, rge II and 32A, rge II on the said cadastre, towards the northwest by another part of said lot No. 31, property of Mr. André Thepenier by deed registered at the registry office of the county of Argenteuil under No. 92429, on a distance of three hundred feet.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent, and that the purchaser declares to know. Municipal taxes: $74.53.

Estate Jas. Tellier, 385 Claremont Ave, Montreal, Québec.— Pt. lot 41, range 1, township of Morin. About 1 acre with buildings thereon erected, fronting on the east by Lake Echo Road, on the west by lake Echo, on the north by land owned by Estate H. Millar, on the south

lar, au sud par un chemin privé, plus détaillé par l'acte No 51628. Taxes municipales et frais: $277.59.

H. W. Fisher, Morin Heights, Québec.— Partie du lot 36, rang 2, canton de Morin. Environ ¼ d'acre avec maison dessus érigée, bornée au nord par un chemin privé de la sixième avenue allant vers l'est et l'ouest du lot 36 appartenant à Mme A. F. Copple, à l'est par un terrain appartenant à Mlle Rita Carroll, au sud par le terrain appartenant à Mme A. F. Copple. Taxes municipales et frais: $621.52.

Mme John Edward Watchorn, Morin Heights, Québec.— Lot No 45, rang II, canton de Morin. Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant le lot numéro quarante-cinq du deuxième rang (45, rg. II) au cadastre officiel du canton de Morin, moins les parties vendues par actes enregistrés au bureau d'enregistrement d'Argenteuil sous les numéros 54322, 55361, 60300, 62787, 69116, 72183, 103,257 et 116,582 ainsi que le tout subsiste présentement avec toutes les servitudes qui peuvent y être attachées. Taxes municipales: $72.24.

R. E. Grenon, adresse inconnue.— Lot No 50B-13, rang 2, Morin. La subdivision treize (13) du lot originaire numéro cinquante, lettre B (50B), rang deux (rg 2) aux plan et livre de renvoi officiels de Morin. Avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales et frais: $254.53.

Paul Gélinas, Sainte-Agathe des Monts, Québec.— Pt. 29B, rang 2, canton de Morin. Description de l'acte No 112930. Cet emplacement situé en la municipalité de Morin Heights dans le comté d'Argenteuil, de figure irrégulière, faisant partie du lot originaire numéro vingt-neuf B (Pt. 29B) dans le deuxième rang du canton Morin, au cadastre officiel dudit canton, division d'enregistrement du comté d'Argenteuil et plus particulièrement décrit comme suit savoir:

Partant d'un point situé à une distance de trois cent deux pieds (302′) du chemin public Sainte-Adèle-Morin Heights et à une distance de trente-trois pieds (33′) de la ligne qui sépare ledit lot originaire numéro 29B du lot numéro 30, de là se dirigeant dans une direction nord-ouest, en suivant le côté nord-est d'une rue de trente-trois pieds (33′) de largeur faisant partie dudit lot originaire numéro 29B sur une distance de deux cents pieds (200′) de là tournant à un angle de cinquante-sept degrés et cinquante-neuf minutes (57° 59′) dans une direction nord-est, le long d'une rue faisant partie dudit lot originaire numéro 29B sur une distance de deux cent cinquante-deux pieds et huit dixièmes de pied (252.8′) de là tournant à un angle de cent quatorze degrés et vingt minutes (114° 20′) dans une direction sud-est, sur une distance de cent pieds (100′) jusqu'à un quatrième point situé à une distance de ceux cents pieds (200′) du côté nord-ouest du chemin public Morin Heights-Sainte-Adèle; de là tournant à angle droit et se dirigeant dans une direction sud-ouest, sur une distance de deux cent trois pieds et cinq dixièmes de pied (203.5′) pour rencontrer le point d'origine, lequel est situé; à une distance de trois cent deux pieds (302′) du chemin public Morin Heights-Sainte-Adèle et à trente-trois pieds (33′) de la ligne qui sépare ledit lot originaire numéro 29 du lot numéro 30, et lequel emplacement est borné comme suit: savoir, vers le sud-ouest, par une rue de trente-trois pieds (33′) de largeur faisant partie dudit lot originaire numéro 29B vers le nord par une autre rue faisant partie

by a private road, more covered by deed No. 51628. Municipal taxes and costs: $277.59.

H. W. Fisher, Morin Heights, Québec.— Part of lot 36, range 2, township of Morin. About ¼ acre with house thereon erected, bounded on the north by a private road from Sixth Avenue running east and west of lot 36 owned by Mrs. A. F. Copple, on the east by land owned by Miss Rita Carroll, on the south by land owned by Mrs. A. F. Copple. Municipal taxes and costs: $621.52.

Mrs. John Edward Watchorn, Morin Heights, Québec.— Lot No. 45, range II, township of Morin. A parcel of land known and designated as lot number forty-five of the second range (45, rge II) of the official cadastre of the township of Morin, less parts sold by deeds registered at Argenteuil registry office under numbers: 54322, 55361, 60300, 62787, 69116, 72183 103,257 and 116,582, as the whole now subsists with all the servitudes which may be attached thereto. Municipal taxes: $72.24.

R. E. Grenon, address unknown.— Lot No. 50B-13 range 2, Morin. Subdivision thirteen (13) of the original lot number fifty, letter B (50B) range two (rge 2) of the official plan and book of reference of the township of Morin. With buildings thereon erected. Municipal taxes and costs: $254.53.

Paul Gélinas, Sainte-Agathe des Monts, Québec.— Pt. 29B range 2 township of Morin, description of deed No. 112930. This emplacement situated in the municipality of Morin Heights in the county of Argenteuil, of an irregular figure, being part of original lot number twenty-nine B (Pt. 29B) on the second range of the township of Morin, on the official cadastre of the said township, registration division of the county of Argenteuil, and more fully described as follows, to wit:

Starting from a point situated at a distance of three hundred and two feet (302′) from the public road of Sainte-Adèle-Morin Heights and at a distance of thirty-three feet (33′) from the line which separates the said original lot No. 29B from lot number 30, thence going in a northwesterly direction, following the northeast side of a street of thirty-three feet (33′) in width being part of said original lot number 29B a distance of two hundred feet (200′) thence turning at an angle of fifty-seven degrees and fifty-nine minutes (57° 59′) in a northeasterly direction, along a street being part of said original lot No. 29B on a distance of two hundred and fifty-two feet and eight tenths of a foot (252.8′) thence turning to an angle of one hundred and fourteen degrees and twenty minutes (114° 20′) in a southeasterly direction, on a distance of one hundred feet (100′) up to a fourth point situated at a distance of two hundred feet (200′) on the northwest side of Morin Heights-Sainte-Adèle public road; thence turning at a right angle and goint in a southwesterly direction, on a distance of two hundred and three feet and five tenths of a foot (203.5′) to meet the original point, which is situated; at a distance of three hundred and two feet (302′) from the Morin Heights-Sainte-Adèle public road and at thirty-three feet (33′) from the line separating the said original lot number 29 from lot number 30, and which emplacement is bounded as follows: to wit: on the southwest by a street of thirty-three feet (33′) in width being part of said original lot number 29B on the north by another street being part of said original lot

dudit lot originaire numéro 29B vers le nord-est par une autre partie dudit lot originaire numéro 29B appartenant à M. André Bastien ou représentant et vers le sud-est, par une autre partie dudit lot originaire numéro 29B appartenant à M. André Bastien ou représentants;

Cet emplacement est montré entouré d'un tracé rouge sur un certificat de localisation préparé par Robert Michaud, A.G. le sept novembre mil neuf cent soixante, sous le numéro 2051 de ses contrats et dont copie est annexée à un acte de prêt par Dame Jeanne Payette épouse de M. Walter G. Schmidt consenti à André Bastien devant Me. A. Voizard, le 23 novembre 1960, sous le No 5083 de ses minutes et dont acte a été enregistré à Argenteuil sous le No 93472.

Avec toutes les bâtisses y érigées circonstances et dépendances. Taxes municipales: $469.30; frais: $65.11. Total: $534.41.

number 29B on the northeast by another part of said original lot number 29B belonging to Mr. André Bastien or representative and on the southeast by another part of said original lot number 29B belonging to Mr. André Bastien or representatives;

This emplacement is shown encircled by a red mark on a certificate of locality prepared by Robert Michaud, L.S., on the seventh day of November, one thousand nine hundred and sixty, under number 2051 of its contracts and a copy of which is annexed to a deed of loan by Mrs. Jeanne Payette wife of Mr. Walter G. Schmidt agreed to by André Bastien before Me. A. Voizard on November 23, 1960, under No. 5083 of its minutes and a copy of which was registered at Argenteuil under No. 93472.

With all buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Municipal taxes: $469.30; costs: $65.11. Total: $534.41.

La commission scolaire régionale protestante de Morin

James Beaton, fils, adresse inconnue.— Lot No 51-25, rang 3. Acte enregistré No 91425. Un certain morceau de terrain vacant situé dans la municipalité de Morin Heights, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-cinq du lot originaire cinquante et un (51-25) dans le troisième rang dudit canton de Morin, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté d'Argenteuil, mesurant cent quarante pieds (140′) de largeur sur une profondeur de deux cents pieds (200′), ayant une superficie de vingt-sept mille six cent pieds carrés (27,600′ p.c.), Mesure anglaise et plus ou moins ainsi que le tout subsiste présentement. Taxes scolaires: $32.06.

Mme Robert Lloyd Johnston, adresse inconnue. — Lots Nos. 51-11, rang 2 et 50-20, rang 2. Acte enregistré No 108307. Un certain emplacement situé dans le canton de Morin, dans le comté d'Argenteuil, et composé de:

a) La subdivision onze du lot originaire cinquante et un du deuxième rang (51-11 rg 2) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Morin.

b) La subdivision vingt du lot originaire cinquante du deuxième rang (50-20 rg 2) auxdits plan et livre de renvoi officiels. Le tout ayant une superficie dix-sept mille cinq cent cinquante-neuf pieds carrés (17,559 p.c.). Mesure anglaise et plus ou moins. Ainsi que le tout subsiste présentement. Taxes scolaires: $28.11; taxes municipales: $31.03. Total: $59.14.

K. C. McLean, adresse inconnue.— Lot Nos 51-12 et 50-21, rang 2. Acte enregistré No 107983.— Un certain emplacement situé dans le canton de Morin, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant la subdivision douze du lot originaire cinquante et un et la subdivision vingt et un du lot originaire cinquante du deuxième rang (51-12 et 50-21 rg 2) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Morin, ayant une superficie de vingt-quatre mille cent quatre-vingt-un pieds carrés (24,181 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins. Ainsi que le tout subsiste présentement. Taxes scolaires: $29.68.

Mlle Eileen O'Hearn, adresse inconnue.— Lot No 50-69, rang 3. Acte d'enregistrement No 92977. Un certain emplacement situé dans le canton de Morin, paroisse de Morin Heights, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant la subdivision soixante-neuf du lot originaire cinquante (50-69) aux plan et livre de

Morin Heights Protestant School Board

James Beaton Jr., address unknown.— Lot No. 51-52, range 3, registered deed No. 91425. A certain vacant piece of land located in the municipality of Morin Heights, Province of Québec, known and designated as being subdivision twenty-five of the original lot fifty-one (51-25) on the third range of the said township of Morin, on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil, measuring one hundred and forty feet (140′) in width by two hundred feet (200′) in depth, having a superficial area of twenty-seven thousand six hundred square feet (27,600′ sq. ft.). English measure and more or less. As the whole now subsists. School taxes: $32.06.

Mrs. Robert Lloyd Johnston, address unknown.— Lots Nos. 51-11 range 2 and 50-20 range 2, registered deed No. 108307. A certain emplacement located in the township of Morin, in the county of Argenteuil, and composed of:

(*a*) Subdivision eleven of the original lot fifty-one of the second range (51-11 Rge. 2) on the official plan and book of reference of the township of Morin.

(*b*) Subdivision twenty of the original lot fifty of the second range (50-20 Rge. 2), on the said official plan and book of reference. The whole having a superficial area of seventeen thousand five hundred and fifty-nine square feet (17,559′ sq. ft.). English measure and more or less. As the whole now subsists. School taxes: $28.11; municipal taxes: $31.03. Total: $59.14.

K. C. McLean, address unknown.— Lot Nos 51-12 and 50-21, range 2. Registered deed No. 107983. A certain emplacement located in the township of Morin, county of Argenteuil, known and designated as being subdivision twelve of the original lot fifty-one and subdivision twenty-one of the original lot fifty of the second range (51-12 and 50-21 Rge 2) on the official plan and book of reference of the township of Morin, having a superficial area of twenty-four thousand one hundred and eighty-one square feet (24,181 sq. ft.) English meaure and more or less. As the whole now subsists. School taxes: $29.68.

Miss Eileen O'Hearn, address unknown.— Lot No. 50-69, range 3. Registered Deed No. 92977. A certain emplacement located in the township of Morin, parish of Morin Heights, county of Argenteuil, known and designated as being subdivision sixty-nine of the original lot fifty (50-69) on the official plan an d book o

renvoi officiels du troisième rang dudit canton de Morin; ayant une superficie de dix-sept mille huit cents pieds carrés (17,800 p.c.) mesure anglaise et plus ou moins. Ainsi que le tout subsiste présentement. Taxes scolaires: $134.92.

Wabasso Camp Inc., a/s de M. W. Sinclair, 734-40e avenue Lachine.— Lots Nos 10-2, 3, 4, 5, 6, 7, 54, 55, 56, 58, 57 et 59, rang 11. Acte d'enregistrement No 38848. Un certain emplacement de terrain s'étendant et étant dans le canton de Wentworth dans le comté d'Argenteuil, en la province de Québec, comprenant les numéros de lots de la subdivision officielle: deux, trois, quatre, cinq, six, sept, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-huit, cinquante-sept et cinquante-neuf du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Wentworth sous le numéro dix dans le onzième rang d'icelui, Nos 10-2, 3, 4, 5, 6, 7, 54, 55, 56, 58, 57 et 59, rang 11. Taxes municipales: $240.96; taxes scolaires: $225.08. Total: $466.04.

Commission scolaire du canton de Morin

Florent Beaudin, adresse inconnue.— Lot No 50B-40, rang 1, canton de Morin. Enregistré sous le No 106226. Un lot de terrain sis et situé dans le comté d'Argenteuil, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante B (50B-40) sur le plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Morin.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. Taxes municipales et frais: $88.64; taxes scolaires et frais: $246.20. Total: $334.84.

Pierre Gauthier.— Lot No 28-153. Canton de Morin. Enregistré sous le No 111739. Un terrain vacant situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit du deuxième rang, (28-153) rang 2 sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton Morin, division d'enregistrement d'Argenteuil à Lachute, contenant dix mille six cent quatorze pieds carrés, mesure anglaise. Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. Taxes scolaires et frais: $29.66.

L. Dequoy.— Pt. 51A, rang 1, canton de Morin. Enregistré sous le No 98510. Un emplacement de forme irrégulière situé à Morin Heights comté d'Argenteuil, formant partie du lot numéro cinquante et un A dans le premier rang (pt. 51A, rg 1) du cadastre officiel du canton Morin. Cet emplacement mesure cent onze pieds et trois dixièmes de pied (111.3′) dans sa ligne nord-ouest; cent cinquante pieds (150′) dans sa ligne sud-ouest; vingt-cinq pieds (25′) dans sa ligne sud-est; et cent soixante-quinze pieds (175′) dans sa ligne est, mesure anglaise plus ou moins sans bâtisse. Cet emplacement est borné comme suit; vers le nord-ouest par un chemin portant le No 51A-65 rg 1; vers l'est par un autre chemin portant le No 51A-41, rg 1; vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot, la propriété du présent acquéreur; vers le sud-est par une autre partie dudit lot, demeurant la propriété du vendeur ou représentants. Taxes scolaires: $559.45.

J.-M. Ouellet.— Pt. 27A, range 2. Enregistré sous le No 91929. Un emplacement de forme

reference of the third range of the said township of Morin; having a superficial area of seventeen thousand eight hundred square feet (17,800 sq. ft.) English measure and more or less. As the whole now subsists. School taxes: $134.92.

Wabasso Camp Inc., c/o Mr. W. Sinclair, 734-40th Ave., Lachine.— Lots Nos. 10-2, 3, 4, 5, 6, 7, 54, 55, 56, 58, 57 and 59, range 11. Registered Deed No. 38848. A certain emplacement of land lying and being in the township of Wentworth in the county of Argenteuil, in the province of Québec, consisting of the official subdivision lots numbers two, three, four, five, six, seven, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-eight, fifty-seven and fifty-nine of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Wentworth under the number ten in the eleventh range thereof, Nos. 10-2, 3, 4, 5, 6, 7, 54, 55, 56, 58, 57 and 59, range 11. Municipal taxes: $240.96; School taxes: $225.08. Total: $466.04.

School Commission of the Township of Morin

Florent Beaudin, address unknown.— Lot No. 50B-40, range 1, township of Morin. Registered under No. 106226. A lot of land being and situated in the county of Argenteuil, known and designated as being lot number forty of the official subdivision of original lot number fifty B (50B-40) on the official plan and book of reference of the first range of the township of Morin.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable. Municipal taxes and costs: $88.64; School taxes and costs: $246.20. Total: $334.84.

Pierre Gauthier.— Lot No. 28-153, township of Morin. Registered under No. 111739. A vacant piece of land situated at Morin Heights, county of Argenteuil, known and designated under number one hundred and fifty-three of the official subdivision of original lot number twenty-eight on the second range, (28-153) range 2 on the official plan and book of reference of the township of Morin, registration division of Argenteuil at Lachute, containing ten thousand six hundred and fourteen square feet, English measure. Such as the whole is presently found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable. School taxes and costs: $29.66.

L. Dequoy.— Pt 51A, range 1, township of Morin. Registered under No. 98510. An emplacement of an irregular form, situated at Morin Heights, county of Argenteuil, forming part of lot number fifty-one A in the first range (Pt 51A, R. 1) of the official cadastre of the township of Morin. This emplacement measures one hundred and eleven feet and three tenths of a foot (111.3′) on its northwest line; one hundred and fifty feet (150′) on its southwest line; twenty-five feet (25′) on its southeast line; and one hundred and seventy-five feet (175′) on its east line, English measure more or less without a building. This emplacement is bounded as follows; on the northwest by a road bearing No. 51A-65 R. 1; on the east by another road bearing No. 51A-41 R. 1; on the southwest by another part of the said lot, the property of the present purchaser; to the south-east by another part of the said lot, remaining the property of the vendor or representatives. School taxes: $559.45.

J.-M. Ouellet.— Pt 27A, range 2. Registered under No. 91929. An emplacement of an irregular

irrégulière situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil formant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept A dans le deuxième rang (pt. 27A, rg 2) du cadastre officiel du canton Morin. Cet emplacement mesure deux cent treize pieds (213′) dans sa ligne nord-ouest et cent cinq pieds (105′) dans sa ligne nord-est, cinq cent trente-neuf pieds (539′) dans sa ligne sud-ouest et environ quatre cent quatre-vingt-huit pieds (488′) dans sa ligne est le long du chemin privé existant qui mesure douze pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse. Cet emplacement est borné comme suit: vers le nord-ouest et le nord-est par d'autres parties dudit lot demeurant la propriété du vendeur; vers l'est par un chemin privé, qui est une autre partie dudit lot 27A rg 2, la propriété du vendeur; vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot, la propriété du présent acquéreur par acte de vente enregistré sous le No 87589. Taxes municipales et frais: $49.30; taxes scolaires et frais: $124.27. Total: $173.57.

Bernard Blanchet, 10027, rue Cobourg, Montréal-Nord.— Un morceau de terrain situé dans le canton de Morin, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro quarante-quatre B dans le premier rang (pt. 44B, rg 1) dudit canton. Ce morceau de terrain mesure cent pieds (100′) de largeur sur ses lignes sud-est nord-ouest sur deux cents pieds (200′) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse.

Ce morceau de terrain est borné comme suit: En front vers le sud-est par le chemin public; en arrière vers le nord-ouest par une autre partie du lot No 44, rg 1, propriété des vendeurs; d'un côté, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot, propriété de Kenneth Ross Green, par acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le No 94979; de l'autre côté vers le nord-est par une autre partie du lot No 44, rg 1, demeurant la propriété des vendeurs. Ainsi que le tout subsiste présentement avec toutes les servitudes y attachées et desquelles l'acheteur se déclare satisfait. Taxes scolaires: $36.77; taxes municipales: $15.75. Total: $52.52.

Commission scolaire catholique de Lachute

Edward Beaven, 330, rue Principale, Lachute, Québec.— Pt. 1297. Un certain morceau de terre situé dans la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme étant l'exacte moitié du lot numéro mille deux cent quatre-vingt-dix-sept (Pt. 1297) mesurant cent quatre-vingt-dix pieds (190′) de profondeur sur cinquante pieds (50′) de largeur (50′ x 190′); mesure anglaise et plus ou moins, le plus ou le moins desdites mesures étant au bénéfice ou à la perte de l'acheteur; avec bâtisse dessus érigée.

Veuillez prendre note que cettedite propriété est grevée d'une somme de $263.23 représentant les taxes municipales dues à la cité de Lachute et la mise à prix devrait donc être faite en conséquence. Taxes municipales: $263.23; taxes scolaires: $255.34. Total: $518.57.

Léopold Girard, 107, Boul. Cruise, Lachute, Québec.— Pt. 1402. Un certain emplacement situé en la ville de Lachute connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme formant partie du lot numéro mille quatre cent deux

form situated at Morin Heights, county of Argenteuil, forming part of a lot known and designated under number twenty-seven A on the second range (Pt 27A, R. 2) of the official cadastre of the township of Morin. This emplacement measures two hundred and thirteen feet (213′) on its northwest line and one hundred and five feet (105′) on its northeast line, five hundred and thirty-nine feet (539′) on its southwest line and approximately four hundred and eighty-eight feet (488′) on its east line along the existing private road which measures twelve feet in width, English measure, more or less, without a building. This emplacement is bounded as follows: on the northwest and northeast by other parts of said lot remaining the property of the vendor; on the east by a private road, which is another part of said lot 27A R. 2, the property of the vendor; on the southwest by another part of the said lot, the property of the present purchaser by a deed of sale registered under No. 87589. Municipal taxes and costs: $49.30; School taxes and costs: $124.27. Total: $173.57.

Bernard Blanchet, 10027 Cobourg St., Montreal North.— A piece of land situated in the township of Morin, being part of lot known and designated under number forty-four-B in the first range (Pt 44B, R. 1) of said township. This piece of land measures one hundred feet (100′) in width in its southeast and northwest lines, by two hundred feet (200′) in depth, English measure, more or less, without buildings.

This piece of land is bounded as follows: in the front towards the southeast by the public road; in the back towards the northwest by another part of lot No. 44, R. 1, the property of the vendors; on one side toward the southwest by another part of said lot, the property of Kenneth Ross Green, by deed of sale registered at the registry office for the county of Argenteuil under No. 94979; on the other side toward the northeast by another part of lot No. 44, R. 1, remaining the property of the vendors. As the whole is now with all servitudes attached and whereof the purchaser declares to be satisfied. Municipal taxes: $15.75; School taxes: $36.77. Total: $52.52.

Catholic School Commission of Lachute

Edward Beaven, 330 Principale St., Lachute, Québec.— Pt. 1297. A certain piece of land situated in the town of Lachute, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil as being the exact half of lot number one thousand two hundred and ninety-seven (Pt. 1,297) measuring one hundred and ninety feet (190′) in depth by fifty feet (50′) in width, (50′ x 190′); English measure and more or less, the more or less of the said measurements being beneficial to or a loss for the purchaser; with a building erected thereon.

Please note that this said property is burdened with a sum of $263.23 representing the municipal taxes due to the city of Lachute and the price should be set accordingly. Municipal taxes: $263.23; school taxes: $255.34. Total: $518.57.

Léopold Girard, 107 Cruise Blvd, Lachute, Québec.— Pt. 1402. A certain emplacement situated in the town of Lachute, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil as forming part of the lot number one

(Pt. 1402) mesurant deux cent soixante-dix pieds dans la ligne est (270′) cinquante pieds dans la ligne sud (50′), soixante pieds dans la ligne nord (60′), la largeur de la partie nord de l'emplacement se maintient au chiffre de soixante pieds (60′) sur une profondeur de soixante-dix pieds (70′), alors que ladite largeur est réduite à cinquante pieds jusqu'à son extrémité sud, soit une longueur de deux cents pieds (200′) borné au nord par la propriété de Gordon P. Cruise et à l'ouest par cette partie du lot 1402 appartenant à Norman Lavis, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Veuillez prendre note que cettedite propriété est grevée d'une somme de $207.25 représentant les taxes municipales dues à la cité de Lachute et la mise à prix devrait donc être faite en conséquence. Taxes municipales: $207.25; taxes scolaires: $173.87. Total: $381.12.

François Larocque, 4, rue Fern, Lachute, Québec.— Lot No 1402-46. Subdivision quarante-six (46) du lot originaire numéro mille quatre cent deux (1402) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la cité de Lachute, contenant approximativement en superficie 4,990 pieds carrés, mesure anglaise avec les bâtisses dessus érigées.

Veuillez prendre note que ladite propriété est grevée d'un montant de $94.76, étant les taxes municipales dues à la cité de Lachute et que le prix demandé devrait être calculé en conséquence. Taxes municipales: $94.76; taxes scolaires: $166.61. Total: $261.37.

Jean-Claude Malette, 9, Avenue des Pins, Lachute, Québec.— Lot No 1403-3, 1406-3. La subdivision trois (3) du lot originaire numéro mille quatre cent trois (1,403) et la subdivision trois (3) du lot originaire numéro mille quatre cent six (1406) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la cité de Lachute, contenant approximativement une superficie de 6,923 pieds carrés, mesure anglaise.

Veuillez prendre note que ladite propriété est grevée d'un montant de $34.37 étant les taxes municipales dues à la cité de Lachute et que le prix demandé devrait être calculé en conséquence. Taxes municipales: $34.37; taxes scolaires: $70.65. Total: $105.02.

Martial Monette, 80, rue Fern, Lachute, Québec.— Lot No 1402-52. La subdivision cinquante-deux (52) du lot originaire numéro mille quatre cent deux (1,402) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la cité de Lachute, contenant une superficie approximative de 4,990 pieds carrés, mesure anglaise.

Veuillez prendre note que ladite propriété est grevée d'un montant de $161.08 étant les taxes municipales dues à la cité de Lachute et que le prix demandé devrait être calculé en conséquence. Taxes municipales: $161.08; taxes scolaires: $121.58. Total: $282.66.

Corporation municipale de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil

J. I. Gauthier, adresse inconnue.— Lot pt. 1859, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Un certain emplacement connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comme faisant partie du lot numéro mille huit cent cinquante-neuf (pt. 1859) mesurant soixante-neuf pieds (69′) sur le côté nord soixante-neuf pieds (69′) sur le côté

thousand four hundred and two (Pt. 1,402) measuring two hundred and seventy feet on its east line (270′), fifty feet on its south line (50′), sixty feet on its north line (60′) the width of the north part of the emplacement remaining at sixty feet (60′) by a depth of seventy feet (70′), while the said width is reduced to fifty feet up to its southern extremity, being a length of two hundred feet (200′) bounded on the north by the property of Gordon P. Cruise and on the west by this part of lot 1402 belonging to Norman Lavis, with all buildings erected thereon.

Please note that this said property is burdened with a sum of $207.25 representing the municipal taxes due to the city of Lachute and the price should be set accordingly. Municipal taxes: $207.25; school taxes: $173.87. Total: $381.12.

François Larocque, 4 rue Fern, Lachute, Québec.— Lot No. 1402-46. Subdivision forty-six (46) of the original lot number one thousand four hundred and two (1402) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, in the city of Lachute, containing in area approximately 4990 sq. ft. E. M. with buildings thereon erected.

Kindly take note that the said property is burdened with an amount of $94.76 being the municipal taxes due to the city of Lachute and that the upset price should be made accordingly. Municipal taxes: $94.76; school taxes: $166.61. Total: $261.37.

Jean-Claude Malette, 9 Avenue des Pins, Lachute, Québec.— Lot No. 1403-3, 1406-3. Subdivision three (3) of the original lot number one thousand four hundred and three (1403) and subdivision three (3) of the original lot number one thousand four hundred and six (1406) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, in the city of Lachute, containing in area approximately 6,923 sq. ft. English measure.

Kindly take note that the said property is burdened with an amount of $34.37 being the municipal taxes due to the city of Lachute and that the upset price should be made accordingly. Municipal taxes: $34.37; school taxes: $70.65. Total: $105.02.

Martial Monette, 80 Fern St., Lachute, Québec. — Lot No. 1402-52. Subdivision fifty-two (52) of the original lot number one thousand four hundred and two (1,402) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, in the city of Lachute, containing in area approximately 4,990 square feet English measure.

Kindly take note that the said property is burdened with an amount of $161.08 being the municipal taxes due to the city of Lachute and that the upset price should be made accordingly. Municipal taxes: $161.08; school taxes: $121.58. Total: $282.66.

Municipal Corporation of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil

J. I. Gauthier, address unknown.— Lot Pt. 1859, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, as being part of lot number one thousand eight hundred and fifty-nine (Pt. 1,859) measuring sixty-nine feet (69′) on the north side sixty-nine feet (69′) on the south

sud, cent soixante pieds (160′) sur le côté est et cent soixante pieds (160′) sur le côté ouest, mesures anglaises et plus ou moins; borné à l'ouest par le chemin public Dunany, au nord par partie du même lot appartenant à Benoit Seguin, à l'est par partie de même lot appartenant à M. Brown ou représentants, et au sud par partie du même lot appartenant au vendeur, Édouard Lapierre sans bâtisse. Contrat numéro 110073. Taxes municipales: $4.19; taxes scolaires: $27.95. Total: $32.14.

Les entreprises Argenteuil, Lachute, Québec.— Pt. 1712, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Un certain emplacement connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme faisant partie du lot numéro mille sept cent douze (pt. 1712) mesurant deux cents pieds (200′) sur le côté nord, le long du chemin public numéro 30, cent quatre-vingts pieds (180′) sur le côté nord-est, cent cinquante et un pieds (151′) sur le côté est, deux cents pieds (200′) sur le côté sud, et cent quarante-sept pieds et six pouces sur le côté ouest (147′.6″) borné au nord par le chemin public numéro 30, au nord-est et à l'est un chemin privé situé sur partie dudit lot 1712, au sud sur une largeur de cent pieds par partie dudit lot 1712 de ladite paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil appartenant à Claire Riendeau ou représentants, et sur une largeur de cent pieds par partie dudit lot 1712 de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil appartenant au vendeur ledit Émilien Laurin et à l'ouest par un chemin privé situé sur partie dudit lot 1712 de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil le tout en mesure anglaise et plus ou moins. Le tout tel qu'il se trouve actuellement avec ses servitudes actives et passives apparentes et occultes sans restrictions ni réserve de la part du vendeur. Contrat No. 106270. Taxes municipales: $0.90; taxes scolaires catholiques: $32.98; taxes scolaires protestantes: $5.91. Total: $39.79.

D. MacRae, R.R. 7, Lachute, Québec.— Pt. 1919, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Acte No 110646. Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme formant partie du lot numéro mille neuf cent dix-neuf (pt. 1919) mesurant cent pieds de largeur en front et approximativement cent vingt-cinq pieds en arrière sur une profondeur de cent pieds; borné à l'est par une partie du même lot vendue à Gilbert Demerse, au sud par cette partie du même lot vendue à James Hynes et partiellement par le résidu de la propriété du vendeur et à l'ouest par partie du même lot vendue à Carl Demerse, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus érigées. Taxes municipales: $13.74; taxes scolaires: $35.38. Total: $49.12.

Louis Patato, 539, rue Dorothy, Greenfield Park, Québec.— Pt. 1919, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Acte No 95639. Un certain morceau de terrain situé dans la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant une portion du lot No mille neuf cent dix-neuf (pt. 1919) mesurant cent pieds (100′) de chaque côté, borné au nord par Roy Robertson, à l'est par G. H. Quinn, au sud par le chemin et à l'ouest par Wm E. Hammond. Mesure anglaise, plus ou moins. Ainsi que la propriété subsiste présentement avec toutes les servitudes

side one hundred and sixty feet (160′) on the east side and one hundred and sixty feet (160′) on the west side, English measure and more or less; bounded on the west by Dunany public road, on the north by part of the same belonging to Benoit Seguin, on the east by part of the same lot belonging to Mr. Brown or representatives, and on the south by part of the same lot appearing to the vendor, Édouard Lapierre without buildings. Contract number 110073. Municipal taxes: $4.19; school taxes: $27.95. Total: $32.14.

Les Entreprises Argenteuil, Lachute, Québec.— Pt. 1712, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil as being part of lot number one thousand seven hundred and twelve (Pt. 1,712) measuring two hundred feet (200′) on the north side, along the public road number 30, one hundred and eighty feet (180′) on the northeast side, one hundred and fifty-one feet (151′) on the east side, two hundred feet (200′) on the south side, and one hundred and forty-seven feet and six inches on the west side (147′6″) bounded on the north by the public road number 30, on the northeast and east by a private road situated on part of said lot 1712, on the south by a width of one hundred feet by part of said lot 1712 of the said parish of Saint-Lérusalem d'Argenteuil belonging to Claire Riendeau or representatives, and on the width by one hundred feet by part of said lot 1712 of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil belonging to the vendor the said Émilien Laurin and on the west by a private road situated on part of the said lot 1712 of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, the whole English measure and more or less. The whole such as it is presently found with its servitudes, active and passive, apparent and occult without restrictions nor reservation on the part of the vendor. Contract No. 106270. Municipal taxes: $0.90; catholic school taxes: $32.98; Protestant school taxes: $5.91. Total: $39.79.

D. MacRae, R. R. 7, Lachute, Québec.— Pt. 1919 Saint-Jérusalem d'Argenteuil, deed No. 110646. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, as forming part of lot number one thousand nine hundred and nineteen (Pt. 1919) measuring one hundred feet in width in front and approximately one hundred twenty-five feet in rear by a depth of one hundred feet; bounded east by part of same lot sold to Gilbert Demerse, south by that part of the same lot sold to James Hynes and partly by the residue of the property of the vendor and west by part of same lot sold to Carl Demerse, English measure. With buildings thereon erected. Municipal taxes: $13.74; school taxes: $35.38. Total: $49.12.

Louis Patato, 539 Dorothy St., Greenfield Park, Québec.— Pt. 1919, Saint-Jérusalem d'Argenteuil, deed No. 95639. A certain piece of land situated in the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as being a portion of the lot number one thousand nine hundred and nineteen (Pt. 1919) measuring one hundred feet (100′) on each side, bounded north by Roy Robertson, east by G. H. Quinn, south by the road and west by Wm. E. Hammond. English measure more or less. As the property now subsists with all the active and passive ser-

actives et passives y attachées. Sans bâtisses. Taxes municipales: $4.82; taxes scolaires: $17.40. Total: $22.22.

Mme A. Houle, 4 rue Millway, Lachute, Québec. — Lot 1405-199, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Acte No 101519. Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille quatre cent cinq (1405-199). Sans bâtisse. Le tout tel qu'il se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes et occultes, sans restrictions ni réserve de la part de la venderesse et toute en conformité avec le contrat enregistré sous le No 101519. Sans bâtisse. Taxes municipales: $157.57; taxes scolaires: $17.33. Total: $174.90.

Eugène St. Helaire, adresse inconnue. — Lot No pt. 1892, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Le 35% ouest d'un lot numéro pt. 1892 désignée comme suit: un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme étant une partie du lot numéro mille huit cent quatre-ving-douze (pt. 1892) mesurant cent pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante pieds (100′ x 150′) plus ou moins borné au nord et à l'est par le résidu du même lot appartenant au vendeur, au sud par la propriété de M. Jean Landry acquise par acte enregistré sous le numéro 86489, et à l'ouest par le chemin public. Sans bâtisse. Taxes municipales: $0.90; taxes scolaires: $8.52. Total: $9.42.

Gérard DeBellefeuille, 244 chemin Bethany, Lachute, Québec. — Pt. 697, Saint-Jérusalem d'Argenteuil. Acte No 55852. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept, mesurant soixante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné au nord par le vendeur à l'est par le chemin Béthanie, au sud par Adélard Patry, et à l'ouest par la propriété de Lem. C. Barron. Tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait comprenant toutes les servitudes y attachées. Avec bâtisses y érigées.

Acte Nos 68083, 68167. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme étant le lot numéro six cent (pt. 697) mesurant quinze pieds (15′) de largeur par cent vingt-deux pieds (122′) de profondeur; borné à l'est sur une largeur de six pieds (6′) par le lot 697-56 ou L. Laurin ou représentants et sur une largeur de neuf pieds (9′) par partie non subdivisé de 697 ou G. DeBellefeuille ou représentants; au nord partie sur une distance de cent deux pieds (102′) par le lot 697-58 et partie sur une distance de vingt pieds (20′) par le lot 697-56, au sud par partie non subdivisée dudit lot 697 ou Geo. Patry ou représentants et à l'ouest par la rue Mitchell; et le tout mesure anglaise plus ou moins.

Acte No 68083. Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme étant la partie du lot numéro (pt. 697) mesurant trente pieds de largeur (30′) sur le côté ouest, cent vingt-deux pieds (122′) de profondeur du côté nord, cent vingt pieds (120′) sur le côté sud et cinquante pieds (50′)

vitudes thereto attached. Without buildings. Municipal taxes: $4.82; school taxes: $17.40. Total: $22.22.

Mrs. A. Houle, 4 Millway St., Lachute, Qué. — Lot 1405-199, St. Jerusalem d'Argenteuil. Deed No. 101519. A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil as being lot number one hundred and ninety-nine of the official subdivision of original lot number one thousand four hundred and five (1405-199). Without a building. The whole such as it is presently found with servitudes, active and passive, apparent or occult, without restriction nor reservation on the part of the vendor and the whole in conformity with the deed registered under No. 101519. Without a building. Municipal taxes: $157.57; School taxes: $17.33. Total: $174.90.

Eugène St. Helaire, address unknown. — Lot No. Pt 1892, St. Jérusalem d'Argenteuil. 35% west of lot number Pt 1892 designated as follows: a certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil as being a part of lot number one thousand eight hundred and ninety-two (Pt 1892) measuring one hundred feet in width by a depth of one hundred and fifty feet (100′ x 150′) E. M. more or less bounded on the north and east by the remainder of the same lot belonging to the vendor, on the south by the property of Mr. Jean Landry acquired by a deed registered under number 86489, and on the west by the public road. Without buildings. Municipal taxes: $0.90; School taxes: $8.52. Total: $9.42.

Gérard DeBellefeuille, 244, chemin Bethany, Lachute, Qué. — Pt 697 St. Jérusalem d'Argenteuil. Deed No. 55852. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, as forming part of lot number six hundred and ninety-seven, measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure; bounded on the north by the vendor on the east by Béthanie Road, on the south by Adélard Patry, and on the est by the property of Lem. C. Barron. Such as the whole is found and of which the purchaser is said to be satisfied including all the servitudes attached thereto. With buildings erected thereon.

Deed Nos. 68083, 68167. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, as being lot number six hundred (Pt 697) measuring fifteen feet (15′) in width by one hundred and twenty-two feet (122′) in depth; bounded on the east by a width of six feet (6′) by lot 697-56 or L. Laurin or representatives and on a width of nine feet (9′) by unsubdivided part of 697 or G. DeBellefeuille or representatives; on the north part by a distance of one hundred and two feet (102′) by lot 697-58 and part on a distance of twenty feet (20′) by lot 697-56, on the south by an unsubdivided part of said lot 697 or Geo. Patry or representatives and on the west by Mitchell Street; the whole English measure more or less.

Deed No. 68083. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil as being part of lot number (Pt. 697) measuring thirty feet in width (30′) on the west side, one hundred and twenty-two feet (122′) in depth on the north side, one hundred and twenty feet (120′) on the south side and fifty feet (50′)

sur le côté est et de là du coin sud-est se dirigeant vers l'ouest une distance de vingt (20) pieds et de là en angle droit vers l'ouest une distance de cent pieds (100′) jusqu'à la rue Mitchell, borné à l'ouest par la rue Mitchell à l'est par partie non subdivisé du lot 697 ou G. DeBellefeuille ou représentants au nord par partie non subdivisé du lot 697 ou dame Jessie M. Mitchell ou représentants, au sud par partie non subdivisé du lot No. 697 ou R. Lemay ou représentants, le tout mesure anglaise plus ou moins. Taxes municipales: $631.70; taxes scolaires: $570.45. Total: $1,202.15.

Donné à Lachute, ce 5ième jour du mois de mars, 1969.

Conseil municipal du comté d'Argenteuil.

Le secrétaire-trésorier,

28306-11-2-o DOUGLAS R. BRADFORD.

on the east side and thence from the southeast corner going west a distance of twenty (20) feet and thence at a right angle to the west a distance of one hundred feet (100′) up to Mitchell Street, bounded on the west by Mitchell Street, on the east by an unsubdivided part of lot 697 or G. DeBellefeuille or representatives on the norht by an unsubdivided part of lot 697 or Mrs. Jessie M. Mitchell or representatives, on the south by an unsubdivided part of lot No. 697 or R. Lemay or representatives, the whole English measure more or less. Municipal taxes: $631.70; School taxes: $570.45. Total: $1,202.15.

Dated at Lachute, Québec this 5th day of March 1969.

Municipal Council of the county of Argenteuil.

DOUGLAS R. BRADFORD,

28306-11-2 *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Pontiac

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Arthur Labelle, secrétaire-trésorier du conseil du comté de Pontiac, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique dans l'édifice du comté, Campbells Bay, Québec, JEUDI, le HUITIÈME jour de MAI, 1969 à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et frais dus aux municipalités ci-après mentionnées, à moins que lesdites taxes et frais encourus ne soient payées avant le jour fixé pour la vente.

Municipality of the county of Pontiac

Public notice is hereby given by Arthur Labelle, Secretary-Treasurer of the municipality of the county of Pontiac, that the lands hereinafter mentioned, will be sold by public auction at the county building, Campbells Bay, Québec, on THURSDAY, the EIGHTH day of MAY, 1969, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and costs due the municipalities hereinafter described, unless they be paid to me with costs incurred, before the day fixed for the sale.

Municipalité du canton de Aldfield — Municipality of the township of Aldfield

Nom sur rôle Name on roll	Superficie Area	Lot No Lot No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Dubois, Nazaire	100 ac.	21	E.	$ 4.00	$ 14.84	$ 18.84
Dubois, Nazaire	100 ac.	23	E.	4.00	14.84	18.84
Dubois, Nazaire	100 ac.	24	E.	4.00	14.84	18.84
Dubois, Nazaire	100 ac.	25	E.	4.00	14.84	18.84
Dubois, Joseph	125′ x 125′	P. 34 S.	1	9.50	83.97	103.47
Dubois, Maurice	125′ x 650′	P. 34 S.	1	8.00	60.17	68.17
Laframboise, François	Bât. seul.-Bldg only	28	7	38.50	79.07	117.57
Labelle, André	Bât. seul.-Bldg only	15	7	45.00	103.88	148.88
Labelle, Lucien	Bât. seul.-Bldg only	15	7	37.50	107.61	145.11
Labelle, Gérald	Bât. seul.-Bldg only	14	7	52.50	103.88	156.38
Simon, Roger	¼ ac.	P. 2	8	16.00	83.92	99.92
Bernier, Marcel	100 ac.	3	5	4.00	10.16	31.16

Municipalité du canton de Alleyn — Municipality of the township of Alleyn

Gibson, John	240′ x 180′	P. 6-A	2	$ 11.89	$ 13.55	$ 25.44

Municipalité du canton de l'Ile Allumette Est
Municipality of the township of Allumette Island East

Burnie, Frank	100 ac.	1	7	$ 11.90	.....	$ 11.90
Gaudette, Alfie	10 ac.	Coin-corner n.e.-n.w. 4	4	7.81	$ 20.77	28.58
McCool, James	17 ac.	Ile-Island 28				
	87 ac.	Ile-Island 29				
	40 ac.	Ile-Island 30		22.99	43.12	66.11

Municipalité du canton de Grand Calumet — Municipality of the township of Grand Calumet

Bérard, Léon	½ ac.	P. 18F	2	$ 36.96	$ 93.84	$ 130.80

Municipalité du canton de Leslie — Municipality of the township of Leslie

Nom sur rôle Name on roll	Superficie Area	Lot No Lot No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. raxes	Taxes scol. School taxes	Total
Gladman, Kaye C.		P. 21 76 LCH.	1		$ 26.31	$ 26.31
Crawford, James	100 ac.	42	4	$ 3.67	11.64	15.31
Crawford, James	100 ac.	43	4	3.68	11.64	15.32
Crawford, James	100 ac.	43	3	8.19	23.28	31.47
Crawford, James	100 ac.	44	3	8.20	23.30	31.50
Francoeur, Fred Jr.	82 ac.	54	A	8.43	26.31	34.74
Grandmaison, Mme-Mrs. Hazel	420′ x 210′	P. 18	A	21.84		21.84
Guénette, Maurice	210′ x 210′	P. 18	A		73.01	73.01
Lance, Adrien	38 ac.	S. P. 22	4	5.36	14.74	20.10
Lance, Adrien	41 ac.	S. P. 23	5	5.36	14.74	20.10
Lance, Adrien	35 ac.	S. P. 24	5	2.68	7.36	10.04
Lance, Adrien	59 ac.	S. P. 25	5	2.67	7.37	10.04
Lacroix, Isaac	100 ac.	48	3	16.10	55.87	71.97
Lafleur, F.-Mme-Mrs. Taylor.	app. ¼ ac.	P. 31-A	2	25.97	155.26	181.23
St. Aubin, Omer	app. ¼ ac.	P. 32	2	9.18	66.92	76.10

Municipalité du canton de Bristol — Municipality of the township of Bristol

Taylor, succ.-est. E. Rex		4-A-1	1	$ 16.10	$ 8.25	$ 24.35
Chalet et lot avec droit de passage 4-A-3.		Cottage and lot with right of way 4-A-3.				
Smith Kenneth Harold *et al.*	48 lots	10-98 à-to 101 10-123 à-to 140 10-142 à-to 152 10-155 à-to 157 10-161 à-to 164 10-74-9 à-to 14 10-74-48 et-and 49 10-75				
Excepté partie appartenant à l'Église Presbyterian.		Except part belonging to Presbyterian Church.				
		10-76				
Excepté partie appartenant à James Ade.		Except part belonging to James Ade.				
		10-A		136.11	486.11	622.22
Excepté partie appartenant à Norway Bay Corp. Mun.		Except part belonging to Norway Bay Mun. Corp.				

Municipalité du village de Campbells Bay — Municipality of the village of Campbells Bay

Belland, Wm Jr.	Bât. seul.-Bldgs only	P. 1		$ 96.56	$ 38.40	$ 134.96
Belland, Lionel	54′ x 75′	107		190.29	192.00	372.29
Keon, Mme-Mrs. Peter		158		91.61	138.80	228.41
Landry, Léo	2 ac.	P. 137		189.75	192.00	381.75

Municipalité du canton de Chichester — Municipality of the township of Chichester

Lépine, succ.-est. Wm	3 ac.	Pts 21, 22 P. o.-w. 21-C.	2	$ 32.00	$142.67	$ 174.67
Sud-ouest coin lot 21-C borné au nord et à l'est par le chemin municipal.		Southwest corner lot 21-C bounded on north and on the east by municipal road.				
Fleury, succ.-est. Mme-Mrs. John	½ ac.	P. 21-A	1	49.50	140.78	190.28
Borné au sud par la propriété de Cecil Venne et partie 21-A rang 1; à l'ouest par le chemin entre les lots 21-A, 22, rang 1; au nord et à l'est par balance du lot 21-A, rang 1.		Bounded by property of Cecil Venne on south and part 21-A range 1; on the west by the side road between the lots 21-A and 22, range 1; on the north and on the east by remainder of lot 21-A, range 1.				

Municipalité du village de Chapeau — Municipality of the village of Chapeau

King, Lawrence	app. 1/5 ac.	P. 77, 78-A		$ 3.68	$ 18.90	$ 22.58
Marcotte, Arthur	app. 1/5 ac.	154-C				
	app. 1/5 ac.	P. 155		35.83	197.86	233.69

Municipalité de Huddersfield — Municipality of Huddersfield

Gauthier, Dillon	72½ ac.	10-A	8	$ 3.71	$ 22.88	$ 26.59

Municipalité du canton de l'Ile Allumette — Municipality of the township of Allumette Island

Nom sur rôle Name on roll	Superficie Area	Lot No Lot No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Demers, succ.-est. Jos.	app. 50 ac.	E. P. 30-A	4	$698.42	$ 53.66	$ 752.08
Leahey Herbert J.	app. 1/5 ac.	P. 26	2			
	app. 100 ac.	21	3	83.46	298.84	382.30
Riccardo Constantino	app. ½ ac.	P. 35	6	55.45	56.70	112.15
Vaillancourt, Médéric Succ.-est.	app. 50 ac.	37-A	4			
	app. ½ ac.	P. 33-A	5	24.95	37.80	62.75

Municipalité de Clapham — Municipality of Clapham

Lepack, Frank	100 ac.	35	2	$ 7.35	$ 11.78	$ 19.13
Lepack, Frank	50 ac.	36-B	2	3.68	5.89	9.57
Lepack, Frank	50 ac.	37-B	2	35.64	35.39	71.03
Lafleur, Charles	100 ac.	42	1	7.42	49.03	56.45
Paris, Frank	100 ac.	17	1	39.17	.....	39.17
Paris, Frank	49 ac.	14-C	2	3.68	.....	3.68
St. Aubin, Omer	150 ac.	16-A, 17-B	2	59.86	212.03	271.89
St. Aubin, Omer	100 ac.	16	1	3.71	22.05	25.76
Rivet, Mme-Mrs. Laurent	app. 2 ac.	P. 12-B	4	.....	86.84	86.84

Municipalité du canton de Litchfield — Municipality of the township of Litchfield

Bretzlaff, Fred	50 ac.	P. 21-B	11	$ 30.06	$ 54.32	$ 84.38
Dagenais, Romain	110 ac.	22-B	11	40.44	128.18	168.62

Municipalité du canton de Onslow Nord — Municipality of the township of Onslow North

O'Donnell Léo *et al*	100 ac.	3-C	8	$ 80.10	.....	$ 80.10
O'Donnel, Léo *et al*	1 ac.	2, P. A	8	8.25	.....	8.25

Municipalité du canton de Onslow Sud — Municipality of the township of Onslow South

Smith, succ.-est. H.-I.	200 ac.	1-A, 1-B, 1-C	6	$197.36	$328.92	$ 526.29
Proulx, Peter John	100 ac.	11-A	6	161.79	.....	161.79
Standon, Basil	50 ac.	N. P. 3-A	6	26.00	.....	26.00

Municipalité du village de Quyon — Municipality of the village of Quyon

Russett, Ronald	.....	89, 90	.....	$ 5.83	$ 18.01	$ 23.84
St. Pierre Albert	11,418 p.c.-sq.-ft.	71	3	60.09	57.85	117.94

Municipalité du village de Portage du Fort — Municipality of the village of Portage du Fort

Elliott, Wilfrid	.....	187	.....	$ 4.20	.....	$ 4.20
Gauthier, Lionel	.....	24	Rue Mill St.	86.31	$ 64.16	150.47
Gauthier, Lionel	.....	140-8	Chem. Calumet Rd.	13.20	7.37	20.57
Gauthier, Lionel	.....	140-9	Chem. Calumet Rd.	13.20	46.94	60.14
Gauthier, Lionel	(Motel)	140-10, 140-11, 140-12	Chem. Calumet Rd.	816.93	580.28	1,397.21
Gauthier, Lionel	.....	140-13	Chem. Calumet Rd.	13.20	7.37	20.57
Gauthier, Lionel	.....	140-14	Chem. Calumet Rd.	13.20	7.37	20.57
Gauthier, Lionel	.....	140-15	Chem. Calumet Rd	13.20	7.37	20.57
Tanguay, succ.-est., Mme-Mrs. Jane	.....	8	Rue Craig St.	55.55	.....	55.55
Tanguay, succ.-est., Mme-Mrs. Jane	.....	2	Rue Craig St.	23.48	33.42	56.90
Tourangeau, Raphaël	.....	P. 152	Chem. Clarendon Rd	12.40	8.26	20.66

Municipalité du canton de Thorne — Municipality of the township of Thorne

Nom sur rôle Name on roll	Superficie Area	Lot No Lot No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Cole, Emmerson.....	Bât. seul.-Bldg only.....	57.....	2.....	$ 23.13	$ 26.36	$ 49.49

Municipalité du canton de Bryson — Municipality of the township of Bryson

Lachance, Mondoza.....	Chalet-cottage..	.....	Green Lake.	$ 10.90	.....	$ 10.90

Donné à Waltham, Québec, le 3 mars 1969.
Le secrétaire-trésorier,
28307-11-2-o ARTHUR LABELLE.

Given at Waltham, Québec, March 3, 1969.
ARTHUR LABELLE,
28307-11-2-o *Secretary-Treasurer.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 604

Québec, le 5 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3354 du 16 octobre 1968, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1969, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
28401-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 603

Québec, le 5 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre a donné avis, à la suite de requêtes qui lui ont été présentées, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret 913 du 16 juin 1968 et modifications, relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 9 novembre 1968;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 604

Québec, March 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the *Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec.*

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of *le Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec* (authorized by a by-law approved by Order in Council number 3354, dated October 16, 1968), be extended until June 30, 1969, at the same rates and under the same conditions.

JACQUES PRÉMONT,
28401-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 603

Québec, March 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Cartage Industry in the Montreal Region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower gave notice that, as a result of petitions received, he intended submitting certain amendments to Decree number 913 of June 16, 1968, as amended (Cartage Industry in the Montreal region) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the notice was published in the *Québec Official Gazette* of November 9, 1968;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Le nouvel article 2.05 suivant est ajouté:

« 2.05 Le présent décret ne s'applique pas aux employeurs et aux artisans de Candiac, Laprairie, Delson, Côte-Sainte-Catherine et Saint-Constant, ni à leurs salariés, excepté s'ils exploitent, avec ou sans permis de la Régie des Transports, un service local à l'intérieur de l'Ile de Montréal. »

2° À l'article 5.04, le mot « consécutives » est ajouté après les mots « a droit à une indemnité minimale égale à quatre (4) heures ».

3° Le nouvel article 5.14 suivant est ajouté:

« 5.14 *Dispositions particulières concernant l'enlèvement des ordures:* Les dispositions particulières suivantes s'appliquent aux employeurs, artisans et salariés affectés à ce genre de travail:

a) Semaine normale de travail: La semaine normale de travail est au maximum de quarante-huit (48) heures, réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi inclusivement.

b) Journée normale de travail: Une journée normale de travail est au maximum de douze (12) heures.

c) Heures supplémentaires: Le travail exécuté en plus de douze (12) heures par jour ou de quarante-huit (48) heures au cours d'une même semaine, doit être rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%).

d) Samedi: Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%).

e) Dimanche: Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux normal majoré de cent pour cent (100%).

f) Jours fériés: Tout travail exécuté un des jours fériés mentionnés à l'article 9 autre que Noël et le premier jour de l'An, doit être rémunéré au taux normal majoré de cent pour cent (100%). »

Le greffier du Conseil exécutif,
28401-o JACQUES PRÉMONT.

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 913 be amended as follows:

1. The following new section 2.05 is added:

"2.05 The present decree does not cover employers and artisans in Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte Catherine and Saint Constant, nor the employees thereof, unless they operate a local service within the Island of Montreal, with or without a permit from the Transportation Board."

2. In section 5.04, the word "consecutive" is added before the words "hours' pay".

3. The following new section 5.14 is added:

"5.14 *Special provisions governing garbage removal:* The following special provisions govern employers, artisans and employees engaged in such work:

(*a*) *Standard work week:* Standard hours of work shall not exceed forty-eight (48) a week, scheduled over five (5) working days, Monday through Friday.

(*b*) *Standard work day:* Standard hours of work shall not exceed twelve (12) a day.

(*c*) *Overtime:* Time and one half shall be paid for all work performed over and above twelve (12) hours a day or forty-eight (48) in any given week.

(*d*) *Saturdays:* Time and a half shall be paid for all work performed on Saturdays.

(*e*) *Sundays:* Double time shall be paid for all work performed on Sundays.

(*f*) *General holidays:* Except for Christmas Day and New Year's Day, double time shall be paid for all work performed on any of the general holidays listed in section 9:00."

JACQUES PRÉMONT,
28401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 601

Québec, le 5 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 20 du 5 janvier 1955 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 18 janvier 1969;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 601

Québec, March 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Food Products Retail Trade in the Sherbrooke region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Retail Trade in the Sherbrooke region (made binding by Decree number 20 of January 5, 1955, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree, to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 18, 1969;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 20, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

« *a*) La semaine normale de travail est de quarante-trois (43) heures réparties selon l'horaire suivant:

Lundi: jour chômé; mardi: de 8 h.30 à 17h.30; mercredi: de 8h.30 à 17h.30; jeudi: de 8h.30 à 18h.; vendredi: de 8h.30 à 21h. 30; samedi: de 8h.30 à 17h. »

2° Le paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Taux des salaires minimaux: a*) Les taux des salaires minimaux sont les suivants:

Classification des emplois:	*Taux hebdomadaire*
Boucher et acheteur	$90
Boucher	72
Boucher à l'embauchage	55
Boucher après six mois	60
Boucher après 12 mois	63
Commis préposé aux légumes à l'embauchage	57
Commis préposé aux légumes après 12 mois	65
Commis préposé aux légumes après 24 mois	70
Commis préposé aux légumes après 36 mois	80
Premier commis épicier ou commis en chef	80
Commis épicier sans expérience	50
Commis épicier après 6 mois	55
Commis épicier après 12 mois	60
Commis épicier après 18 mois	65
Commis livreur avec camion à l'embauchage	60
Commis livreur avec camion après six mois	65
Commis livreur avec camion, après 12 mois	72
Messager-emballeur — aide-livreur à bicyclette	$1.15 l'heure
Caissière, à l'embauchage	50
Caissière, après six mois	53
Caissière, après 12 mois	58

Lors de la mise en vigueur du présent décret et pendant toute sa durée, les taux de salaires qui y sont rendus obligatoires, ne doivent pas être inférieurs à ceux déterminés par la Loi du salaire minimum. Advenant le cas de taux de salaires inférieurs, ils sont automatiquement majorés à ceux fixés par la Loi de salaire minimum. »

3° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article V sont remplacés par les suivants:

« V. *Jours fériés, chômés et payés:*

a) Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés:

Le jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre.

b) Les lundis de la semaine de Noël et du Nouvel-An sont des jours ouvrables, toutefois ces deux lundis sont payés au prorata de la semaine payée en plus du salaire habituel hebdomadaire. »

4° Les paragraphes « *a* » « *b* » et « *c* » de l'article VI sont remplacés par les suivants:

WHEREAS, in compliance with the Act, the objection brought forth was duly considered;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT said Decree number 20 be amended as follows:

1. Subsection "*a*" of section III is superseded by the following:

"(*a*) The 43-hour standard work week shall be scheduled as follows:

Monday: non-working day; Tuesday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.; Wednesday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.; Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.; Friday: 8:30 a.m. to 9:30 p.m.; Saturday: 8:30 a.m. to 5:00 p.m."

2. Subsection "*a*" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rate:* (*a*) Minimum wage rates are as follows:

Classifications:	*Weekly rates*
Butcher and buyer	$90
Butcher	72
Butcher: hiring rate	55
Butcher: after 6 months	60
Butcher: after 12 months	63
Produce clerk: hiring rate	57
Produce clerk: after 12 months	65
Produce clerk: after 24 months	70
Produce clerk: after 36 months	80
Head grocery clerk	80
Grocery clerk: no experience	50
Grocery clerk: after 6 months	55
Grocery clerk: after 12 months	60
Grocery clerk: after 18 months	65
Deliveryman (with truck): hiring rate	60
after 6 months	65
after 12 months	72
Messenger, wrapper, delivery boy (with bicycle)	$1.15 on hour
Cashier: hiring rate	50
Cashier: after 6 months	53
Cashier: after 12 months	58

From the effective date of this decree and throughout its term, the wage rates that are hereby made mandatory must not be lower than those stipulated in the Minimum Wage Act. Should they be lower, they shall automatically be adjusted up to those set forth in the aforementioned Act."

3. Subsections "*a*" and "*b*" of section V are superseded by the following:

"V. *General holidays with pay:*

(*a*) The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26th.

(*b*) Mondays in Christmas and New Year's weeks are working days. Payment for such days shall be in proportion to the employee's weekly rate and in addition to his usual weekly salary."

4. Subsections "*a*", "*b*" and "*c*" of section VI are replaced by the following:

« VI. *Congés payés:*

a) Un employé qui a moins de un an de service chez son employeur et qui quitte son emploi durant l'année, a droit à une indemnité égale à 4% du salaire gagné. Celui qui travaille encore à la date des congés a le choix entre l'indemnité ci-dessus et un jour de congé payé pour chaque mois ou partie de mois pendant lequel il a été au service du même employeur.

b) Tout employé ayant été au service du même employeur pendant un an ou plus a droit à deux semaines de congé et à une indemnité de congé égale à 4% du salaire.

c) Tout employé ayant été au service du même employeur pendant dix ans ou plus a droit à trois semaines de congé et à une indemnité de congé égale à 6% du salaire. Toutefois, la troisième semaine de congé soit être prise à une date fixée par entente entre l'employeur et l'intéressé. »

5° L'article VIII-A est remplacé par le suivant:

« VIII-A *Congés spéciaux:*

Tout employé peut bénéficier d'un congé sans perte de salaire dans les cas suivants:

Lors de son mariage, du mariage d'un enfant, d'une soeur, d'un frère, du beau-frère, de la belle-soeur: le jour du mariage.

Lors du décès du père, de la mère, du conjoint ou d'un enfant: quatre jours.

Lors du décès du beau-père, de la belle-mère: un jour.

Lors du décès de la belle-soeur, du beau-frère, du frère ou de la soeur: un jour. »

6° L'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. *Durée du décret:*

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 1971. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration originale ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

Le greffier du Conseil exécutif,
28401-o JACQUES PRÉMONT.

"VI. *Vacations with pay:*

(*a*) Any employee with less than one year's service with an employer who quits the latter's service during the year is entitled to 4% of wages earned. Employees who are still in the employer's service at vacation time are entitled to either 4% of wages earned or a one-day's vacation with pay for each month or part thereof worked in the same employer's service.

(*b*) Every employee with one year's service or more with a same employer is entitled to two weeks' vacation and to vacation pay equal to 4% of eages earned.

(*c*) Every employee with ten (10) years' service or more with a same employer is entitled to three weeks' vacation and to vacation pay equal to 6% of wages earned. However, the third week's vacation shall be taken at a time agreed upon by both employer and employee."

5. Section VIII-A is superseded by the following:

"VIII-A *Special leave:*

Every employee is entitled to special leave with pay in the following instances:

one day: on his wedding day, the wedding day of his child, sister, brother, brother-in-law, sister-in-law;

four days: on the death of his father, mother, spouse or child;

one day: on the death of his father-in-law, mother-in-law, sister-in-law, brother-in-law, brother or sister."

6. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Term of the decree:*

This decree becomes effective on the day it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until October 14, 1971. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its original expiry date or any subsequent year.

Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

JACQUES PRÉMONT,
28401-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 602

Québec, le 5 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des cercueils dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueuils dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 602

Québec, March 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Casket Manufacturing in Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Casket Manufacturing in Québec (made binding by Decree number 101 of January 31, 1957, as amended) have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 21 décembre 1968;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 101, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article III (Taux minimaux de salaires) est remplacé par le suivant:

« III. *Taux minimaux de salaires: a*) Les taux minimaux de salaires des salariés, y compris les salariés du sexe féminin, travaillant à la fabrication des cercueils, définie dans le champ d'application industriel du présent décret, de même que ceux des chauffeurs de chaudières, des gardiens chauffeurs de chaudières, des conducteurs de machines fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, à l'entretien ou à la réparation des machines, des immeubles, sont les suivants:

Zone I: Le salaire moyen doit être d'au moins $1.80 l'heure. Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés que vise le présent décret, par le chiffre total des heures de travail effectuées. Cependant, il faut exclure du montant global des salaires gagnés les montants versés à titre de majorations pour heures supplémentaires de même que les salaires touchés par les personnes qui occupent un emploi de contremaître ou un poste supérieur à celui de contremaître.

	Taux horaires minimaux
1er semestre	$1.30
2e semestre	1.35
Après un an	1.40
Après deux ans	1.45

Les salaires minimaux suivants s'appliquent aux chefs-conducteurs de 4e classe, aux gardiens et aux gardiens-chauffeurs seulement:

1re année	$1.35
Après un an	1.40

Zone II: Le salaire moyen doit être d'au moins $1.65 l'heure. Pour établir le salaire moyen, on divise le montant global des salaires gagnés par tous les salariés que vise le présent décret, par le chiffre total des heures de travail effectuées. Cependant, il faut exclure du montant global des salaires gagnés les montants versés à titre de majorations pour heures supplémentaires de même que les salaires touchés par les personnes qui occupent un emploi de contremaître ou un poste supérieur à celui de contremaître.

	Taux horaires minimaux
1er semestre	$1.20
2e semestre	1.25
Après un an	1.30
Après deux ans	1.35

Les salaires minimaux suivants s'appliquent aux chefs-conducteurs de 4e classe, aux gardiens et aux gardiens-chauffeurs seulement:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 21, 1968;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower;

THAT Decree number 101 be amended as follows:

1. Subsection "*a*" of section III (Minimum Wage Rates) is replaced by the following:

"III. *Minimum Wage Rates:* (*a*) Minimum wage rates for male and female employees engaged in the manufacturing of caskets, as defined in the industrial jurisdiction of this decree, as well as those of boiler firemen, watchmen-firemen, stationary enginemen, watchmen and men whose work consists in the shipping, transportation, maintenance or repair of machines and buildings, shall be as follows:

Zone I: The average wage rate must be at least $1.80 an hour. To arrive at the average wage, the total earnings for all employees governed by this decree are divided by the total hours worked. However, the following are not included in the total earnings: overtime paid; wages of any person holding a position of foreman or above that of foreman.

	Minimum hourly rates
First six months	$1.30
Second six months	1.35
After 1 year	1.40
After 2 years	1.45

The following minimum rates apply to chief stationary enginemen (4th class), watchmen-firemen and watchmen only:

First year	$1.35
After 1 year	1.40

Zone II: The average wage rate must be at least $1.65 an hour. To arrive at the average wage, the total earnings of all employees governed by the decree are divided by the total hours worked. However, the following are not included in the total earnings: overtime paid: wages of any person holding a position of foreman that of foreman.

	Minimum hourly rates
First six months	$1.20
Second six months	1.25
After 1 year	1.30
After 2 years	1.35

The following minimum wage rates apply to chief stationary enginemen (4th class), watchmen-firemen, and watchmen only:

	Taux horaires minimaux
1re année	$1.25
Après un an	1.30»

2° Les paragraphes « *a* », « *g* » et « *i* » de l'article X (*Congé payé annuel*) sont remplacés par les suivants:

« X. *Congé payé annuel: a) Droit au congé:* Tout salarié a droit:

1. S'il n'a pas une (1) année de service continu chez son employeur, à un congé annuel continu dont la durée est déterminée à raison d'un (1) jour par mois de travail, sans que la durée du congé exigible excède deux (2) semaines.

2. S'il a une (1) année ou plus de service continu chez son employeur, à un congé payé annuel continu de deux (2) semaines.

3. L'indemnité afférente au congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

4. *Congé obligatoire:* Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé payé annuel prescrit aux sous-paragraphes 1 et 2, sauf dans le cas de la deuxième semaine, s'il y a entente entre l'employeur et l'intéressé.

g) Période de prise du congé: Chaque congé doit être pris dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de référence.

i) Résiliation du contrat de travail: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité représentant quatre pour cent (4%) du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ. »

Le greffier du Conseil exécutif,
28401-o JACQUES PRÉMONT.

	Minimum hourly rates
First year	$1.25
After 1 year	1.30"

2. Subsections "*a*", "*g*" and "*i*" of section X (*Vacation with pay*) are replaced by the following:

"X. *Annual vacation with pay:* (*a*) *Vacation entitlement:* Every employee is entitled to:

1. one (1) day's vacation with pay annually for each month worked, up to a maximum of two (2) weeks, if he has less than one (1) year's continuous service with his employer;

2. two (2) weeks' continuous vacation annually if he has one (1) year's service or more with his employer.

3. Vacation pay equals four per cent (4%) of total wages earned by the employee during the qualifying period.

4. *Compulsory vacation:* No employer may replace the annual vacation with pay stipulated in paragraphs 1 and 2 above by a monetary compensation. However, employer and employee may agree upon a monetary compensation for the second week's vacation.

(*g*) *Timing of vacations:* Vacations shall be taken within twelve (12) months of the end of the qualifying period.

(*i*) *Cancellation of work contract:* When his work contract is cancelled, the employee is entitled to be paid the equivalent of four per cent (4%) of wages earned since May 1st prior to the separation date."

JACQUES PRÉMONT,
28401-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 600

Québec, le 5 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 2684 du 28 septembre 1967 et modification, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1969.

Le greffier du Conseil exécutif,
28401-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 681

Québec, le 12 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements édictés par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu de l'article 9 de la Loi des produits laitiers.

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi des produits laitiers (Statuts Refondus 1964, c. 121), remplacé par l'article 1 du chapitre 45 du volume des statuts 1966-1967, autorise la Régie des marchés

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Number 600

Québec, March 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Woodworking Industry in the Québec City region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provision of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 2684 of September 28, 1967, as amended (Woodworking Industry in the Québec City region) be extended until June 30, 1969.

JACQUES PRÉMONT,
28401-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 681

Québec, March 12, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations enacted by the Québec Agricultural Marketing Board by authority of section 9 of the Dairy Products Act.

WHEREAS section 9 of the Dairy Products Act (Revised Statutes 1964, chapter 121), replaced by section 1 of chapter 45 of the 1966-1967 Statutes, authorized the Québec Agricultural Marketing

agricoles du Québec à faire les règlements qu'elle juge nécessaires à l'application de l'article 8 de ladite loi, relatif à la délivrance de polices de garantie aux marchands de lait, pour assurer le paiement des sommes qu'ils doivent ou pourront devoir à leurs producteurs-fournisseurs ou aux organismes chargés d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs établi en vertu de la Loi des marchés agricoles (Statuts Refondus, 1964, chapitre 120);

ATTENDU QUE ladite Régie a adopté les règlements dont le texte ci-joint;

ATTENDU QUE lesdits règlements doivent être soumis au surintendant des assurances et n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE ces règlements ont été soumis au surintendant des assurances qui déclare, par lettre du 28 février 1969 qu'ils sont satisfaisants et qu'il n'a pas objection à en recommander l'approbation;

ATTENDU QU'il est opportun d'approuver lesdits règlements;

EN CONSÉQUENCE, IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE sous l'autorité de l'article 9 de la Loi des produits laitiers (Statuts Refondus 1964, chapitre 121), remplacé par l'article 1 du chapitre 45 du volume des statuts, 1966-1967, soient approuvés les règlements de la Régie des marchés agricoles du Québec, en date du 5 février 1969, dont le texte ci-joint, intitulé « Règlements faits en vertu de l'article 9 de la Loi des produits laitiers ».

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Prenez avis que le 5 février 1969, la Régie des marchés agricoles du Québec a adopté le règlement ci-après:

Règlements faits en vertu de l'article 9 de la Loi des produits laitiers

(S.R.Q. 1964, Chap. 121, amendé par 15-16 Eliz. II, chap. 45)

1. Une police de garantie est délivrée par la Régie des marchés agricoles du Québec au marchand de lait, détenteur d'un permis de la Régie, qui satisfait aux conditions ci-après.

2. Chaque année, le marchand de lait doit, dans les 90 jours qui suivent la date de la fin de son exercice financier, faire parvenir à la Régie une copie de l'état financier de cet exercice comportant, entre autres, le bilan annuel apuré, les comptes de profits et pertes, d'amortissement et de capital.

3. La Régie peut, aux fins d'établir à sa satisfaction la solvabilité du marchand de lait, en exiger tous autres renseignements qu'elle estime utiles.

4. Si la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand de lait, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livré à ce marchand de lait par les producteurs-fournisseurs.

5. Le marchand de lait doit également, avant le 1er mars de chaque année, informer la Régie du mode de paiement convenu entre lui et ses

Board to make regulations which it deems necessary for the application of section 8 of the said Act, relative to the issuing of guarantee policies to milk dealers to ensure payment of sums which they owe or may owe to their producer-suppliers or to bodies charged with applying a joint plan of producer-suppliers established under the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120);

WHEREAS the said Board has adopted the regulations, a copy of which is hereto appended;

WHEREAS the said regulations must be submitted to the Superintendent of Insurance and will not come into force until they have been approved by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the said regulations have been submitted to the Superintendent of Insurance who declares, by letter of February 28, 1969, that the said regulations are satisfactory and that he has no objection to recommending their approval;

WHEREAS it is expedient that the said regulations be approved;

CONSEQUENTLY, it is ordained upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, by virtue of section 9 of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1964, chapter 121) replaced by section 1 of chapter 45 of the 1966-1967 Statutes, the regulations entitled "Regulations enacted by authority of section 9 of the Dairy Products Act", dated February 5, 1969, a copy of which is hereto appended, be approved.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

Take notice that on February 5, 1969, the Québec Agricultural Marketing Board adopted the following regulation:

Regulations made pursuant to section 9 of the Dairy Products Act

(RSQ 1964, chapter 121, amended by 15-16 Elizabeth II, chapter 45)

1. A guarantee policy shall be issued by the Québec Agricultural Marketing Board to a milk dealer, holding a permit from the Board, and meeting the requirements hereunder mentioned.

2. Each year, within 90 days following the end of his fiscal year, a milk dealer shall furnish the Board with a copy of the financial report of the said year including, among other things, a copy of his audited balance sheet, profit and loss accounts, redemption and capital.

3. For the purpose of satisfying itself as to the dealer's solvency, the Board may require him to furnish any other information it may consider useful.

4. Should the Board consider the milk dealer's solvency unsatisfactory, it may demand any other requirements it may deem necessary to ensure the payment of the milk and cream delivered to the said milk dealer by the producer-suppliers.

5. The milk dealer shall also, before the first day of March of each year, inform the Board concerning the method of payment which he

producteurs-fournisseurs, ou un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs, pour la durée de la police à lui être délivrée par la Régie.

6. Ce mode de paiement doit s'effectuer conformément au règlement sur le paiement du lait et de la crème aux producteurs-fournisseurs, adopté en vertu de l'article 21 de la Loi des produits laitiers.

7. Le montant d'assurance accordé au marchand de lait par la police de garantie que lui délivre la Régie représente le volume de ses trois plus fortes réceptions mensuelles de lait, de lait modifié ou de crème, provenant des producteurs-fournisseurs au cours de l'année précédente. La prime est calculée sur le volume total de ses réceptions durant l'année précédente, en prenant les prix du lait, du lait modifié ou de la crème qui, de l'avis de la Régie, existent au moment du commencement de la police. Cependant, advenant une modification dans ses réceptions ou les prix pendant la durée de la police, le montant d'assurance pourra être modifié par la Régie.

8. Le taux de la prime annuelle est de $1.25 par $1,000 de valeur de réceptions, jusqu'à concurrence de $3,000,000. par année; ce taux demeure sujet à révision chaque année.

9. La Régie adresse, au moins quinze jours avant la délivrance de la police, un avis de prime au marchand de lait, mentionnant le montant d'assurance qu'elle lui accorde et le montant de la prime qu'il doit payer en conséquence.

Cet avis de prime, pour le montant d'assurance, peut être selon la formule ci-jointe.

10. Le marchand de lait doit acquitter la prime dans les dix jours de la réception de l'avis de prime.

11. La police expire le 31 mars de chaque année; la Régie peut cependant en délivrer une nouvelle pour une autre année, avec ou sans changement, selon les circonstances.

12. À l'expiration de la police, la Régie procède à une vérification de la valeur des réceptions de lait, de lait modifié ou de crème par le marchand de lait, au cours de l'année précédente, afin de déterminer s'il a droit à une ristourne ou doit payer un supplément de prime, la ristourne lui étant créditée sur la prime et le supplément étant ajouté à la prime d'une police subséquente. Le marchand de lait recevra l'excédent ou paiera le supplément de prime, selon le cas, s'il cesse de faire affaires pendant la durée ou à l'expiration de la police, pour une cause autre que la liquidation volontaire ou forcée. S'il y a liquidation, le débiteur devra payer le supplément de prime, mais ne pourra recevoir l'excédent de prime.

13. La Régie peut annuler, pour cause, une police sur un avis de trois jours à cet effet au débiteur, mais sans remboursement de prime. La Régie doit informer les producteurs créanciers du débiteur aussitôt qu'elle annule la police de ce dernier.

14. La Régie, dès qu'elle constate le non-paiement à échéance par le marchand de lait des sommes dues aux producteurs-fournisseurs ou à un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs, pour du lait ou de la crème livré, met ce dernier en demeure, par lettre recommandée, d'acquitter cette dette dans les trois jours de la réception de telle mise en

has agreed on with his producer-suppliers, or with a body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers, for the term of the policy issued to him by the Board.

6. Such payment pattern must be made in conformity with the regulations concerning payment to producer-suppliers for milk and cream adopted under section 21 of the Dairy Products Act.

7. The amount of insurance allowed to a milk dealer under the terms of the policy issued to him by the Board shall represent the volume of his three highest monthly receptions of milk, modified milk or cream from the producer-suppliers during the preceding year. The amount of the premium shall be based on the total volume of his receptions during the preceding year and on the prices for milk, modified milk and cream prevailing, in the opinion of the Board, at the time when the policy comes into force. However, in the event of a change in his receptions or in prices during the period covered by the policy, the amount of insurance may be adjusted by the Board.

8. The rate of the yearly premium shall be $1.25 per $1,000 of the value of the milk dealer's receptions, up to a limit of $3,000,000 a year, with the proviso that this rate shall remain subject to annual revision.

9. At least fifteen days before the policy is issued, the Board shall send the milk dealer a notice of premium stating the amount of insurance he is allowed and the amount of the premium he must pay in consequence.

The said notice of premium for the amount of insurance in question must be given on a form like the one hereto appended.

10. The milk dealer must pay the premium within ten days after receipt of the notice of premium.

11. The policy shall expire on March 31st of each year but the Board may issue a new one for a further year, with or without changes as circumstances may require.

12. Upon the expiration of the policy, the Board shall verify the value of the milk dealer's receptions of milk, modified milk or cream during the preceding year in order to decide whether he is entitled to a rebate or must pay an additional premium; in the former case, the premium on his subsequent policy shall be diminished by the amount of the rebate and in the latter case it shall be increased by the amount of the additional premium. If the milk dealer goes out of business during the period covered by the policy or upon its expiration, for any reason other than voluntary or forced liquidation, he shall receive the surplus premium or pay the additional premium, as the case may be. Following a liquidation, the debtor must pay the additional premium but may not receive the surplus.

13. The Board may, upon sufficient grounds, cancel a policy on three days notice to that effect to the debtor, and without reimbursing the prenium. As soon as the Board cancels a debtor's policy, it must inform his creditors of the fact without delay.

14. When the Board finds that sums owed by a milk dealer to producer-suppliers or to a body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers are not being paid when due, it shall send the milk dealer, by registered mail, a formal demand to pay the said sums within three days of receiving such notice; failing which, the policy shall be cancelled without further warning

demeure: à défaut de quoi, la police est annulée sans autre avis, les producteurs créanciers du débiteur en étant avisés aussitôt par la Régie.

15. La Régie doit acquitter, dans un délai de trente jours suivant cet avis de trois jours, à la place du marchand de lait, les sommes dues par celui-ci à ses producteurs-fournisseurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs, jusqu'à concurrence du montant garanti.

16. Si la Régie ne possède pas un état complet et détaillé des sommes dues par le marchand de lait à ses producteurs-fournisseurs ou à un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs-fournisseurs, ce délai de trente jours commence à courir à partir de la date où la Régie a obtenu de ces derniers tous les renseignements requis pour acquitter leurs créances, la Régie devant les aviser sans délai, s'il y a lieu, après sa mise en demeure de trois jours au marchand de lait, de produire leurs créances.

17. La Régie est subrogée dans les droits des producteurs-fournisseurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs contre le marchand de lait, pour les créances qu'elle a ainsi acquittées, et peut recouvrer dans ce dernier les montants qu'elle a payés pour lui aux producteurs-fournisseurs ou a l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint de producteurs-fournisseurs.

18. Lorsqu'un tiers effectue le paiement du lait et de la crème livrés par les producteurs-fournisseurs au nom du marchand de lait, la Régie est dégagée des obligations assumées en vertu des présentes, tant vis-à-vis les producteurs-fournissers que du tiers.

19. La police de garantie délivrée par la Régie doit être conforme, quant à ses conventions et conditions, à la formule de police ci-jointe.

20. La Régie expédie au marchand de lait la police de garantie en duplicata; ce dernier signe les deux exemplaires, en retourne un à la Régie et conserve l'autre.

21. Le présent règlement remplace celui adopté le 3 mai 1967 et entre en vigueur le 1er avril 1969.

Montréal, ce cinquième jour de février 1969.
Copie certifiée.

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
201 est, boulevard Crémazie,
Montréal 354.

Avis de prime

À: Nom .....

Adresse .....

Permis No....., marchand de lait.

De: La Régie des marchés agricoles du Québec.

Conformément aux règlements et à l'ordonnance de la Régie, votre prime de police d'assurance est de , pour un montant de garantie de ; cette assurance vaut pour la période du au

Cette prime doit être versée dans les dix jours de la réception du présent avis, par chèque visé ou par mandat fait à l'ordre de la Régie des marchés agricoles du Québec.
Montréal, ce

and the milk dealer's creditors shall be immediately notified of the fact by the Board.

15. Within thirty days of the expiry of the aforesaid three-day notice, the Board, in lieu of the milk dealer, shall pay the sums which he owes to his producer-suppliers or to the body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers, up to the limit of the guaranteed amount.

16. If the Board does not have a complete and delailed statement of the sums owed by the milk dealer to his producer-suppliers or to a body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers, the said respite of thirty days shall start from the date when the Board has obtained from them all the information needed to pay their claims, the Board being responsible, if necessary, for notifying them immediately upon expiry of the three-day formal notice to the milk dealer, to produce a statement of their claims.

17. The Board is subrogated in the rights of the producer-suppliers or of the body charged with the application of a joint plan of producer-suppliers, as against the milk dealer, with respect to the debts which it has thus paid, and it may recover from the milk dealer the sums that it has paid on his behalf to producer-suppliers or to such a body.

18. Whenever a third party effects the payment of milk or cream received by producer-suppliers in the name of the milk dealer, the Board is freed from obligations assumed pursuant to the presents towards the producer-suppliers as well as third parties.

19. As regards its terms and conditions, the guarantee policy issued by the Board shall be in conformity with the policy form hereto appended.

20. The Board shall send two copies of the guarantee policy to the milk dealer, who must sign both of them, keep one of them himself, and return the other to the Board.

21. The present regulation replaces the one adopted on May 3, 1967 and it shall come into force on April 1, 1969.

Montreal, this fifth day of February, 1969.
Certified true copy.

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD,
201 Crémazie Boulevard East,
Montreal 354.

Notice of Premium

To: Name .....

Address .....

Milk dealer's permit No.....

From: The Québec Agricultural Marketing Board.

In accordance with the heretp appended Regulations and order, your insurance policy premium is for a total guarantee of ; this insurance is valid for the period beginning and ending

The premium must be paid within ten days of receipt of this notice, by cheque or money order payable to the Québec Agricultural Marketing Board.
Montreal, this

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Cautionnement No Permis No

POLICE DE GARANTIE

Loi des produits laitiers

Marchand de lait Adresse:

Montant de la garantie: Prime: Durée:

1° En considération de la prime ci-dessus indiquée, la Régie des marchés agricoles du Québec, ci-après appelée la caution, garantit, jusqu'à concurrence du montant plus haut mentionné, le paiement des sommes que doit ou pourra devoir pour du lait ou de la crème livré le marchand de lait ci-dessus décrit, et ci-après appelé le débiteur, à ses producteurs-fournisseurs ou à un organisme les représentant en vertu d'un plan conjoint de producteurs-fournisseurs, ci-après appelés créanciers.

2° Les comptes dûs à ses créanciers par le débiteur sont payables, pour la durée de la police, selon l'échéance convenue entre eux et lui, dont avis est donné à la caution par ce dernier avant le 1er mars de chaque année.

3° Le paiement s'effectue en argent ou par chèque, remis directement aux créanciers par le débiteur, selon le mode prévu au règlement concernant le paiement du lait et de la crème au producteur-fournisseur, adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe H de l'article 21 de la Loi des produits laitiers.

4° La caution, aussitôt, qu'elle constate le non-paiement à échéance des comptes dûs à ses créanciers par le débiteur, met ce dernier en demeure, par lettres recommandée, d'acquitter tels comptes dans les trois jours: à défaut de quoi, la police de garantie sera annulée sans autre avis, les créanciers du débiteur en étant avisés par la caution.

5° Si, à l'expiration de ce délai de trois jours, les comptes de ses créanciers n'ont pas été acquittés par le débiteur, la caution doit en effectuer, dans les trente jours suivants, le paiement à sa place.

6° Si la caution ne possède pas un état complet et détaillé des comptes dûs par le débiteur à ses créanciers, ce délai de trente jours commence à courir à partir de la date où la caution a obtenu de ces derniers tous les renseignements requis pour acquitter leurs comptes à la place du débiteur.

7° La caution doit aviser sans délai les créanciers, après sa mise en demeure de trois jours au débiteur, de produire leurs créances si besoin en est.

8° La caution qui a acquitté pour le débiteur les comptes de ses créanciers est subrogée dans les droits de ces derniers contre le débiteur, et elle peut en recouvrer le montant ainsi payé aux créanciers.

9° Si un tiers effectue le paiement du lait et de la crème livré par les créanciers au nom du débiteur, la caution est dégagée des obligations assumées en vertu de la présente police, tant vis-à-vis les créanciers que du tiers.

10° La présente police expire le 31 mars suivant son émission.

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

Surety bond No. Permit No.

GUARANTEE POLICY

Dairy Products Act

Milk dealer: Address:

Amount of guarantee: Premium: Duration:

1. In consideration of the abovementioned premium, the Québec Agricultural Marketing Board, hereinafter referred to as the surety, guarantees payment of sums, not exceeding the abovementioned total amount, which are or may be owed for milk or cream delivered, by the abovenamed milk dealer, hereinafter referred to as the debtor, to his producer-suppliers or to a body representing them through a joint plan of producer-suppliers, hereinafter referred to as the creditors.

2. Accounts owing to his creditors by the debtor shall be payable, during the period covered by the policy, on the dates and terms which have been agreed on between them and him and which he shall make known to the surety before the 1st day of March of each year.

3. Payment of the said accounts shall be made directly to the creditors by the debtor, in cash or by cheque, in the manner stipulated in the regulations concerning payment to producer-suppliers for milk and cream passed by the Lieutenant-Governor in Council by virtue of paragraph H of article 21 of the Dairy Products Act.

4. As soon as the surety finds that accounts payable by the debtor to his creditors are not being paid when due, it shall send the debtor, by registered mail, a formal demand to pay the said accounts within three days of receiving such demand, failing which, the guarantee policy shall be cancelled without further warning and the debtor's creditors shall be immediately notified of the fact by the surety.

5. If, on the expiry of the aforesaid three days' notice, the debtor has not paid the accounts of his creditors, the surety shall pay them in lieu of him within the thirty days following.

6. If the surety does not have a complete and detailed statement of the accounts owed by the debtor to his creditors, the aforesaid respite of thirty days shall start from the date when the surety has obtained from the creditors all the information it needs to pay their accounts in lieu of the debtor.

7. Immediately upon expiry of three-days' formal notice to the debtor, the surety shall, if necessary, notify the creditors to submit their claims.

8. The surety is subrogated in the creditors' rights, as against the debtor, with respect to the debts which it has paid on his behalf and it may recover from him the sums it has thus paid to his creditors.

9. Whenever a third party effects the payment of milk or cream received by producer-suppliers in the name of the milk dealer, the Board is freed from obligations, assumed pursuant to the presents, towards the producer-suppliers as well as towards the third party.

10. This policy shall expire on the 31st day of March following its date of issue.

11° À l'exception de la police, le débiteur a droit à un crédit de prime ou doit payer un supplément de prime selon que les états fournis par lui à la caution, et après vérification par cette dernière, révèlent que le montant d'assurance indiqué dans la police était trop ou pas assez élevé, compte tenu du volume et de la valeur de ses réception au cours de l'année précédente.

12° La caution peut, pour cause, mettre fin à la police, sur avis de trois jours au débiteur à cet effet, mais sans remboursement de la prime.

13° La caution doit en informer les créanciers du débiteur aussitôt qu'elle annule la police de ce dernier ou lui en refuse le renouvellement.

Date d'émission	pour le débiteur

Pour la Régie des
marchés agricoles du Québec

28445-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 678

Québec, le 12 mars 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de Forestville.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse et de pêche et y déterminer des règlements;

ATTENDU QU'il est apportun de modifier le paragraphe 5° des règlements de ladite réserve.

IL EST ODDONNÉ, en conséquence, sur la propositions du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le paragraphe 5° de l'arrêté en conseil numéro 3376 du 16 octobre 1968, concernant la réserve de chasse et de pêche de Forestville, soit révoqué et remplacé par le suivant:

« 5° Aucune personne autre qu'un exploitant forestier ne peut ériger ou acheter des constructions dans la réserve, sans obtenir la permission du ministère et du ministère des terres et forêts; »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
28449-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 234

Québec, le 19 janvier 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application de l'article 13 (*j*) et la Loi de l'impôt sur les corporation.

Veuillez noter que la version anglaise du dernier paragraphe de cet arrêté en conseil aurait du se lire: This regulation shall apply to the financial year of every corporation commencing after the 31st of December 1967 » au lieu de « Commencing on the 31st of December 1967 ».

28477-o

11. Upon the expiration of the policy, the debtor shall be either entitled to a rebate on his premium or liable to pay an additional premium, according to whether the statement of accounts which he submits to the surety show, after verification by the latter, that the amount of insurance stated in the policy was too high or to law in view of the quantity and value of his receptions during the preceding year.

12. The surety may, upon sufficient grounds, cancel the policy on three days' notice to that effect to the debtor, and without reimbursing the premium.

13. As soon as the surety cancels or refuses to renew a debtor's policy, it must inform his creditors of the fact without delay.

Date of issue	For the debtor

For the Québec
Agricultural Marketing Board

28445

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 678

Québec, this March 12, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Forestville Fish and Game Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may constitute fish and game reserves and determine the regulations to apply therein;

WHEREAS it is expedient to amend paragraph 5 of the regulations of the said reserve.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT paragraph 5 of Order in Council number 3376, dated October 16, 1968, concerning the Forestville Fish and Game Reserve, be revoked and replaced by the following:

"5. Nobody other than a forestry operator may erect or purchase buildings within the reserve unless he is granted a permit by the Department and the Department of Lands and Forests;"

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
28449 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 234

Québec, January 19, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of section 13 (*j*) and the Corporation Tax Act.

Please note that the English version of the last paragraph of this Order in Council should have read: "This regulation shall apply to the financial year of every corporation commencing after the 31st of December 1967" instead of "Commencing on the 31st of December 1967".

28477

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Coiffeurs — Roberval

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans le comté de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer l'article 102 par le suivant:

« 102 *Jours fériés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, le mardi suivant la fête de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, le mardi qui suit la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

2° Remplacer l'article 106 par le suivant:

« 106 *Congé payé annuel: a)* Tout employeur assujetti au présent décret doit donner, chaque année, un congé payé annuel à ses salariés, de la façon suivante:

1. S'il n'a pas une (1) année de service continu chez son employeur, tout salarié a droit à un congé payé annuel continu dont la durée est déterminée à raison d'un (1) jour par mois de travail, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines.

2. S'il a une (1) année ou plus de service continu chez son employeur, tout salarié a droit à un congé payé annuel continu de deux (2) semaines.

b) L'indemnité afférente au congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire brut gagné par le salarié au cours de la période de référence.

c) Le salarié choisit la date de sa première semaine de congé; quant à la deuxième semaine, la date en sera fixée par entente entre l'employeur et le salarié.

d) Les salariés coiffeurs pour dames auront droit à trois (3) jours de congés de maladie payés, par année. Ces journées ne seront pas cumulatives. »

3° Remplacer l'article 108 par le suivant:

« 108 Le salaire minimal payable aux salariés est le suivant:

a) Employé permanent:

Coiffeur pour hommes, classe « A »: $60 par semaine, plus 50% des recettes de son travail qui excèdent $76 par semaine.

Coiffeurs pour hommes, classe « B »: $56 par semaine, plus 50% des recettes de son travail qui excèdent $72 par semaine.

b) Employé surnuméraire ou remplaçant: 70% des recettes brutes enregistrées.

c) Apprenti:

Première année: $22 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $32 par semaine.

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Hairdressers — Roberval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting men's and ladies' hairdressers in Roberval County, made binding by decree number 1283 of November 15, 1951 as amended, have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant Governor in Council for consideration and decision:

1. Section 102 will be replaced by the following:

"102. *General Holidays:* No work shall be performed on: Sundays, New Year's Day, January 2nd, the first Tuesday after Easter, St. John the Baptiste Day, Canada Day, the first Tuesday after Labour Day, Christmas Day and December 26th."

2. Section 106 will be replaced by the following:

"106. *Annual vacation with pay:* (*a*) Any employer subject to the present decree shall yearly grant his employees annual vacations with pay as follows:

1. Any employee who has less than one (1) year's continuous service with his employer is entitled to a continuous annual vacation with pay the duration of which shall be of one (1) day's vacation for every month's service. However, the duration of such vacation shall not exceed two (2) weeks.

2. Any employee who has one or more years' continuous service with his employer is entitled to two (2) weeks' continuous annual vacation with pay.

(*b*) Vacation pay is equal to four per cent (4%) of the employee's gross earnings for the qualifying period.

(*c*) The employee shall set the date for his first week's vacation; the date on which the second week's vacation is to be taken shall be determined following an agreement between the employer and the employee concerned.

(*d*) Ladies' hairdressers shall be entitled to three (3) days' sick leave with pay each year. These days' sick leave shall not be cumulative."

3. Section 108 will be replaced by the following:

"108. Minimum wages paid to employees are as follows:

(*a*) *Regular employee:*

Men's hairdresser, Class "A": $60 a week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $76 during the week.

Men's hairdresser, Class "B": $56 a week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $72 during the week.

(*b*) *Temporary or substitute employee:* 70% of gross receipts recorded.

(*c*) *Apprentice:*

First year: $22 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $32.

Deuxième année: $30 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $40 par semaine.

Troisième année: $38 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $48 par semaine. »

4° Remplacer l'article 109 par le suivant:

« 109 *Durée du travail:* Dans les salons de coiffeurs pour hommes, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Le lundi: chômé; les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 h du matin à 5 h. 30 de l'après-midi;

Le vendredi ainsi que les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël: de 8 h du matin à 9 h du soir.

Toutefois, les heures de travail sont de 8 h du matin à 5 h. 30 de l'après-midi, le lundi précédant la fête de Noël, lorsque celle-ci tombe un jour ouvrable. »

5° Remplacer l'article 112 par le suivant:

« 112 Le salaire minimal payable aux salariés est le suivant:

a) Employé permanent:

Coiffeur pour dames, classe « A »: $50 par semaine, plus 30% des recettes de son travail excédant $100 au cours de la semaine.

Coiffeurs pour dames, classe « B »: $45 par semaine, plus 25% des recettes de son travail excédant $100 au cours de la semaine.

b) Apprenti:	*Par semaine*
Les 6 premiers mois	$30
De 6 à 12 mois	32
Deuxième année	36
Troisième année	42»

6° Remplacer l'article 113 par le suivant:

« 113 *Durée du Travail*: Dans les salons de coiffeurs pour dames, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 1 h à 5 h. 30 de l'après-midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h. 30 du matin à 5h. 30 de l'après-midi;

Le vendredi: de 8 h du matin à 9 h du soir;

Le samedi: de 7 h du matin à midi;

La veille de Noël, du premier jour de l'An et de Pâques: de 7 h du matin à 5 h. 30 de l'après-midi;

Les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël et du premier jour de l'An: de 8 h du matin à 9 h du soir.

Cependant, le samedi, une heure et demie (1½) est allouée pour terminer le travail rendu nécessaire par la présence des clientes entrées avant midi.

Toutefois, les heures de travail sont de 8 h. 30 du matin à 5 h. 30 de l'après-midi, le lundi, lorsque le mardi est un jour férié mentionné à l'article 102, ainsi que le lundi précédant Noël et le premier jour de l'An, lorsque ces fêtes tombent un jour ouvrable. »

7° À l'article 114, majorer le prix minimal de l'ondulation à l'eau de $1.50 à $1.75 et ajouter la clause suivante:

« *Note:* Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

8° Les parties contractantes ont également sollicité une majoration des prix minimaux des services suivants:

Second year: $30 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $40.

Third year: $38 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $48."

4. Section 109 will be replaced by the following:

"109. *Hours of work:* In men's hairdressing salons, standard working hours are scheduled as follows:

Monday: non-working day; Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday and the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

However, hours of work are from 8:00 a.m. to 5:30 p.m. on the Monday before Christmas Day, when Christmas falls on a working day."

5. Section 112 will be replaced by the following:

"112. Minimum wages payable to employees are as follows:

(*a*) *Regular employee:*

Ladies' hairdresser, Class "A": $50 a week, plus 30% of his (her) work's weekly receipts exceeding $100.

Ladies' hairdresser, Class "B": $45 a week, plus 25% of his (her) work's weekly receipts exceeding $100.

(*b*) *Apprentice:*	*Per week*
First six months	$30
Second six months	32
Second year	36
Third year	42"

6. Section 113 will be replaced by the following:

"113. *Hours of work:* In ladies' hairdressing salons, standard working hours are scheduled as follows:

Monday: 1:00 p.m. to 5:30 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 7:00 a.m. to 12:00 o'clock noon;

On the eve of Christmas, of New Year's Day and of Easter: 7:00 a.m. to 5:30 p.m.;

On the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve and New Year's Eve: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

However, one hour and a half (1½ hour) are allowed on Saturday to finish work on customers who were in the salon before noon.

However, hours of work on Monday are from 8:30 a.m. to 5:30 p.m. when Tuesday is a general holiday mentioned in section 102 as well as on the Monday preceding Christmas Day and New Year's Day when the latter general holidays fall on a working day."

7. In section 114, the minimum price for Water Wave will be increased from $1.50 to $1.75, and the following clause will be added:

"*Note:* The above-mentioned minimum prices also apply when the work involved is performed on a wig or hairpiece."

8. The contracting parties are also seeking an increase in the minimum price of the following services:

« *Coiffeurs pour hommes — Men's hairdressers*
(article 110) — (section 110)

	Prix actuel Actual price	*Prix demandé Price sought*
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults	$1.25	$1.75
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans — Regular haircut, children under 14	0.80	1.25
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut adults	1.50	2.00
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans — Brushcut, children under 14	1.00	1.50
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et ondulation — Razor cut, including shampoo and setting	3.25	4.00
Barbe — Shave	0.90	1.25
Flambage des cheveux — Singeing hair	0.35	0.50
Shampooing — Shampoo	1.00	1.00
Massage — Massage	1.00	1.25
Lotion, tonique ou fixatif — Lotion, tonic or hair-setting solution	0.35	0.50
Aiguisage de rasoir — Razor honing	0.75	1.00
Teinture — Dyeing	—	4.00
Mise en plis — Setting	—	1.00

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 mars 1969. 28401-o

Note: The minimum prices determined above also apply when the work involved is performed on a wig or hairpiece."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 22, 1969. 28401-o

Avis de modification

Coiffeurs — Chicoutimi

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami et Lac Saint-Jean, rendue obligatoire par le décret numéro 977 du 14 juin 1960 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article 102 par le suivant:

« 102. *a*) *Coiffeurs pour hommes:* Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre. »

2° Remplacer le deuxième alinéa du paragraphe « *b* » de l'article 102 par le suivant:

« Toutefois, dans la zone I, les fêtes de l'Ascension, de la Toussaint et de l'Immaculée-Conception sont des jours ouvrables aux heures normales. »

Notice of Amendment

Hairdressing Trades — Chicoutimi Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami and Lac St-Jean (made binding by Decree number 977 of June 14, 1960, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Subsection "*a*" of section 102 will be superseded by the following:

"102. (*a*) *Men's hairdressers:* No work may be performed on Sundays and on the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th."

2. The second paragraph of subsection "*b*", section 102, will be replaced by the following:

"However, in zone I, Ascension Day, All Saints' Day and Immaculate Conception Day are working days with standard working hours."

3° Remplacer l'horaire de travail des coiffeurs pour hommes de la zone I, apparaissant à l'article 112, par le suivant:

« *Coiffeurs pour hommes*
Zone I

Quarante-quatre (44) heures par semaine réparties comme suit:

Le lundi: chômé, excepté dans les cas ci-après mentionnés.

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 heures a.m. à 5.30 heures p.m.

Le vendredi, la veille des fêtes chômées et les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël: de 8 heures a.m. à 9 heures p.m.

Exceptions:

1. La veille de Noël et du Premier jour de l'An, les heures de travail sont de 8 heures a.m. à 5.30 heures p.m.

2. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, lorsqu'un jour de fête chômé tombe un mardi ou un samedi, le lundi qui précède ou suit immédiatement cette fête, selon le cas, la durée du travail doit être de 8 heures a.m. à 5.30 heures p.m.

Cependant, si ce lundi tombe dans la période des trois jours ouvrables avant la veille de Noël, les dispositions ci-dessus s'appliquent.

3. La durée du travail s'étend de huit (8) heures du matin à midi le samedi, durant les mois de juillet et août.

4. À Alma, la durée du travail s'étend de 8 heures a.m. à midi, le samedi, durant les mois de juin, juillet et août. »

4° À l'article 112, biffer l'exception 1 apparaissant à l'horaire de travail de la zone II.

5° Les parties contractantes ont également sollicité une majoration des prix minimaux pour les services suivants:

3. In section 112, the work schedule for men's hairdressers will be superseded by the following:

"*Men's hairdressers*
Zone I

Forty-four (44) hours a week scheduled as follows:

Monday: non-working day, save for exceptions listed below;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday, the eves of general holidays and the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Exceptions:

1. On Christmas Eve and New Year's Eve, working hours are from 8:00 a.m. to 5:30 p.m.

2. Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, when a general holiday falls on a Tuesday or a Saturday, working hours shall be scheduled from 8:00 a.m. to 5:30 p.m. on the Monday that either immediately precedes or follows such general holiday.

However, should such Monday fall on the three (3) working days immediately preceding Christmas Eve, the above provisions shall apply.

3. During July and August, hours of work on Saturdays shall be scheduled from 8:00 a.m. to noon.

4. In Alma, during June, July and August, working hours on Saturday shall be scheduled from 8:00 a.m. to noon."

4. In section 112, exception 1 to working hours for zone II will be deleted.

5. The contracting parties are also seeking an increase in the minimum price of the following services:

A — *Coiffeurs pour hommes* — *Men's hairdressers*
(article 114) — (section 114)

	Prix actuel *Actual price* *Zones*		*Prix demandé* *Price sought* *Zones*
	I	*II*	*I et/and II*
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults	$1.25	$1.25	$1.75
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans — Regular haircut, children under 14	0.75	0.70	1.00
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults	1.65	1.50	2.00
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans — Brushcut children under 14	1.00	0.90	1.25
Coupe de cheveux au rasoir y compris shampooing et ondulation — Razor cut, including shampoo and setting	3.50	3.25	3.75

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche.

Note: The above minimum prices also apply to work done on a wig or a hairpiece.

B — *Coiffeurs pour dames* — *Ladies' hairdressers*
(article 120) — (section 120)

Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults	$1.50	$1.35	$1.75	$1.60
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans — Haircut, children under 14	1.25	1.00	1.50	1.25
Ondulation à l'eau (mise en plis) — Setting	1.75	1.50	2.00	1.75
Décoloration, teinture et mise en plis au cours de la même visite — Colour-stripping, dyeing and setting at the same sitting	10.00	10.00	12.00	12.00
Rinçage nuanceur ou colorant — Colour rinse or toner	2.00	2.00	3.50	3.50

Notes: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche.

Note: The above minimum prices also apply to work done on a wig or a hairpiece.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 mars 1969. 28401-o

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 22, 1969. 28401-o

Avis de modification

Literie et rembourrage — Province de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de literie et au rembourrage de meubles dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2272 du 17 novembre 1965 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Remplacer le paragraphe « *a* » de l'article IX (Congés annuels payés) par le suivant:

« *a) Durée du congé et indemnité de congés:* Tout salarié assujetti au Décret, a droit à des congés payés annuels conformément aux dispositions suivantes:

Notice of Amendment

Bedding and Upholstering Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Bedding and Upholstering Industry in Québec (made binding by Decree number 2272 of November 17, 1965, as amended) have petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

Subsection "*a*" of section IX (Annual vacation with pay) is superseded by the following:

"*(a) Length of vacation and vacation pay:* Every employee subject to this decree is entitled to annual vacations with pay, according to the following purposes:

Ancienneté / *Seniority*	*Durée du congé* / *Length of vacation*	*Indemnité de congé – % du total des gains* / *Vacation pay – % of total earnings*
1. Moins d'un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède deux semaines.— Less than one year's continuous service with the same employer during the qualifying period: one day's continuous vacation with pay for each month worked, up to a maximum of two (2) weeks' vacation.		4% Toutefois, ladite indemnité est maintenue à 2% du salaire gagné pour la période antérieure au 1er janvier 1969. — However, vacation pay is maintained at 2% of wages earned for the period prior to January 1, 1969.
2. Plus d'une année mais moins de quinze (15) années de service continu pour le même employeur.— More than one (1) but less than fifteen (15) years' continuous service with the same employer:	2 semaines 2 weeks	4% Toutefois, pour les salariés qui ont moins de cinq (5) années de service ladite indemnité est maintenue à 2% du salaire gagné pour la période antérieure du 1er janvier 1969.— However, for employees with less than five (5) years' service, vacation pay is maintained at 2% of wages earned for the period prior to January 1st, 1969.
3. Plus de quinze (15) années de service continu pour le même employeur. — More than fifteen (15) years' continuous service with the same employer:	3 semaines 3 weeks	6%

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obliga-

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made

toires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 mars 1969. 28401-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, établi en exécution du décret numéro 932 du 6 mai 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 599, du 5 mars 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de conventions collective (S.R.Q. 1964, c. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1969 au 13 mars 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 932 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 932 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen établi à $100 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 932 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenu sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 22, 1969. 28401-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Parity Committee of Funeral Directors of the Island of Montreal and Ile Jésus (established in pursuance of Decree number 932 of May 6, 1964 as amended) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 599, dated March 5, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 13, 1969 to March 13, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 932, as amended, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 932, as amended, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average weekly income fixed at $100 per week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 932, as amended, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which must be noted all the information requested by the said Parity Committee. The professional employer shall complete, sign and forward his report monthly to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

The professional employer must submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, pour la période comprise entre le 13 mars 1969 et le 13 mars 1970.

COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES, ILE DE MONTRÉAL ET ILE JÉSUS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1969 et le 13 mars 1970.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 5,000
Cotisations ouvrières	5,000
Cotisations artisanales	600
Dommages: Intérêts liquidés	200
Intérêts de banque	650
	$11,450
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 3,500
Salaires du personnel	1,040
Salaire de l'inspecteur	1,440
Frais d'inspection	720
Loyer et taxes	780
Frais judiciaires	200
Frais de vérification	200
Impression, papeterie, acc. de bureau	200
Poste, téléphone, télégramme	450
Intérêt, échange, agios	5
Jetons de présence (membres du Comité)	420
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,550
Frais de délégation	600
Frais d'affiliation	50
Assurance-caution	20
	$11,175
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 275

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 mars 1969. 28401-o

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Parity Committee of Funeral Directors of the Island of Montreal and Ile Jésus for the March 13, 1969 to March 13, 1970 period is given below.

PARITY COMMITTEE OF FUNERAL DIRECTORS OF THE ISLAND OF MONTREAL AND ILE JÉSUS

Estimate of receipts and disbursements for the March 13, 1969 to March 13, 1970 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 5,000
Employees' dues	5,000
Artisans' dues	600
Damages: paid-up interest	200
Bank interest	650
	$11,540
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 3,500
Staff's salary	1,040
Inspectors' salaries	1,440
Inspection expenses	720
Rent and taxes	780
Legal costs	200
Auditor's fees	200
Printing, stationery, office equipment	200
Postage, telephone, telegrams	450
Interest, exchange, agio	5
Attendance fees (Committee members)	420
Travelling expenses (Committee members)	1,550
Delegation expenses	600
Affiliation fees	50
Fidelity bond	20
	$11,175
Forecast surplus	$ 275

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 22, 1969. 28401-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No. G-5-1

(*Échelle de la garantie*)

Considérant qu'il y a lieu d'établir une échelle de la garantie qui doit être donnée par les marchands de lait en faveur de leurs producteurs-fournisseurs;

Quebec Agricultural Marketing Board

Order No. G-5-1

(*Scale for guarantee*)

Considering that it is expedient to establish a scale for the guarantee to be given by milk dealers to their producer-suppliers;

Vu le paragraphe 2 de l'article 13, ainsi que les articles 8 à 12, de la Loi des produits laitiers;

Vu les règlements adoptés par la Régie des marchés agricoles du Québec le 5 février 1969;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance, les expressions « marchand de lait », « producteur-fournisseur », « lait, lait modifié en crème » et « police » ont les mêmes significations qu'à la Loi des produits laitiers, et le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° Le montant de la garantie que doit fournir le marchand de lait est établi d'après le volume des trois plus fortes réceptions mensuelles de lait, de lait modifié ou de crème provenant des producteurs-fournisseurs au cours de l'année précédente.

3° La prime de la police est calculée sur le volume total des réceptions de lait, de lait modifié ou de crème par le marchand de lait, au cours de l'année précédente, en prenant les prix de ces produits qui, de l'avis de la Régie, existent au moment du commencement de la police et ce, jusqu'à concurrence de réception d'une valeur de $3,000,000.

4° Si, au cours de l'année précédente, le marchand de lait n'a pas acheté ou reçu du lait, du lait modifié ou de la crème de producteurs-fournisseurs, le montant de garantie est fixé à $50,000. et la prime est calculée sur ce montant, conformément au taux fixé par le règlement prévu à l'article 9 de la Loi des produits laitiers

Le montant de garantie pourra alors être revisé par la Régie en proportion du volume reçu ou acheté par le marchand de lait après 3 mois d'exploitation.

Cet article ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'un établissement laitier déjà en exploitation.

5° Si le chèque représentant la somme due a été remis au producteur-fournisseur dans le délai prévu au règlement concernant le paiement du lait et de la crème adopté en vertu de l'article 21 de la Loi des produits laitiers, la somme représentée par ce chèque ne sera plus considérée comme étant garantie par la police, si le producteur-fournisseur ne présente pas son chèque pour encaissement dans les 3 mois suivant son émission.

6° La Régie peut en tout temps, même pendant la durée d'une police, modifier le montant de la garantie et de la prime exigée du marchand de lait si le volume de ses réceptions de lait, lait modifié ou de crème change, ou si, dans l'opinion de la Régie, les prix de ces produits sont modifiés.

7° La présente ordonnance abroge l'ordonnance G-5, et entrera en vigueur le 1er avril 1969.

Montréal, ce 5 février 1969.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire intérimaire,

28445-o ROCH MORIN.

In view of paragraph 2 of section 13, as well as sections 8 to 12 of the Dairy Products Act;

Considering the regulations enacted by the Quebec Agricultural Marketing Board on February 5, 1969;

The Québec Agricultural Marketing Board orders the following:

1. In this order, the expressions "milkdealer", "producer-supplier", "milk, modified milk or cream" and "policy" have same meanings as in the Dairy Products Act, and the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

2. The amount of the guarantee which the dealer must supply is established according to the volume for the three largest monthly milk receptions modified milk or cream which he has received from producer-suppliers during the course of the preceding year.

3. The premium of the policy is based upon the total volume of milk, modified milk or cream received by the milk dealer, during the course of the preceding year, taking into consideration the prices of these products which, in the opinion of the Board, exist at the moment when the policy comes into effect, and such, to the receipt of a value of $3,000,000.

4. If, during the course of the preceding year, the milk dealer has not bought or received milk, modified milk or cream from producer-suppliers, the amount of the guarantee is fixed at $50,000. and the premium is based on this amount, pursuant to the rates fixed by the by-law contemplated in section 9 of the Dairy Products Act.

The amount of the guarantee may then be revised by the Board in proportion to the volume received or bought by the milk dealer after 3 months of operation.

This section does not apply in the case of a dairy establishment already in operation.

5. If the cheque representing the amount due has been sent to the producer-supplier within the delay provided for in the by-law concerning the payment for milk and cream, adopted in virtue of section 21 of the Dairy Products Act, the sum represented by this cheque will no longer be considered as being guaranteed by the policy, if the producer-supplier does not present his cheque for paying in within the 3 months following its issue.

6. At any time, even during the term of a policy, the Board may amend the amount of the guarantee and of the premium required of the milk dealer if the volume of the milk, modified milk or cream which he receives changes, or if, in the opinion of the Board, the prices of these products are modified.

7. The present order repeals order G-5, and shall come into force on April 1st, 1969.

Montreal, February 5, 1969.

Certified true copy.

By: ROCH MORIN,

28445-o *Acting Secretary.*

Ministère des Terres et Forêts

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 414-209-1 et 414-209-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la Cité de Pierrefonds, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 130-59 à 130-90 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 241-14 et 241-112 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Parent

Cadastre officiel du canton de Parent, municipalité de la ville de Dolbeau, division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 46-115, 46-117 à 46-152, rang XVII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Dorothée

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 52-22 à 52-24 et 52-28 à 52-30 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Village de St-Rémi

Cadastre officiel du village de St-Rémi, municipalité de la ville de St-Rémi, division d'enregistrement de Napierville.

Avis est par la présente donné que les lots 1-10 à 1-21 et 1-27 à 1-38 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 414-209-1 and 414-209-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 6, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the City of Pierrefonds, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 130-59 to 130-90 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 5, 1969.

FERNAND BOUTIN,
2448-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the Town of Dollard-des-Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 241-14 and 241-112 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March, 5, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Township of Parent

Official cadastre of township of Parent, municipality of the town of Dolbeau, registration division of Lac St-Jean Ouest.

Notice is hereby given that lots 46-115, 46-117 to 46-152, Range XVII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 7, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Dorothée

Official cadastre of the parish of Ste-Dorothée, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 52-22 to 52-24 and 52-28 to 52-30 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 4, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Village of St-Rémi

Official cadastre of Village of St-Rémi, municipality of the town of St-Rémi, registration divlion of Napierville.

Notice is hereby given that lots 1-10 to 1-21 and 1-27 to 1-38 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 10, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Blainville, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 744-30, 745-16, 746-4, 746-5 et 747-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 744-30, 745-16, 746-4, 746-5 and 747-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 12, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28448-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Valentin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin, municipalité de la paroisse de St-Valentin, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que le lot 355-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mars 1969.

Le sous-ministre,
28448-o FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Valentin

Official cadastre of the parish of St-Valentin, municipality of the parish of St-Valentin, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lot 355-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 12, 1969.

FERNAND BOUTIN,
24848-o *Deputy Minister.*

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QUE l'application de ces dispositions législatives à une division d'enregistrement a l'effet de décréter l'exercice de la fonction de régistrateur à traitement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Papineau, à Papineauville, à compter du 5 mars 1969, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 583, en date du 4 mars 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Papineau, à Papineauville, à compter du 5 mars 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ,
Deputy Attorney General.

WHEREAS pursuant to section 10 of the Registry Office Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, may extend by proclamation, the provisions of section I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative provisions to a registration division has the effect of decreeing the carrying out of the duties of a salaried registrar;

WHEREAS it is expedient to extend the said legislative provisions to the registration division of Papineau, at Papineauville, from and after March 5, 1969, and to decree the issuing of a proclamation for this purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 583, dated March 4, 1969, We have decreed and ordered and, hereby, do decree and order that the provisions of section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), be extended to the registration division of Papineau, at Papineauville, from and after March 5, 1969.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28400-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi concernant le mariage civil (chapitre 82, des lois de 1968) (bill 77, sanctionné le 14 novembre 1968), ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er avril 1969 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 500, en date du 26 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi concernant le mariage civil (chapitre 82, des lois de 1968) soit fixée au 1er avril 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de ce conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28400-o

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28400

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all those to whom these letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney general.*

WHEREAS pursuant to section 16 of the Act respecting civil marriage (chapter 82 of the Acts of 1968) (bill 77, assented to on November 14, 1968), the said Act shall come into force on the date which it shall please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient that April 1, 1969 be fixed as the date on which the said Act shall come into force.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 500, dated February 26, 1969, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that April 1, 1969 be fixed as the date on which the Act respecting civil marriage (chapter 82 of the Acts of 1968) shall come into force.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench, Government administrator of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this eleventh day of March, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28400

Changement de nom — Loi du

Harry Kamenetsky

Avis est par les présentes donné que Harry Kamenetsky, étudiant, domicilié à 327, boulevard Alexis-Nihon, Ville Saint-Laurent, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Harry Kamen; ledit changement de nom s'appliquera aussi à son épouse, née Miriam (Myra) Bloom, et son fils mineur, Allan Gerald, tous de la même adresse.

Montréal, le 3 mars 1969.

Les procureurs du requérant,

28311-11-2 FRANKEL & FRANKEL.

D'Arcy Paul Oleskevis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom, 13-14, Eliz. II, chap. 77, une requête sera faite demandant le changement de nom suivant: D'Arcy Paul Oleskevis, assistant ingénieur, domicilié et résidant à 3415, avenue Girouard, app. 512, en la ville de Montréal, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province afin que son nom soit changé en celui de D'Arcy Paul Paul.

Le notaire du requérant,

28312-11-2 DAVID ABRAMS.

Paul Andrew Oleskevis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom 13-14, Eliz. II, chapitre 77, une requête sera faite demandant le changement de nom suivant: Paul Andrew Oleskevis, vendeur, domicilié et résidant à 4444 ouest, rue Sherbrooke, app. 208, en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province afin que son nom soit changé en celui de Paul Andrew Paul, et qu'il devra aussi concerner son épouse, Elizabeth Vowe Oleskevis (née Peake) sa fille, Karen Elizabeth Oleskevis et son fils, Timothy Mark Oleskevis, tous également domiciliés au même endroit.

Le notaire du requérant,

28313-11-2 DAVID ABRAMS.

Émile Pajaczkowski

Avis est par les présentes donné que M. Émile Pajaczkowski, résidant au 11,815 rue Alexandre Lacoste, à Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Émile Page et le nom de famille des enfants mineurs, Raymond, Daniel (Danny), Normand, et Lori-Ann, tous résidant au 11,815 rue Alexandre Lacoste, à Montréal, district de Montréal, en celui de « Page » lesdits noms pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 7 février 1969.

Le procureur du requérant,

28314-11-2-o YVON GOULET, Avocat.

Raouf Selim

Prenez avis par les présentes que je, Raouf Selim, m'adresserai au lieutenant-gouverneur en conseil suivant la loi (13-14 Eli. II, ch. 77) pour changer mon nom de Raouf Selim en celui de Georges Selim.

Montréal, le 27 février 1969.

28315-11-2-o

Change of name — Act

Harry Kamenetsky

Notice is hereby given that Harry Kamenetsky, student, residing at 327 Alexis Nihon Blvd., Ville St. Laurent, will apply to the lieutenant-governor in Council, for an Order changing his name to Harry Kamen; said change of name shall also benefit his wife, née Miriam (Myra) Bloom, and his minor son, Allan Gerald, all of the same address.

Montreal, March 3, 1969.

FRANKEL & FRANKEL,

28311-11-2-o *Attorneys for applicant.*

D'Arcy Paul Oleskevis

Notice is hereby given that an application will be made under the Change of Name Act 13-14 Elizabeth II, Chapter 77, requesting the following change of name: D'Arcy Paul Oleskevis, Assistant Engineer, domiciled and residing at 3415 Girouard Avenue, Apt. 512, in the City of Montreal, District of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to D'Arcy Paul Paul.

DAVID ABRAMS,

28312-11-2-o *Notary for Petitioner.*

Paul Andrew Oleskevis

Notice is hereby given that an application will be made under the Change of Name Act 13-14 Eliz. II Chap. 77, requesting the following change of name: Paul Andrew Oleskevis, Salesman, domiciled and residing at 4444 Sherbrooke Street West, Apt. 208, in the City of Montreal, District of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to Paul Andrew Paul, and to benefit his wife, Elizabeth Vowe Oleskevis (née Peake), his daughter, Karen Elizabeth Oleskevis, and his son, Timothy Mark Oleskevis, all also domiciled at the same place.

DAVID ABRAMS,

28313-11-2-o *Notary for Petitioner.*

Émile Pajaczkowski

Notice is hereby given that Émile Pajaczkowski residing at 11,815 Alexandre Lacoste, in Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for adoption of an order changing his name to that of Émile Page, and the surname of his minor children Raymond, Daniel (Danny), Normand and Lori-Ann, all residing at 11,815 Alexandre Lacoste, in Montreal, district of Montreal, to that of "Page" the same to avail for all legal purposes.

Montreal, February 7, 1969.

YVON GOULET, Advocate,

28314-11-2-o *Attorney for Claimant.*

Raouf Selim

Take notice that I, Raouf Selim, will request the Lieutenant-Governor in council in accordance with the Act (13-14 Eli. II ch. 77) to change my name from Raouf Selim to George Selim.

Montreal, February 27, 1969.

28315-11-2-o

Demetrious Plaskasovitou

Avis est par les présentes donné que Demetrious Plaskasovitou, restaurateur, du 7700, 24e avenue, ville Saint-Michel, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin de changer son nom de James Plaskasovitou en celui de James Spiro, et que ledit changement s'appliquera également audit Demetrious Plaskasovitou ainsi qu'à sa femme, Margaret Poulos, et à son fils, Anthony Andrew, tous de la même adresse.

Donné à Montréal, le 6 mars 1969.

28365-11-2 JOHN M. SCHLESINGER, C.R.

Nathan Rabinovitch

Avis est par les présentes donné que Nathan Rabinovitch, administrateur, domicilié et résidant à 624, avenue Stanstead, dans la ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province afin de changer son nom en celui de Nat Robins, qui s'appliquera à son épouse, née Muriel Jeannette Weissman, ménagère, et de ses enfants mineurs non émancipés, Michael Jay, Stewart Yale et Ronald Hugh, tous domiciliés à la même place.

Les procureurs du requérant,

28366-11-2 HALPERIN & MORRIS.

David Rafal

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 618, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de David Rafal Kosowatsky en celui de David Rafal.

Québec, 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

Joseph George Ross

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 616, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph George Rosenswig en celui de Joseph George Ross.

Québec, 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

Leo Michael Stirling

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 615, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de Ludwig Antony Skuzanski en celui de Leo Michael Stirling.

Québec, le 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

John Crawford Burke

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 617, du 11 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de John Crawford Bourque en celui de John Crawford Burke.

Québec, 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

George Egan

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 614, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de Egan (Egon) Blumenthal en celui de George Egan.

Québec, le 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

Demetrious Plaskasovitou

Notice is given that Demetrious Plaskasovitou restaurateur, of 7700, 24th Avenue, ville St. Michel, district of Montreal, will apply to the lieutenant-gouvernor in Council for an order changing his name from James Plaskasovitou to James Spiro, and that the said change benefit the said Demetrious Plaskasovitou as well as his wife, Margaret Poulos and his son, Anthony Andrew, all of the same address.

Dated at Montreal, March 6, 1969.

28365-11-2-o JOHN M. SCHLESINGER, Q.C.

Nathan Rabinovitch

Notice is hereby given that Nathan Rabinovitch, executive, domiciled and residing at 624 Stanstead Avenue, in the town of Mount Royal, district of Montreal will apply to the Provincial Secretary to change his name to Nat Robins and to benefit his wife, née Muriel Jeannette Weissman, housewife and his unemancipated minor children; Michael Jay, Stewart Yale and Ronald Hugh, all domiciled at the same place.

HALPERIN & MORRIS,

28366-11-2-o *Attorneys for Petitioner.*

David Rafal

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 618, dated March 5, 1969, to effect the change of name of David Rafal Kosowatsky into that of David Rafal.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

Joseph George Ross

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 616, dated March 5, 1969, to effect the change of name of Joseph George Rosenswig into that of Joseph George Ross.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

Leo Michael Stirling

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 615, dated March 5, 1969, to effect the change of name of Ludwig Antony Skuzanski into that of Leo Michael Stirling.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

John Crawford Burke

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 617, dated March 11, 1969, to effect the change of name of John Crawford Bourque into that of John Crawford Burke.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

George Egan

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 614, dated March 5, 1969, to effect the change of name of Egan (Egon) Blumenthal into that of George Egan.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

John Joski

Il a plu au lieusenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 613, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de John Jaworski (Jaworowski) en celui de John Joski.

Québec, le 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

Joseph Anthony Mastro

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 619, du 5 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de Giuseppe Antonio Mastromonaco en celui de Joseph Anthony Mastro.

Québec, le 11 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

Michel Jean Bezkorowajny

Avis est par les présentes donné que Michel Jean Bezkorowajny, décorateur, du 6510, rue Bordeaux, app. 16, de la ville de Montréal, province de Québec, présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom en celui de Michel Besko, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, le 8 mars 1969.

Le procureur du requérant,

28430-12-2 Me SAM GOLDWATER, *arocat.*

Joe Abourachid

Avis est par les présentes donné que Joe Abourachid, marchand, résidant au 3300, avenue de Falaise, app. 301, Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Joe Rachi, ledit changement devant s'appliquer aussi à son épouse, Lucy Cattan, et à ses deux fils mineurs non émancipés, Roger et Gilbert.

Montréal, le 13 mars 1969.

Les procureurs du requérant,

28451-12-2 (Signé) SPECTOR & SCHECTER.

Joseph Pierre Bouchard

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 665, du 12 mars 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph Pierre Maheu en celui de Joseph Pierre Bouchard.

Québec, le 18 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

28400-o RAYMOND DOUVILLE.

John Joski

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 613, dated March 5, 1969, to effect the change of name of John Jaworski (Jaworowski) into that of John Joski.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

Joseph Anthony Mastro

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 619, dated March 5, 1969, to effect the change of name of Giuseppe Antonio Mastromonaco into that of Joseph Anthony Mastro.

Québec, March 11, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

Michel Jean Bezkorowajny

Notice is hereby given that Michel Jean Bezkorowajny, designer of 6510 Bordeaux Street, Apt. 16, of the city of Montreal, province of Québec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of his name to Michel Besko, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

Montreal, March 8, 1969.

Me SAM GOLDWATER, *Advocate,*

28430-12-2-o *Attorney for Petitioner.*

Joe Abourachid

Notice is hereby given that Joe Abourachid, merchant, residing at 3300 Avenue de Falaise, Apartment 301, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Joe Rachi, said change to benefit his wife, Lucy Cattan, and his two minor unemancipated sons, Roger and Gilbert.

Montreal, March 13, 1969.

(Signed) SPECTOR & SCHECTER,

28451-12-2-o *Attorneys for Applicant.*

Joseph Pierre Bouchard

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 665, dated March 12, 1969, to change the name of Joseph Pierre Maheu to that of Joseph Pierre Bouchard.

Québec, March 18, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

28400 *Assistant Secretary of the Province.*

Association coopérative

Association coopérative d'habitation co-op-habitat Thibault

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'habitation co-op-habitat Thibault ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Québec, le 11 mars 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28450-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Association

Association coopérative d'habitation co-op-habitat Thibault

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'habitation co-op-habitat Thibault".

The head office of this cooperative association is situated in Sherbrooke, Québec, in the electoral district of Sherbrooke.

Québec, March 11, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28450-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Sewcraft Fabrics, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Sewcraft Fabrics, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Kenneth H. Brown, conseil en Loi de la reine, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 720, 800 carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28400 7-69 — 1471/65

Company Licensed to do Business

Sewcraft Fabrics, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Sewcraft Fabrics, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Kenneth H. Brown, Queen's Counsel, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 720, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28400-o 7-69 — 1471/65

Chartes — demandes d'abandon de

Pavilion on the United Nations Corporation Le Pavillon sur les Nations Unies

Avis est par les présentes donné que « Le Pavillon sur les Nations Unies — Pavilion on the United Nations Corporation » dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, province de Québec, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 10e jour de mars, 1969.

Le secrétaire-trésorier,
28404-o ESMOND H. PECK.

Pavilion of Economic Progress Corporation La Société du Pavillon de la vie économique

Avis est par les présentes donné que « La Société du Pavillon de la vie économique — Pavilion of Economic Progress Corporation » dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, province du Québec, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 10e jour de mars, 1969.

Le secrétaire,
28405-o PETER R. D. MACKELL.

Select Packers Inc.

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Select Packers Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de janvier, 1969.

Les procureurs de la compagnie,
ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS & POULIN.

28406-o

Charters — Application for Surrender of

Pavilion on the United Nations Corporation Le Pavillon sur les Nations Unies

Notice is hereby given that "Pavilion on the United Nations Corporation — Le Pavillon sur les Nations Unies" which has its head office in the city of Montreal, province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the companies Act.

Montreal, Québec, this 10th day of March, 1969.

ESMOND H. PECK,
28404-o *Secretary-Treasurer.*

Pavilion of Economic Progress Corporation La Société du Pavillon de la vie économique

Notice is hereby given that "Pavilion of Economic Progress Corporation — La Société du Pavillon de la vie économique" which has its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, Québec, this 10th day of March, 1969.

PETER R. D. MACKELL,
28405-o *Secretary.*

Select Packers Inc.

Notice is hereby given that "Select Packers Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1969.

ADESSKY, KINGSTONE, ZERBISIAS & POULIN,
28406-o *Attorneys for the Company.*

Allard, Savage & Associates Inc.

Avis est donné que « Allard, Savage & Associates Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mars 1969.

Le procureur de la compagnie,
28435 Me GUY ROULEAU.

Brodeur (Lachine) Inc.

Avis est, par les présentes donné que « Brodeur (Lachine) Inc. », une corporation constituée sous la Loi des compagnies, et ayant son bureau chef dans la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission de remettre sa charte d'après les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Salaberry de Valleyfield, ce 17e jour du mois de février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
28436-o JACQUES BRODEUR.

B. Léonard inc.

Prenez avis que la compagnie « B. Léonard inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 25 novembre 1968.

Le procureur de la compagnie,
28437-o Me COME BOUCHER.

Oakdale Development Corp.

Sous l'Acte des provisions des compagnies du Québec, « Oakdale Development Corp. », donne avis, qu'elle adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, une demande d'abandon de sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et son annulation à une date qui sera déterminée par lui.

Daté à Montréal, le 31 janvier 1969.

Le secrétaire,
28438-o MIRIAM LERMER.

Suncrest Investment Corporation

Avis est par les présentes donné que « Suncrest Investment Corporation » ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte a partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 30 jour de janvier 1969.

Les procureurs de la compagnie,
28440-o STEIN & STEIN.

Voyageurs T. P. M. inc.

Avis est par les présentes donné que « Voyageurs T. P. M. inc. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Alma, le 17 février 1969.

Le procureur de la requérante,
28441-o FRANCIS LEMAY, *Notaire.*

Allard, Savage & Associates Inc.

Notice is hereby given that "Allard, Savage & Associates Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of March 1969.

Me GUY ROULEAU,
28435-o *Attorney for the Company.*

Brodeur (Lachine) Inc.

Notice is hereby given that "Brodeur (Lachine) Inc.", body incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Salaberry de Valleyfileld, this 17th day of the month of February, 1969.

JACQUES BRODEUR,
28436 *Secretary-Treasurer.*

B. Léonard inc.

Notice is hereby given that "B. Léonard inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province, for leave to surrender its charter.

Québec, November 25, 1968.

Me COME BOUCHER,
28437 *Attorney for the Company.*

Oakdale Development Corp.

Notice is hereby given that "Oakdale Development Corp.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this January 31, 1969.

MIRIAM LERMER.
28438-o *Secretary.*

Suncrest Investment Corporation

Notice is hereby given that "Suncrest Investment Corporation" a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1969.

STEIN & STEIN,
28440-o *Attorneys for the Company.*

Voyageurs T. P. M. inc.

Notice is hereby given that "Voyageurs T. P. M. inc.",will apply to the Ministerof Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Alma, February 17, 1969.

FRANCIS LEMAY, *Notary.*
28441 *Attorney for the Petitioner.*

Perry, Grant & Associates Inc.

Avis est par la présente donné que « Perry, Grant & Associates Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec dans le but d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 5 mars 1969.

Le secrétaire,
MALACHY GRANT.

28439-o

Perry, Grant & Associates Inc.

Notice is hereby given that "Perry, Grant & Associates Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Montreal, March 5, 1969.

MALACHY GRANT,
Secretary.

28439

Divers
Compagnies

Beaulne, Charles, Fournier Évaluateurs inc.

Avis est donné que la compagnie « Beaulne, Charles, Fournier Évaluateurs inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-MARC FOURNIER.

28407-o 1081-68

Canadian Schenley Distilleries Ltd.

Avis est donné que « Canadian Schenley Distilleries Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 6 à 5.

Le secrétaire,
R. E. PARSONS.

28408 1808-64

Carignan Assurances inc.

Avis est donné que la compagnie « Carignan Assurances inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MAURICE GRAVEL.

28409-o 2864-64

Coq Hardi inc.

Avis est donné que « Coq Hardi inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 5 à 4.

Le secrétaire,
ARLETTE BERTSCHI.

28410 14852-61

Créations Diane Paré inc.

Avis est donné que la compagnie « Créations Diane Paré inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
FLEURETTE PARÉ MARCHAND.

28411-o 4500-67

Ferme La Cravache inc.

Avis est donné que la compagnie « Ferme La Cravache inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 8.

Le secrétaire,
LÉOPOLD DENAULT.

28412-o 4911-66

Les Maroquins inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Maroquins inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
BENOIT BOUCHARD.

28415-o 12826-55

Miscellaneous
Companies

Beaulne, Charles, Fournier Évaluateurs inc.

Notice is hereby given that "Beaulne, Charles, Fournier Évaluateurs inc." has changed the number of its directors, from 5 to 4.

JEAN-MARC FOURNIER,
Secretary.

28407 1081-68

Canadian Schenley Distilleries Ltd.

Notice is given that "Canadian Schenley Distilleries Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 5.

R. E. PARSONS,
Secretary.

28408-o 1808-64

Carignan Assurances inc.

Notice is hereby given that "Carignan Assurances inc." has changed the number of its directors, from 3 to 5.

MAURICE GRAVEL,
Secretary.

28409 2864-64

Coq Hardi inc.

Notice is given that "Coq Hardi inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

ARLETTE BERTSCHI,
Secretary.

28410-o 14852-61

Créations Diane Paré inc.

Notice is hereby given that "Créations Diane Paré inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

FLEURETTE PARÉ MARCHAND,
Secretary.

28411 4500-67

Ferme La Cravache inc.

Notice is hereby given that "Ferme La Cravache inc.", has changed the number of its directors, from 9 to 8.

LÉOPOLD DENAULT,
Secretary.

28412 4911-66

Les Maroquins inc.

Notice is hereby given that "Les Maroquins inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 4.

BENOIT BOUCHARD,
Secretary.

28415 12826-55

Pierre Gagnon limitée
Pierre Gagnon Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 6 décembre 1968 le règlement numéro 3 de la compagnie « Les Entreprises Marco ltée », changeant son nom en celui de « Pierre Gagnon limitée — Pierre Gagnon Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28413-o 12180-61

Grenier, Ruel & Cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Avis est donné que « Grenier, Ruel & Cie inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 4.

Le secrétaire,
PIERRE JEAN.

28414-o 5915-46

Miss Chinatown (South Shore) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Miss Chinatown (South Shore) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
CHONG MEI HUM.

28416-o 13057-62

J. O. Soucy, inc.

Avis est donné que la compagnie « J. O. Soucy, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ALAIN OUELLET.

28417-o 15323-51

Brodeur (Lachine) Inc.

Il est résolu que le règlement no 2 de « Brodeur (Lachine) Inc. » se lise comme suit:

1. Que la compagnie est autorisée de disposer de ses biens, de distribuer ses actifs au prorata des actions détenues par ses actionnaires et subséquemment de procéder à la dissolution conformément aux dispositions de l'article no 26 de la Loi des compagnies.

2. Les administrateurs et officiers sont par les présentes autorisés et chargés de signer et exécuter toute chose, contrats ou autres documents nécessaire ou recommandable de faire, afin de permettre l'exécution du présent règlement.

Fait à Salaberry de Valleyfield, ce 5e jour du mois de février 1969.

Le secrétaire,
28436-o JACQUES BRODEUR.

Samson Bélair Riddell Stead Inc.

Prenez avis que l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*, 8 mars 1969, 101e année, No 10, à la page 1499, aurait dû se lire comme suit:

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 20 février 1969 le règlement Spécial « A » de la compagnie « Samson, Bélair, Simpson, Riddell Inc. », changeant son nom en celui de « Samson Bélair Riddell Stead Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28460-o 3580-66

Pierre Gagnon limitée
Pierre Gagnon Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on December 6, 1968, approved the by-law No. 3 of the company « Les Entreprises Marco ltée", changing its name into that of "Pierre Gagnon limitée — Pierre Gagnon Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28413-o 12180-61

Grenier, Ruel & Cie inc.
Grenier, Ruel & Co. Inc.

Notice is given that "Grenier, Ruel & Cie inc.— Grenier, Ruel & Co. Inc.", has changed the number of its directors, from 7 to 4.

PIERRE JEAN,
Secretary.

28414 5915-46

Miss Chinatown (South Shore) Ltd.

Notice is hereby given that "Miss Chinatown (South Shore) Ltd.", has changed the number of its directors, from 6 to 5.

CHONG MEI HUM,
Secretary.

28416 13057-62

J. O. Soucy, inc.

Notice is given that "J. O. Soucy, inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

ALAIN OUELLET,
Secretary.

28417 15323-51

Brodeur (Lachine) Inc.

A resolution has been adopted to the effect that by-law No. 2 of "Brodeur (Lachine) Inc." read as follows:

1. That the company is authorized to dispose of its goods, to distribute its assets in proportion to the shares held by the shareholders, and, subsequently, to proceed to the dissolution of the company, pursuant to the provisions of section No. 26 of the Companies Act.

2. The administrators and officers are hereby authorized and entrusted to sign and execute any deed, contract or other document necessary or recommendable for the carrying out of this regulation.

Given at Salaberry de Valleyfield, this 5th day of the month of February, 1969.

JACQUES BRODEUR,
28436 *Secretary.*

Samson Bélair Riddell Stead Inc.

Take notice that the notice published in the *Québec Official Gazette*, March 8, 1969, Vol. 101, No. 10 at page 1499, should have read as follows:

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 20, 1969, approved the Special by-law "A" of the company "Samson, Bélair, Simpson, Riddell Inc.", changing its name into that of "Samson Bélair Riddell Stead Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28460-o 3580-66

Cimex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 20 février 1969 le règlement numéro 29 de la compagnie « Airmat Corporation Limited », changeant son nom en celui de « Cimex Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28442 10907-52

La Salle Tricot limitée
La Salle Knitting Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 18 février 1969 le règlement numéro 23 de la compagnie « Solat inc. », changeant son nom en celui de « La Salle Tricot limitée — La Salle Knitting Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28443-o 1088-37

Greenshields Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Greenshields Incorporated » a changé le nombre de ses administrateurs de 25 à 28.

Le secrétaire-trésorier,
F. D. TEATRO.

28478-o 12510-61

La Société VS limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 18 mars 1969 le règlement Spécial « D » de la compagnie « Coffee Bar Corporation », changeant son nom en celui de « La Société VS limitée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28479-o 5540-49

Cimex Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 20, 1969, approved the by-law No. 29 of the company "Airmat Corporation Limited", changing its name into that of "Cimex Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28442-o 10907-52

La Salle Tricot limitée
La Salle Knitting Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 18, 1969, approved the by-law No. 23 of the company "Solat inc.", changing its name into that of "La Salle Tricot limitée — La Salle Knitting Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28443-o 1088-37

Greenshields Incorporated

Notice is given that "Greenshields Incorporated" has changed the number of its directors from 25 to 28.

F. D. TEATRO,
Secretary-Treasurer.

28478-o 12510-61

La Société VS limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on March 18, 1969, approved the Special by-law "D" of the company "Coffee Bar Corporation", changing its name into that of "La Société VS limitée". LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28479-o 5540-49

Sièges sociaux

Perma Photo Color Inc.

Avis est donné que la compagnie « Perma Photo Color Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1968 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 2324, rue Mousseau, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29 janvier 1969.

Le président,
NORMAND LÉPINE.

28419-o 5479-68

Les Entreprises O'Connell ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises O'Connell ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 19 décembre 1958, a changé son siège social du numéro 507, Place d'Armes, Bureau 405, Montréal 126, Qué., au numéro 360, rue Saint-Jacques, 2e étage, (a/s de Me Pierre Mercier, avocat), Montréal 126, Qué.

Le secrétaire,
PIERRE MERCIER.

28444 14751-58

Head Offices

Perma Photo Color Inc.

Notice is hereby given that "Perma Photo Color Inc.", incorporated by letters patent dated November 4th, 1968, and having its head office in Montreal, has established its office at 2324 Mousseau Street, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this January 29, 1969.

NORMAND LÉPINE,
President.

28419 5479-68

O'Connell Enterprises Ltd.

Notice is given that "O'Connell Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent in virtue of Part I of the Companies Act, dated December 19, 1958, has transferred its head office from 507 Place d'Armes, Room 405, Montreal 126, P.Q. to 360 St. James Street, 2nd floor, (c/o Me Pierre Mercier, lawyer), Montreal 126, P.Q.

PIERRE MERCIER,
Secretary.

28444-o 14751-58

Comett-Auto Inc.

Avis est donné que la compagnie « Comett-Auto Inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des Compagnies, en date du 30e jour de décembre 1968, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2643 du Boulevard Rosemont, l'a transporté au numéro 2619 du boulevard Rosemont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21e jour de février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
YVON COMETTO.

28418-o 6172-68

Comett-Auto Inc.

Notice is hereby given that "Comett-Auto Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, dated December 30th, 1968, and having its head office in the city and district of Montreal, where it was situated up to to-day at number 2643 Rosemount Boulevard, has moved it to number 2619 Rosemount Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 21st day of February, 1969.

YVON COMETTO,
Secretary-Treasurer.

28418 6172-68

Les Publications de Sexologie inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Publications de Sexologie inc. », a changé son siège social du numéro 7244 St-Denis au 4649 rue Van Horne, à Montréal, dit district.

(Sceau) *Le secrétaire,*
ANDRÉ PERREAULT.

28420-o 837-67

Les Publications de Sexologie inc.

Notice is given that "Les Publications de Sexologie inc.", has changed its head office from number 7244 St-Denis, to number 4649 Van Horne Street, in Montreal, said district.

(Seal) ANDRÉ PERREAULT,
Secretary.

28420 838-67

Salon Mademoiselle ltée

Avis est donné que la compagnie « Salon Mademoiselle ltée » a changé son siège social de Montréal, au numéro 450, rue Dorchester, Québec.

Le secrétaire,
MAURICE GODBOUT.

28421-o 2584-63

Salon Mademoiselle ltée

Notice is hereby given that "Salon Mademoiselle ltée" has changed its head office from Montreal, to number 450 Dorchester Street, Québec.

MAURICE GODBOUT,
Secretary.

28421 2584-63

Thibault International Inc.

Avis est donné que la compagnie « Thibault International Inc. », a changé son siège social du numéro 8251, rue Édison, Anjou, au numéro 38, rue Côté, Pierreville.

Le secrétaire,
JEAN RIVARD.

28422-o 2742-68

Thibault International Inc.

Notice is hereby given that "Thibault International Inc.", has changed its head office from number 8251 Édison Street, Anjou to number 38 Côté Street, Pierreville.

JEAN RIVARD,
Secretary.

28422 2742-68

Transportex Inc.

Avis est donné que « Transportex Inc. », une compagnie constituée en corporation par lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1967, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 6720, rue Hamilton.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Montréal, ce 21e jour de novembre 1968.

Le président,
J. A. W. ORR.

28423 4509-67

Transportex Inc.

Notice is given that "Transportex Inc.", incorporated by letters patent dated October 30, 1967, and having its head office in the city of Montreal, had established its office at 6720 Hamilton Street.

From and after the date of the present notice, said office is considered by the Company as its head office.

Signed at Montreal, this 21st day of November 1968.

J. A. W. ORR,
President.

28423-o 4509-67

I. B. S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « I. B. S. Industrial Bearing & Supplies Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 21 janvier 1969, et ayant son siège social à Val d'Or, P.Q., a établi son bureau au numéro 10, rue Frontenac.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Val d'Or, P.Q., ce 17e jour de février 1969.

FERNAND LAROCQUE.

28446-o 321-69

I. B. S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.

Notice is hereby given that "I. B. S. Industrial Bearing & Supplies Ltd.", incorporated by letters patent dated January 21, 1969 and having its head office in Val d'Or, P.Q., has established its office at 10 Frontenac Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Val d'Or, P.Q., this 17th day of February 1969.

FERNAND LAROCQUE.

28446-o 321-69

Valquin inc.

Avis est donné que la compagnie « Valquin inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1968, et ayant son siège social dans la ville de Laval a établi son bureau au numéro 303 Montée du Moulin, Laval des Rapides, Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18e jour de décembre 1968.

RENÉ PAYETTE.

28424-o 4634-68

Valquin inc.

Notice is hereby given that "Valquin inc.", incorporated by letters patent dated of the sixth day of November 1968, and having its head office in the town of Laval has established its office at number 303 Montée du Moulin, Laval des Rapides, Laval.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 18th day of December, 1968.

RENÉ PAYETTE.

28424 4634-68

New Calumet Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné que « New Calumet Mines Limited » (No Personal Liability), une corporation constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 8 mai 1942 a transporté son siège social de chambre 303, 355 ouest, rue St-Jacques, en la ville de Montréal, à chambre 1606, 507, place d'Armes, en la ville de Montréal.

Montréal, 29 janvier 1969.

Le secrétaire,
C. C. D. PRINGLE.

28447 3355-42

New Calumet Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "New Calumet Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated under the Québec Mining Companies Act, has moved its head office from Room 303, 355 St. James Street West, in the city of Montreal, to Room 1606, 507 Place d'Armes, in the city of Montreal.

Montreal, January 29, 1969.

C. C. D. PRINGLE,
Secretary.

28447-o 3355-42

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 16 février 1969 par « La Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs », modifiant son territoire qui était celui des districts électoraux d'Arthabaska et de Nicolet et la ville de Plessisville dans le district électoral de Mégantic, en l'étendant à la municipalité du village de Kingsey Falls, la municipalité de Kingsey Falls ou municipalité des Chutes de Kingsey et la municipalité du canton de Kingsey, dans le district électoral de Drummond.

Québec, le 17 mars 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

28486-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse populaire Desjardins de Rivière-au-Tonnerre

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 10 mai 1968, par « La Caisse populaire Desjardins de Rivière-au-Tonnerre », modifiant son territoire qui était de la Rivière Sheldrake et de la Rivière-au-Tonnerre en celui de la municipalité de Rivière-au-Tonnerre et la municipalité de Rivière St-Jean, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 17 mars 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28487-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on February 16, 1969 by "La Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs", amending its territory, which was that of the electoral districts of Arthabaska and Nicolet and the town of Plessisville, in the electoral district of Mégantic, by extending it to the municipality of the village of Kingsey Falls, the municipality of Kingsey Falls or the municipality of Chutes de Kingsey and the municipality of the township of Kingsey, in the electoral district of Drummond.

Québec, March 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28486

La Caisse populaire Desjardins de Rivière-au-Tonnerre

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on May 10, 1968 by "La Caisse populaire Desjardins de Rivière-au-Tonnerre", amending its territory, which was that of Sheldrake River and Rivière-au-Tonnerre, to that of the municipality of Rivière-au-Tonnerre and the municipality of Rivière St-Jean, in the electoral district of Duplessis.

Québec, March 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28487

Liquidation — Avis de

Société Coopérative Agricole de l'Acadie

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société Coopérative Agricole de l'Acadie », tenue au village de l'Acadie, le 18 décembre 1968, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que MM. Laurent Landry, Jacques Brault et Lucien Ferdais ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28429-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding up Notices

Société Coopérative Agricole de l'Acadie

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Société Coopérative Agricole de l'Acadie", held in the village of l'Acadie, on December 18, 1968, a resolution was passed to wind-up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Messrs Laurent Landry, Jacques Brault and Lucien Ferdais were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

28429

Ministère des Affaires municipales

Paspébiac-Ouest

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 3 mars 1969, par le conseil municipal de Paspébiac-Ouest, comté de Bonaventure, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 14 mars 1969, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Paspébiac-Ouest, comté de Bonaventure, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 14 mars 1969.

Le sous-ministre des affaires municipales,

28483-o RICHARD BEAULIEU.

Department of Municipal Affairs

Paspébiac-Ouest

The undersigned gives notice that, such as requested in a resolution passed on March 3, 1969 by the municipal council of Paspébiac-Ouest, county of Bonaventure, and in conformity with the provisions of section 130 of the Municipal Code, a decree was passed on March 14, 1969, stipulating that publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Paspébiac-Ouest, save those required in the *Québec Official Gazette*, be, in future, in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 131 of the Municipal Code.

Québec, March 14, 1969.

RICHARD BEAULIEU,

28483 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de la Voirie

Avis

L'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 7 décembre 1968, concernant l'abandon de l'entretien de la route no 16, dans la cité de Jonquière, comté de Jonquière, sur une longueur de 3,112 pieds, est annulé et le Ministère continuera l'entretien de cette section de route.

Québec, le 6 mars 1969.

Le ministre de la Voirie,

28465-o FERNAND J. LAFONTAINE.

Department of Roads

Notice

The notice published in the *Québec Official Gazette* on December 7, 1968, concerning the ceasing of maintenance of Route No. 16 in the City of Jonquière, county of Jonquière, to a length of 3,112 feet, is cancelled and the Department shall continue to maintain the said section of the highway.

Québec, March 6, 1969.

FERNAND J. LAFONTAINE,

28465 *Minister of Roads.*

Syndicats professionnels

Association des Employés de Sodor inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de Sodor inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 13 mars 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Québec, le 17 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

28484-o 11-69

Professional Syndicates

Association des Employés de Sodor inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de Sodor inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on March 13, 1969.

The office of the said professional syndicate is situated at Loretteville, judicial district of Québec.

Québec, March 17, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

28484 11-69

Association des Enseignants du Nord-Ouest Québécois

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Enseignants du Nord-Ouest Québécois », a été autorisée par le secrétaire de la province le 26 février 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rouyn, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 28 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28463-o 5-69

Association des Enseignants du Nord-Ouest Québécois

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Enseignants du Nord-Ouest Québécois", has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rouyn, judicial district of Abitibi.

Québec, February 28, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28463 5-69

Conseil Central des Syndicats Nationaux de la Région de Thetford Mines inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 novembre 1968, autorisé le changement de nom de « Conseil Central des Syndicats Nationaux de Thetford Mines inc. », dont la constitution a été autorisée le 11 avril 1960, et dont le siège social est situé à Thetford-Mines, en celui de « Conseil Central des Syndicats Nationaux de la Région de Thetford Mines, inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 4 décembre 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28425-o 239-60

Conseil Central des Syndicats Nationaux de la Région de Thetford Mines inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Secretary of the Province has authorized, on November 28, 1968, the change of name of "Conseil Central des Syndicats Nationaux de Thetford Mines inc.", whose incorporation was authorized on April 11, 1960 and whose head office is located at Thetford Mines, into that of "Conseil Central des Syndicats Nationaux de la Région de Thetford Mines inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, December 4, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28425 409-60

Le Syndicat des Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 mars 1969, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat des Pêcheurs Côtiers inc. », dont la constitution a été autorisée le 6 novembre 1968, et dont le siège social est situé à Grande-Entrée, en celui de « Le Syndicat des Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 10 mars 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28427-o 61-67

Le Syndicat des Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on March 3, 1969, authorized the change of name of "Le Syndicat des Pêcheurs Côtiers inc.", the incorporation of which was authorized on November 6, 1968, and the head office of which is situated in Grande-Entrée, to that of "Le Syndicat des Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine inc.", and such pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, March 10, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28427 61-67

Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative de « Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec », dont la constitution, a été autorisée le 16 janvier 1939, et dont le siège social est situé à Québec, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Conformément au paragraphe *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté à la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du vêtement inc.

Québec, le 28 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28428-o 2632-38

Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 26, 1969, decreed the end of the corporate existence of "Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec", the incorporation of which, was authorized on January 16, 1939, and the head office of which is situated in Québec, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, revised Statutes, 1964, chapter 146.

Pursuant to paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the remaining assets are devoted to the "Fédération Nationale des travailleurs de l'industrie du vêtement inc."

Québec, February 28, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28428 2632-38

Syndicat des Chauffeurs de Taxi du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Chauffeurs de Taxi du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 24 février 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 28 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28426-o 89-68

Syndicat des Chauffeurs de Taxi du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Chauffeurs de Taxi du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on February 24, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, February 28, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28426 89-68

Ministère de l'Éducation

Nouvelle-Acadie

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Alexis, St-Jacques, St-Liguori et Ste-Marie-Salomé, dans le comté de Montcalm, et St-Gérard-Magella, dans le comté de l'Assomption, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Nouvelle-Acadie », dans les comtés de l'Assomption et Montcalm.

Québec, le 10 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28367-11-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Perron, Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Perron, dans le comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 5 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28289-10-3-o JEAN-GUY CARDINAL.

Des Cascades

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Alphonse-de-Rodriguez, dans le comté de Joliette, Rawdon et Ste-Julienne, dans le comté de Montcalm, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « des Cascades », dans les comtés de Joliette et Montcalm.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28452-12-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Village de St-Germain

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire du village de St-Germain, dans le comté de Drummond.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28455-12-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Val-d'Accueuil

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Bonaventure, St-Alphonse-de-Caplan, St-Charles-de-Caplan, St-Elzéar et St-Siméon-de-Bonaventure, dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Val-d'Accueil », dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28456-12-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Department of Education

Nouvelle-Acadie

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Saint-Alexis, Saint-Jacques, Saint-Liguori and Sainte-Marie-Salomé, in the county of Montcalm and St-Gérard-Magella in the county of L'Assomption, and to erect it into a new school municipality under the name of "Nouvelle-Acadie", in the counties of L'Assomption and Montcalm.

Québec, March 10, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28367-11-2 *Minister of Education.*

Perron, Diss.

Application is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Perron, in the county of Abitibi-East.

Québec, March 5, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL.
28289-10-3 *Minister of Education.*

Des Cascades

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of St-Alphonse-de-Rodriguez, in the county of Joliette, Rawdon and Ste-Julienne, in the county of Montcalm, and to erect it into a new school municipality under the name of "des Cascades", in the counties of Joliette and Montcalm.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28452-12-2 *Minister of Education.*

Village of St-Germain

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Edmond-de-Grantham, in the county of Drummond, to the school municipality of the village de St-Germain, in the county of Drummond.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28455-12-2 *Minister of Education.*

Val-d'Accueuil

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Bonaventure, St-Alphonse-de-Caplan, St-Charles-de-Caplan, St-Elzéar and St-Siméon-de-Bonaventure, in the county of Bonaventure, and to erect it into a new school municipality under the name of "Val d'Accueil", in the county of Bonaventure.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28456-12-2 *Minister of Education.*

Laurentienne

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Lantier, Ste-Agathe-des-Monts, St-Agricole, Ste-Lucie-de-Doncaster et Val-David, dans le comté de Terrebonne, et St-Adolphe-de-Howard, dans le comté d'Argenteuil, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Laurentienne », dans les comtés d'Argenteuil et Terrebonne.

N.B.— Le nom en titre est sujet à changement.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28453-12-2-2

Laurentienne

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Lantier, Ste-Agathe-des-Monts, St-Agricole, Ste-Lucie-de-Doncaster and Val-David, in the county of Terrebonne, and St-Adolphe-de-Howard, in the county of Argenteuil, and to erect it into a new school municipality under the name of "Laurentienne", in the counties of Argenteuil and Terrebonne.

N.B.— The title name is subject to change.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28453-12-2

Tracadièche

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Carleton, Maria, Nouvelle et St-Omer, dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Tracadièche », dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28454-12-2-o

Tracadièche

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Carleton, Maria, Nouvelle and St-Omer, in the county of Bonaventure, and to erect it into a new school municipality under the name of "Tracadièche", in the county of Bonaventure.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28454-12-2

Aylwin (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 645, en date du 5 mars 1969, d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Centre Northfield, dans les comtés de Gatineau et Papineau, à la municipalité scolaire d'Aylwin (Prot.), dans les comtés de Gatineau et Pontiac.

Ce changement prendra effet le 1er juillet 1969.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28464-o 970-01

Aylwin (Prot.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council Number 645 dated March 5, 1969, to annex, for Protestants only, the present territory of the school municipality of Centre Northfield, in the countries of Gatineau and Papineau, to the school municipality of Aylwin (Prot.) in the countries of Gatineau and Pontiac.

This change shall take effect on July 1, 1969.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28464 970-01

Commission scolaire régionale de la Côte-Nord

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 645, en date du 5 mars 1969, d'admettre la commission scolaire de Pointe-aux-Outardes, dans le comté de Duplessis, comme membre de la commission scolaire régionale de la Côte-Nord.

Ce changement prendra effet le 1er juillet 1969.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28464-o

Regional School Board of Côte-Nord

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council Number 645 dated March 5, 1969, to admit the school commission of Pointe-aux-Outardes in the county of Duplessis, as member of the Regional School Board of Côte-Nord.

This change shall take effect on July 1, 1969.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28464

Richelieu Valley (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 645, en date du 5 mars 1969, d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Amable, dans le comté de Verchères, à la municipalité scolaire de Richelieu Valley (Prot.), dans les comtés de Chambly et Verchères.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 17 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28464-o 980-03

Richelieu Valley (Prot.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council Number 645 dated March 5, 1969, to annex, for Protestants only, the present territory of the school municipality of St-Amable in the county of Verchères, to the school municipality of Richelieu Valley (Prot.) in the counties of Chambly and Verchères.

This change shall take effect for election purposes on June 1, 1969, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, March 17, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28464 980-03

St-David

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-David, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de Lévis, dans le comté de Lévis.

Québec, le 20 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28480-12-2-o

St-David

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-David, in the county of Lévis, to the school municipality of Lévis, in the county of Lévis.

Québec, March 20, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28480-12-2

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie

Avis est par les présentes donné que «L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie», s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour transformer la compagnie en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie et l'autoriser à cette fin à acheter toutes ses actions émises et en cours au prix de $43 pour chaque action;

2° Pour prescrire toutes dispositions accessoires ou complémentaires relatives à la conversion de la compagnie en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;

3° Pour édicter la charte qui régira la compagnie lorsque celle-ci sera devenue une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;

4° Et pour d'autres fins.

Sillery, 19 février 1969.

Le président,
S. E. BROCK.

28130-9-4-o

Industrial Life Insurance Company

Notice is hereby given that "Industrial Life Insurance Company", will present a petition to the Legislature of the Province of Québec at its present Session to obtain the adoption of a law for the following purposes, namely:

1. To convert the company into a mutual life insurance company and for such purpose to authorize the purchase of its issued and outstanding shares at the price of $43 for each share;

2. To prescribe all accessory and supplementary provisions relating to the conversion of the company into a mutual life insurance company;

3. To enact the charter which will govern the company when it is converted into a mutual life insurance company;

4. And for other purposes.

Sillery, February 19, 1969.

S. E. BROCK,
President.

28130-9-4-o

Cité de Côte Saint-Luc

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Côte Saint-Luc » s'adressera à la Législature de Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 15-16, George VI, chapitre 98, aux fins suivantes:

1° Permettre l'installation de fils sous et au-dessus du sol, avec leurs accessoires, qu'ils appartiennent ou non à la municipalité, sur une lisière de terrain ayant cinq pieds de largeur longeant l'arrière et les côtés des lots subdivisés de la Municipalité.

2° Statuer que les taxes municipales et scolaires doivent être payées au préalable avant l'approbation de tout plan de subdivision ou de revision ou de toute annulation dans le livre de renvoi.

3° Déclarer légaux, quant à la forme, les actes de cession, d'échange, de vente et de rétrocession relatifs aux rues et ruelles de la Cité.

4° Enlever le montant maximum de $1,500 que le Conseil municipal peut voter et payer pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres récréatifs et l'organisation de jeux et de sports.

5° Et pour toutes autres fins.

Cité de Côte Saint-Luc, province de Québec, le 21 février 1969.

Les procureurs de la requérante,
DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
& JOHNSTON.

28154-9-4-o

City of Côte Saint-Luc

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Côte Saint-Luc" will apply to the Québec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act amending its Charter, Act 15-16, George VI, chapter 98, for the following purposes:

1. To permit the installation of overhead and underground wires with their accessories, whether they belong to the Municipality or to others, over and along a strip of land five feet wide along the side and rear lines of subdivided lots.

2. To provide that municipal and school taxes must first be paid before the approval of any subdivision or redivision plan or annulment in the book of reference.

3. To formally declare legal, deeds of cession, exchange, sale and retrocession in respect of City streets and lanes.

4. To remove the $1,500 maximum amount which Council may vote and pay out for the encouragement of arts and sciences, the establishment of recreational centres and the organization of games and sports.

5. And for all other purposes.

City of Côte Saint-Luc, Province of Québec, this February 21, 1969.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
& JOHNSTON.
Attorneys for the petitioner.

28154-9-4-o

La Société des Traducteurs du Québec Inc.
The Translators' Society of Québec Inc.

Avis est par les présentes donné que « La Société des Traducteurs du Québec Inc.— The Translators' Society of Québec Inc. », s'adressera à la Législature de la province de Québec pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Convertir la compagnie en une corporation professionnelle;

Règlementer l'usage du titre de « traducteur agréé » ou de « certified translator » ou de leurs abréviations « T.A. » ou « C.T. »;

Décréter que la corporation succèdera aux droits et obligations du Cercle des Traducteurs Inc. et de la Corporation des Traducteurs Professionnels, et mettre fin à l'existence corporative de ces dernières;

Décréter que tous les membres en règle de la Société des Traducteurs du Québec Inc. à la date de la sanction de la loi deviendront sans formalité membres de la corporation.

Québec, le 26 février 1969.

Les procureurs de la pétitionnaire,
FLYNN, RIVARD, JACQUES,
28199-10-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

The Translators' Society of Québec Inc.
La Société des Traducteurs du Québec Inc.

Notice is hereby given that "The Translators' Society of Québec Inc.— La Société des Traducteurs du Québec Inc." will apply to the Legislature of the province of Québec for the adoption of an act for the following purposes:

Converting the company into a professional corporation;

To regulate the use of the title of "certified translator" or "traducteur agréé" or the abbreviation thereof, to wit "C.T." or "T.A.";

To enact that the corporation will succeed to the rights and obligations of the Cercle des Traducteurs Inc. and of the Corporation des Traducteurs Professionnels, and to terminate their corporative existence;

To enact that all members in good standing of the Translators' Society of Québec Inc. at the time of the sanction of the Act will become members of the corporation without any formalities.

Québec, February 26, 1969.

FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
28199-10-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Sherbrooke

Avis est, par les présentes, donné que la « Cité de Sherbrooke » s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi I, Geo. VI, chap. 105, aux fins suivantes:

1° Amender l'article 169 du bill 285, sanctionné le 18 décembre 1968, pour prolonger jusqu'au 1er septembre 1971, le mandat du maire et des échevins qui ont été élus en 1967 et de ceux qui seront élus en 1969;

2° Amender l'article 6 de la Loi I, Geo. VI, chap. 105, pour réduire à quatre, le nombre de quartiers de la cité de Sherbrooke;

3° Amender l'article 7 de la Loi I, Geo. VI, chap. 105, pour assigner 3 conseillers à chacun des quartiers nord, ouest et est, et un (1) conseiller au quartier Centre.

Et autres demandes.

Sherbrooke, ce 26 février 1969.

Les procureurs de la cité,
28214-10-4-o RIVARD & BESRÉ.

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke" shall apply to the Québec Legislature, at its present Session, for the passing of an Act to amend its charter, Act I, Geo. VI, Chap. 105, and its amendments, for the purpose of:

1. Amending article 169 of Bill 285, assented on December 18, 1968, for extending until September 1, 1971, the mayor's term of office and the aldermen's having been elected in 1967, as well as of those to be elected in 1969;

2. Amending article 6 of Act I, Geo. VI, Chap. 105 in order to reduce to four the number of the wards for the city of Sherbrooke;

3. Amending article 7 of Act I, Geo. VI, Chap. 105, in order to assign three (3) aldermen to each of the north, east and west wards, and one (1) of the Center ward;

And other purposes.

Sherbrooke, February 26, 1969.

RIVARD & BESRÉ,
28214-10-4 *Attorneys for the Petitioner.*

L'Église Presbytérienne de Georgetown

Avis est donné que Robert Wylie McFarlane, John Stanley Peddie, William George McArthur and James B. Elliot, tous quatre du village d'Howick, agissant es qualité fidéicommissaires de « L'Église Presbytérienne de Georgetown », s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec à sa session actuelle pour demander l'adoption d'un projet de loi les donnant les pouvoirs de vendre valablement et d'aliener définitivement des parties du lot numéro quatre cent seize aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Très St-Sacrement nonobstant les termes de l'acte de donation à leur fidéicommissaires prédécesseurs par l'hon. John Richardson es qual. passé devant Me Ls. Demers et collègue, notaires, le 25 février, 1830.

Montréal, le 26 février, 1969.

Les procureurs des pétitionnaires,
McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
28215-10-4-o HARRIS, THOMAS & MASON.

Georgetown Presbyterian Church

Notice is hereby given that Robert Wylie McFarlane, John Stanley Peddie, William George McArthur and James B. Elliot, all of the village of Howick, acting in their quality of trustees of "Georgetown Presbyterian Church" will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an act to enable them to validly sell and definitively alienate certain parts of lot number four hundred and sixteen on the official plan and book of reference for the parish of Très St. Sacrement notwithstanding the terms of the deed of gift to their predecessor trustees by the Hon. John Richardson es-qual., passed before Me Ls. Demers and colleague, notaries, on February 25, 1830.

Montreal, February 26, 1969.

McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
HARRIS, THOMAS & MASON,
28215-10-4-o *Attorneys for the petitioners.*

La Compagnie Trust Royal

Avis est par les présentes donné que « La Compagnie Trust Royal », corporation dûment incorporée par une loi de la Législature de la province de Québec, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux finx de clarifier ses pouvoirs par rapport à la Loi des compagnies de fidéicommis, d'étendre ses pouvoirs de prêter et d'emprunter, de lui permettre de détenir des propriétés immobilières pour une valeur accrue et d'augmenter son capital-actions, de lui permettre de faire certains autres changements relatifs à son capital-actions et aux droits de certains actionnaires, de faciliter à l'avenir les amendements à sa charte et d'y faire certaines autres modifications ancillaires.

Montréal, le 4 mars 1969.

Le procureur de la pétitionnaire,
28308-11-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Artin Artinian

Avis est par les présentes donné que Artin Artinian, de la ville de Montréal, n'étant pas citoyen canadien, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens de la province de Québec à l'inscrire dans ses registres à l'exercice de la profession de phamacien à titre d'« assistant-pharmacien », aux conditions et avec les restrictions suivantes:

a) Qu'il ait satisfait ou dès qu'il aura satisfait aux règlements du Collège des Pharmaciens de la province de Québec relatifs au stage prévu pour le titre d'« assistant-pharmacien »;

b) Qu'il ne puisse être admis à l'exercice de la profession comme pharmacien que lorsqu'il aura obtenu sa citoyenneté canadienne.

Les procureurs du requérant,
28153-9-4-o LEMAY, PAQUIN & CORBEIL.

Construction d'un édifice appartements gratte-ciel

Avis est donné que Monsieur Robert Sziklas, Ingénieur, domicilié à Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi permettant sur les parties 227-228-229-230 et 231 du lot 1654 du plan et livre de renvoi de la division d'enregistrement de St-Antoine, de la Cité de Montréal, la construction d'un édifice appartements gratte-ciel en conformité avec les règlements de la Cité de Montréal.

Québec, ce 18ième jour de février 1969.

Les procureurs des requérants,
LAZAROVITZ BERNATCHEZ MCNICOLL
28131-9-4-o & LEVASSEUR.

Ville de Québec

Nous donnons avis public que la ville de Québec s'adresse à la Législature, à sa présente session, pour demander d'amender la loi qui la régit concernant la préparation et la revision des listes électorales, la tenue des élections; pour déterminer comment doivent être désignés les chefs des différents services municipaux et autoriser le Maire à leur nommer un remplaçant temporaire lorsqu'ils sont absents; pour fixer la manière dont doivent être rédigés et signés les procès-verbaux du Comité Exécutif et du Conseil; pour permettre

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company", a corporation duly incorporated under an act of the Legislature of the Province of Québec, with its corporate seat in the city and District of Montreal, Province of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec at its present session for the adoption of an act to amend its charter in order to clarify its powers in respect to the Trust Companies Act, extend its powers of lending and of borrowing, empower it to increase its real estate holdings and its capital stock, enable it to make certain changes in respect to its capital stock and certain shareholders' rights, facilitate future amendments to its charter and make other ancillary changes.

Montreal, March 4, 1969.

GASTON POULIOT, Q.C.,
28308-11-4-o *Attorney for Petitioner.*

Artin Artinian

Notice is hereby given that Artin Artinian, of the city of Montreal, not being Canadian citizen, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session for the passing of an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to register him in its registers to the practice of the profession of pharmacist under the title of "assistant-pharmacist", under the following conditions and restrictions:

(*a*) That he has complied or as soon as he will have complied with the regulations of the College of Pharmacists of the Province of Québec concerning the probation required for the title of "assistant pharmacist";

(*b*) That he will not be admitted to the practice of the profession as pharmacist as long as he has not obtained his Canadian citizenship.

LEMAY, PAQUIN & CORBEIL,
28153-9-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Construction of a "High-Rise" Apartment Building

Take notice that Mr. Robert Sziklas, Engineer, domiciled at Côte St. Luc, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the passing of an acts permetting on parts 227-228-229-230 and 231 of lot 1654 on the official plan and book of reference of the St-Antoine Ward of the City of Montreal, the construction of a "high-rise" apartment building according to the by-laws of the City of Montreal.

Québec, the 18th day of February 1969.

LAZAROVITZ BERNATCHEZ MCNICOLL
& LEVASSEUR,
28131-9-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

City of Québec

Public notice is hereby given that the City of Québec applies to the Legislature, in its actual session, to ask permission to amend the law concerning the preparation and revision of the electoral lists, and holding of the elections; to determine how shall be designated the directors of the various municipal services and authorize the Mayor to appoint a temporary substitute when they shall be absent; to determine how shall be drafted and signed the minutes of the Executive Committee and the Council; to allow

au Comité Exécutif d'autoriser des transferts de fonds pour des crédits déjà votés par le Conseil; pour accorder à la Ville, tout comme aux contribuables, le droit d'en appeler des décisions rendues par le bureau de revision; pour exempter des taxes scolaires les immeubles dont la Ville est propriétaire et qui ont été loués; pour déterminer comment doivent être signés les bons du trésor, chèques et obligations ou « débentures » émis par la Ville; pour modifier la loi concernant la construction et l'entretien des trottoirs permanents; pour fixer le mode de destitution des juges municipaux et le rendre conforme à la loi des tribunaux judiciaires; pour fixer à 70 ans l'âge de retraite des juges municipaux; pour décréter que la loi des convictions sommaires s'applique devant la Cour municipale, sauf lorsqu'il y a incompatibilité avec quelques dispositions de sa charte, et sauf aussi les cas régis par des dispositions spéciales; pour modifier la loi spéciale déjà adoptée au sujet des ruelles appartenant à la compagnie Montcalm Land Co. Ltd. dans le district électoral numéro 1; pour autoriser la Ville à exiger un horaire n'excédant pas $25 pour l'incorporation de tout club ou association constituée en vertu de la Loi des clubs de récréation ou de la Loi des sociétés nationales de bienfaisance; pour autoriser la Ville à consolider, s'il y a lieu, des déficits budgétaires de l'exercice financier 1969-70; pour rendre non imposable l'usine de filtration et ses dépendances dans la municipalité où elles sont situées; pour attribuer à la Ville la propriété de certains immeubles décrits comme étant des ruelles, encore enregistrés au nom de Nor-Mount Realty Co. Limited; pour autoriser la Ville à adopter comme son règlement de construction le Code National du Bâtiment, et à adopter pour son territoire les modifications qu'elle jugera à propos; pour demander la ratification du contrat intervenu avec Les Soeurs de la Charité de Québec, devant Me Paul Larue, N.P., sous le numéro 3162 de ses minutes; pour autoriser la Ville à enchérir et à acquérir les immeubles situés dans les limites de son territoire, à toute vente faite par le shérif, lorsque des taxes municipales ou scolaires sont dues pour lesdits immeubles; pour demander que le Comité Exécutif soit autorisé à édicter des ordonnances en rapport avec tout règlement à certaines conditions; pour demander l'autorisation d'imposer une taxe spéciale sur tout autobus utilisé dans la ville de Québec pour le transport, moyennant paiement, des voyageurs ou des touristes; pour demander la révocation de la loi 63 Victoria, chapitre 4; pour autoriser la Ville à modifier toute disposition concernant son règlement numéro 777, nonobstant la loi 14-15 George VI, chapitre 70, article 10; pour demander la ratification du contrat intervenu entre la Ville de Québec et Socar Compost Canada Ltée devant Me Paul Larue, N.P., sous le numéro 3508 de ses minutes; pour permettre au Gouvernement français d'ériger sur le chemin St-Louis un édifice destiné à être occupé par les bureaux du Consulat Français à Québec; pour permettre à la Ville et réglementer, moyennant paiement d'une licence, l'exploitation de cafés-terrasses sur la propriété publique de la Ville et à fixer toutes autres conditions de cette exploitation; pour éliminer tout doute quant au titre consenti à Place St-Cyrille Limitée aux immeubles compris dans le rectangle formé par le boulevard St-Cyrille, les rues St-Augustin, St-Joachim et St-Eustache; pour autoriser la Ville à établir, aménager et maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux et à ces fins conclure des ententes avec les corporations scolaires pour

the Executive Committee permission to authorize the assignment of funds for credits already voted by the council; to allow the city and each taxpayer the right to appeal from decisions rendered by the revision bureau; to exempt from school taxes properties belonging to the City and that were rented; to determine how shall be signed treasury-bonds, cheques and bonds or "debentures" issued by the City; to modify the law concerning the construction and maintenance of permanent sidewalks; to determine the rule to dismiss municipal judges in accordance with the Courts of Justice Act; to fix at 70 years of age the pension of municipal judges; to enact that the summary convictions Act be applied before the Municipal Court, except when there is incompatibility with certain dispositions of its charter and except also in cases governed by special provisions; to modify a special law already adopted concerning lanes belonging to Montcalm Land Co. Ltd. in the electoral district number 1; to authorize the City to require a fee not exceeding $25 for the incorporation of every club or association in virtue of the recreation club Act or the national benevolent society Act; to authorize the City to consolidate, if any, budgetary deficits of the fiscal year 1969-70; to enact as non taxable the filtration plant and its appurtenances in the municipality where they are located; to attribute to the City the property of certain real estates described as being lanes, yet registered in the name of Nor-Mount Realty Co. Limited; to authorize the City to adopt as its construction by-law, the National Building Code, and to adopt for its territory any modification deemed necessary; to ask the confirmation of the contract intervened with Les Soeurs de la Charité de Québec before Me Paul Larue, P.N., under number 3162 of his minutes; to authorize the City to bid and to acquire immovables located in the limits of its territory, at any sale made by the sheriff, when municipal or school taxes are due on the said immovables; to ask that the Executive Committee be authorized to enact regulations in connection with any by-law at certain conditions; to ask permission to impose a special tax on every bus in the City of Québec to transport travelers or tourists for payment; to ask the rescinding of the Act 63 Victoria, chapter 4; to authorize the City to modify any provision concerning by-law number 777, notwithstanding the Act 14-15 George VI, chapter 70, section 10; to ask the confirmation of the contract passed between the City of Québec and Socar Compost Canada Ltd. before Me Paul Larue, P.N., under number 3508 of his minutes; to allow permission to the French Government to erect on St. Louis road a building intended to be occupied by the offices of the French Consulate in Québec; to allow the City to regulate, after payment of a license, the exploitation of cafes-terrasses on the public property of the City and to fix all other conditions of such exploitation; to rule out any doubt concerning the title given to Place St. Cyrille Limited to immovable located in the rectangular formed by St. Cyrille Boulevard, St. Augustin, St. Joachim and St. Eustache Street; to authorize the City to establish, set up, and maintain sporting centers and playgrounds, and for these purposes sign any agreements with schoolboard commissions to set up, maintain and improve jointly sporting centers and playgrounds; to enact that the canalization of the St. Charles River and the planning of the bank of the said river up to the

aménager, maintenir et améliorer en commun des centres de loisirs et des terrains de jeux; pour décréter que la canalisation de la rivière St-Charles et l'aménagement des berges de ladite rivière jusqu'aux limites ouest de la ville de Québec, constituent une entreprise municipale et autoriser la Ville à acquérir à cette fin les immeubles qu'elle jugera utiles à la réalisation de l'entreprise; pour demander l'annexion à la Ville de Québec de certains lots situés dans la ville de Giffard et où des bâtiments doivent être érigés, partie dans la ville de Québec et partie dans la ville de Giffard; et tous autres pouvoirs qui pourraient être dans l'intérêt de la Ville de Québec.

Québec, le 4 février 1969.

Le procureur de la Ville de Québec,
28488-o BENOIT PELLETIER, C.R.

Club de Golf de Rosemere inc.
Rosemere Golf Club Inc.

Avis est par les présentes donné que « Club de Golf de Rosemere inc.— Rosemere Golf Club Inc. », de la ville de Rosemere, dans le district judiciaire de Terrebonne, s'adressera à l'assemblée Nationale du Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi pour que la corporation soit régie par les dispositions d'une Loi de l'Assemblée Nationale du Québec et par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 10 mars 1969.

Les procureurs de la requérante,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
28431-12-4-o GODIN & LAPOINTE.

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Avis est par les présentes donné que la « Société Nationale de Fiducie », la « Société St-Jean-Baptiste de Montréal » et la « Fédération de Montréal des Caisses Desjardins », ayant toutes trois leur siège social en les cité et district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec à sa prochaine session ou à la session suivante, pour demander des amendements aux lois constitutives de « Société Nationale de Fiducie », aux fins de modifier les structures de ladite société.

Les procureurs des requérantes,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS, GODIN & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT & EMERY.
28457-12-4-o

The Imperial Trust Company

Avis est par les présentes donné que « The Imperial Trust Company » s'adressera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte de façon à ce qu'elle soit autorisée à augmenter son capital-actions jusqu'à un montant ne devant pas excéder $25,000,000.

Québec, le 19 février 1969.

Les procureurs de la pétionnaire,
FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
ET PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
28118-9-4-o PHILLIPS & ROTHMAN.

western limits of the City of Québec, is of municipal concern and authorize the City to acquire for that purpose the immovables deemed necessary to the carrying out of such work; to ask the annexation to the City of Québec of certain lots located in the City of Giffard and where buildings shall be erected, partly in the City of Québec and partly in the City of Giffard; and all other authority that could be in the interest of the City of Québec.

Québec, February 4, 1969.

BENOIT PELLETIER, Q.C.,
28488-o *Attorney of Québec City.*

Club de Golf de Rosemere inc.
Rosemere Golf Club Inc.

Notice is hereby given that "Club de Golf de Rosemere inc.— Rosemere Golf Club Inc.", of the city of Rosemere, in the judicial district of Terrebonne, will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, for the passing of an Act permitting the Corporation to be governed by the provisions of an Act of the National Assembly of Québec and by the provisions of Part II of the Québec Companies' Act.

Given at Montreal, this March 10, 1969.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN & LAPOINTE,
28431-12-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

Notice is hereby given that the "Société Nationale de Fiducie", the "Société St-Jean Baptiste de Montréal" and the "Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", all three having their head office in the city and district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec during its next session or during the one following, to request amendments to the acts constituting the "Société Nationale de Fiducie", in order to modify the structure of the said association.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS, GODIN & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON, GODBOUT & EMERY,
28457-12-4 *Attorneys for the Petitioners.*

The Imperial Trust Company

Notice is hereby given that "The Imperial Trust Company", will apply to the Legislature of the Province of Québec during the next session for the adoption of an act amending its charter so as to be authorized to increase its capital-stock to an amount not exceeding $25,000,000.

Québec, February 19, 1969.

FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY
AND PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN,
28118-9-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la quatrième session de la vingt-huitième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° les lignes homologuées et de redressement;
2° la taxe de l'eau dans Westmount;
3° les taxes personnelles imposées sous forme de permis;
4° la correction de la description des limites du quartier Saint-Michel-Nord,

et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 6 mars 1969.

Le greffier de la Ville,
28310-11-4-o R. BOUCHARD, C.R.

La Corporation des Électroniciens du Québec

Prenez avis que « La Corporation des Électroniciens du Québec » adressera une pétition à la Législature, au Comité des Bills privés, pour obtenir la refonte complète de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 102, qui l'a constituée en Corporation en 1964.

La nouvelle loi aura pour effet de fermer la Corporation davantage, c'est-à-dire d'empêcher quiconque qui n'est pas membre de la Corporation, donc qui n'est pas qualifié, d'offrir au public de réparer tout appareil électronique domestique.

La nouvelle loi permettra à la Corporation d'établir un bureau des examinateurs pour décerner les différentes catégories de permis aux électroniciens membres ainsi que pour révoquer lesdits permis s'il y a lieu et d'établir un Comité de discipline pour voir à la protection du public et des membres.

La nouvelle loi prévoit des modes d'apprentissage pour permettre une plus grande compétence des membres. Elle prévoit la possibilité pour le bureau des examinateurs d'annuler un contrat d'apprentissage pour cause, sauf recours aux Tribunaux.

La nouvelle loi prévoit que les honoraires et les amendes prévus appartiennent à la Corporation et sont perçus par elle.

La nouvelle loi prévoit des poursuites devant les Cours et des pénalités pour différentes sortes de manquements à la Loi ou aux Règlements.

Montréal, le 6 mars 1969.

Le procureur,
agent de la Corporation,
28309-11-4-o PIERRE BERNIER.

City of Montreal

Notice is hereby given that the "City of Montreal" will apply to the National Assembly of Québec, during the fourth session of the twenty-eighth Legislature, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters;

1. Homologation and rectification of lines;
2. Water taxes in Westmount;
3. Personal taxes levied as permits;

4. Amendment of the description of Saint-Michel-Nord Ward boundaries,

and all other matters useful for the good administration of the City's business.

City Hall, Montreal, March 6, 1969.

R. BOUCHARD, Q.C.,
28310-11-4-o *City Clerk.*

The Québec Corporation of Electronicians

Take notice that "The Québec Corporation of Electronicians" will address a petition to the Committee of the private Bills of the National Assembly to obtain the complete revision of the Act 12-13 Elizabeth II, chapter 102, which constituted the said Corporation in 1964.

The new Act is to the effect of closing the Corporation, that is to say to forbid anybody who is not a member of the Corporation to offer to the public to repair any domestic electronic apparatus.

The new Act will permit to the Corporation to establish an Examiners Office to give to the electronician members different classes of permits and to revoke the said permits if there is a case to do so and also permit to the said Corporation to establish a Disciplinary Committee in order to assure the protection of its members and of the public.

The new Act will also permit to organize an apprenticeship in order to assure a greater competency among the members. It will also permit to the Examiners Office to annul an apprenticeship contract pour cause, safe recourse to the Court.

The new Act will also provide that the fees and the fines therein determined will belong to the Corporation and will be perceived by it.

The new Act further provided some prosecutions in front of the Courts and some penalties for different kinds of breach to the Act or to the Rules.

Montreal, March 6, 1969.

PIERRE BERNIER,
Attorney,
28309-11-4-o *Agent for the Corporation.*

Soumissions

Tenders

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou

Comté de Lafontaine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, 6695, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., jusqu'à 5.30 heures du soir, mardi, le 8 avril 1969, pour l'achat de $360,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, comté de

The School Commissioners for the Municipality of the Town of Anjou

County of Lafontaine

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, Secretary-Treasurer, 6695 Merriam Avenue, Town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q., until 5:30 o'clock in the evening, Tuesday, April 8, 1969, for the purchase of an issue of $360,000 of bonds for the School Commissioners of the municipality of the Town of Anjou, county

afontaine, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées du: 12 septembre 1967 tel que modifié par la résolution du 18 mars 1968 — $330,000 — achat de terrains; 6 septembre 1966 — $30,000 — construction de 4 classes additionnelles à l'école Tara Hall.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $360,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 8,500
1er avril 1971	9,000
1er avril 1972	10,000
1er avril 1973	10,000
1er avril 1974	11,000
1er avril 1975	12,000
1er avril 1976	13,000
1er avril 1977	14,000
1er avril 1978	14,000
1er avril 1979	16,500
1er avril 1980	17,500
1er avril 1981	18,500
1er avril 1982	19,500
1er avril 1983	21,000
1er avril 1984	23,000
1er avril 1985	25,000
1er avril 1986	26,000
1er avril 1987	28,500
1er avril 1988	30,500
1er avril 1989	32,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $32,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Anjou.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $32,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $32,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair,

of Lafontaine, dated April 1, 1969 and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount so issued at each different rate must cover one or several complete amortizations, such as shown on the table of redemption of the present notice.

Resolutions dated: September 12, 1967 as modified by resolution dated March 18, 1968 — $330,000 — purchase of land; September 6, 1966 — $30,000 — construction of 4 additional classrooms to the Tara Hall School.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $360,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 8,500
April 1, 1971	9,000
April 1, 1972	10,000
April 1, 1973	10,000
April 1, 1974	11,000
April 1, 1975	12,000
April 1, 1976	13,000
April 1, 1977	14,000
April 1, 1978	14,000
April 1, 1979	16,500
April 1, 1980	17,500
April 1, 1981	18,500
April 1, 1982	19,500
April 1, 1983	21,000
April 1, 1984	23,000
April 1, 1985	25,000
April 1, 1986	26,000
April 1, 1987	28,500
April 1, 1988	30,500
April 1, 1989	32,500

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being ten-year short-term for one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $32,500, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, beginning with the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one only of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Anjou.

Capital and interests are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to $32,500 However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term bonds, for an amount greater than $32,500, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation

le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 8 avril 1969, à 5.30 heures du soir, 6695, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou (Comté de Lafontaine), ce 10 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

6695, avenue Merriam,
Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.
Téléphone: 352-4440, code 514. 28458-o

Ville de Candiac

Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Hélène Sentenne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 9, Boulevard Montcalm, Candiac, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 5.30 heures de l'après-midi, mardi, le 8 avril 1969, pour l'achat de $235,000 d'obligations de la ville de Candiac, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 92 — $200,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 95 — $35,000 — aqueduc, égouts, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $235,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 4,000
1er mai 1971	4,500
1er mai 1972	4,500
1er mai 1973	5,000
1er mai 1974	5,000
1er mai 1975	6,000
1er mai 1976	6,500
1er mai 1977	6,500
1er mai 1978	7,500
1er mai 1979	8,000
1er mai 1980	9,000
1er mai 1981	9,500
1er mai 1982	10,000
1er mai 1983	11,000
1er mai 1984	12,000
1er mai 1985	8,500
1er mai 1986	9,500
1er mai 1987	10,000
1er mai 1988	11,000
1er mai 1989	87,000

at par, on April, 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Tuesday, April 8, 1969, at 5:30 o'clock in the evening, 6695 Merriam Avenue, Town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Anjou (County of Lafontaine), March 10, 1969.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

6695 Merriam Avenue,
Town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q.,
Telephone: 352-4440, code 514. 28458

Town of Candiac

County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Hélène Sentenne, Secretary-Treasurer, Town Hall, 9 Montcalm Boulevard, Candiac, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 5:30 o'clock p.m., Tuesday, April 8, 1969, for the purchase of an issue of $235,000 of bonds for the town of Candiac, county of Napierville-Laprairie, dated May 1, 1969, and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate of interest is used the amount issued at each different rate must cover one or several entire annual amortizations such as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 92 — $200,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 95 — $35,000 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $235,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 4,000
May 1, 1971	4,500
May 1, 1972	4,500
May 1, 1973	5,000
May 1, 1974	5,000
May 1, 1975	6,000
May 1, 1976	6,500
May 1, 1977	6,500
May 1, 1978	7,500
May 1, 1979	8,000
May 1, 1980	9,000
May 1, 1981	9,500
May 1, 1982	10,000
May 1, 1983	11,000
May 1, 1984	12,000
May 1, 1985	8,500
May 1, 1986	9,500
May 1, 1987	10,000
May 1, 1988	11,000
May 1, 1989	87,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière ne soit pas pour un montant inférieur à $17,500 et, si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1989 au montant de $87,000 comprend un solde de $75,000 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er mai 1990	$13,000
1er mai 1991	13,500
1er mai 1992	15,000
1er mai 1993	16,000
1er mai 1994	17,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $87,000 Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $87,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 8 avril 1969, à 5.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 9, Boulevard Montcalm, Candiac, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Candiac (Comté de Napierville-Laprairie), ce 13 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
MLLE HÉLÈNE SENTENNE.

Hôtel de Ville, 9, Boulevard Montcalm,
Candiac (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Téléphone: 659-5433, code 514. 28459-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 20-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 10-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $17,500, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of the renewable part hereinafter mentioned. However tenders shall be sent for one of the above methods os issue only and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of May 1, 1989 in the amount of $87,000 includes a balance of $75,000, renewable for an additional 5 year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 1, 1990	$13,000
May 1, 1991	13,500
May 1, 1992	15,000
May 1, 1993	16,000
May 1, 1994	17,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $87,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $87,000, the amount so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on May 1, of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds, at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 8, 1969, at 5:30 o'clock p.m., Town Hall, 9 Montcalm Boulevard, Candiac, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Candiac (County of Napierville-Laprairie), March 13, 1969.

MISS HÉLÈNE SENTENNE.
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 9 Montcalm Boulevard,
Candiac (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Telephone: 659-5433, code 514. 28459

Ville de Châteauguay
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-

Town of Châteauguay
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Hurtubise,

signé Claude Hurtubise, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 9 avril 1969, pour l'achat de $826,500 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 56 — $10,000 — aqueduc et égouts; 57 — $4,300 — voirie; 343 — $463,500 — aqueduc, égouts, etc.; 344 — $297,500 — services récréatifs et communautaires; 353 — $51,200 — aqueduct, égouts, voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $826,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$33,500
1er mai 1971	34,000
1er mai 1972	34,000
1er mai 1973	34,000
1er mai 1974	35,000
1er mai 1975	38,000
1er mai 1976	38,000
1er mai 1977	40,000
1er mai 1978	40,000
1er mai 1979	40,000
1er mai 1980	43,000
1er mai 1981	43,000
1er mai 1982	44,000
1er mai 1983	44,000
1er mai 1984	44,000
1er mai 1985	48,000
1er mai 1986	48,000
1er mai 1987	48,000
1er mai 1988	49,000
1er mai 1989	49,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $49,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Secretary-Treasurer, Town Hall, 5 de la Station Street, Châteauguay, County of Châteauguay, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., Wednesday, April 9, 1969, for the purchase of an issue of $826,500 of bonds for the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated May 1, 1969, and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 56 — $10,000 — aqueduct and sewers; 57 — $4,300 — roads; 343 — $463,500 — aqueduct, sewers, etc.; 344 — $297,500 — recreational and community services; 353 — $51,200 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $826,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$33,500
May 1, 1971	34,000
May 1, 1972	34,000
May 1, 1973	34,000
May 1, 1974	35,000
May 1, 1975	38,000
May 1, 1976	38,000
May 1, 1977	40,000
May 1, 1978	40,000
May 1, 1979	40,000
May 1, 1980	43,000
May 1, 1981	43,000
May 1, 1982	44,000
May 1, 1983	44,000
May 1, 1984	44,000
May 1, 1985	48,000
May 1, 1986	48,000
May 1, 1987	48,000
May 1, 1988	49,000
May 1, 1989	49,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $49,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $49,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $49,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 9 avril 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 5, rue de la Station, Châteuaguay, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay (Comté de Châteauguay), ce 10 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTUBISE.

Hôtel de ville, 5, rue de la Station,
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6767, code 514. 28460-o

Ville de Richmond
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Ducharme, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 50 est, rue Craig, Richmond, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 8 avril 1969, pour l'achat de $261,000 d'obligations de la ville de Richmond, comté de Richmond, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 315 — $156,000 — aqueduc, égouts et voirie; 319 — $105,000 — voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $261,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 6,000
1er mai 1971	6,500
1er mai 1972	7,500
1er mai 1973	8,000
1er mai 1974	8,000
1er mai 1975	8,500
1er mai 1976	9,000
1er mai 1977	10,500
1er mai 1978	11,000
1er mai 1979	11,500
1er mai 1980	12,500
1er mai 1981	13,500
1er mai 1982	14,000
1er mai 1983	15,500

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $49,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $49,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, April 9, 1969, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 5 de la Station Street, Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay (County of Châteauguay), March 10, 1969.

CLAUDE HURTUBISE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 5 de la Station Street,
Châteauguay (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6767, code 514. 28460

Town of Richmond
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilles Ducharme, Secretary-Treasurer, Town Hall, 50 Craig Street East, Richmond, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., Tuesday, April 8, 1969, for the purchase of an issue of $261,000 of bonds for the town of Richmond, county of Richmond, dated May 1, 1969 and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos.: 315 — $156,000 — aqueduct, sewers and roads; 319 — $105,000 — roads, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $261,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 6,000
May 1, 1971	6,500
May 1, 1972	7,500
May 1, 1973	8,000
May 1, 1974	8,000
May 1, 1975	8,500
May 1, 1976	9,000
May 1, 1977	10,500
May 1, 1978	11,000
May 1, 1979	11,500
May 1, 1980	12,500
May 1, 1981	13,500
May 1, 1982	14,000
May 1, 1983	15,500

1er mai 1984	$16,500
1er mai 1985	17,500
1er mai 1986	19,000
1er mai 1987	20,000
1er mai 1988	22,000
1er mai 1989	24,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $24,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $24,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $24,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 8 avril 1969, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 50 est, rue Craig, Richmond, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond (Comté de Richmond), ce 10 mars 1969. *Le secrétaire-trésorier,*
GILLES DUCHARME.

Hôtel de Ville, 50 est, rue Craig,
Richmond (Richmond), P.Q.
Téléphone: 826-3789, code 819. 28461-o

Paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Renaud Chapdeleine, secrétaire-trésorier, Palais de Justice de Nicolet, 395, rue Mgr Courchesne, case postale 70, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 9 avril 1969, pour l'achat de $250,000 d'obligations

May 1, 1984	$16,500
May 1, 1985	17,500
May 1, 1986	19,000
May 1, 1987	20,000
May 1, 1988	22,000
May 1, 1989	24,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year or 15-year short-term serial bonds. Also tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $24,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Richmond.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $24,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $24,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 8, 1969, at 7:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 50 Craig Street East, Richmond, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Richmond (County of Richmond), March 10, 1969. GILLES DUCHARME,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 50 Craig Street East,
Richmond (Richmond), P.Q.
Telephone: 826-3789, code 819. 28461

Parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Renaud Chapdeleine, Secretary-Treasurer, Nicolet Court House, 395 Mgr. Courchesne Street, Post Office Box 70, Nicolet, county of Nicolet, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Wednesday, April 9, 1969, for the purchase of an issue of $250,000 of bonds

de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, comté de Nicolet, datées du 1er mai 1969 et remboursables par séries du 1er mai 1970 au 1er mai 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: E-2 — $150,000 — aqueduc, égouts; E-3 — $100,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1969.

Tableau d'amortissement — $250,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1970	$ 2,500
1er mai 1971	2,500
1er mai 1972	2,500
1er mai 1973	2,500
1er mai 1974	2,500
1er mai 1975	3,500
1er mai 1976	3,500
1er mai 1977	4,000
1er mai 1978	4,000
1er mai 1979	4,000
1er mai 1980	5,000
1er mai 1981	5,000
1er mai 1982	5,500
1er mai 1983	6,000
1er mai 1984	6,500
1er mai 1985	7,000
1er mai 1986	7,500
1er mai 1987	8,500
1er mai 1988	9,000
1er mai 1989	158,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $21,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1989 au montant de $158,500 comprend un solde de $149,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er mai 1990	$10,000
1er mai 1991	11,000
1er mai 1992	12,000
1er mai 1993	13,000
1er mai 1994	14,000
1er mai 1995	15,000
1er mai 1996	16,500
1er mai 1997	17,500
1er mai 1998	19,000
1er mai 1999	21,000

for the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, county of Nicolet, dated May 1, 1969 and redeemable serially from May 1, 1970 to May 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown in the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos: E-2 — $150,000 — aqueduct, sewers; E-3 — $100,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from May 1, 1969.

Table of redemption — $250,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1970	$ 2,500
May 1, 1971	2,500
May 1, 1972	2,500
May 1, 1973	2,500
May 1, 1974	2,500
May 1, 1975	3,500
May 1, 1976	3,500
May 1, 1977	4,000
May 1, 1978	4,000
May 1, 1979	4,000
May 1, 1980	5,000
May 1, 1981	5,000
May 1, 1982	5,500
May 1, 1983	6,000
May 1, 1984	6,500
May 1, 1985	7,000
May 1, 1986	7,500
May 1, 1987	8,500
May 1, 1988	9,000
May 1, 1989	158,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $21,000, and if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The May 1, 1989 maturity in the amount of $158,500 includes a balance of $149,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 1, 1990	$10,000
May 1, 1991	11,000
May 1, 1992	12,000
May 1, 1993	13,000
May 1, 1994	14,000
May 1, 1995	15,000
May 1, 1996	16,500
Map 1, 1997	17,500
May 1, 1998	19,000
May 1, 1999	21,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nicolet.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $158,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $158,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 9 avril 1969, à 8 heures du soir, Palais de Justice de Nicolet, 395, rue Mgr Courchesne, case postale 70, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Baptiste-de-Nicolet (Comté de Nicolet), ce 10 mars 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ME RENAUD CHAPDELEINE.

Palais de Justice de Nicolet,
395, rue Mgr Courchesne, case postale 70,
Nicolet (Nicolet), P.Q.
Téléphone: 293-4242, code 819. 28482-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Nicolet.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $158,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $158,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, April 9, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Nicolet Court House, 395 Mgr. Courchesne Street, Post Office Box 70, Nicolet, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Baptiste-de-Nicolet (County of Nicolet), March 10, 1969.

ME RENAUD CHAPDELEINE,
Secretary-Treasurer.

Nicolet Court House,
395 Mgr. Courchesne Street, Post Office Box 70,
Nicolet (Nicolet), P.Q.
Telephone: 293-4242, code 819. 28482

Avis divers

Conseil St. Theresa No 3846 des Chevaliers de Colomb de Temiscaming Inc.

Le « Conseil St. Theresa No 3846 des Chevaliers de Colomb de Temiscaming Inc.» Temiscaming. Québec, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 25 février 1969.

Le grand chevalier,
GORDON ROBINSON.
Le secrétaire-archiviste,
28402 RAYMOND CHENIER.

Conseil Colombien 6003 Incorporé Lebel-sur-Quévillon, Abitibi-Est, Qué.

Le « Conseil Colombien 6003 Incorporé Lebel-sur-Quévillon, Abitibi-Est, Qué. » donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 12 novembre 1968.

Lebel sur Quévillon, 10 janvier 1969.

Le grand chevalier,
JEAN-YVES POIRIER.
Le secrétaire-archiviste,
28432-o CONRAD FERLAND.

Miscellaneous Notices

Council St. Theresa No. 3846 of the Knights of Columbus of Temiscaming Inc.

The "Council St. Theresa No. 3846 of the Knights of Columbus of Temiscaming, Inc." Temiscaming, Québec, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from February 25, 1969.

GORDON ROBINSON,
Grand Knight.
RAYMOND CHENIER.
28402-o *Recorder.*

Conseil Colombien 6003 Incorporé Lebel-sur-Quévillon, Abitibi-Est, Qué.

The "Conseil Colombien 6003 Incorporé Lebel-sur-Quévillon, Abitibi-Est, Qué." hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from November 12, 1968.

Lebel sur Quévillon, January 10, 1969.

JEAN-YVES POIRIER,
Grand Knight.
CONRAD FERLAND,
28432-o *Recorder.*

Corporation des ingénieurs du Québec

Avis est donné que le lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 408 du 14 février 1969, conformément à la demande faite en vertu de la Loi des ingénieurs, a approuvé le règlement adopté le 21 novembre 1968 par la corporation des ingénieurs du Québec.

Le procureur de la corporation,
28433-o POTHIER FERLAND.

Corporation des ingénieurs du Québec

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has, by decree number 408 of February 14, 1969, in conformity with the petition made pursuant to the Engineers Act, approved the by-law adopted on November 21, 1968, by "Corporation des ingénieurs du Québec".

POTHIER FERLAND,
28433 *Attorney for the Corporation.*

Ville de Cabano
Paroisse de St-Mathias de Cabano

1° Attendu que la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 56, prévoit que les municipalités qui désirent fusionner peuvent adopter, à la majorité absolue des membres de chacun de leur conseil, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

2° Attendu que le conseil de chacune de vos requérantes a adopté un tel règlement;

En conséquence, vos requérantes vous prient d'octroyer des lettres patentes, fusionnant la ville de Cabano et la paroisse de St-Mathias de Cabano, selon les modalités suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Cabano » en français et, en anglais, « Town of Cabano »;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit à la description technique de M. Raymond Archambeault, arpenteur-géomètre, jointe à la présente requête pour en faire partie comme si elle était au long reproduite;

c) Les conditions de la fusion seront les suivantes:

1° Les dettes obligataires des municipalités mentionnées dans la requête, contractées en vertu de règlements déjà promulgués, seront payables suivant les règlements existants par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes.

2° Les contribuables de la paroisse de St-Mathias de Cabano n'auront pas à payer pour les services dont ils ne bénéficieront pas. Notamment: aqueduc, égout, vidanges, éclairage de rues, entretien et réparation des rues et trottoirs.

3° Le coût du service des pompiers et du système de protection incendie sera partagé au prorata de l'évaluation.

4° La ville de Cabano sera divisée en trois (3) quartiers, portant les numéros 1 à 3 inclusivement, dont les limites sont désignées à un plan et à une description technique préparée par l'arpenteur Raymond Archambeault et annexée à la présente requête pour en faire partie intégrante.

Les quartiers nos 1 et 2 éliront chacun un conseiller et le quartier no 3 élira quatre (4) conseillers.

5° Après la fusion, si la nouvelle municipalité a besoin d'un aide secrétaire ou d'un commis de bureau, que ce soit une personne de la paroisse.

d) La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes;

e) Jusqu'à la première élection générale, le conseil qui aura le pouvoir d'administrer la nouvelle municipalité sera composé de tous les membres des conseils des 2 municipalités requérantes, en fonction au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, et le maire sera M. Guy Michaud.

Town of Cabano
Parish of St-Mathias de Cabano

1. Whereas Act 13-14 Elizabeth II, chapter 56, provides that municipalities wishing to amalgamate may adopt, by the absolute majority of the members of each of their councils, a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, requesting him to issue letters patent amalgamating these municipalities and creating a new municipality;

2. Whereas the council of each of the petitioners adopted such a by-law;

Therefore, the petitioners beg you to issue letters patent, amalgamating the town of Cabano and the parish of St-Mathias de Cabano, according to the following modalities:

(*a*) The name of the new municipality is "Ville de Cabano" in French and, in English, "Town of Cabano";

(*b*) The territory of the new municipality is that which is described in the technical description of Mr. Raymond Archambeault, land-surveyor, appended to the present petition to become a part of it as if it were reproduced at length;

(*c*) The conditions of the amalgamation will be the following:

1. The obligatory debts of the municipalities mentioned in the petition, contracted pursuant to the by-laws already promulgated, will be payable according to the existing by-laws by proprietors subject to the payment of these debts.

2. The taxpayers of the parish of St-Mathias de Cabano will not have to pay for the services which they will not receive. Notably: aqueduct, sewers, garbage, street lighting, the maintenance and repairs of roads and sidewalks.

3. The cost of the services of firemen and the fire protection system will be shared at prorata of the valuation.

4. The Town of Cabano will be divided into three (3) wards, bearing numbers 1 to 3 inclusively, whose limits are designated on a technical plan and description prepared by Raymond Archambeault, land-surveyor and appended to the present petition to become an integral part of it.

Ward Nos 1 and 2 will each elect one councillor and Ward No. 3 will elect four (4) councillors.

5. After the amalgamation, if the new municipality needs the assistance of a secretary or of an office clerk, he must be a parishioner.

(*d*) The new municipality is governed by the Cities and Towns Act:

(*e*) Up to the first general election, the council which will have the power to administer the new municipality will be composed of all the members of the councils of the two petitioning municipalities, in office at the time of the coming into force of the letters patent, and the mayor will be Mr. Guy Michaud.

Si la charge d'un conseiller devient vacante, le conseil remplit la vacance en nommant une personne éligible de l'ancienne municipalité représentée par le conseiller démissionnaire. Lorsque le conseil temporaire remplit une vacance, le maire est tenu de voter au cas de partage égal des voix et, s'il a déjà voté, il peut alors donner une vote prépondérant.

Si la charge de maire devient vacante, le conseil remplit la vacance en nommant une personne éligible de la nouvelle municipalité;

f) La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à la salle du couvent de Cabano, à 7.30 hrs du soir;

g) La liste des électeurs devra être dressée en temps utile conformément à la loi;

h) La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier (1er) dimanche de novembre 1969, si les lettres patentes sont en vigueur le premier (1er) août de cette année; si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier (1er) dimanche de novembre 1970. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre (4) ans, le premier (1er) dimanche de novembre;

i) À compter de la première élection générale, le conseil municipal est composé du maire et de six (6) conseillers élus;

j) Le siège de chacun des conseillers sera désigné par un numéro;

k) Le fonds industriel de la ville de Cabano s'appliquera à tout le territoire de la nouvelle ville.

Signé à Cabano, ce 24e jour de février mil neuf cent soixante-neuf (1969).

Municipalité de St-Mathias de Cabano.

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE J. LECLERC.
Le maire,
ARMAND MORENCY.
Ville de Cabano.
Le secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS OUELLET.
Le maire,
GUY MICHAUD.

VILLE DE CABANO

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que lors d'une séance spéciale dûment convoquée du conseil municipal de Ville de Cabano, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des séances du conseil, mercredi le 19 février 1969, formant quorum et siégeant sous la présidence de M. Guy Michaud, maire, un règlement portant le No 154, fut adopté, permettant la fusion des municipalités de Ville de Cabano et St-Mathias de Cabano, créant ainsi une nouvelle municipalité de ville, sous le nom de « Ville de Cabano » et la préparation d'une requête conjointe à soumettre au lieutenant-gouverneur à cet effet.

Cette requête est déposée au bureau de la Ville de Cabano, à 79 rue Commerciale à Cabano, pour quiconque veut en prendre connaissance.

Les propriétaires qui s'opposent à la fusion, peuvent dans les 30 jours, à compter de la date du présent avis, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec, P.Q.

If the post of councillor becomes vacant, the council fills the vacancy by appointing a person elegible from the former municipality represented by the resigning councillor. When the temporary council fills a vacancy, the mayor is required to vote in case of equal votes and, if he has already voted, he may then give a casting vote.

If the post of mayor becomes vacant, the council fills the vacancy by appointing an eligible person of the new municipality.

(*f*) The first meeting of the provisional council will be held on the second judicial Monday following the coming into force of the letters patent. It will be held in the hall of the Convent of Cabano, at 7.30 o'clock, p.m.;

(*g*) The list of electors should be prepared in due time in conformity with the law;

(*h*) The first general election of the mayor and councillors will be held on the first (1st) Sunday of November, 1969, if the letters patent are in force on the first (1st) of August of this year; if they are in force after this date, it will be held on the first (1st) Sunday of November, 1970. The subsequent general elections will be held every four (4) years, on the first (1st) Sunday of November;

(*i*) From and after the first general election, the municipal council is composed of the mayor and six (6) elected counsellors;

(*j*) The seat of each of these councillors will be designated by a number;

(*k*) The industrial fund of the town of Cabano will apply to all the territory of the new town.

Signed at Cabano, this 24th day of February, one thousand nine hundred and sixty-nine. (1969).

Municipality of Saint-Mathias de Cabano.

CAMILLE J. LECLERC,
Secretary-Treasurer.
ARMAND MORENCY,
Mayor.
Town of Cabano.
JEAN-LOUIS OUELLET,
Secretary-Treasurer.
GUY MICHAUD,
Mayor.

TOWN OF CABANO

Public notice is hereby given to the taxpayers of the aforementioned municipality by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that at a special meeting duly convoked of the municipal council of the town of Cabano, held at the place and ordinary time of the meetings of the council, on Wednesday, February 19, 1969, forming quorum and sitting under the presidency of Mr. Guy Michaud, mayor, a by-law bearing No. 154, was adopted, allowing the amalgamation of the municipalities of the Town of Cabano and St-Mathias de Cabano, thus creating a new town municipality, under the name of "Town of Cabano" and the preparing of a joint petition to be submitted to the Lieutenant-Governor to this effect.

This petition is deposited at the office of the Town of Cabano, at 79 Commerciale Street, at Cabano, for whomsoever it may interest.

The proprietors opposed to the amalgamation, may within 30 days, from and after the date of the present notice, make known the motives of their opposition by writing to the Québec Municipal Commission, Government House, Québec, P.Q.

Donné à Cabano, ce 21e jour de février mil neuf cent soixante-neuf (1969).

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS OUELLET.

SAINT-MATHIAS DE CABANO

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que lors de la séance de la reprise d'ajournement de la séance, du 10 février 1969, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des séances du conseil, lundi le 17 février 1969, formant quorum et siégeant sous la présidence de M. Armand Morency, maire, un règlement portant le No. 140 fut adopté, permettant la fusion des municipalités de la Paroisse de St-Mathias de Cabano à la Ville de Cabano, créant ainsi une nouvelle municipalité de Ville, sous le nom de « Ville de Cabano » et la préparation d'une requête conjointe à soumettre au lieutenant-gouverneur à cet effet,

Cette requête est déposée au bureau du soussigné, à 173 rue Commerciale, Cabano, pour quiconque veut en prendre connaissance.

Les propriétaires qui s'opposent à la fusion, peuvent dans les 30 jours, à compter de la date du présent avis, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec, P.Q.

Donné à Cabano, ce 24e jour de février mil neuf cent soixante-neuf (1969).

Le secrétaire-trésorier,
28485-12-2-o CAMILLE-J. LECLERC.

Given at Cabano, this 21st day of February, one thousand nine hundred and sixty-nine (1969).

JEAN-LOUIS OUELLET,
Secretary-Treasurer.

SAINT-MATHIAS DE CABANO

Public notice is hereby given to the taxpayers of the aforementioned municipality, by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforementioned municipality, that at the resumption of a previously adjourned meeting, on February 10, 1969, held at the place and ordinary time of the meetings of the council, Monday, February 17, 1969, forming quorum and sitting under the presidency of Mr. Armand Morency, mayor, a by-law bearing No. 140 was adopted, allowing the amalgamation of the municipalities of the parish of St-Mathias de Cabano to the Town of Cabano, thus creating a new town municipality, under the name of "Town of Cabano" and the preparing of a joint petition to be submitted to the Lieutenant-Governor to this effect.

This petition is deposited at the office of the undersigned, at 173 Commerciale Street, Cabano, for whomsoever it may interest.

The proprietors opposed to the amalgamation, may within 30 days, from and after the date of the present notice, make known the motives of their opposition by writing to the Québec Municipal Commission, Government House, Québec, P.Q.

Given at Cabano, this 24th day of February, one thousand nine hundred and sixty-nine (1969).

CAMILLE-J. LECLERC,
28485-12-2 *Secretary-Treasurer.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives

Middlesex Mutual Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Middlesex Mutual Insurance Company », enregistrée sous le numéro 717, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1919, qui l'autorise à compter du 24 janvier 1969, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé au 12, carré Monument, Concord, état du Massachusetts, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Mitchell Klein, 1, Place Ville-Marie, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 26 février 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,
28363-11-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

Middlesex Mutual Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Middlesex Mutual Insurance Company", registered under number 717, has obtained the license and certificate of registry number 1919, authorizing it, as from the 24th of January 1969, to undertake in the province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto – civil commotion, earth quake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, spinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 12, Monument Square, Concord, State of Massachusetts, United States of America.

The company has appointed Mr. Mitchell Klein, 1, Place Ville Marie, Montreal, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, compagnies and cooperatives, the 26th of February, 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
28363-11-2-o *Superintendent of Insurance.*

Stonewall Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Stonewall Insurance Company », enregistrée sous le numéro 718, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1921, qui l'autorise à compter du 29 janvier 1969, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé au 2308, 4ème avenue nord, Birmingham, état de l'Alabama, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Paul-F. Dingle, 800, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 26 février 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, Le surintendant des assurances,

28362-11-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Stonewall Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate Registration

Notice is hereby given that "Stonewall Insurance Company", registered under number 718, has obtained the license and certificate of registry number 1921, authorizing it, as from the 29th of January 1969, to undertake in the province contracts of insurance of the following classes: Accident and Sickness.

The head office of the company is situated at 2308, 4th Avenue North, Birmingham, State of Alabama, United States of America.

The company has appointed Mr. Paul F. Dingle, 800, Victoria Square, Montreal, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 26th of February 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

28362-11-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits de mine et concession minière

Avis est donné par les présentes que, conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des mines (1965, 1ère session, ch. 34, modifiée par 1968, ch. 36), permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, et les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911, lorsqu'aucune exploration ou exploitation minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les 10 années précédant la date de la première publication des présentes, que le ministre des Richesses naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation des droits miniers et de la concession minière affectant les terrains ci-après désignés, après un délai de quatre-vingt-dix jours de la deuxième publication des présentes, savoir:

1° Le lot numéro douze (12) du rang sept (VII) de l'arpentage primitif du canton d'Ascot, district électoral de Sherbrooke, correspondant aux lots numéros douze-A, douze-B, douze-C, douze-D, douze-E, douze-F, douze-G, douze-H, douze-I, douze-J, douze-K, (12a, 12b, 12c, 12d, 12e, 12f, 12g, 12h, 12i, 12j, 12k) du rang sept (VII) du cadastre officiel du canton d'Ascot, district électoral et divisiond 'enregistrement de Sherbrooke.

2° Le lot numéro vingt et un (21) du rang deux (II) de l'arpentage primitif du canton de Weedon, correspondant aux lots numéros vingt et un-A, vingt et un-B et vingt et un-C (21a, 21b, 21c), du cadastre officiel du canton deWeedon, dans le district électoral de Wolfe.

3° Concession minière pour le phosphate concédée par lettres patentes, le 16 décembre 1880, sur la moitié sud du lot numéro dix-sept (½ S 17) du rang huit (VIII) du canton de

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights and of mining concession

Pursuant to sections 206, 207 and 208 of the mining Act (1965, 1st session, ch. 34, modified by 1968, ch. 36) enabling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, and the mining concessions for which letters patent were issued before the first of July 1911 when no mining exploration or operation have been made by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights and the mining concession of the hereunder lands that 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights, and the mining concession on the following parcel of lands:

1. The lot number twelve (12) of the range seven (VII) of the original land-survey of the township of Ascot, electoral district of Sherbrooke, corresponding to lots numbers twelve-A, twelve-B, twelve-C, twelve-D, twelve-E, twelve-F, twelve-G, twelve-H, twelve-I, twelve-J, twelve-K, (12a, 12b, 12c, 12d, 12e, 12f, 12g, 12h, 12i, 12j, 12k) of the range seven (VII) of the official cadastre of the township of Ascot, electoral district and registration division of Sherbrooke.

2° The lot number twenty-one (21) of the range two (II) of the original land-survey of the township of Weedon, corresponding to lots numbers twenty-one-A, twenty-one-B and twenty-one-C (21a, 21b, 21c) of the official cadastre of the township of Weedon, electoral district of Wolfe.

3° Mining concession for phosphate granted by letters patent of December 16th, 1880, on the south-half of the lot number seventeen (½ S. 17) of the range eight (VIII) of the township of

Templeton, district électoral de Gatineau, ayant une superficie d'environ cent acres.

Québec, le 26 février 1969.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

28364-11-2-o

Templeton, electoral district of Gatineau, having an area of about 100 acres.

Québec, February 26, 1969.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

28364-11-2-o

Régie l'électricité et du gaz

Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited

Tarif pour usage domestique

Avis est, par la présente, donné que « Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited », distributeur d'électricité aux termes de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz, (1964, S.R.Q. chapitre 87) a, par sa requête du 13 janvier 1969, demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'approuver un nouveau tarif dans les limites de la ville de Forestville.

Tout intéressé, sur demande, peut obtenir copie du tarif proposé.

Toute personne désirant soumettre des représentations concernant ladite requête devra le faire par écrit avant le 31 mars 1969.

Le 12 mars 1969.

LE SECRÉTAIRE.

2100 rue Drummond,
Montréal 107, P.Q.

28434-o

Electricity and Gas Board

Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited

Rate for domestic service

Notice is hereby given that "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited", electricity distributor as defined by the Act of the Electricity and Gas Board, (1964, R.S.Q. Chapter 87), has, by its petition of January 13, 1969, requested the Electricity and Gas Board to approve a new rate within the city of Forestville limits.

All concerned may obtain copy of proposed rate by request.

Any person wishing to submit representations concerning said petition must do so in writing before March 31st, 1969.

March 12, 1969.

SECRETARY.

2100 Drummond Street,
Montreal 107, P.Q.

28434-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, No 1271. { LA LAURENTIENNE, Compagnie Mutuelle d'Assurance, ayant son siège social à 400 est, Grande-Allée, Québec 4, demanderesse, *vs* GÉRARD PERRON, domicilié à 480, rue St-Jean, Drummondville, défendeur.

Désignation:

Un emplacement situé du côté sud-est de la rue St-Jean dans les limites de la municipalité de Drummondville, et composé des lots suivants, savoir:

a) Le lot numéro cent cinquante des subdivisions du lot originaire numéro cent quarante-sept (147-150) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Grantham, mesurant 35.35 pieds de largeur et ayant une profondeur moyenne de 83.83 pieds et borné comme suit: en front au nord-ouest par la rue St-Jean, au nord-est par le lot 147-151, au sud-est par le lot 149-133, et au sud-ouest par le lot 147-149, ci-après décrit;

b) Le lot numéro cent quarante-neuf des subdivisions du lot originaire numéro cent quarante-sept, (147-149) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, mesurant 35.35 pieds de front et ayant une profondeur moyenne de 84.07 pieds et borné comme suit: en front au nord-ouest par la rue St-Jean, au nord-est par le lot 147-150, au

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

DRUMMOND

Canada — Province of Québec
District of Drummond

Superior Court, No. 1271. { LA LAURENTIENNE Compagnie Mutuelle d'Assurance, having its head office at 400 Grande-Allée, East, Québec 4, plaintiff, *vs* GÉRARD PERRON, domiciled at 480 St-Jean St., Drummondville, defendant.

Designation:

An emplacement situated on the southeast side of St-Jean St. within the limits of the municipality of Drummondville, and composed of the following lots, to wit:

(*a*) Lot number one hundred and fifty of the subdivisions of original lot number one hundred and forty-seven (147-150) on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the township of Grantham, measuring 35.35 feet in width and having an average depth of 83.83 feet, and bounded as follows: in front, on the northwest, by St-Jean St., on the northeast by lot 147-151, on the southeast by lot 149-133, and on the southwest by lot 147-149, hereinafter described;

(*b*) Lot number one hundred and forty-nine of the subdivisions of original lot number one hundred and forty-seven (147-149) on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Grantham, measuring 35.35 feet in front and having an average depth of 84.07 feet, and bounded as follows: in front, on the northwest, by St-Jean St., on the northeast

sud-est par le lot 149-132 et au sud-ouest par le lot 147-148 ci-après décrit;

c) Le lot numéro cent quarante-huit des subdivisions du lot originaire numéro cent quarante-sept (147-148) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Grantham, mesurant 35.35 pieds de largeur et ayant une profondeur moyenne de 84.33 pieds et étant borné comme suit: en front au nord-ouest par la rue St-Jean, au nord-est par le lot numéro 147-149, ci-dessus décrit, au sud-est par le lot 149-131 et au sud-ouest par le lot 147-147.

d) Partie du lot numéro cent quarante-sept des subdivisions du lot originaire numéro cent quarante-sept (147 Ptie 147) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Grantham, mesurant 34.35 pieds de largeur et ayant une profondeur moyenne de 84.57 pieds, et étant borné comme suit: en front au nord-ouest par la rue St-Jean, au nord-est par le lot 147-148 ci-haut décrit, au sud-est par le lot 149-130, et au sud-ouest par la partie restante dudit lot numéro 147-147, mesurant ladite partie restante un pied de largeur.

Le débiteur déclare que les quatre lots ci-haut mentionnés n'ont au cadastre qu'une largeur respective de 35 pieds mais que lors du bornage en date du 12 juillet 1954 l'arpenteur monsieur Armand St-Pierre a trouvé un surplus de terrain, lequel après la répartition, a donné à chacun des lots 0.35 pieds de plus monsieur Basile David étant propriétaire d'un pied sur le lot 147-147, cela explique pourquoi le débiteur a sur ce dernier lot un emplacement mesurant 34.35 pieds de largeur au lieu de 35.35 pieds.

Le tout, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur.

Pour être vendu au bureau du shérif au Palais de Justice, Drummondville, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1969 à DIX heures de l'avant-midi.

Drummondville, ce 12 mars 1969.

Le shérif,
STEPHEN DOLAN.

28466-o

by lot 147-150, on the southeast by lot 149-132, and on the southwest by lot 147-148 hereinafter described;

(*c*) Lot number one hundred and forty-eight of the subdivisions of original lot number one hundred and forty-seven (147-148) on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the township of Grantham, measuring 35.35 feet in width and having an average depth of 84.33 feet, and being bounded as follows: in front, on the northwest, by St-Jean St., on the northeast by lot number 147-149 described above, on the southeast by lot 149-131, and on the southwest by lot 147-147.

(*d*) Part of lot number one hundred and forty-seven of the subdivisions of original lot number one hundred and forty-seven (147-P. 147) on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the township of Grantham, measuring 34.35 feet in width and having an average depth of 84.57 feet, and bounded as follows: in front, on the northwest, by St-Jean St., on the northeast by lot 147-148 described above, on the southeast by lot 149-130, and on the southwest by the remaining part of said lot number 147-147, the said remaining part measuring one foot in width.

The debtor declares that the four above-mentioned lots only have a respective width of thirty-five feet in the cadastre, but that at the time of the surveying carried out on July 12, 1954, Mr. Armand St-Pierre, land-surveyor, found an excess of land which, after repartition, gave to each of the lots 0.35 of a foot more. Since Mr. Basile David is, the proprietor of a foot on lot 147-147, that explains why the debtor has an emplacement on the last lot measuring 34.35 feet in width instead of 35.35 feet.

The whole English measure, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, without exception nor reserve on the part of the borrower.

To be sold in the Sheriff's Office, Court House, Drummondville, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

Drummondville, March 12, 1969.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

28466

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No 1470. HYDRO-QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 75, ouest boulevard Dorchester, dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* LOUIS MARIE LEVESQUE, résidant à St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé-Ouest, district de Gaspé, défendeur.

« De figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 10-B-10 et 10-B-9; au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par le lot 10-B-4; mesurant cent sept pieds (107′) au nord-ouest, cent vingt pieds (120′) au nord-est, quatre-vingt-seize pieds (96′) au sud-est, cent quatre pieds (104′) au sud-ouest, contenant en superficie dix mille huit cent vingt pieds (10,820 pieds carrés), circonstances et dépendances. »

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Provincial Court, No. 1470. HYDRO-QUÉBEC, a corporation legally incorporated having its head office and principal place of business at 75 Dorchester Boulevard West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LOUIS MARIE LEVESQUE, residing at St. Joachim de Tourelle, county of Gaspé-West, district of Gaspé, defendant.

"An irregular figure, bounded on the northwest by lots 10-B-10 and 10-B-9; on the northeast, southeast and southwest by lot 10-B-4; measuring one hundred and seven feet (107′) on the northwest, one hundred and twenty feet (120′) on the northeast, ninety-six feet (96′) on the southeast, one hundred and four feet (104′) on the southwest, containing in area ten thousand eight hundred and twenty feet (10,820 square feet), circumstances and dependencies".

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
J. ALBERT ROY.

Bureau du Shérif,
Percé, ce 10 mars 1969.
28467-o

To be sold at the registry office of Ste-Anne des Monts, situated at the Court House of Ste-Anne des Monts, MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, March 10, 1969.
28467

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour provinciale, No 4047. JEAN-PAUL BRISEBOIS, épicier, domicilié à Les Escoumins, district de Hauterive, demandeur, *contre* ARTHUR THERRIEN, domicilié à Les Escoumins, district de Hauterive, défendeur.

Une partie du lot numéro huit (Ptie 8), du rang deux (Rg 2), au cadastre officiel du canton Les Escoumins, étant un terrain de figure irrégulière mesurant au nord-ouest, 284 pieds, au sud-ouest 315 pieds, au nord-est 275 pieds, et au sud-est l'espace entre le chemin de la concession et le terrain de Johnny Robertson, mesure anglaise, borné au sud-ouest par le chemin de la Concession, au nord-ouest par Ronaldo Roussel, au nord-est par Johnny Robertson, et au sud-est par la route de la Concession, avec la maison et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie-Comeau, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau.
28468-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 4047. JEAN-PAUL BRISEBOIS, grocer, domiciled at Les Escoumins, district of Hauterive, plaintiff, *against* ARTHUR THERRIEN, domiciled at Les Escoumins, district of Hauterive, defendant.

A part of lot number eight (P. of 8), on range two (R. 2), in the official cadastre of the township of Les Escoumins, being a lot of land of irregular shape, measuring, on the north-west, 284 feet, on the south-west 315 feet, on the north-east 275 feet, and on the south-east the space between the concession road and the land belonging to Johnny Robertson, English measure, bounded on the south-west by the concession road, on the north-west by Ronaldo Roussel, on the north-east by Johnny Robertson, and on the south-east by the concession road, with the house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold in the office of the registrar for the registration division of the county of Saguenay, in the Baie-Comeau Court House, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau.
28468

De Terris

Bref d'exécution de Montmagny
District de Montmagny

Cour Provinciale, No 1975. EMILE LACHANCE, manufacturier, St-Damien, comté de Bellechasse, demandeur, *vs* PHILIPPE LEVESQUE, propriétaire de l'hôtel Ti-Basse, 22, avenue Plante, Port-Cartier, Saguenay, défendeur.

Bref notés:

No: 6306 E. S. & Robinson Canada Ltd *vs* Philippe Lévesque;

No: S-226 Bel Auto (1961) Inc. *vs* Philippe Lévesque;

No: S-2681 Marcel Giroux *vs* Philippe Lévesque.

Bloc « A »-61

Un emplacement situé à Shelter Bay comté de Saguenay P.Q., connu et désigné comme étant la subdivision 61 du bloc « A » (A-61) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Babel dans le comté de Saguenay, ledit emplacement étant décrit comme suit: de forme de trapèze étant ptie du bloc « A » borné au nord-est par ptie du bloc « A » -59 Rue, sud-est: par ptie du bloc A-63, rue sud-ouest; par ptie du bloc A-62, au nord-ouest par le bloc A-59, mesurant 62-96 pieds sur son côté nord-est 104.57 pieds sur son côté sud-est, 60 pieds sur

De Terris

Execution writ of Montmagny
District of Montmagny

Provincial Court, No. 1975. EMILE LACHANCE, manufacturer, St-Damien, county of Bellechasse, plaintiff, *vs* PHILIPPE LEVESQUE, proprietor of Hôtel Ti-Basse, 22 Plante avenue, Port-Cartier, Saguenay, defendant.

Writs noted:

No.: 6306 E. S. & Robinson Canada Ltd *vs* Philippe Lévesque;

No.: S-226 Bel Auto (1961) Inc. *vs* Philippe Lévesque;

No.: S-2681 Marcel Giroux *vs* Philippe Lévesque.

Bloc "A"-61

An emplacement situated at Shelter Bay, county of Saguenay, P.Q. known and designated as being subdivision 61 of Bloc "A" (A-61) on the plan and book of reference of the official cadastre of the township of Babel in the county of Saguenay, the said emplacement being described as follows: of trapezoïdal shape, being part of bloc "A", bounded to the northeast by part of bloc A-59 Street, to the southeast by part of bloc A-63, Street, to the southeast by part of bloc A-62, to the northwest by bloc A-59, measuring 62-96 feet on its northeast side,

son côté sud-ouest et 9-.42 pieds sur son côté nord-ouest, contenant en superficie 5920.00′ carrés, m.a. le tout avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve aucune.

Bloc « A »-108

Le lot No: A-108, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Shelter Bay situé dans la ville de Shelter Bay, canton Babel, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, Baie-Comeau, le NEUVIÈME jour de MAI 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
JEAN TRUCHON.

Sept-Iles, le 10 mars 1969. 28469-o

104.57 feet on its southeast side, 60 feet on its southwest side and 9-.42 feet on its northwest side, having an area of 5920.00′ square feet, English measure, the whole with building thereon erected, circumstances and dependencies, without exception or reserve.

Bloc "A"-108

Lot number A-108, on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Shelter Bay situated in the town of Shelter Bay, township of Babel with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, Court House, Baie Comeau, on the NINTH day of MAY, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN TRUCHON,
Associate Sheriff.

Seven Islands, March 10, 1969. 28469

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No. 10369. CHARTER CREDIT CORPORATION, corps politique dûment incorporé conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, demanderesse *vs* DAME VERONIQUE ÉMARD, épouse séparée de biens conformément à la Loi de l'Ontario de Donat Bonnenfant, et JÉRÉMIE ÉMARD, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, défendeurs.

« Un immeuble connu et désigné au cadastre de la Ville d'Aylmer comme étant le lot sept cent trente et un (731). Avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la division de Gatineau, à Maniwaki, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
PAUL ST-PIERRE.

Bureau du Shérif, ce 8 avril 1969. 28470-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 11608. CHARTER CREDIT CORP., corps politique et incorporé selon la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demandeur, *vs* RAYMOND LADOUCEUR, gentilhomme, de Pointe-Gatineau, district de Hull, résidant à 69, rue St-Jean-Baptiste, défendeur.

« Toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot numéro cent cinquante-sept (157) au cadastre du village de Pointe-Gatineau, mesurant trente-huit pieds (38′) de largeur sur cent soixante-neuf pieds (169′) de profondeur mesures anglaises et plus ou moins avec toutes bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et partie du lot numéro cent cinquante-huit (Ptie 158) au même cadastre, mesurant environ vingt et un pieds (21′) de largeur de l'ouest à l'est, sur soixante-quinze pieds (75′) de profondeur, du nord au sud, mesures anglaises et plus ou moins, borné comme suit: au nord par la rue St-François-Xavier; au sud par partie du même lot, propriété de M. Siméon Pilon; à l'est par

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, No. 10369. CHARTER CREDIT CORPORATION, a body politic and corporate duly incorporated according to Law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME VERONIQUE ÉMARD, wife separate as to property in accordance with the law of Ontario of Donat Bonnenfant, and JÉRÉMIE ÉMARD, of the city of Ottawa, Province of Ontario, defendants.

"An immovable known and designated on the cadastre of the town of Aylmer as being lot seven hundred and thirty-one (731). With all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office for the Gatineau Division, at Maniwaki, on the TWENTY-SIXTH day of the month of APRIL, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-PIERRE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office, April 8, 1969. 28470

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, No. 11608. CHARTER CREDIT CORP., a body politic and corporate duly incorporated according to Law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* RAYMOND LADOUCEUR, gentleman, of Pointe-Gatineau, district of Hull, therein residing at 69 St. Jean Baptiste Street, defendant.

"All this property known and designated as being lot number one hundred and fifty-seven (157) on the cadastre of the village of Pointe-Gatineau, measuring thirty-eight feet (38′) in width by one hundred and sixty-nine feet (169′) in depth, English measure and more or less with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies and part of lot number one hundred and fifty-eight (Pt. 158) on the same cadastre, measuring approximately twenty-one feet (21′) in width from west to east, by seventy-five feet (75′) in depth, from north to south, English measure and more or less, bounded as follows: on the north by St. François Xavier Street; on the south by part of the same lot,

partie du même lot, propriété de M. Aldéric Saumure et à l'ouest par le lot 157; tel que le tout se trouve actuellement. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de la division de Hull, en la cité de Hull, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
PAUL ST-PIERRE.

Bureau du shérif,
ce 8 mars 1969. 28471

property of Mr. Siméon Pilon; on the east by part of the same lot, property of Mr. Aldéric Saumure and on the west by lot 157; such as the whole is presently found."

To be sold at the registry office of the division of Hull, in the city of Hull, on the TWENTY-FIFTH day of the month of APRIL, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-PIERRE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
March 8, 1969. 28471-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale, No 1091. HYDRO QUÉBEC, corporation légalement constituée (Statuts Refondus de Québec 1964 Chapitre 86 et amendement) ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 75 ouest, boul. Dorchester, Montréal, demanderesse, *vs* PAUL BOIS, résidant au 6ième Rang est, St-Gabriel, des comté et district de Kamouraska, défendeur.

« Un emplacement situé sur le sixième rang de St-Pacôme, du côté sud-est du chemin public, mesurant ledit terrain soixante-quinze pieds (75′) de largeur mesurés est-ouest sur cent pieds (100′) de profondeur mesurés nord-sud, le tout à la mesure anglaise et borné comme suit: au nord-est, par le lot numéro 699 appartenant à Adrien Ouellet; au sud-est et au sud-ouest, par le résidu du lot numéro 700 appartenant à la venderesse; et au nord-ouest, par le chemin public; lequel terrain est connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pacôme, sous partie du lot numéro sept cent (Ptie 700); tel que le tout se trouve actuellement et circonstances et dépendances; propriété du défendeur, division d'enregistrement de Kamouraska. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Pascal, comté de Kamouraska, le TRENTIÈME (30e) jour d'AVRIL 1969, à DEUX heures (2) de l'après-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 13 mars 1969. 28472-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Provincial Court, No. 1091. HYDRO QUÉBEC, a corporation legally constituted (Québec Revised Statutes 1964, chapter 86 and amendment) having its head office and its principal place of business at 75 Dorchester Boulevard, West, Montreal, plaintiff, *vs* PAUL BOIS, residing at 6th Range East, St-Gabriel, of the county and district of Kamouraska, defendant.

"An emplacement situated in the sixth range of St-Pacôme on the southeast side of the public road, measuring the said lot of land seventy-five feet (75′) in width measured east-west by one hundred feet (100′) in depth measured north-south, the whole in English measure and bounded as follows: on the northeast, by lot number 699 belonging to Adrien Ouellet; on the southeast and on the southwest, by the residue of lot number 700, belonging to the vendor; and on the northwest, by the public road; which lot of land is known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Pacôme, under part of lot number seven hundred (Pt. 700); as the whole subsists presently with circumstances and dependencies; property of the defendant, Registry Division of Kamouraska."

To be sold at the Registry office of St-Pascal, county of Kamouraska, the THIRTIETH (30) day of APRIL, 1969, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, March 13, 1969. 28472

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No. 495 299. ROLLAND HÉBERT, demandeur, *vs* VINCENZO SICARI *et al.*, défendeurs.

« Un emplacement situé sur le boulevard Omer-Gaucher dans la cité de Rivière-des-Prairies, et connu et désigné sous le numéro cent vingt de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-sept (No. 87-120) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds et quatre-vingt-quatorze centièmes de pied de profondeur (45′ x 88′.94) moins cependant, la partie de ce lot vendue au Département du Ministère de la Voirie de la province de Québec, pour l'élargisse-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

District of Montreal

Montreal, to wit: No. 495 299. ROLLAND HÉBERT, plaintiff, *vs* VINCENZO SICARI *et al.*, defendants.

"An emplacement situated on Omer-Gaucher Boulevard in the city of Rivière-des-Prairies, and known and designated under number one hundred and twenty of the subdivision of lot number eighty-seven (No. 87-120) on the official plan and book of reference of the parish of Rivière-des-Prairies, measuring forty-five feet in width by eighty-eight feet and ninety-four hundredths of a foot in depth (45′ x 88′.94) less however, the part of this lot sold to the Department of Roads of the Province of Québec, for the enlargement of the said Boulevard, this lot now

ment dudit boulevard, ce lot étant maintenant connu comme étant la partie nord-est, bornée en front, par la partie vendue au Département du Ministère de la Voirie, en arrière, au nord-est, par le lot 87-180, d'un côté, au nord-ouest, par le lot 87-119 et de l'autre côté, au sud-est par le lot 87-121, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, et avec l'immeuble dessus érigé portant les numéros civiques 8651 et 8651-A, boul. Omer-Gaucher. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire (Vieux Palais de Justice) chambre no. 18, 155 rue Notre-Dame est, à Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 14 mars 1969. 28473-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 760 776. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse, *vs* JAMES DOUGLAS McMILLAN, défendeur.

« Un emplacement faisant front sur l'avenue Courtland (anciennement avenue Court), dans la ville de Dorval, se composant de la subdivision de lot numéro cinq cent douze du lot originaire numéro neuf (N° 9-512) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; ledit lot mesure soixante pieds (60′) de largeur sur quatre-vingt-dix-huit pieds (98′) de profondeur, mesure anglaise.

Comprenant aussi le « bungalow » séparé en bois, à un étage, qui y est érigé, et portant le numéro civique 59 de ladite avenue Courtland. »

Pour être vendus au bureau du protonotaire, au Vieux Palais de Justice, bureau 18, 155 est, rue Notre-Dame, Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 14 mars 1969. 28474

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 1815. SA MAJESTÉ LA REINE, demanderesse, *vs* JOS LIPARI, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Denis, en la cité de Montréal, étant la moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (½ S.E. 8-436) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent trente pieds mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front par la rue St-Denis, en arrière par une ruelle; d'un côté, au nord-ouest, par le résidu dudit lot No 8-436 et de l'autre côté, au sud-est par le lot No 8-435 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, avec les bâtisses et dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques, 7101, 7101*a*, 7101*b*, 7103 et 7105 de ladite rue St-Denis. »

known as being the northeast part, bounded in front by the part sold to the Department of Roads, in the rear, on the northeast, by lot 87-180, on one side, on the northwest by lot 87-119 and on the other side, on the southeast by lot 87-121, all on the same official plan and book of reference.

Such as the whole is presently found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said emplacement, and with an immovable erected thereon bearing civic numbers 8651 and 8651-A Omer-Gaucher Boulevard."

To be sold at the Office of the Prothonotary, (Old Court House), Room No. 18, 155 Notre-Dame Street East, in Montreal, on the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 14, 1969. 28473

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 760 776. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, *vs* JAMES DOUGLAS McMILLAN, defendant.

"An emplacement fronting on Courtland Avenue (formerly Court Avenue), in the town of Dorval, composed of lot subdivision number five hundred and twelve of the original lot number nine (No. 9-512), on the official plan and book of reference of the parish of Lachine; said lot measuring sixty feet (60′) in width by ninety-eight feet (98′) in depth, English measure.

With the one-storey, wood, detached bungalow thereon erected bearing civic No. 59 of said Courtland Avenue."

To be sold at the Prothonotary's Office, Old Court House, Room 18, 155 Notre-Dame Street East, in Montreal, on the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 14, 1969. 28474-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 1815. HER MAJESTY THE QUEEN, plaintiff, *vs* JOS LIPARI, defendant.

"An emplacement fronting on St-Denis Street in the city of Montreal, being the southeast half of the lot of land known and designated under number four hundred and thirty-six of the official subdivision of original lot number eight (½ S.E. 8-436) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by a depth of one hundred and thirty feet, English measure and more or less and bounded as follows: in front on St-Denis Street, in the rear by a lane; on one side on the northwest by the remainder of said lot No. 8-436 and on the other side on the southeast by lot No. 8-435 on the same official plan and book of reference, with buildings and dependencies erected thereon, bearing civic numbers 7101, 7101*a*, 7101*b*, 7103 and 7105 of the said St-Denis Street."

Pour être vendu au bureau du protonotaire (Vieux Palais de Justice) chambre No 18, 155, rue Notre-Dame est, à Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif-adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 14 mars 1969. 28475-o

To be sold at the office of the Prothonotary, (Old Court House), Room No. 18, 155 Notre-Dame Street East, in Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 14, 1969. 28475

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No. 3346. DUBEAU ET LAPOINTE LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires sur le Boulevard Lemire à Drummondville, demanderesse *vs* RELAIS AU MOULIN ROUGE INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à St-Léonard d'Aston défenderesse et RENAUD CHAPDELAINE, régistrateur de la division d'enregistrement de Nicolet, mis-en-cause.

Un terrain irrégulier mesurant 648 pieds et 8/10, le long de la route Trans-Canadienne soit au sud-est, 323 pieds et 3/100 de pied le long de la ligne sud-ouest, soit en suivant les sinuosités du chemin de desserte, 425 pieds le long de la ligne nord-ouest mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro 125 du cadastre de la paroisse de St-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, lequel terrain est borné au sud-est par la route Trans-Canadienne, au nord-est par la rivière Nicolet, au sud-ouest par le chemin desserte et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 125. Avec les bâtisses dessus construites.

La vente qui devait avoir lieu le dix-huitième jour de février 1969, et annoncée dans la *Gazette officielle* le 18 janvier 1969, aura lieu au bureau d'enregistrement de la division numéro 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 13 mars 1969. 28481-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3346. DUBEAU ET LAPOINTE LTÉE, body legally incorporated, having its head office on Lemire Blvd. in Drummondville, plaintiff, *vs* RELAIS AU MOULIN ROUGE INC., body legally incorporated, having its head office in St-Léonard d'Aston, defendant, and RENAUD CHAPDELAINE, registrar for the registration division of Nicolet, mis-en-cause.

A lot of land of irregular shape, measuring 648 8/10 feet along the Trans-Canada Highway on the southeast, 323 and 3-100 feet along the southwest line, following bends in the connecting road, 425 feet along the northwest line, English measure and more or less, known and designated as being a part of lot number 125 in the cadastre of the parish of St-Léonard d'Aston, county of Nicolet. The said lot of land is bounded on the southeast by the Trans-Canada Highway, on the northeast by the Nicolet River, on the southwest by the Chapelry road, and on the northwest by the remainder of said lot number 125; with the buildings constructed thereon.

The sale which was to have taken place on the eighteenth day of February, 1969, and which was announced in the *Official Gazette* on January 18, 1969, will take place in the registry office of division No. 2, situated in the Court House of Nicolet, district of Nicolet, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, March 13, 1959. 28481

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 154-769. JEAN CLAUDE GRENIER, entrepreneur-général, ayant sa place d'affaires à 80, rue St-Jules, Beauport, district de Québec, *vs* WILFRID RIOUX, domicilié à 19½, School Street, Jewett City, État du Connecticut, États-Unis, et LE RÉGISTRATEUR, de la division d'enregistrement de Québec, 20, Ave Chauveau, cité et district de Québec, mis-en-cause.

« 1. Un emplacement, avec maison dessus érigée et dépendances, faisant partie du lot (365) trois cent soixante-cinq du cadastre officiel de la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, mesurant cent cinquante-neuf pieds dans sa ligne est, cent vingt-cinq pieds dans sa ligne sud, cent cinquante-cinq dans sa ligne nord-ouest et cinquante pieds dans sa ligne nord, mesure

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 154-769. JEAN CLAUDE GRENIER, general contractor, having his place of business at 80 St-Jules St., Beauport, district of Québec, *vs* WILFRID RIOUX, domiciled at 19½ School St., Jewett City, State of Connecticut, United States, and THE REGISTRAR for the Québec registration division, 20 Chauveau Ave., city and district of Québec, mis-en-cause.

"1. An emplacement, with the house and dependencies erected thereon, forming part of lot (365) three hundred and sixty-five in the official cadastre of the parish of St-Gabriel de Valcartier, measuring one hundred and fifty-nine feet on its east line, one hundred and twenty-five feet on its south line, one hundred and fifty-five feet on its northwest line, and fifty feet on its north line,

anglaise; borné à l'est par un chemin, au sud au terrain de Mlle Marcelle Patry, à l'ouest et au nord au reste du terrain de M. Clément Fitzpatrick.

Avec droit de passage dans le chemin à l'est pour sortir au chemin public et aussi un droit de passage dans un chemin passant au pied de l'écart le long du lot 365-3, pour aller à la Rivière Jacques-Cartier, en commun avec les autres. Avec droit de puisage d'eau conformément au titre de M. Rioux. »

« 2. Un emplacement situé en la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (ptie 365) trois cent soixante-cinq sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, de forme irrégulière, mesurant (63) soixante-trois pieds entre les points A et B sur le plan ci-annexé, (100) cent pieds entre les points B et C, (125) cent vingt-cinq pieds entre les points C et D, (85) quatre-vingt-cinq pieds entre les points D et E, (187) cent quatre-vingt-sept pieds entre les points E et F, (50) cinquante pieds entre les points F et G et (150) cent cinquante pieds entre les points G et A, le tout mesure anglaise, borné au sud par le terrain de Mlle Patry, à l'est par le terrain de l'acquéreur, au nord par le chemin de sortie et à l'ouest partie par le terrain de monsieur Marcoux, et partie par celui de Yves Bédard et partie par celui du vendeur.

Avec en plus une servitude de passage, avec tout genre ordinaire de locomotion en faveur du lot vendu sur un chemin de vingt-cinq pieds de largeur formant partie dudit lot numéro (ptie 365) trois cent soixante-cinq cadastre de la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, permettant de communiquer du lot vendu au chemin public. Ce droit de passage constituera une servitude réelle et perpétuelle sur l'assiette dudit chemin en faveur du lot vendu, et sera exercée aux risques et périls de l'acquéreur, ses héritiers et ayants cause, sans que le vendeur ne puisse être tenu à l'entretien de ce chemin.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 18 mars 1969. 28482-o

English measure, and bounded on the east by the road, on the south by Miss Marcelle Patry, on the west and the north by the remainder of the land belonging to Mr. Clément Fitzpatrick.

With right of way on the road to the east to get to the public road, and also a right of way on a road passing at the foot of the bend along lot 365-3 to go to the Jacques-Cartier River, in common with the others. With well-sinking rights pursuant to the deed in favour of Mr. Rioux."

"2. An emplacement situated in the parish of St-Gabriel de Valcartier, forming part of the lot known and designated under number (P. 365) three hundred and sixty-five on the plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of St-Gabriel de Valcartier, of irregular shape, measuring (63) sixty-three feet between points A and B on the plan annexed hereto, (100) one hundred feet between points B and C, (125) one hundred and twenty-five feet between points C and D, (85) eighty-five feet between points D and E, (187) one hundred and eighty-seven feet between points E and F, (50) fifty feet between points F and G, and (150) one hundred and fifty feet between points G and A, the whole English measure, bounded on the south by the land belonging to Miss Patry, on the east by the land belonging to the purchaser, on the north by the exit road, and on the west partly by the land belonging to Mr. Marcoux, and partly by that belonging to Yves Bédard and partly by that belonging to the vendor.

Also with a right of way by any ordinary means of transportation in favour of the lot sold on a road of twenty-five feet in width, forming part of said lot number (P. 365) three hundred and sixty-five in the cadastre of the parish of St-Gabriel de Valcartier, permitting one to go from the lot sold to the public road. This right of way will constitute a perpetual and real servitude on the surface of the said road in favour of the lot sold, and shall be exercised at the risk and danger of the purchaser, his heirs and dependents, without the vendor's being held to maintain the said road.

The whole as it is presently to be found, with the active and passive servitudes, without exception nor reservation".

To be sold in the Québec Registry Office, in Québec, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, March 18, 1969. 28482

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 19-584.

RÉSIDENCE FUNÉRAIRE A. LUSSIER LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et un bureau à 148, Georges, Sorel, district de Richelieu, demanderesse, *vs* LES HÉRITIERS DE JOSEPH BERGERON, en son vivant rentier, résidant à 379, East School St, Woonsocket, Rhode Island, un des états de l'Amérique du Nord, défendeur, et ROSAIRE PAQUIN, es-qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Richelieu, ayant son bureau à 30, Prince, Sorel, district de Richelieu, mis-en-cause.

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, No. 19-584.

RÉSIDENCE FUNÉRAIRE A. LUSSIER LTÉE, corporation legally incorporated, having its head office and an office at 148 Georges, Sorel, district of Richelieu, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF JOSEPH BERGERON, in his life time annuitant residing at 379 East School Street, Woonsocket, Rhode Island, one of the United States of North America, defendant, and ROSAIRE PAQUIN, in his capacity as registrar for the Richelieu registry division, having his office at 30 Prince, Sorel, district of Richelieu, mis-en-cause.

« Un immeuble situé en la municipalité de la paroisse de St-Robert, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent sept (P. 207) du cadastre de ladite paroisse, mesurant un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur; le tout plus ou moins et de mesure anglaise; tenant en front le rang Provost, en profondeur à la Concession Bellevue, du côté d'en bas au lot No 206 dudit cadastre à Joseph Aimé Lemoine et du côté d'en haut, à autre partie du susdit lot No 207 appartenant à MM. Racine et Plante; avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Sorel, à Sorel, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
FRANÇOIS GÉLINAS.

Bureau du shérif,
Palais de Justice,
Sorel, le 13 mars 1969. 28476-o

"An immovable situated in the municipality of the parish of St-Robert, known and designated as being part of lot number two hundred and seven (Pt 207) on the cadastre of the said parish, measuring one arpent in width by twenty arpents in depth; the whole more or less and English measure; bounded in front by Provost Range, in depth by Concession Bellevue, on the lower side by lot number 206 of the said cadastre belonging to Joseph Aimé Lemoine and on the higher side, by another part of the above-mentioned lot number 207 belonging to Messrs. Racine and Plante; with buildings thereon erected."

To be sold at the Sorel registry office, at Sorel, MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

FRANÇOIS GÉLINAS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sorel, March 13, 1969. 28476

INDEX No 12

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

234 — Impôt sur les corporations, application de l'article 13 (*j*) (*Erratum*) 1836
234 — Corporation Tax Act, application of section 13 (*j*) (*Erratum*) 1836
600 — Bois ouvré, Québec 1831
600 — Wrought wood, Québec 1831
601 — Alimentation, détail, Sherbrooke 1827
601 — Food, Retail, Sherbrooke 1827
602 — Cercueils, Province 1829
602 — Casket, Province 1829
603 — Camionnage, Montréal 1826
603 — Cartage, Montreal 1826
604 — Bois ouvré, Québec 1826
604 — Wrought wood, Québec 1826
678 — Réserve de chasse et de pêche de Forestville 1836
678 — Fish and Game Reserve of Forestville 1836
681 — Produits laitiers, règlements 1831
681 — Dairy Products Act, regulations 1831

ASSOCIATION coopérative — ***COOPERATIVE Association***

Association coopérative d'habitation co-op habitat Thibault (*Formation*) 1850

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Cabano, ville-town (*Requête-Petition*) 1876
Chevaliers de Colomb de Temiscaming Inc., Conseil St. Theresa No 3846 1875
Conseil Colombien 6003 incorporé Lebel-sur-Quévillon, Abitibi-Est, Québec 1875
Corporation des ingénieurs du Québec (*Amendements*) 1876
Corporation of Engineers of Québec (*Modifications*) 1876
Knights of Columbus of Temiscaming Inc., Council St. Theresa No. 3846 1875
St-Mathias de Cabano, par. (*Requête-Petition*) 1876

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Abourachid, Joe (*Dem.-Appl.*) 1850
Bezkorowajny, Michel Jean (*Dem.-Appl.*) 1850
Burke, John Crawford (*Acc.-Grant.*) 1849
Bouchard, Joseph Pierre (*Acc.-Grant.*) 1850
Egan, George (*Acc.-Grant.*) 1849
Joski, John (*Acc.-Grant.*) 1850
Kamenetsky, Harry (*Dem.-Appl.*) 1848
Mastro, Joseph Anthony (*Acc.-Grant.*) 1850
Oleskevis, D'Arcy Paul (*Dem.-Appl.*) 1848
Oleskevis, Paul Andrew (*Dem.-Appl.*) 1848
Pajackowski, Émile (*Dem.-Appl.*) 1848
Plaskasovitou, Demetrious (*Dem.-Appl.*) 1849
Rabinovitch, Nathan (*Dem.-Appl.*) 1849
Rafal, David (*Acc.-Grant.*) 1849
Ross, Joseph George (*Acc.-Grant.*) 1849
Selim, Raouf (*Dem.-Appl.*) 1848
Stirling, Leo Michael (*Acc.-Grant.*) 1849

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs (*Ext. Terr.*).. 1857
Caisse populaire Desjardins de Rivière-au-Tonnerre (La) (*Ext. Terr.*)..... 1857

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisée à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Sewcraft Fabrics, Inc..... 1851

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Allard, Savage & Associates Inc..... 1852
Brodeur (Lachine) inc..... 1852
Léonard (B.) inc..... 1852
Oakdale Development Corp..... 1852
Pavilion of Economic Progress Corporation..... 1851
Pavilion on the United Nations Corporation..... 1851
Pavillon sur les Nations Unies (Le).... 1851
Perry, Grant & Associates Inc..... 1853
Select Packers Inc..... 1851
Société du Pavillon de la Vie Économique (La)..... 1851
Suncrest Investment Corporation..... 1852
Voyageurs T.P.M. inc..... 1852

Divers — ***Miscellaneous***

Beaulne, Charles, Fournier Évaluateurs inc. (*Dir.*)..... 1853
Brodeur (Lachine) inc. (*Dist. Actif-Assets*)..... 1854
Canadian Schenley Distilleries Ltd. (*Dir.*)..... 1853
Carignan Assurances Inc. (*Dir.*)..... 1853
Cimex inc. (*Nom-Name ch.*)..... 1855
Coq Hardi inc. (*Dir.*)..... 1853
Créations Diane Paré inc. (*Dir.*)..... 1853
Ferme La Cravache inc. (*Dir.*)..... 1853
Gagnon (Pierre) limitée (*Nom ch.*)..... 1854
Gagnon (Pierre) Limited (*Name ch.*)... 1854
Greenshields Incorporated (*Dir.*)..... 1855
Grenier, Ruel & Cie inc. (*Dir.*)..... 1854
Grenier, Ruel & Co. Inc. (*Dir.*)..... 1854
La Salle Tricot limitée (*Nom-ch.*)..... 1855
La Salle Knitting Limited (*Name ch.*)... 1855
Maroquins inc. (Les) (*Dir.*)..... 1853
Miss Chinatown (South Shore) Ltd. (*Dir.*)..... 1854
Samson Bélair Riddell Stead Inc. (*Erratum*)..... 1854
Société VS limitée (La) (*Nom-Name ch.*) 1855
Soucy (J.O.), inc. (*Dir.*)..... 1854

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Adler Development Corp..... 1752
Albert's Men's Wear Inc..... 1752
Alliance Tire (Québec) Ltd..... 1783
American Adventure Tours Ltd..... 1753
Ameublements Albert inc..... 1753
Animaux Canadiana inc. (Les)..... 1753
Arbour (E. L.) inc..... 1754
Armabec inc..... 1754
Armorex inc..... 1754
Association des Commerçants de Chicoutimi Centre-Ville inc. (L')..... 1755
Association des Propriétaires et Locataires du Lac Ste-Rose..... 1755
Association sportive des Policiers et Pompiers du Québec inc..... 1756
Astro construction inc..... 1756
Atelier Loisirs-Danses Victo inc..... 1756
Autodrome Drummond inc..... 1757
B.T.R. Cosmétiques inc..... 1757
Beaudoin transport ltée..... 1757
Beaugar inc..... 1758
Beauté Boutique inc..... 1758
Bersol Distributors Inc..... 1758
Boivin (J. Omer) & fils ltée..... 1759
Boulangerie Moderne Roussin ltée..... 1759
Boutique du Cuir inc. (La)..... 1759
Boutique St-Charles (Trois-Rivières) ltée (La)..... 1760
C.I.F. inc..... 1760
Canadiana Livestock Inc..... 1753
Carrousel Stores Inc..... 1778
Centre mobile Élite inc..... 1760
Cercle des Fabricants du Québec inc. (La)..... 1761
Cercle Social Féminin des Laurentides inc..... 1761
Châteauguay Shoe Shop Inc..... 1761
Ciecom Corporation..... 1762
Cloutier (Eugène) inc..... 1762
Club récréatif de Montmorency inc... 1762
Coaticook Harmony..... 1774
Cie de gestion Sillery inc. (La)..... 1763
Compagnie de transport général Laberge ltée (La)..... 1763
Conceptat inc..... 1763
Confection R. D. inc..... 1764
Confiserie Longueuil inc..... 1764
Construction Norcen inc..... 1764
Corporation des Relations Étudiants et Administrateurs (Université Laval) 1765
Crêpe de France (no 1) inc. (La)..... 1765
Crêpe de France (no 2) inc. (La)..... 1765
Daily Cleaners and Launderers Ltd.... 1766
Decor Plywood Ltd..... 1766
Dégelement & Soudure de Rivière-du-Loup inc..... 1766
Desgagné construction ltée..... 1767
Diamond Real Estate Ltd..... 1767
Distributeurs Bersol inc..... 1758
Diversified Realties of Montreal Ltd. 1767
Dominick auto-sport ltée..... 1768
Dominick Sport Car Ltd..... 1768
Dufour & Lapointe automobiles inc... 1768
Elemen inc..... 1769
Elite Picture Frames Inc..... 1769
Entreprises Brodeur et Lessard ltée (Les)..... 1769
Entreprises T. M. ltée (Les)..... 1770
Erb-Cor Ltd..... 1770
Europarts Inc..... 1770
Fashion Converters Ltd..... 1771
Fédération des Clubs de Montagne du Québec inc..... 1771
Friday's Ltd..... 1771
Fuschino & associés inc..... 1772
Garceau et Lefebvre inc..... 1772
Gémico ltée..... 1772
Giligon inc..... 1773
Gingras & Gingras limitée..... 1773
Hamel (Georges) inc..... 1773
Harmonie de Coaticook..... 1774
Hélicoptères Trans-Québec limitée (Les) 1774
I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd..... 1774
ICM ltée..... 1775
Immeubles JRM inc. (Les)..... 1775
Immeubles Diamant ltée..... 1767

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Immeubles diversifiés de Montréal ltée. 1767
Immeubles Riverains ltée (Les) 1775
J. L. inc. 1776
Jul Orange Julep Inc. 1776
Kebec Truck Center (1969) Ltd. 1776
King of the Roast Inc. (The) 1785
L. F. construction inc. 1777
Lanton inc. 1777
Larin (Jacques) Entreprises inc. 1777
Leawood Products Inc. 1778
Lessard Bus Lines Inc. 1778
Magasins Carrousel inc. 1778
Magi-Flame Inc. 1779
Magi-Flamme inc. 1779
Marché J.-P. Bélisle inc. 1779
Mercerie Albert inc. 1752
Mergl Excavation Inc. 1779
Métaux Roland Roy inc. (Les) 1780
Meunier (Paul) inc. 1780
Montage Éclair inc. 1780
Montmorency Diesel Inc. 1781
Morin (P.A.) inc. 1781
Mousseau's Limited 1781
New Miss Jean Talon Restaurant Ltd. 1782
Nid du Bébé inc. (Le) 1782
Norcen Construction Inc. 1764
P.A.C.E. International Inc. 1782
Parent & Roy ltée 1783
Place Pointe aux Trembles inc. 1783
Place Rialto inc. 1783
Pneu Alliance (Québec) ltée 1783
Promotion Anjou inc. 1784
R.D.R. inc. 1784
Résidence Maison-Neuve ltée 1784
Restaurant La Corniche Steak House Inc. 1785
Roi du Rosbif inc. (Le) 1785
St. John Tools & Dies Inc. 1785
St-Luc automobile inc. 1786
Société d'Administration et de Gestion des Entreprises du Croissant Vermeil inc. 1786
Soeurs de la Passion de Notre-Seigneur 1786
T. M. Enterprises Ltd 1770
Tico Holding Corp. 1787
Timbale Fleur de Lys inc. (La) 1787
Tivoli Homes Ltd 1787
Tousignant & Associates Inc. 1788
Tousignant & associés inc. 1788
Trans-Québec Helicopters Limited 1774
Tremblay (Gaétan) and Associates Insurance Ltd. 1788
Tremblay (Gaétan) et associés assurances ltée 1788
33-45 inc. 1789
Vari construction ltée 1788
Villager Shoe Shoppes Ltd. (The) 1789

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Cardinal Furniture Industries Ltd 1790
Cité Électronique inc. 1790
Contin Dyeing Ltd 1790
Gai-Mont inc. (*Erratum*) 1790
Houle (M. C.) Auto inc. 1790
Jarry Restaurant Inc. 1791
LaSalle Bowling Inc. 1791
Lukon Inc. 1791
Morris National Sales Inc. 1791
National Paint Limited 1791
Peinture Nationale limitée 1791
Presses Lithographiques (1965) inc. (Les) 1792
Ross-Smith (1969) Ltd. 1792
Roy (Roch) ltée 1792
Salon Fantasia inc. 1792
Treasure Chest Ltd. 1792

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Comett-Auto Inc. 1856
Entreprises O'Connell ltée (Les) 1855
I.B.S. Industrial Bearing & Supplies Ltd. 1956
New Calumet Mines Ltd. 1857
Perma Photo Color Inc. 1855
Publications de Sexologie inc. (Les) 1856
Salon Mademoiselle ltée. 1856
Thibault International inc. 1856
Transportex Inc. 1856
Valquin Inc. 1857

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Artinian, Artin 1864
Club de Golf de Rosemere inc. 1866
Compagnie Trust Royal (La) 1864
Construction d'une édifice appartements « Gratte-Ciel » 1864
Construction of a « High-Rise » Apartment Building 1864
Corporation des Électroniciens du Québec (La) 1867
Côte St-Luc, cité-city 1862
Église presbytérienne de Georgetown 1863
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins 1866
Georgetown Presbyterian Church 1863
Imperial Trust Company (The) 1866
Industrial Life Insurance Company 1862
Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie (L') 1862
Montréal, ville-city 1867
Québec Corporation of Electronicians (The) 1867
Québec, ville-city 1864
Rosemere Golf Club Inc. 1866
Royal Trust Company (The) 1864
Sherbrooke, cité-city 1863
Société des Traducteurs du Québec inc (La) 1863
Société Nationale de Fiducie 1866
Société St-Jean Baptiste de Montréal 1866
Translators' Society of Québec, Inc. (The) 1863

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notice***

Société Coopérative Agricole de l'Acadie 1858

MINISTÈRES Affaires municipales — ***DEPARTMENTS Municipal Affairs***

Paspébiac-Ouest, munic. (*Publ.*) 1858

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Aylwin (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 1861
Côte-Nord, c.s.r.-r.s.b. (*Acc.-Grant.*) 1861
Des Cascades (*Dem.-Appl.*) 1860
Laurentienne (*Dem.-Appl.*) 1861
Nouvelle-Acadie (*Dem.-Appl.*) 1860
Perron Diss. (*Dem.-Appl.*) 1860
Richelieu Valley (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 1861
St-David (*Dem.-Appl.*) 1862
St-Germain, village (*Dem.-Appl.*) 1860
Tracadièche (*Dem.-Appl.*) 1861
Val d'Accueil (*Dem.-Appl.*) 1860

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurances: — *Insurance:*

Middlesex Mutual Insurance Company (*Permis-License*) 1878
Stonewall Insurance Company 1879

Richesses naturelles — ***Natural Resources***

Révocation de droits de mine 1879
Revocation of mining rights 1879

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Parent, canton-township 1845
Ste-Dorothée, par. 1845
Ste-Geneviève, par. 1845
Ste-Geneviève, par. 1845
Ste-Foye, par. 1844
St-Rémi, village 1845
Ste-Thérèse de Blainville, par. 1845
St-Valentin, par. 1846

TRAVAIL et de la Main d'oeuvre — ***LABOUR and Manpower***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Bedding & Upholstering, Province (*Amend.*) 1841
Coiffeurs, Chicoutimi (*Mod.*) 1839
Coiffeurs, Roberval (*Mod.*) 1837
Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, (*Prél.*) 1842
Funeral Directors of the Island of Montreal and Ile Jésus (*Levy*) 1842
Hairdressers, Chicoutimi (*Amend.*) 1839
Hairdressers, Roberval (*Amend.*) 1837
Literie et rembourrage, Province (*Mod.*) 1841

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 1858
Maintenance of roads discontinued 1858

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Civil marriage 1847
Division d'enregistrement de Papineau, à Papineauville 1846
Mariage civil, entrée en vigueur de la Loi 1847
Registration division of Papineau, at Papineauville 1846

RÉGIE de l'Électricité et du Gaz — ***ELECTRICITY and Gas Board***

Anglo-Canadian Pulp and Mills (*Tarif-Rate*) 1880

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUÉBEC Agricultural Marketing Board***

Ord. G-5-1 (Produits laitiers-Dairy Products) 1843

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Anjou, c.s.-s.c. 1867
Candiac, ville-town 1869
Châteauguay, ville-town 1870
Richmond, ville-town 1872
St-Jean-Baptiste-de-Nicolet, par. 1873

SYNDICATS Professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association des employés de Sodor inc. (*Const.-Inc.*) 1858
Association des enseignants du Nord-Ouest Québécois (*Const.-Inc.*) 1859
Conseil Central des Syndicats Nationaux de la Région de Thetford Mines inc. (*Nom-Name ch.*) 1859
Syndicat des Chauffeurs de Taxi du Québec (*Const.-Inc.*) 1860
Syndicat des Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine inc. (Le) (*Nom-Name ch.*) 1859
Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec (*Dissolution*) 1859

VENTES — ***SALES***

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Drummond — ***Drummond***

Laurentienne (La) *vs* Perron 1880

Gaspé — ***Gaspé***

Hydro-Québec *vs* Lévesque 1881

Hauterive — ***Hauterive***

Brisebois *vs* Therrien 1882
Lachance *vs* Lévesque 1882

Hull — ***Hull***

Charter Credit Corp. *vs* Émard *et al* ... 1883
Charter Credit Corp. *vs* Ladouceur 1883

Kamouraska — ***Kamouraska***

Hydro-Québec *vs* Bois 1884

Montréal — ***Montreal***

Hébert *vs* Sicari *et al* 1884
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* McMillan 1885
Queen (The) *vs* Lipari 1885
Reine (La) *vs* Lipari 1885

Nicolet — ***Nicolet***

Dubeau et Lapointe ltée *vs* Relais au Moulin Rouge inc. 1886

Québec — ***Québec***

Grenier *vs* Rioux 1886

Richelieu — ***Richelieu***

Résidence Funéraire A. Lussier ltée *vs* Héritiers-Heirs Joseph Bergeron 1887

Taxes — ***Taxes***

Argenteuil, comté-county 1793
Pontiac, comté-county 1823